



Organe d'examen des politiques commerciales

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

RAPPORT DU SECRÉTARIAT

MONGOLIE

Révision

Le présent rapport, préparé pour le troisième examen de la politique commerciale de la Mongolie a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Ainsi qu'il est prévu dans l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), le Secrétariat a demandé à la Mongolie des éclaircissements sur sa politique et ses pratiques commerciales.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à M. Masahiro Hayafuji (tél.: 022 739 5873), M. Pierre Latrille (tél.: 022 739 5266), et Mme Denby Probst (tél.: 022 739 5847).

La déclaration de politique générale présentée par la Mongolie est reproduite dans le document WT/TPR/G/406/Rev.1.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	8
1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	14
1.1 Évolution économique récente.....	14
1.2 Résultats commerciaux	19
1.2.1 Composition des échanges	19
1.2.2 Répartition géographique des échanges	20
1.3 Commerce des services	21
1.4 Investissement étranger direct	22
2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT.....	24
2.1 Cadre général	24
2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale	26
2.2.1 Législation relative au commerce	27
2.3 Accords et arrangements commerciaux	30
2.3.1 OMC.....	30
2.3.2 Accords régionaux et préférentiels	31
2.3.3 Autres accords et arrangements	32
2.4 Régime d'investissement	32
3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE.....	38
3.1 Mesures visant directement les importations	38
3.1.1 Procédures douanières, évaluation en douane et prescriptions douanières	38
3.1.1.1 Facilitation des échanges	39
3.1.1.2 Évaluation en douane	41
3.1.2 Règles d'origine	42
3.1.3 Droits de douane	45
3.1.3.1 Taux consolidés et taux appliqués	46
3.1.3.2 Exemptions de droits.....	50
3.1.3.3 Droits de douane préférentiels.....	55
3.1.4 Autres impositions visant les importations	56
3.1.4.1 TVA.....	56
3.1.4.2 Droits d'accise	58
3.1.5 Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation	60
3.1.6 Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde	65
3.1.7 Autres mesures visant les importations	66
3.2 Mesures visant directement les exportations	66
3.2.1 Procédures et prescriptions douanières.....	66
3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements	67
3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation et licences d'exportation	68
3.2.4 Soutien et promotion des exportations	70
3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation	71

3.3 Mesures visant la production et le commerce	71
3.3.1 Mesures d'incitation	71
3.3.2 Normes et autres prescriptions techniques	73
3.3.2.1 Cadre	74
3.3.2.2 Normes, règlements techniques et évaluation de la conformité	77
3.3.2.3 OMC et coopération ou conventions internationales	78
3.3.3 Prescriptions sanitaires et phytosanitaires.....	79
3.3.3.1 Politique	79
3.3.3.2 Cadre	80
3.3.3.3 Assistance technique, OMC et coopération internationale	83
3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix	83
3.3.5 Commerce d'État, entreprises publiques et privatisation	86
3.3.6 Marchés publics	87
3.3.7 Droits de propriété intellectuelle	89
3.3.7.1 Aperçu général	89
3.3.7.2 Droit d'auteur et droits connexes	91
3.3.7.3 Propriété industrielle	91
3.3.7.3.1 Aperçu général	91
3.3.7.3.2 Marques et indications géographiques.....	91
3.3.7.3.3 Protection des dessins et modèles	92
3.3.7.3.4 Brevets.....	92
3.3.7.3.5 Modèles d'utilité	92
3.3.7.3.6 Protection des variétés végétales	93
3.3.7.4 Moyens de faire respecter les droits	93
4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR	94
4.1 Agriculture, silviculture et pêche.....	94
4.1.1 Agriculture.....	94
4.1.1.1 Production et commerce	95
4.1.1.2 Cadre politique et juridique	99
4.1.1.3 Subventions/programmes de soutien.....	104
4.1.1.4 Principaux secteurs	107
4.1.1.4.1 Cachemire.....	107
4.1.1.4.2 Élevage.....	109
4.2 Industries extractives et énergie	111
4.2.1 Industries extractives.....	111
4.2.2 Énergie.....	117
4.2.2.1 Aperçu général	117
4.2.2.2 Hydrocarbures.....	119
4.2.2.2.1 Charbon.....	119
4.2.2.2.2 Gaz	119

4.2.2.2.3 Pétrole.....	119
4.2.2.3 Électricité.....	122
4.3 Secteur manufacturier.....	127
4.4 Services	130
4.4.1 Services financiers.....	130
4.4.1.1 Aperçu général	130
4.4.1.2 Services bancaires	131
4.4.1.3 Assurance	135
4.4.1.4 Services liés au marché des titres et des valeurs mobilières	137
4.4.2 Services juridiques.....	138
4.4.3 Télécommunications.....	138
4.4.4 Transports	142
4.4.4.1 Aperçu général	142
4.4.4.2 Transport aérien	143
4.4.4.3 Transport ferroviaire	148
4.4.4.4 Transport routier	151
4.4.4.5 Transports maritimes	152
4.4.5 Tourisme	154
5 APPENDICE – TABLEAUX	158

GRAPHIQUES

Graphique 1.1 Composition par produit des échanges de marchandises, par principal groupe du SH, 2013 et 2019	20
Graphique 1.2 Répartition géographique du commerce des marchandises, 2013 et 2019	21
Graphique 1.3 Flux entrants et stock d'IED, 2000-2019	23
Graphique 3.1 Utilisation des différentes méthodes d'évaluation en douane, 2013-2019	41
Graphique 3.2 Règles d'origine pour le commerce en régime NPF.....	44
Graphique 3.3 Taux consolidés et taux NPF appliqués moyens, par section du SH, 2013 et 2020	48
Graphique 3.4 Répartition des taux de droits NPF, 2020	49
Graphique 4.1 Terres agricoles, 2019	95
Graphique 4.2 Production animale et végétale brute, 2013-2019	96
Graphique 4.3 Élevage, 2013-2019	111
Graphique 4.4 Nombre de licences d'exploration et d'exploitation délivrées, 2013-2020.....	116
Graphique 4.5 Principaux instruments fiscaux.....	117
Graphique 4.6 Principales statistiques relatives à l'énergie, 2012-2018.....	118
Graphique 4.7 Approvisionnement total en énergie, par source.....	118
Graphique 4.8 Production d'électricité, par source, 2012 et 2018	122
Graphique 4.9 Vols de passagers, janvier à août 2019 et 2020	148
Graphique 4.10 Flotte, par type de navire, 2013-2019.....	153

Graphique 4.11 Arrivées de touristes internationaux (milliers), janvier à septembre, 2019 et 2020	157
---	-----

TABLEAUX

Tableau 1.1 Principaux indicateurs macroéconomiques, 2014-2019.....	14
Tableau 1.2 PIB par activité économique et secteur d'emploi 2014-2019.....	15
Tableau 1.3 Balance des paiements, 2014-2019	17
Tableau 1.4 Commerce des services, 2014-2019	21
Tableau 2.1 Ministères gouvernementaux et organismes spécifiques, septembre 2020	24
Tableau 2.2 Principales lois relatives au commerce.....	27
Tableau 2.3 Accords bilatéraux liés au commerce depuis l'accession à l'OMC	32
Tableau 2.4 Accords d'investissement bilatéraux	34
Tableau 2.5 Restrictions à l'investissement étranger, 2020.....	37
Tableau 3.1 Redevances douanières	39
Tableau 3.2 Vue d'ensemble des engagements notifiés au titre des différentes catégories de l'AFE.....	40
Tableau 3.3 Taux de droits saisonniers	46
Tableau 3.4 Structure du tarif douanier, 2013 et 2020.....	46
Tableau 3.5 Récapitulatif des droits NPF appliqués, 2020	48
Tableau 3.6 Exemptions de taxes douanières adoptées sur la période 2013-2020	51
Tableau 3.7 Exemptions de droits de douane et de TVA aux fins du diagnostic et du traitement de la COVID-19.....	52
Tableau 3.8 Exemptions de droits de douane et de TVA	52
Tableau 3.9 Exemptions de droits visant les équipements et pièces de rechange utilisés par les PME de certains secteurs, 2017-2018	53
Tableau 3.10 Analyse succincte des droits préférentiels, 2020-2021	55
Tableau 3.11 Exemptions de la TVA, 2020.....	57
Tableau 3.12 Droits d'accise, 2020.....	58
Tableau 3.13 Liste des marchandises prohibées, 2020	61
Tableau 3.14 Liste des produits alimentaires stratégiques, 2020	63
Tableau 3.15 Marchandises soumises à restriction dont l'importation nécessite une licence, 2020	64
Tableau 3.16 Droits à l'exportation applicables à certaines marchandises, 2020.....	67
Tableau 3.17 Taxe spécifique à l'exportation, 2020	68
Tableau 3.18 Liste des marchandises dont l'exportation est prohibée, 2020	68
Tableau 3.19 Marchandises soumises à restrictions devant faire l'objet d'une licence d'exportation, 2020.....	69
Tableau 3.20 Principales lois ou résolutions relatives aux normes, 2020.....	74
Tableau 3.21 Liste des normes et des règlements techniques adoptés entre 2015 et 2020	77
Tableau 3.22 Principales lois ou résolutions relatives aux mesures SPS, 2020	81
Tableau 3.23 Entreprises d'État, par secteur, 2020.....	84
Tableau 3.24 Marchés publics, selon les méthodes de passation des marchés, 2014-2019	88

Tableau 3.25 Statistiques annuelles sur la protection des DPI, demandes, 2014-2018	89
Tableau 3.26 Statistiques annuelles sur la protection des DPI, enregistrements, 2013-2019.....	90
Tableau 3.27 Participation aux traités administrés par l'OMPI	90
Tableau 3.28 Redevances exigibles	91
Tableau 3.29 Statistiques sur les moyens de faire respecter les DPI, 2013-2019.....	93
Tableau 4.1 Production de certains produits agricoles, 2013-2019.....	96
Tableau 4.2 Principaux produits agricoles exportés et importés, 2013-2019	97
Tableau 4.3 Programmes et politiques agricoles, 2013-2019	100
Tableau 4.4 Principaux textes législatifs, 2020.....	103
Tableau 4.5 Principaux fonds de subventions et mesures de soutien à l'agriculture.....	104
Tableau 4.6 Subventions à l'agriculture, dépenses, 2013-2019	107
Tableau 4.7 Exportations de cachemire, 2013-2019	109
Tableau 4.8 Réserves et ressources minérales estimées et classement au niveau mondial.....	112
Tableau 4.9 Production minérale, 2013-2019.....	112
Tableau 4.10 Total des flux et des stocks d'IED entrants dans le secteur des industries extractives, 2014-2019.....	112
Tableau 4.11 Principaux produits minéraux exportés au niveau des positions à 4 chiffres du SH (section 5 du SH), 2013-2019	113
Tableau 4.12 Licences d'exploration pétrolière	120
Tableau 4.13 Production, importations et exportations de pétrole, de pétrole brut et de produits pétroliers, 2012-2019	121
Tableau 4.14 Indicateurs relatifs à l'électricité, 2012-2019.....	123
Tableau 4.15 Nombre de consommateurs par réseau.....	124
Tableau 4.16 Indicateurs et objectifs détaillés de la Politique d'État relative à l'énergie (2015- 2030)	125
Tableau 4.17 Projets d'expansion de la capacité de production électrique, 2020-2024	125
Tableau 4.18 Production manufacturière brute, 2013-2019	127
Tableau 4.19 Principaux produits manufacturés importés et exportés, 2013-2019.....	128
Tableau 4.20 Programmes de production manufacturière, 2013-2020.....	129
Tableau 4.21 Principaux indicateurs économiques du secteur des services financiers, 2014-2019.....	131
Tableau 4.22 Principaux indicateurs statistiques du secteur bancaire, 2019.....	131
Tableau 4.23 Portefeuilles de prêts et de titres du système bancaire, 2014-2019	131
Tableau 4.24 Principaux indicateurs du secteur des télécommunications, 2017 et (2019).....	139
Tableau 4.25 Données concernant les prix de la téléphonie mobile, 2019.....	142
Tableau 4.26 Données concernant les prix de la téléphonie par ligne fixe à large bande, 2019	142
Tableau 4.27 Principaux indicateurs du secteur des transports, 2013-2019	143
Tableau 4.28 Principaux indicateurs du transport aérien, 2013-2019	144
Tableau 4.29 Principaux indicateurs relatifs aux transporteurs aériens mongols certifiés	146
Tableau 4.30 Accords sur les transports aériens.....	147
Tableau 4.31 Principaux indicateurs relatifs au transport ferroviaire en Mongolie, 2013-2019	149

Tableau 4.32 Composition du transport ferroviaire de marchandises, 2013-2019	149
Tableau 4.33 Principaux indicateurs du secteur du transport routier, 2013-2019	151
Tableau 4.34 Capacité de charge, par type de navire, 2013-2019	153
Tableau 4.35 Principaux indicateurs des services touristiques, 2014-2019.....	154

ENCADRÉS

Encadré 2.1 Cadre de l'investissement, 2020	33
Encadré 3.1 Marchandises exemptées de droits de douane.....	50
Encadré 4.1 Objectifs de la politique agricole dans les sous-secteurs de l'élevage et des cultures	102
Encadré 4.2 Structure du secteur du cachemire, 2020	107
Encadré 4.3 Objectifs de la politique industrielle	129
Encadré 4.4 Principaux indicateurs économiques du secteur de l'assurance	135
Encadré 4.5 Principaux indicateurs concernant les services liés au marché des titres et des valeurs mobilières, 2014-2019	137
Encadré 4.6 Structure du marché des télécommunications	139

APPENDICE – TABLEAUX

Tableau A1. 1 Exportations de marchandises, par section et par principal chapitre du SH, 2013-2019.....	158
Tableau A1. 2 Importations de marchandises, par section et par principal chapitre du SH, 2013-2019.....	159
Tableau A1. 3 Exportations de marchandises par destination, 2013-2019.....	160
Tableau A1. 4 Importations de marchandises par origine, 2013-2019	161
Tableau A1. 5 Stock total d'investissement entrant direct, par secteur, 2014-2019	162
Tableau A1. 6 Total des flux d'investissement entrant direct, par secteur, 2014-2019.....	163
Tableau A2. 1 Principales notifications à l'OMC, 1 ^{er} janvier 2015-31 octobre 2020	164
Tableau A3. 1 Lignes tarifaires pour lesquelles le taux NPF appliqué est supérieur au taux consolidé, 2020	165

RÉSUMÉ

1. Depuis son précédent examen en 2014, la Mongolie a de manière générale maintenu un régime commercial ouvert, et son économie a progressé entre 2014 et 2019. En 2019, l'économie a enregistré une croissance de 5,1%, le solde budgétaire s'est amélioré et une hausse des réserves et du PIB par habitant a été enregistrée. Cependant, en raison de la pandémie de COVID-19, les exportations ont reculé de 40% en glissement annuel au cours du premier trimestre de 2020 et l'économie s'est contractée de 9,7% au cours du premier semestre. L'inflation a augmenté lentement en raison de la hausse des prix des produits alimentaires et des services publics. Le taux de chômage a diminué depuis 2016 et s'établissait à 7,8% en 2018. Les exportations, les importations et l'IED ont connu une hausse entre 2017 et 2019. Entre 2012 et 2019, la Mongolie est passée de la 108^{ème} à la 92^{ème} place dans le classement mondial selon l'Indice de développement humain du Programme de développement des Nations Unies. En termes de valeur ajoutée, la part des services dans le PIB a diminué depuis 2016 pour s'établir à 44,8% du PIB en 2019. La part du secteur minier a augmenté depuis 2015 (26,0% du PIB en 2019), et celle du secteur manufacturier a atteint 10,5% du PIB. La part des services a augmenté depuis 2017 pour atteindre 53,1% de l'emploi total en 2019, tandis que la part de l'agriculture a diminué pour tomber à 25,3%.

2. La pandémie de COVID-19 a créé des besoins urgents en termes de budget et de balance des paiements. Pour faire face à la pandémie, la Mongolie a adopté un ensemble de mesures d'aide le 9 avril 2020 afin de soutenir les personnes touchées par le ralentissement économique. Le montant total des mesures budgétaires adoptées par le gouvernement est estimé à environ 8,9% du PIB. Sur la plan de la politique monétaire, la Banque de Mongolie (banque centrale) a acheté des obligations afin de contribuer au financement d'un système d'allègement des dettes pour les personnes âgées, a repris les achats de titres adossés à des hypothèques et a octroyé aux banques des prêts à court terme à taux zéro.

3. Le déficit du compte courant de la Mongolie a augmenté entre 2017 et 2019. La principale destination des exportations du pays est la Chine, et les principaux produits d'exportation sont les minéraux; cette structure est restée en grande partie inchangée depuis le précédent examen. En 2019, les importations se composaient principalement de machines et matériel électriques, de matériel de transport et de combustibles minéraux; la part du matériel de transport a augmenté entre 2013 et 2019. Au cours de la même période, les parts de la Chine, du Japon et de la Fédération de Russie dans les importations mongoles ont augmenté, tandis que celles de l'Union européenne, de la République de Corée et des États-Unis ont diminué. Les autorités ont toujours l'objectif d'exploiter les gisements de minéraux stratégiques tout en diversifiant les produits d'exportation afin que le pays soit moins tributaire des ressources minérales.

4. La Mongolie a mis en place un certain nombre de programmes nationaux relatifs à la politique commerciale, dont le Plan d'action du gouvernement 2016-2020, la Vision de développement durable de la Mongolie 2030 et le Plan d'action du gouvernement 2020-2024. En 2019, le Conseil de promotion des exportations, présidé par le Ministère des affaires étrangères, a été créé pour coordonner les activités intersectorielles. Le Ministère des affaires étrangères est chargé de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre globale de la politique commerciale. Plusieurs autres ministères et organismes gouvernementaux sont aussi chargés de différents aspects de la politique commerciale.

5. Membre de l'OMC depuis 1997, la Mongolie a ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges en 2016 et a pris des mesures pour participer aux initiatives plurilatérales de l'Organisation. Dans le cadre de son accession à l'OMC, elle a pris des engagements concernant l'Accord sur les marchés publics, et dispose du statut d'observateur auprès du Comité des marchés publics depuis 1999. En 2018, elle a pris des mesures en vue d'accéder à l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils. La Mongolie n'a jamais recouru au mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Si elle a présenté certaines notifications importantes concernant les règles d'origine, les obstacles techniques au commerce et les accords de libre-échange, il reste des notifications en suspens, notamment en ce qui concerne l'évaluation en douane, les restrictions quantitatives, les formalités de licences d'importation et l'agriculture.

6. Au cours de la période considérée, la Mongolie a conclu ses deux premiers accords de libre-échange: un accord de partenariat économique avec le Japon, entré en vigueur en 2016, et l'Accord commercial Asie-Pacifique (APTA), qui devrait entrer en vigueur pour la Mongolie en janvier 2021. Ces accords marquent une rupture par rapport à la politique commerciale menée

jusqu'ici par la Mongolie, qui reposait essentiellement sur l'accord multilatéral de l'OMC. L'accord de partenariat économique est complet, avec une longue période de mise en œuvre qui s'étend jusqu'en 2036. L'APTA devrait réduire les obstacles tarifaires de 30% sur quelque 10 000 produits destinés à l'exportation; parallèlement, la Mongolie a réduit les droits d'importation sur 366 lignes tarifaires au niveau des positions à six chiffres du SH. Elle a aussi conclu l'Accord sur la transparence pour les questions liées au commerce international et à l'investissement avec les États-Unis, qui est entré en vigueur en mars 2017.

7. La Mongolie considère que l'investissement étranger direct (IED) est important pour son développement et elle a récemment mis en place des initiatives afin d'accroître les investissements étrangers et intérieurs, de restaurer la confiance des investisseurs étrangers et de créer un contexte juridique favorable à ceux-ci. En 2016, l'Agence nationale de développement (NDA) a été désignée comme l'organisme public responsable des questions d'investissement; elle a créé en 2019 le centre unique de services pour faciliter la fourniture de services publics aux investisseurs. Le cadre juridique relatif à l'investissement, y compris la Loi de 2013 sur l'investissement, les accords bilatéraux d'investissement et les restrictions relatives aux investissements, n'ont pas considérablement changé. Le Conseil de la protection des investisseurs a été créé en 2016; il est chargé de garantir les droits et les intérêts des investisseurs. La Mongolie encourage activement l'investissement dans certains secteurs, tels que les technologies innovantes et les secteurs de transformation en aval. Elle offre des incitations fiscales et non fiscales pour attirer les investisseurs potentiels. Au cours de la période à l'examen, les flux entrants d'IED ont augmenté. L'IED se concentrait principalement dans les activités extractives.

8. La Loi douanière de 2008 et la Loi de 2008 sur les droits de douane et les taxes douanières restent les principaux textes législatifs régissant les questions douanières. Elles ont été révisées au cours de la période considérée afin d'être harmonisées avec d'autres textes législatifs destinés à mettre en place le système de guichet unique, l'échange de données électroniques et les décisions anticipées. Depuis 2010, le système d'information douanière informatisé (CAIS) est utilisé comme principal système pour le dédouanement électronique des marchandises. En 2016, un projet a été lancé pour développer un nouveau CAIS et mettre en place une nouvelle application de guichet unique.

9. Étant enclavée, la Mongolie accorde une grande importance aux travaux relatifs à la facilitation des échanges à l'OMC, puisqu'elle est tout particulièrement concernée par les questions relatives au transit et à la coopération aux frontières. Elle a activement pris part à la phase de négociation de l'AFE et a entrepris de rationaliser et de simplifier les réglementations et les procédures aux frontières. Un certain nombre de mesures de facilitation des échanges ont été mises en œuvre, y compris concernant la gestion des risques, les systèmes de paiement électronique, le programme d'opérateurs économiques agréés et la coopération douanière. La Mongolie s'est engagée à mettre en œuvre 15 engagements des catégories B et C d'ici 2020; en septembre 2020, 6 avaient été mis en œuvre.

10. Les règles relatives à l'évaluation en douane sont énoncées dans la Loi de 2008 sur les droits de douane et les taxes douanières et n'ont pas subi de modification importante. La Mongolie a six méthodologies différentes de détermination de la valeur en douane, lesquelles correspondent dans une large mesure à celles figurant dans l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. La valeur transactionnelle reste la principale méthode d'évaluation (84% des déclarations en 2019). La Loi fournit aussi le cadre principal relatif aux règles d'origine; une décision du gouvernement de 2016 a été appliquée pour préciser davantage les procédures et les modifier afin de mettre en œuvre les règles dans le cadre de l'accord avec le Japon.

11. Le régime tarifaire de la Mongolie n'a pas beaucoup évolué, le taux moyen global ayant connu une légère hausse, passant de 5% en 2013 à 5,3% en 2020, principalement du fait de l'augmentation des droits de douane frappant les spiritueux et le tabac. Il existe toujours un écart notable avec les consolidations dans le cadre de l'OMC, qui s'élèvent à 17,6% en moyenne, ce qui donne à la Mongolie une marge de manœuvre en matière d'augmentation des droits de douane mais réduit en parallèle la prévisibilité du régime tarifaire. La Mongolie prévoit de nombreuses exemptions de droits, dont le nombre a augmenté au cours de la période à l'examen, notamment des exemptions temporaires appliquées récemment aux produits médicaux en réponse à la pandémie de COVID-19. Le nombre de lignes tarifaires soumises à prohibitions ou à restrictions est passé de 3 à 111.

12. Parmi les autres impositions à l'importation figurent la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les droits d'accise. Le taux de la TVA n'a pas été modifié, demeurant à 10% pour la plupart des marchandises et services; les exportations bénéficient toutefois d'un taux nul. Des droits d'accise sont appliqués aux boissons alcooliques, au tabac, à l'essence, au carburant diesel, aux véhicules de transport de personnes et à différents types de produits et d'activités relatifs aux jeux et aux jeux de hasard. Les taux d'accise appliqués à la plupart des produits ont considérablement augmenté. En outre, si certains taux ont été harmonisés entre les produits importés et les produits nationaux, des taux différents restent appliqués à l'essence, au carburant diesel et aux véhicules de transport de personnes. Comme pour les droits de douane, il existe plusieurs dispositions ou mesures d'incitation prévoyant des exemptions de la TVA pour des secteurs ou des produits.

13. La Mongolie continue d'appliquer des prohibitions et des restrictions à l'importation, ou des prescriptions en matière de licences. Un grand nombre d'entre elles découlent des obligations contractées dans le cadre de conventions internationales, telles que la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflits armés et le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Une nouvelle mesure imposant des licences d'importation pour les armes à feu a été approuvée et est entrée en vigueur en 2015.

14. La Mongolie ne dispose d'aucune législation concernant les mesures antidumping, compensatoires ou de sauvegarde. Elle a créé un groupe de travail chargé d'élaborer une réglementation dans ce domaine, et un règlement sur les sauvegardes est en cours de rédaction. L'accord conclu avec le Japon contient des dispositions sur les mesures correctives commerciales, lesquelles permettent pour l'essentiel aux parties d'appliquer les accords de l'OMC dans ce domaine ou une mesure de sauvegarde bilatérale.

15. Les exportations sont traitées via le système CAIS, comme c'est le cas pour le dédouanement des importations; des modalités de dédouanement accéléré sans papier sont en place pour les exportations de charbon. La Mongolie applique toujours des droits à l'exportation (150 000 MNT/m³) sur cinq catégories de produits du bois, ainsi que des taxes à l'exportation (1 500 MNT/pièce) sur certaines peaux de chèvres. Un certain nombre de marchandises font l'objet de prohibitions ou de restrictions à l'exportation, la plupart découlant de l'adhésion de la Mongolie à des accords internationaux. En 2018, le gouvernement a élaboré le Programme national d'exportation, un instrument d'action qui vise à soutenir la recherche sur les produits prioritaires pouvant être exportés ainsi que la commercialisation de ces produits, en particulier les produits non miniers.

16. La Mongolie dispose de programmes de subvention ou d'incitation dans plusieurs secteurs, y compris dans l'agriculture et le secteur manufacturier, et pour les petites et moyennes entreprises (PME). Elle ne subventionne pas les exportations de produits agricoles. La pandémie de COVID-19 a poussé le gouvernement à soutenir le secteur du cachemire, et il existe un certain nombre de fonds de développement. La Mongolie prévoit aussi des allègements fiscaux, des mesures d'incitation et des exonérations de droits ou de la TVA pour certains secteurs ou pour les entreprises menant des activités dans des zones franches.

17. Dans le domaine des normes et des prescriptions techniques, la principale loi sur les normes, les règlements techniques, l'accréditation et l'évaluation de la conformité a été révisée et remplacée, une nouvelle liste des produits et services soumis à une évaluation de la conformité obligatoire a été publiée et une nouvelle loi sur la métrologie a été adoptée. En 2016, le Programme national sur la qualité a été établi pour améliorer le cadre juridique et développer un système d'infrastructure qualité, et un règlement technique a été mis en œuvre pour les boissons alcooliques importées. En juillet 2020, plus de 6 500 normes et règlements techniques étaient enregistrés. La Mongolie a soumis cinq notifications OTC au cours de la période considérée.

18. Le régime SPS de la Mongolie a connu des difficultés, mais a continué d'être amélioré. Par exemple, les prescriptions et les pratiques SPS ne sont pas pleinement harmonisées avec les normes SPS internationales, on observe un manque d'inspections fondées sur les risques et on constate que les systèmes de réglementation et d'essai nécessitent des investissements et des améliorations. Une grande partie des lois relatives aux questions SPS sont en place depuis de nombreuses années et n'ont connu que peu de modifications, même si de nouvelles lois sur la santé animale, l'enrichissement des produits alimentaires et les produits alimentaires biologiques ont été promulguées récemment. La Mongolie prévoit de lancer plusieurs initiatives afin d'améliorer

l'environnement SPS, y compris l'établissement d'un système d'information électronique pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la mise en place d'un système concernant l'origine de l'élevage, la mise en conformité de la structure vétérinaire actuelle avec les normes internationales et l'introduction de mesures pour prévenir les maladies contagieuses. La Mongolie n'a présenté aucune notification SPS au cours de la période considérée.

19. La principale législation relative à la concurrence reste la Loi sur la concurrence de 1993, telle que modifiée. La Direction de la concurrence et de la protection des consommateurs (AFCCP) de la Mongolie est le seul organisme autorisé à enquêter sur des pratiques anticoncurrentielles présumées et est chargée de la réglementation des prix des monopoles naturels. En février 2020, 151 entreprises détenant un monopole naturel exerçaient des activités dans divers secteurs. L'AFCCP coopère au niveau international avec plusieurs autres autorités chargées de la concurrence pour répondre aux préoccupations.

20. La participation de l'État dans les entreprises reste courante malgré plusieurs initiatives de privatisation prises ces dernières années, et certaines entreprises ont été nationalisées. Au cours de la période considérée, le principal objectif du gouvernement était l'amélioration du cadre réglementaire et juridique et de la gestion et de la gouvernance des entreprises d'État. En 2016, l'Organisme d'exécution public chargé de la coordination des politiques en matière de propriété d'État a été créé pour gérer les actifs publics des entreprises appartenant à l'État. En juillet 2020, la Mongolie comptait 105 entreprises d'État, principalement dans les secteurs de l'énergie, des industries extractives et des transports.

21. La Loi mongole sur les marchés publics, adoptée en 2011 et modifiée ultérieurement, régit toutes les étapes du processus de passation des marchés. Les modifications les plus récentes sont entrées en vigueur en 2019 et ont apporté d'importants changements au processus de passation des marchés publics: i) en mettant en œuvre une procédure de passation des marchés soumise à des conditions préalables et un concept de "marchés publics verts"; ii) en clarifiant les rôles et les responsabilités des inspecteurs chargés de la passation des marchés; et iii) en prévoyant une condition supplémentaire concernant la perte des garanties d'offres. Aucune donnée n'est disponible au sujet de la participation des fournisseurs étrangers aux marchés publics.

22. En 2015, la Mongolie a adopté la Stratégie nationale pour le développement de la propriété intellectuelle. La Loi sur les brevets a été modifiée en septembre 2016. Le Parlement a adopté le 23 janvier 2020 la Loi sur la propriété intellectuelle, qui vise à résoudre les chevauchements, les conflits et d'autres problèmes dans les lois existantes en matière de propriété intellectuelle; il était prévu qu'elle entre en vigueur le 1^{er} décembre 2020. S'agissant des moyens de faire respecter les droits, la Loi relative aux infractions est entrée en vigueur en 2017. Le Département de l'Office mongol de la propriété intellectuelle (IPOM) chargé du contrôle de l'application des lois a pour tâche de faire respecter les lois relatives aux DPI conformément à la Loi relative aux infractions. Depuis 2013, le Département a traité 1 414 affaires et constaté 1 230 atteintes aux DPI.

23. Malgré les conditions climatiques difficiles du pays, l'agriculture joue depuis longtemps un rôle important dans l'économie, l'emploi et le commerce de la Mongolie. Au cours de la période considérée, le secteur représentait entre 11% et 13% du PIB et entre 25% et 30% de l'emploi. Les principaux produits agricoles exportés sont le cachemire, la viande de cheval et les préparations et conserves de viande. Les produits du tabac restent les principaux produits importés. Les mesures de la Mongolie dans le secteur agricole sont notamment les suivantes: droits de douane (7% en moyenne, avec des crêtes tarifaires allant jusqu'à 40% (produits du tabac)); restrictions quantitatives sur une liste de 33 produits alimentaires stratégiques; soutien interne et subventions; et incitations et allègements fiscaux. Un certain nombre de politiques et de programmes gouvernementaux ont été mis en place ces dernières années dans le but d'accroître la production agricole et d'améliorer la compétitivité et l'efficacité du secteur. En 2013, la Bourse mongole des produits agricoles a été créée pour améliorer l'offre et le commerce des produits agricoles, en particulier du cachemire.

24. Les industries extractives sont le principal secteur de l'économie. Depuis 2014, la production a progressé pour presque tous les produits miniers. Cependant, le secteur a souffert de la chute globale de la demande et des prix, conséquence des effets de la pandémie de COVID-19. Le charbon et le cuivre constituent les principaux produits exportés. La Chine et la Fédération de Russie sont les principales destinations des exportations de produits minéraux de la Mongolie. Plus de 95% du charbon produit a été exporté vers la Chine en 2019. Seules les personnes morales constituées en

sociétés en Mongolie peuvent demander une licence pour l'exploration minière. Il existe une différence de traitement entre les entités nationales et étrangères en ce qui concerne les droits fonciers et les entreprises publiques étrangères investissant dans une entreprise opérant dans le secteur des industries extractives sont tenues d'obtenir une autorisation préalable si elles acquièrent 33% ou plus de ses parts. La principale modification qu'a connue la législation minière a été une série de modifications apportées à la Loi sur les minéraux en mars 2019, qui visaient à combler les lacunes du régime de taxes et de redevances, appliqué de la même manière aux entreprises nationales et aux entreprises détenues par des intérêts étrangers. La Loi sur le pétrole dispose que l'exploration pétrolière et la production de pétrole brut sont soumises à un régime spécifique distinct du régime minier général; les activités d'exploration sont menées dans le cadre d'un accord de partage de la production conclu avec l'Administration des ressources minérales et du pétrole. La production croissante de pétrole brut de la Mongolie est presque entièrement exportée car le pays ne dispose pas d'installations de raffinage. La Mongolie importe la totalité de ses produits raffinés de pays voisins.

25. Selon les autorités, plus de 90% de la population a accès à l'électricité à des prix abordables. La part des importations d'électricité dans l'approvisionnement en Mongolie a augmenté, passant de 7% en 2012 à 20% en 2019. D'un point de vue opérationnel, le secteur est dégroupé. La propriété et la gestion des centrales utilisant des sources d'énergie renouvelables sont partiellement privatisées et ouvertes aux investissements étrangers; le reste du secteur est détenu et géré par la puissance publique. Le système énergétique de la Mongolie fait face à des difficultés en termes de capacité et d'environnement, raison pour laquelle les autorités prévoient une réforme et une expansion.

26. Le secteur manufacturier a connu une forte croissance, la valeur de la production brute étant passée de 3,2 milliards de MNT en 2013 à 9,9 milliards de MNT en 2019. Une grande partie de cette croissance provient du secteur des produits alimentaires et des boissons, et de ceux de la coke, des produits chimiques et des produits minéraux. En termes d'échanges, les produits minéraux sont les principaux produits exportés. La politique générale du gouvernement vise à renforcer la compétitivité et à promouvoir le développement d'un programme relatif à la "production nationale" accordant la priorité à la production destinée à l'exportation et à la fabrication de produits destinés à remplacer les importations. Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement soutient le secteur manufacturier au moyen d'un certain nombre de mesures et d'incitations, et d'un certain nombre de programmes ou de politiques sectoriels, tels que le Programme cachemire.

27. La Mongolie a adopté ou modifié de nombreux règlements concernant les services bancaires, dont un nouveau règlement sur l'octroi des licences. Le secteur bancaire est ouvert à l'investissement étranger; à ce jour, aucune banque étrangère n'est établie en tant que filiale, succursale ou bureau de représentation. Une compagnie étrangère ou un citoyen étranger souhaitant devenir actionnaire d'une compagnie d'assurance mongole doit satisfaire aux mêmes exigences qu'une compagnie mongole ou qu'un citoyen mongol. La Mongolie a pris des engagements partiels au titre de l'AGCS pour les services bancaires; ces engagements ont été élargis aux activités de crédit-bail dans le cadre de son accord avec le Japon. Elle a aussi souscrit des engagements sans limitation concernant l'assurance, la réassurance et l'assurance des transports pour les trois premiers modes de fourniture au titre de l'AGCS; elle a renouvelé ces engagements dans son accord avec le Japon.

28. S'agissant du secteur des télécommunications, le taux de pénétration des services de ligne fixe est peu élevé, ce qui reflète la popularité des services mobiles. L'État détient 94,7% de l'opérateur fixe historique et 100% d'une entreprise de réseau de télécommunication. Le principal opérateur de téléphonie mobile est contrôlé par des intérêts étrangers. Certains services, y compris les services de ligne fixe, Internet, la location de lignes et certains services mobiles, sont entièrement libéralisés. La réglementation relative aux télécommunications de la Mongolie autorise le dégroupage de la boucle locale. Il n'y a aucun texte législatif concernant la portabilité des numéros. Les frais d'interconnexion sont basés sur les coûts. Les services individuels de téléphonie mobile vocale et les services de télévision par satellite font l'objet d'une réglementation des prix. Des obligations de service universel existent pour plusieurs services, dont les services de téléphonie vocale. La Mongolie a pris des engagements concernant les services de télécommunications à valeur ajoutée au titre de l'AGCS et de son accord conclu avec le Japon.

29. Le marché intérieur de l'aviation est peu développé et comprend principalement des vols entre Oulan-Bator et d'autres villes principales. L'investissement étranger dans les compagnies aériennes nationales n'est pas plafonné. La Mongolie compte 17 aéroports exploités sous licence, y compris un

aéroport international. L'autorité chargée de l'aviation commerciale a un monopole de fait sur les services d'escale; les compagnies aériennes peuvent toutefois fournir ces services elles-mêmes. Il y a 16 opérateurs de services d'entretien, de réparation et de révision, dont neuf sont des entreprises étrangères. Il n'y a pas de réglementation spécifique régissant les services informatisés de réservation et la vente et la commercialisation de billets d'avion par les compagnies aériennes; ces activités sont entièrement ouvertes à l'investissement étranger. Le gouvernement prévoit de privatiser partiellement la Compagnie mongole de transport aérien civil (MIAT), détenue à 100% par l'État. La Mongolie a 39 accords bilatéraux de transport aérien, applique une politique de libéralisation progressive et encourage le partage de code avec sa compagnie aérienne nationale. Il n'y a pas de politique spécifique concernant les vols cargo, et la politique relative aux vols affrétés est basée sur la réciprocité.

30. La Mongolie dépend fortement du réseau ferroviaire pour le transport de marchandises et en particulier pour l'exportation de ressources minérales. La Loi de 2007 sur le transport ferroviaire dispose que l'infrastructure ferroviaire dont on considère qu'elle joue un rôle particulièrement important pour l'économie du pays et pour la société peut être soit entièrement détenue ou majoritairement contrôlée par l'État, soit transférée à l'État après un délai donné.

31. Depuis le début des années 2000, la politique gouvernementale des transports routiers est axée sur la construction de cinq axes nord-sud et d'un axe est-ouest. Les licences pour le transport de passagers et de fret sont délivrées suivant le principe du traitement national. Il existe des directives administratives facultatives concernant la manière de déterminer les prix du fret. La Mongolie a un réseau de 11 accords bilatéraux sur les transports routiers, qui réglementent à la fois le transport de marchandises et de passagers.

32. Bien que la Mongolie soit un pays sans littoral, elle a établi en 1999 un registre maritime ouvert, aucune exigence de nationalité ne s'appliquant ni pour la propriété ni pour l'équipage, y compris les officiers. En 2018, la flotte battant pavillon mongol représentait 0,03% de la flotte mondiale. La Mongolie n'a pris aucun engagement concernant les services de transport dans le cadre de l'AGCS.

33. Le principal texte de loi régissant le tourisme est la Loi sur le tourisme, qui a été adoptée par le Parlement en 2000. Cette loi définit un régime d'accès au marché ouvert, qui encourage l'investissement, et notamment l'investissement étranger. Au cours de la période à l'examen, le gouvernement a promu l'exonération de plusieurs taxes afin de stimuler l'investissement étranger. Le secteur a été frappé de plein fouet par la pandémie de COVID-19; en réponse, le gouvernement a adopté des mesures d'aide provisoires, comme l'exonération des cotisations d'assurance sociale et de l'impôt sur les revenus, et l'octroi d'une aide aux employés des entreprises affectées.

1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1.1 Évolution économique récente

1.1. L'économie mongole a poursuivi sa croissance entre 2014 et 2019. Le taux de croissance est tombé à 1,2% en 2016, en raison d'une forte baisse des prix des produits minéraux. Il s'est ensuite redressé principalement en raison d'une augmentation des exportations de produits minéraux reflétant la hausse des cours internationaux des produits de base et de l'augmentation de l'investissement étranger direct (IED). En 2019, l'économie a enregistré une croissance de 5,1%, le solde budgétaire s'est amélioré et une hausse continue des réserves et du PIB par habitant a été enregistrée (tableau 1.1). Cependant, en raison de la pandémie de COVID-19, les exportations ont reculé de 40% en glissement annuel au cours du premier trimestre de 2020 et l'économie s'est contractée de 9,7% au cours du premier semestre de l'année 2020.¹

Tableau 1.1 Principaux indicateurs macroéconomiques, 2014-2019

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Comptes nationaux						
	(%)					
Croissance du PIB réel	7,9	2,4	1,2	5,3	7,2	5,1
PIB nominal (millions d'USD)	12 226,5	11 749,6	11 186,7	11 425,8	13 108,8	13 852,9
PIB par habitant (USD)	4 158,5	3 918,6	3 660,2	3 669,4	4 135,0	4 295,2
Taux de chômage (%)	7,9	7,5	10,0	8,8	7,8	..
Prix et taux d'intérêt						
	(%)					
Inflation (indice des prix à la consommation, variation annuelle en % (moyenne sur la période))	12,3	5,7	0,7	4,3	6,8	7,3
Taux directeur de la Banque de Mongolie (fin de période)	12,0	13,0	14,0	11,0	11,0	11,0
Monnaie et crédit (fin de période)						
	(variation en %)					
Masse monétaire au sens large (M2) ^a	12,5	-5,5	21,0	30,5	22,8	7,0
Taux de change						
MNT pour 1 USD (moyenne sur la période)	1 817,9	1 970,3	2 140,3	2 439,8	2 472,5	2 663,5
Politique budgétaire						
	(% du PIB, sauf indications contraires)					
Solde budgétaire courant	4,4	-0,1	-4,3	2,9	8,2	9,9
Recettes et dons	28,4	25,8	24,4	28,4	31,0	32,4
Dépenses et prêts nets	32,1	30,8	39,7	32,3	28,5	31,0
Solde global	-3,7	-5,0	-15,3	-3,9	2,6	1,4
Dette des administrations publiques ^b	76,5	81,5	87,6	84,6	73,3	73,0
Intérieure	21,6	25,6	20,2	13,6	5,3	4,2
Secteur extérieur						
Solde des opérations courantes	-15,8	-8,1	-6,3	-10,1	-16,8	-15,6
Solde net du commerce des marchandises	1,5	4,8	12,0	13,1	5,2	8,4
Exportations	44,7	37,8	42,9	51,1	50,0	51,9
Importations	43,3	33,1	31,0	38,0	44,9	43,5
Solde du compte des services	-10,5	-6,1	-12,0	-10,6	-15,1	-14,4
Compte de capital	1,1	1,0	0,8	0,7	0,7	1,2
Compte d'opérations financières	-12,3	-6,7	-7,3	-22,7	-16,0	-19,3
Exportations de marchandises (variation en %, USD)	44,4	-18,7	8,0	21,4	12,4	9,6
Importations de marchandises (variation en %, USD)	-17,3	-26,6	-10,8	25,2	35,5	2,4
Exportations de services (variation en %, USD)	-11,9	13,5	16,3	20,7	15,0	10,9
Importations de services (variation en %, USD)	-5,1	-25,9	52,3	2,0	41,6	4,4
Réserves internationales (fin de période, millions d'USD)	1 651,8	1 322,5	1 304,1	3 016,7	3 549,7	4 363,7
(en mois d'importations prévues de marchandises et de services)	4,1	4,4	4,7	7,0	7,0	8,0
Dette extérieure totale (fin de période, milliards d'USD)	21,9	22,7	24,6	27,5	28,7	30,7

.. Non disponible.

a M1 (monnaie) + quasi-monnaie (dépôts à terme en togrog et dépôts en devises).

b La dette des administrations publiques exclut la dette des entreprises publiques et les engagements de la Banque de Mongolie au titre des lignes de swap avec la Banque populaire de Chine.

¹ FMI, *Request for Purchase under the Rapid Financing Instrument*, 27 mai 2020.

Source: Office national de la statistique; Banque de Mongolie; FMI, *Staff Report for the 2019 Article IV Consultation*, Country Report No. 19/297, septembre 2019; et renseignements communiqués par les autorités.

1.2. L'inflation a progressé lentement et s'est maintenue à 7,3% en 2019 en raison de la hausse des prix des produits alimentaires et des services publics; en septembre 2020, elle est retombée à 1,7%. Le taux de chômage a diminué depuis 2016 et s'est établi à 7,8% en 2018. Les exportations, les importations et l'IED ont continué de croître entre 2017 et 2019.

1.3. En termes de valeur ajoutée, la part des services dans le PIB a diminué depuis 2016 pour s'établir à 44,8% du PIB en 2019. La part du secteur minier a augmenté depuis 2015 (26,0% du PIB en 2019), et celle du secteur manufacturier a augmenté depuis 2017 (10,5% du PIB 2019) (tableau 1.2). En termes d'emploi, la part des services a augmenté depuis 2017 pour atteindre 53,1% de l'emploi total en 2019, tandis que la part de l'agriculture a diminué au cours de la même période pour tomber à 25,3%.

Tableau 1.2 PIB par activité économique et secteur d'emploi 2014-2019

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
PIB par activité économique aux prix constants de 2010 (variation en %)						
Agriculture, sylviculture et pêche	13,7	10,7	6,2	1,8	4,5	8,4
Activités extractives	19,4	14,1	0,2	-5,5	6,1	-0,4
Activités de fabrication	4,2	2,6	-0,8	19,9	15,7	10,9
Distribution d'électricité, de gaz et d'eau	5,3	3,1	1,5	5,0	8,2	5,3
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	6,2	4,5	2,0	5,5	8,2	5,9
Distribution d'eau; réseau d'assainissement; gestion des déchets et remise en état	-0,7	-7,0	-1,8	1,4	8,2	0,3
Construction	-4,3	-0,2	-4,9	11,4	4,7	8,0
Services	7,8	0,6	1,1	7,7	4,7	5,8
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	2,4	-8,1	-2,6	6,8	2,2	7,9
Transport et entreposage	14,8	5,1	11,5	14,2	7,6	2,0
Activités d'hébergement et de restauration	-10,8	3,3	1,5	9,7	11,6	4,5
Information et communication	4,7	-2,5	-6,6	13,3	7,8	7,5
Activités financières et d'assurances	32,6	14,6	2,3	9,1	5,5	10,3
Activités immobilières	3,7	4,3	1,2	6,7	6,9	2,6
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	12,3	-0,2	-7,4	-5,9	7,2	9,2
Activités de services administratifs et d'appui	0,9	2,8	0,2	9,5	4,0	3,5
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	2,5	3,0	-0,1	1,2	0,6	4,8
Services d'enseignement	1,6	-0,7	2,0	3,0	2,6	3,2
Santé et action sociale	9,4	1,9	-0,1	2,0	2,6	4,1
Arts, spectacles et activités récréatives	0,2	3,5	8,5	1,1	0,6	4,9
Autres activités de services	-4,1	-2,6	6,3	4,1	2,4	-3,6
PIB, par activité économique aux prix de base courants (%)						
Agriculture, sylviculture et pêche	14,7	14,5	12,7	11,3	12,1	12,1
Activités extractives	18,2	18,6	21,9	25,8	26,7	26,0
Activités manufacturières	9,7	8,3	8,0	9,9	10,6	10,5
Distribution d'électricité, de gaz et d'eau	2,0	2,3	2,7	2,4	2,4	2,3
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	1,6	1,8	2,1	1,9	1,9	1,8
Distribution d'eau; réseau d'assainissement; gestion des déchets et remise en état	0,4	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5
Construction	4,9	4,6	4,3	4,1	4,1	4,2
Services	50,5	51,7	50,3	46,5	44,1	44,8
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	12,6	12,6	12,1	11,3	10,5	10,7
Transport et entreposage	5,5	5,7	5,6	5,4	5,2	5,2
Activités d'hébergement et de restauration	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2
Information et communication	2,4	2,3	2,2	1,9	1,9	1,9
Activités financières et d'assurances	5,2	5,8	5,6	5,6	5,4	5,4
Activités immobilières	7,4	7,5	7,5	6,6	6,3	5,8
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	2,5	2,4	1,9	1,6	1,5	1,6
Activités de services administratifs et d'appui	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	1,0
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	4,5	5,0	5,1	4,6	4,2	4,2
Services d'enseignement	4,9	4,8	4,8	4,4	4,1	4,6

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Santé et action sociale	2,0	2,2	2,2	1,9	1,9	2,2
Arts, spectacles et activités récréatives	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Autres activités de services	0,9	0,9	0,8	0,6	0,6	0,5
Part du secteur dans l'emploi total (%)						
Agriculture, sylviculture et pêche	28,0	28,5	30,4	28,8	26,7	25,3
Activités extractives	3,7	..	3,3	4,2	4,6	5,1
Activités de fabrication	7,7	..	7,5	7,5	8,0	7,9
Distribution d'électricité, de gaz et d'eau	2,0	..	1,9	1,8	1,8	2,6
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	1,4	..	1,4	1,4	1,3	1,7
Distribution d'eau; réseau d'assainissement; gestion des déchets et remise en état	0,6	..	0,5	0,4	0,5	0,9
Construction	7,3	..	6,2	5,7	6,1	6,0
Services	51,3	..	50,6	52,0	52,7	53,1
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	15,3	..	15,0	16,5	16,9	14,0
Transport et entreposage	6,3	..	5,7	5,9	5,9	5,3
Activités d'hébergement et de restauration	3,3	..	2,8	2,9	3,0	3,2
Information et communication	1,6	..	1,6	1,2	1,1	1,1
Activités financières et d'assurances	2,1	..	1,9	1,9	2,1	2,1
Activités immobilières	0,1	..	0,1	0,0	0,1	0,1
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	1,1	..	1,1	1,0	1,2	1,6
Activités de services administratifs et d'appui	1,1	..	1,3	1,7	1,5	1,8
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	6,0	..	6,5	6,6	6,1	7,5
Services d'enseignement	8,1	..	8,3	8,0	7,9	8,4
Arts, spectacles et activités récréatives	1,0	..	0,9	0,8	1,1	1,6
Activités des ménages privés employant du personnel domestique	3,5	..	3,7	3,4	4,0	4,2
Autres activités de services	2,0	..	1,8	2,0	2,0	2,3

.. Non disponible.

Source: Service mongol d'information statistique, *National Accounts*. Adresse consultée: www.1212.mn/Stat.aspx?LIST_ID=976_L05&type=tables; et *Employees*. Adresse consultée: www.1212.mn/tables.aspx?TBL_ID=DT_NSO_0400_035V7.

1.4. La pandémie de COVID-19 a nettement porté atteinte à l'économie mongole, ce qui a créé des besoins urgents en termes de budget et de balance des paiements. Pour faire face à la pandémie, la Mongolie a adopté son premier ensemble de mesures d'aide le 9 avril 2020 pour soutenir les personnes touchées par le ralentissement économique. Le montant total des mesures budgétaires adoptées par le gouvernement est estimé à environ 8,9% du PIB.² Sur la plan de la politique monétaire, la Banque de Mongolie (banque centrale) a décidé: i) d'acheter des obligations afin de contribuer au financement d'un système d'allègement des dettes pour les personnes âgées; ii) de soutenir à nouveau les prêts immobiliers subventionnés en achetant des titres adossés à des hypothèques; et iii) d'octroyer aux banques des prêts à court terme à taux zéro.³

1.5. Conformément à l'article 7 de la Loi sur la prévention, la lutte et le développement socioéconomique en lien avec l'infection de COVID-19, promulguée le 29 avril 2020, le gouvernement a adopté des plans d'action.⁴ Dans le cadre de ces plans, le gouvernement a mis en œuvre les mesures ci-après afin de soutenir l'économie: i) dialogue avec le gouvernement chinois et mise en place d'une mesure temporaire intitulée "Green Gate" afin d'accroître les exportations de

² FMI, *Country Report No. 20/205*, juin 2020. Afin de soutenir la Mongolie, le FMI a approuvé la demande d'assistance financière d'urgence d'environ 99 millions d'USD au titre de l'instrument de financement rapide (IFR) qui doit servir à soutenir les réserves en devises, créer une marge de manœuvre budgétaire pour les dépenses essentielles liées à la pandémie et catalyser le soutien des donateurs. Le 24 mai 2017, la Mongolie a conclu un arrangement avec le FMI sur trois ans au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) d'une valeur de 425 millions d'USD.

³ Le Comité de politique monétaire de la Banque de Mongolie a tenu une réunion non programmée le 13 avril 2020 et a décidé de porter la durée maximale des crédits à la consommation à 12 mois et de réduire le taux directeur d'un point de pourcentage pour l'établir à 9%. Banque de Mongolie, *Lowering the Policy Rate and Extending the Maturity of Consumer Loans*, 13 avril 2020. Adresse consultée: https://www.mongolbank.mn/documents/pressrelease/Monetary_policy_statement_eng_Apr2020.pdf.

⁴ Informations juridiques, *Loi sur la prévention, la lutte et le développement social et économique dans le contexte de l'infection de coronavirus /COVID-19*, 29 avril 2020. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/15312?lawid=15312>.

minéraux; ii) augmentation des prestations sociales, y compris les indemnités pour enfant à charge, de 20 000 MNT à 100 000 MNT; et iii) octroi d'un délai pour le paiement des cotisations de sécurité sociale et de l'impôt sur les revenus des personnes physiques afin de soutenir les entreprises; et mise en place d'une exonération d'impôts pour certaines petites et moyennes entreprises (PME).

1.6. Entre 2012 et 2019, la Mongolie est passée de la 108^{ème} à la 92^{ème} place dans le classement mondial selon l'Indice de développement humain du Programme de développement des Nations Unies (PNUD).⁵

1.7. Au cours de la période considérée, le compte courant de la Mongolie était déficitaire; le déficit a augmenté entre 2017 et 2019 (tableau 1.3). La principale destination des exportations mongoles est la Chine et les principaux produits d'exportation sont les minéraux; cette structure est restée en grande partie inchangée depuis le précédent examen (section 1.2). Les autorités ont toujours l'objectif d'exploiter les gisements de minéraux stratégiques tout en diversifiant les produits d'exportation afin que le pays soit moins tributaire des ressources minérales. Dans ce contexte, le Plan d'action du gouvernement pour 2016-2020 a été adopté le 9 septembre 2016⁶ afin, entre autres choses, de diversifier la structure de l'économie et les produits d'exportation. De plus, en septembre 2018, le gouvernement a adopté un Programme national d'exportation (2018-2022) pour, notamment: i) promouvoir les exportations non minières; ii) diversifier les marchés d'exportation; iii) encourager le développement des exportations; et iv) soutenir les analyses des marchés d'exportation.⁷ L'objectif de ce programme est de promouvoir les exportations non minières en renforçant la chaîne d'approvisionnement et de production des produits agricoles, y compris la laine, le cachemire, le cuir, la viande, le lait et les fruits de l'argousier.⁸

Tableau 1.3 Balance des paiements, 2014-2019

(Millions d'USD)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Compte courant	-1 934,3	-948,5	-699,7	-1 155,4	-2 206,8	-2 161,7
Balance commerciale	177,7	562,6	1 337,8	1 493,7	675,5	1 158,1
Exportations (f.a.b.)	5 470,8	4 446,4	4 804,0	5 834,3	6 556,5	7 182,8
Importations (f.a.b.)	5 293,1	3 883,8	3 466,2	4 340,6	5 881,0	6 024,7
Services, nets	-1 289,2	-715,5	-1 338,3	-1 216,1	-1 978,3	-1 991,7
Recettes	607,0	688,8	800,9	966,3	1 111,6	1 232,7
Paiements	1 896,2	1 404,3	2 139,2	2 182,4	3 089,9	3 224,4
Revenus primaires, nets	-972,5	-969,7	-911,2	-1 612,6	-1 227,5	-1 568,8
Recettes	57,1	58,8	68,3	76,4	345,6	394,5
Rémunération des salariés	53,8	53,7	58,2	62,8	299,3	306,7
Revenu de l'investissement	3,4	5,2	10,1	8,4	32,0	59,3
Autres	0,0	0,0	0,0	5,7	13,2	27,3
Paiements	1 029,6	1 028,5	979,5	1 689,0	1 573,1	1 963,3
Rémunération des salariés	166,3	96,1	86,2	106,7	114,6	110,4
Revenu de l'investissement	863,3	932,4	893,3	1 582,7	1 457,4	1 851,7
Autres	0,0	0,0	0,0	-0,5	1,0	1,2
Revenus secondaires, nets	149,7	174,1	212,1	179,5	323,5	240,7
Recettes	332,8	320,4	304,8	264,2	447,8	374,3
Paiements	183,1	146,4	92,7	84,6	124,3	133,6
Compte de capital	135,6	115,7	90,8	77,7	91,9	160,8
Compte d'opérations financières	-1 503,8	-788,0	-811,9	-2 599,3	-2 091,0	-2 677,6
Investissements directs	-230,7	-82,9	4 170,9	-1 445,7	-2 136,7	-2 316,4
Investissements étrangers directs de la Mongolie	107,1	11,4	14,5	48,6	37,0	127,0
Investissements directs en Mongolie	337,8	94,3	-4 156,4	1 494,4	2 173,7	2 443,3
Investissement de portefeuille	-270,0	-248,5	-487,1	-493,1	-60,8	-372,3
Actifs	41,4	28,8	13,0	-26,6	46,6	14,8

⁵ PNUD, 2019 Human Development Index Ranking. Adresse consultée: <http://hdr.undp.org/en/content/2019-human-development-index-ranking>.

⁶ Informations juridiques, *Résolution du Parlement n° 45 relative à l'approbation du Plan d'action du gouvernement de la Mongolie pour 2016-2020*, 9 septembre 2016. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/12120>.

⁷ Par ailleurs, en mars 2017, le Ministère des finances et la Banque mondiale ont lancé le Projet de développement des exportations afin de renforcer les capacités d'exportation des PME dans les secteurs non miniers.

⁸ Informations juridiques, *Programme national d'exportation*. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/annex/details/8719?lawid=13692>.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Passifs	311,3	277,3	500,0	466,6	107,4	387,1
Autres investissements	-1 002,0	-455,3	-4 533,8	-677,3	119,2	5,1
Actifs	306,4	233,5	418,7	-348,7	-110,2	43,7
Monnaie et dépôts	226,8	236,8	327,4	-346,2	-22,5	38,1
Prêts	45,6	1,5	9,7	-3,8	-37,9	-12,3
Crédits commerciaux et avances	34,0	-4,9	81,7	1,3	-49,9	18,0
Passifs	1 308,5	688,7	4 952,6	328,6	-229,4	38,6
Monnaie et dépôts	471,2	454,1	123,5	142,7	-33,4	-52,0
Prêts	750,8	349,0	4 968,1	222,3	-142,2	155,9
Crédits commerciaux et avances	38,4	-186,4	-139,0	-42,5	-53,8	-65,2
Autres	48,0	72,0	0,0	6,0	0,0	0,0
Erreurs nettes et omissions	-176,1	-223,3	-221,2	-61,6	-117,8	-223,9
Solde global	-471,1	-268,1	-18,2	1 459,9	-141,7	452,9

Source: Banque de Mongolie, *Balance of Payments*. Adresse consultée: https://www.mongolbank.mn/enq/liststatistic.aspx?id=4_1.

1.8. Après un déficit budgétaire constant depuis 2014, le solde budgétaire global est redevenu excédentaire en 2018 et 2019, principalement grâce aux importantes recettes provenant du secteur minier, aux politiques menées, y compris le Programme de relance économique, et à la réduction des dépenses. Le 28 août 2020, une loi portant modification du Cadre budgétaire à moyen terme (Annonce relative au cadre budgétaire pour le budget général de la Mongolie en 2020) a été adoptée.⁹ Le gouvernement continue de renforcer le cadre de la politique budgétaire et de favoriser l'assainissement budgétaire, y compris par l'intermédiaire de la Loi de 2010 sur la stabilité budgétaire et de trois règles budgétaires définies dans le cadre de cette loi, à savoir: i) la règle sur les dépenses, qui prévoit un plafond concernant le taux de croissance des dépenses nominales totales; ii) la règle sur le solde budgétaire structurel, selon laquelle le solde budgétaire structurel (le solde global moins les revenus conjoncturels liés aux principaux minéraux) doit être supérieur ou égal à un déficit de 2% du PIB; et iii) la loi sur la dette, selon laquelle la valeur actuelle de la dette publique ne doit pas dépasser 40% du PIB après 2014. Le Parlement a modifié le plafond de la dette et l'a fixé à 69% du PIB en valeur actuelle.

1.9. Le Fonds de stabilisation budgétaire a été créé en vertu de la Loi sur la stabilité budgétaire afin de favoriser la stabilité du budget. Il est en partie financé par les recettes liées au secteur minier. De plus, en 2016, un fonds souverain, le Fonds du patrimoine pour l'avenir, a été créé afin de servir de fonds d'épargne pour le gouvernement¹⁰; il est principalement alimenté par les dividendes provenant des actions publiques détenues dans les entreprises publiques du secteur minier et par une partie des redevances liées aux minéraux.

1.10. Le principal objectif de la Banque de Mongolie est de garantir la stabilité du togrog (MNT), la monnaie nationale.¹¹ La Banque de Mongolie a pour objectif de stabiliser le taux d'inflation à environ 8%. Au cours de la période considérée, il y a eu un resserrement de la politique monétaire en janvier 2015. Elle était expansionniste entre janvier 2016 et mi-août 2016, où elle a fait l'objet d'un resserrement. Elle est redevenue expansionniste entre mi-décembre 2016 et mi-mars 2018 avant d'être à nouveau restreinte en novembre 2018. La politique monétaire a pris un tournant expansionniste en 2020, et s'est caractérisée, entre autres, par une réduction du taux directeur d'un point de pourcentage le 11 mars, le 13 avril et le 14 septembre; par conséquent, le taux directeur est tombé de 11% au début de l'année 2020 à 8% à compter du 14 septembre 2020.¹² La Banque

⁹ Informations juridiques, *Annonce relative au cadre budgétaire 2020 au titre de la Loi sur le budget général de la Mongolie, et aux modifications de la Loi sur le projet de budget 2021-2022*, 28 août 2020. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/additional/details/3850?lawid=14524>.

¹⁰ Le Fonds peut être utilisé afin de financer le déficit budgétaire jusqu'en 2022.

¹¹ La Banque de Mongolie élabore et met en œuvre la politique monétaire en régulant la masse monétaire grâce aux variations de la base monétaire afin d'atteindre son objectif principal de stabilité de la monnaie. Le gouvernement n'est pas autorisé à intervenir dans la détermination de la politique monétaire; la Banque de Mongolie présente chaque année ses objectifs au Parlement dans le cadre des Lignes directrices sur la Politique monétaire. La Banque de Mongolie rend formellement compte au Parlement conformément à l'article 30 de la Loi sur la Banque centrale.

¹² Au cours de la période considérée, le taux directeur a: i) augmenté de 1 point de pourcentage pour atteindre 13% le 15 janvier 2015; ii) diminué de 1 point de pourcentage pour tomber à 12% le 14 janvier 2016; iii) diminué de 1,5 point de pourcentage pour tomber à 10,5% le 6 mai 2016; iv) augmenté de 4,5 points de pourcentage pour atteindre 15% le 18 août 2016; v) diminué de 1 point de pourcentage pour tomber à 14% le 20 décembre 2016; vi) diminué de 2 points de pourcentage pour tomber à 12% le 16 juin 2017; vii) diminué de 1 point de pourcentage pour tomber à 11% le 25 décembre 2017; viii) diminué

de Mongolie a également adopté d'autres mesures de politique monétaire au cours de la période considérée.¹³ Les modifications apportées à la Loi sur la Banque de Mongolie ont été approuvées par le Parlement et sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 2018. Conformément à ces modifications, le Parlement a désigné le Comité de politique monétaire comme organe officiel de décision en matière de politique monétaire; celle-ci s'appuie sur un cadre décisionnel collectif; les décisions du Comité relatives à la politique monétaire sont prises à l'issue de réunions se déroulant en deux temps. Le Conseil de stabilité financière, constitué du Ministre des finances, du gouverneur de la Banque de Mongolie et du Commissaire de la Commission de contrôle des activités financières, poursuit son objectif consistant à améliorer la coopération intergouvernementale.

1.11. La Mongolie utilise un système de taux de change flottant. Les autorités ont indiqué que la Banque de Mongolie intervenait sur le marché des changes par le biais d'adjudication de devises pour maîtriser la volatilité.¹⁴ Les réserves internationales de la Mongolie représentaient environ 4,4 milliards d'USD en 2019 (contre 1,3 milliard d'USD en 2016).

1.2 Résultats commerciaux

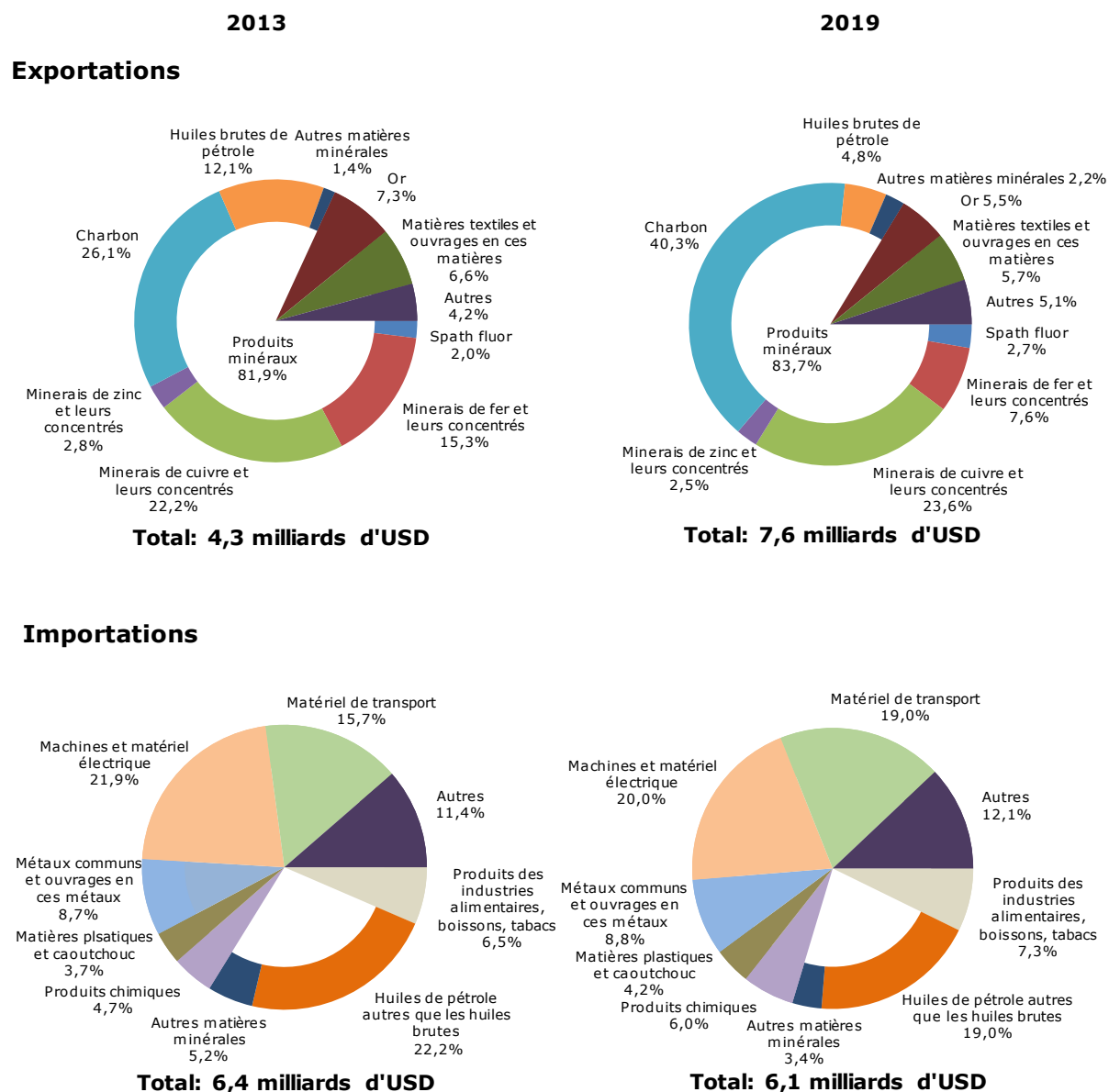
1.2.1 Composition des échanges

1.12. Les exportations de la Mongolie demeurent fortement concentrées sur quelques produits; en 2019, 84% des exportations étaient liées au secteur minier, le charbon et le cuivre représentant respectivement 40,3% et 23,6% des exportations totales (tableau A1. 1 et graphique 1.1). La même année, les importations se composaient principalement de machines et matériel électriques, de matériel de transport et de combustibles minéraux; la part du matériel de transport a augmenté entre 2013 et 2019 (tableau A1. 2).

de 1 point de pourcentage pour tomber à 10% le 26 mars 2018; et ix) augmenté de 1 point de pourcentage pour atteindre 11% le 27 novembre 2018.

¹³ Ces mesures étaient les suivantes: i) le 26 mars 2018, les taux de réserves obligatoires pour les dettes intérieures et les dettes en devises étrangères ont été fixés respectivement à 10,5% et 12%; ii) le 15 juin 2018, la Banque de Mongolie a fixé le plafond du ratio dette/revenu à 70% pour les crédits personnels à la consommation; iii) le 20 décembre 2019, le taux de réserves obligatoires pour les dettes des banques en devises étrangères a été augmenté de 3 points de pourcentage pour atteindre 15%; iv) le 1^{er} avril 2019, la limite supérieure du ratio service de la dette/revenus pour les prêts au consommateur nouvellement octroyés et assortis de conditions modifiées, à l'exception des prêts accordés aux retraités, a été révisée et fixée à 60%; v) le 11 mars 2020, la Banque de Mongolie a diminué le taux de réserves obligatoires pour les dettes des banques en togrog de 2 points de pourcentage pour le fixer à 8,5% et elle a modifié la fourchette du corridor de taux d'intérêt de sorte qu'elle se situe entre +1 et -1 point de pourcentage par rapport au taux directeur; vi) le 13 avril 2020, la durée maximale des prêts au consommateur a été prolongée à 12 mois au maximum pour les emprunteurs qui ont des difficultés à rembourser leurs prêts; vii) le 26 juin 2020, la rémunération des réserves obligatoires en togrog accordée aux banques a subi une réduction correspondant au montant du ratio entre les dépôts en devises étrangères dont les taux sont relativement élevés, et les comptes courants en devises étrangères dont les taux sont variables/total des dépôts et les comptes courants en devises étrangères, et la Banque de Mongolie a favorisé la stabilité financière du système bancaire en décourageant la dollarisation des dépôts bancaires et en maintenant une rémunération relative en monnaie nationale; viii) le 7 août 2020, la Banque de Mongolie a décidé de prolonger la mise en œuvre du programme de restructuration et de proroger l'échéance des prêts au consommateur au 31 décembre 2020 pour les emprunteurs qui ont des difficultés à rembourser leurs prêts en raison des circonstances économiques actuelles; et ix) le 14 septembre 2020, la Banque de Mongolie a décidé de mettre en place des mises en pension à long-terme.

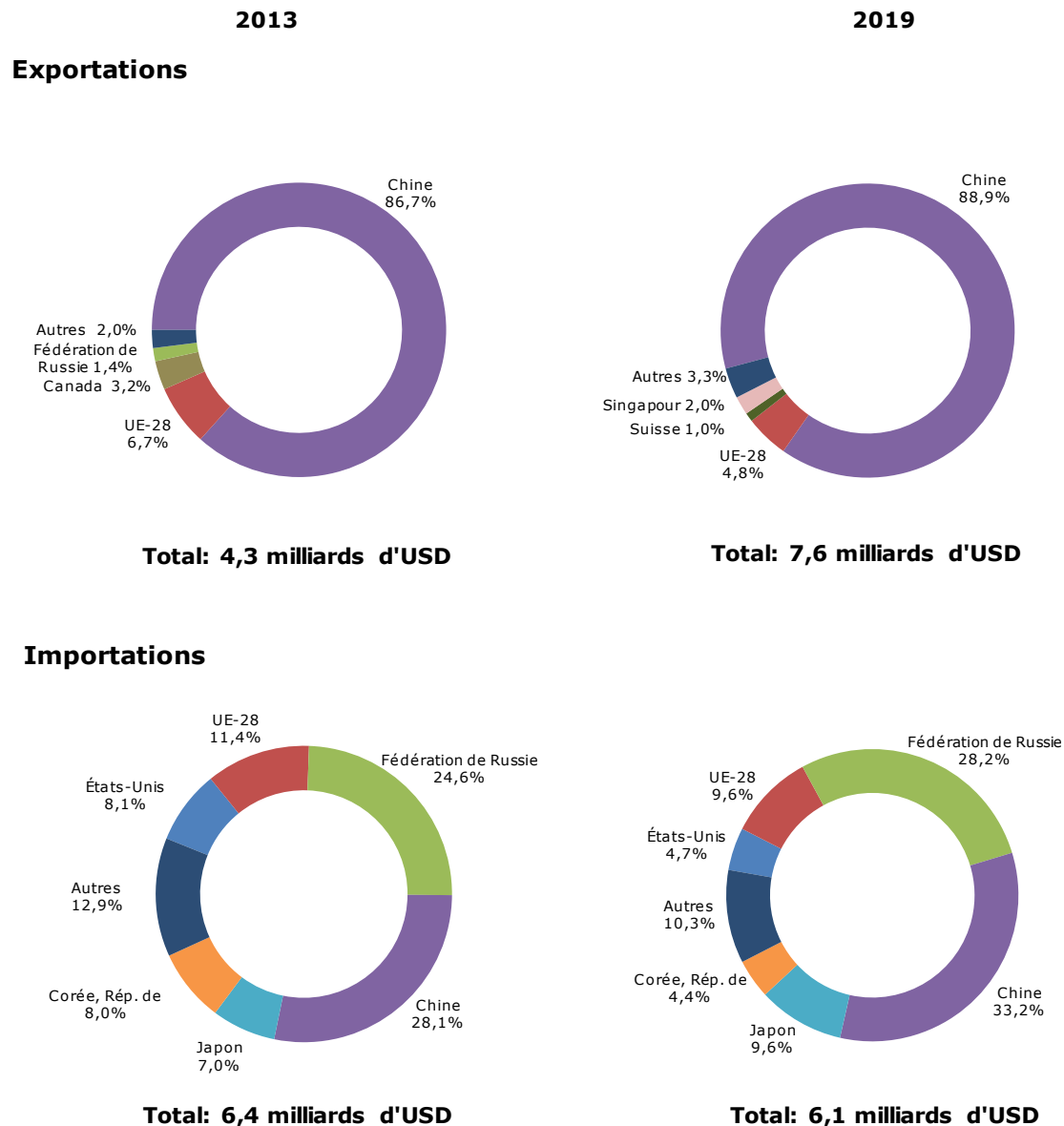
¹⁴ En vertu de l'article 5 de la Loi sur les règlements en devises, une volatilité supérieure à 5% doit être "portée à l'attention du Premier Ministre". Pour un historique détaillé des interventions de la Banque de Mongolie par le biais d'adjudications, voir l'adresse suivante:
<http://www.mongolbank.mn/eng/dblistforexauction.aspx>.

Graphique 1.1 Composition par produit des échanges de marchandises, par principal groupe du SH, 2013 et 2019

Source: Calculs de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU et données communiquées par les autorités.

1.2.2 Répartition géographique des échanges

1.13. Entre 2013 et 2019, la part de la Chine dans les exportations mongoles a augmenté pour atteindre près de 89% (tableau A1. 3 et graphique 1.2). Au cours de la même période, les parts de la Chine, du Japon et de la Fédération de Russie dans les importations mongoles ont augmenté tandis que celles de l'Union européenne, de la République de Corée et des États-Unis ont diminué (tableau A1. 4 et graphique 1.2).

Graphique 1.2 Répartition géographique du commerce des marchandises, 2013 et 2019

Source: Calculs de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU et données communiquées par les autorités.

1.3 Commerce des services

1.14. Au cours de la période considérée, les principales exportations de services de la Mongolie concernaient les voyages, les transports et les autres services fournis aux entreprises (tableau 1.4). Ses principales importations de services comprenaient les transports, les voyages et les autres services fournis aux entreprises.

Tableau 1.4 Commerce des services, 2014-2019

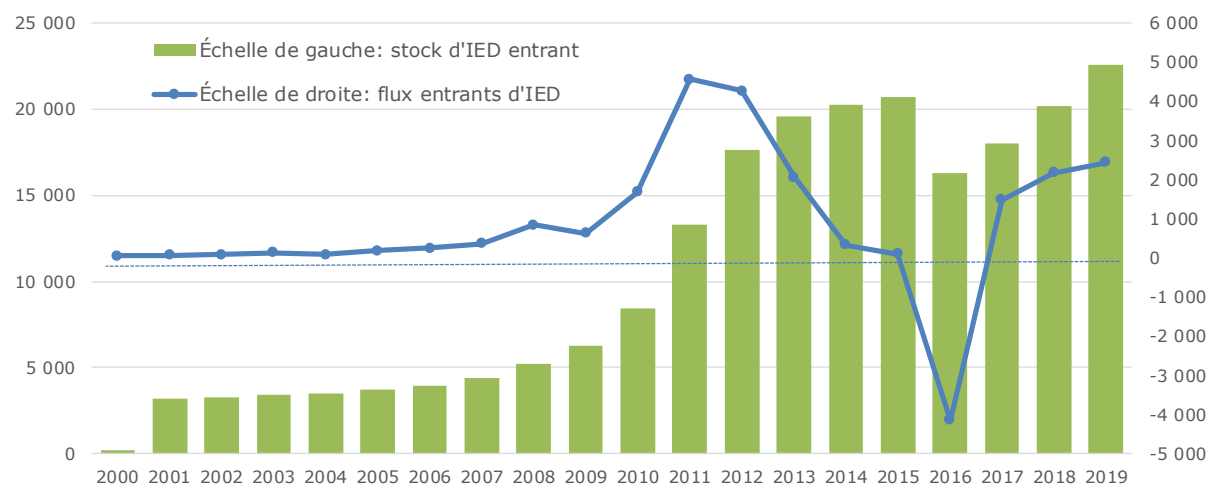
	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Crédit total (millions d'USD)	607,0	688,8	800,9	966,3	1 111,6	1 232,7
	(% du crédit total)					
Services de production manufacturière utilisant des facteurs physiques de production appartenant à des tiers	0,7	0,9	0,7	0,6	0,4	0,3
Transport	33,7	34,6	31,9	33,1	31,9	31,6
Passagers	6,8	4,8	7,9	6,8	5,9	7,4
Fret	13,3	16,2	12,7	13,6	13,5	13,9

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Autres	13,5	13,6	11,4	12,8	12,5	10,2
Voyages	35,4	35,7	39,5	40,9	40,1	41,6
Professionnels	1,0	0,8	3,3	3,7	4,0	4,0
Personnels	34,4	34,8	36,2	37,2	36,1	37,6
Construction	3,2	4,9	3,4	2,3	3,8	3,1
Services financiers	0,6	1,0	2,0	2,6	0,7	0,4
Frais pour usage de la propriété intellectuelle, n.i.a.	0,4	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1
Services de télécommunication et services informatiques	2,2	1,8	2,3	2,6	4,2	4,1
Autres services fournis aux entreprises	23,3	20,2	19,4	17,1	18,3	18,3
Recherche et développement	0,0	0,0	0,0	0,1	0,7	0,3
Services professionnels et services de consultation en gestion	5,1	3,7	4,5	3,9	3,5	4,3
Services techniques, liés au commerce et autres	18,2	16,5	15,0	13,1	14,1	13,7
Services personnels, culturels et récréatifs	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,1
Biens et services des administrations publiques, n.i.a.	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
Total des débits (millions d'USD)	1 896,2	1 404,3	2 139,2	2 182,4	3 089,9	3 224,4
(% du débit total)						
Services de production manufacturière utilisant des facteurs physiques de production appartenant à des tiers	0,0	0,0	0,3	0,9	0,4	0,2
Services d'entretien et de réparation, n.i.a.	1,9	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	20,8	24,5	20,2	27,7	29,6	30,5
Passagers	3,0	3,7	2,5	3,9	3,3	3,4
Fret	13,3	15,9	14,8	21,5	24,1	25,4
Autres	4,5	4,9	2,9	2,3	2,2	1,6
Voyages	24,9	30,0	22,6	24,4	27,8	28,7
Professionnels	0,4	0,8	0,6	1,1	0,3	0,2
Personnels	24,5	29,3	22,0	23,3	27,6	28,4
Construction	5,8	8,1	7,7	11,0	6,7	4,5
Assurance et pensions	0,6	1,7	0,7	0,9	0,7	0,7
Services financiers	5,4	4,2	10,3	2,3	4,2	6,6
Frais pour usage de la propriété intellectuelle, n.i.a.	0,7	1,1	1,2	0,7	0,5	0,8
Services de télécommunication et services informatiques	6,1	6,0	4,1	3,4	3,6	3,3
Autres services fournis aux entreprises	32,3	22,3	32,0	27,5	25,7	23,9
Recherche et développement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Services professionnels et services de consultation en gestion	20,8	11,9	11,9	8,3	7,5	9,7
Services techniques, liés au commerce et autres	11,6	10,5	20,1	19,1	18,1	14,1
Services personnels, culturels et récréatifs	0,1	0,3	0,1	0,0	0,1	0,0
Biens et services des administrations publiques, n.i.a.	1,3	1,5	1,0	1,1	0,7	0,8

Source: Banque de Mongolie. Adresse consultée: <https://www.mongolbank.mn/eng/liststatistic.aspx?id=4> 1.

1.4 Investissement étranger direct

1.15. D'après la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les flux entrants d'IED ont augmenté entre 2017 et 2019 après une forte baisse enregistrée en 2016 (graphique 1.3). D'après les données communiquées par les autorités, sur la base des enregistrements, le stock d'IED de la Mongolie représentait 22,6 milliards d'USD en 2019, contre 20,2 milliards d'USD en 2014 (tableau A1. 5). Au cours de la période considérée, l'IED était principalement concentré dans les activités extractives (tableau A1. 6).

Graphique 1.3 Flux entrants et stock d'IED, 2000-2019

Source: CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2020.

2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT

2.1 Cadre général

2.1. En vertu de la Constitution de 1992, modifiée en 1999, 2001 et 2019, la Mongolie est une démocratie parlementaire où l'autorité législative est confiée à un Parlement monocaméral, le Grand Hural d'État (Parlement). C'est le Parlement, après approbation du Président, qui est chargé de désigner le Premier Ministre et les ministres, lesquels constituent la branche exécutive du gouvernement (tableau 2.1). Les Membres du Parlement sont élus pour des mandats fixes de quatre ans. Les dernières élections parlementaires ont eu lieu en juin 2020.

Tableau 2.1 Ministères gouvernementaux et organismes spécifiques, septembre 2020

Premier Ministre, Vice Premier Ministre et Bureau du Cabinet	
Premier Ministre	Agence centrale de renseignement Département spécial de la sécurité d'État Comité d'État de la culture physique et des sports Agence publique de la coordination des politiques relatives aux biens de l'État
Vice Premier Ministre	Agence nationale d'inspection professionnelle Agence nationale de gestion des situations d'urgence Direction de la concurrence et de la protection des consommateurs Agence mongole de normalisation et de métrologie Direction de la politique des marchés publics
Bureau du Cabinet du gouvernement	Autorité des communications et des technologies de l'information Agence nationale de développement
Ministère de l'environnement et du tourisme	Agence nationale de météorologie et d'observation de l'environnement Régie des eaux
Ministère de la défense	État-major des forces armées mongoles
Ministère des affaires étrangères	
Ministère des finances	Administration générale des douanes Département général de la fiscalité nationale
Ministère de la justice et des affaires intérieures	Département de la police générale Direction générale chargée de la protection des frontières Direction générale chargée de l'enregistrement Direction générale des archives Direction générale chargée de la mise en œuvre des décisions des tribunaux Office de la propriété intellectuelle
Ministère du travail et de la protection sociale	Direction générale de la sécurité sociale Agence centrale du travail et des services sociaux Agence centrale des personnes handicapées Agence chargée de la famille, de l'enfance et de la jeunesse
Ministère de la construction et du développement urbain	Département des questions foncières, de la construction, de la géodésie et de la cartographie
Ministère de l'éducation et des sciences	
Ministère des routes et du développement des transports	Direction mongole de l'aviation civile
Ministère de la culture	Département des arts et de la culture
Ministère des mines et de l'industrie lourde (MMHI)	Administration des ressources minérales et du pétrole Agence géologique nationale
Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie légère (MOFALI)	Autorité générale des services vétérinaires Département des petites et moyennes entreprises
Ministère de l'énergie	
Ministère de la santé	Autorité générale de l'assurance santé Département du contrôle et de la réglementation des médicaments et des dispositifs médicaux (créée par la résolution gouvernementale n°22 du 28 août 2020, qui entrera en vigueur au 1 ^{er} janvier 2021)

Source: renseignements communiqués par les autorités et le gouvernement de la Mongolie, *Institutions publiques*. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/annex/details/11115?lawid=15488>.

2.2. Les dernières modifications apportées à la Constitution ont été adoptées par le Parlement et promulguées par le Président en novembre 2019, à l'issue d'un vaste processus de consultation qui a débuté en 2017 et auquel ont participé le parti au pouvoir, le principal parti d'opposition, le Président, le Premier Ministre, des experts du droit constitutionnel ainsi que le grand public, sous la

forme d'un "conseil délibératif" constitué de citoyens tirés au sort. Ces modifications visent à affiner l'équilibre des pouvoirs entre les différentes institutions, à renforcer la stabilité et à permettre une meilleure gouvernance.

2.3. Les modifications apportées portent sur plusieurs questions différentes. En premier lieu, elles modifient les conditions de la révocation du Premier Ministre, qui exige à présent la majorité absolue au lieu de la majorité simple, et crée l'obligation de nommer un nouveau Premier Ministre dans les 30 jours, faute de quoi le Président est tenu de dissoudre le Parlement. Si le Premier Ministre soumet un projet de résolution appelant à un vote de confiance sur des sujets relatifs au budget ou à la politique de l'État, le Parlement doit l'examiner dans un délai de 3 jours et adopter une résolution à la majorité de ses membres dans les 10 jours. Si la résolution est rejetée, on considère que le Premier Ministre est révoqué, et le Parlement doit nommer un nouveau Premier Ministre dans un délai de 30 jours, faute de quoi le Président est tenu de dissoudre le Parlement. Ces dispositions visent à lutter contre l'instabilité gouvernementale.

2.4. Les modifications apportées interdisent au Parlement d'accroître les dépenses et les pertes prévues dans le budget soumis par le gouvernement. Elles prévoient que seuls le Premier Ministre et un maximum de quatre ministres peuvent conserver leur statut de parlementaires. En outre, la décision du Premier Ministre de nommer ou de révoquer des Membres du Cabinet ne peut être bloquée ni par le Président ni par le Parlement. Les modifications visent aussi à renforcer le contrôle sur la branche exécutive en créant un organe constitutionnel (une agence d'audit de l'État) qui exerce de manière indépendante un contrôle sur les finances et le budget de l'État. De surcroît, le Parlement a l'obligation de veiller à ce que les commissions d'enquête *ad hoc*, qui doivent être établies avec l'aval d'au moins un quart de tous les membres, incluent des représentants des partis minoritaires. Les pouvoirs de l'agence d'audit de l'État et des commissions d'enquête *ad hoc* sont définis dans la Loi révisée relative à l'audit d'État et dans la Loi relative au Grand Hural d'État, qui ont été adoptées respectivement le 1^{er} mai 2020 et le 7 mai 2020.

2.5. D'autres modifications visent à améliorer le processus législatif et à renforcer la responsabilité du Parlement. La portée du droit d'initiative législative et les restrictions apportées à ce droit, qui est exercé par le Président, les parlementaires et le Cabinet, seront précisés par une loi. Cette loi n'a pas encore été adoptée, et le Parlement doit l'examiner sous peu. Sauf mention contraire dans la Constitution, l'adoption finale des lois se fait à la majorité absolue, et non à la majorité simple comme c'est actuellement le cas. En outre, bien que les membres du Parlement n'adoptent normalement pas leurs décisions à bulletin secret, une telle procédure est autorisée, selon les modalités prévues dans la Constitution et d'autres lois, lorsque qu'elle a le soutien de la majorité des présents à une séance. Les modifications interdisent l'adoption ou la modification des lois électorales dans l'année précédant une élection ordinaire.

2.6. Le Président est le chef de l'État, et il a le droit de mettre son veto à des lois et résolutions du Parlement, qui lui-même peut renverser ce veto par un vote à la majorité des deux tiers. Les modifications de 2019 prévoient que le Président ne peut accomplir qu'un seul mandat de six ans, au lieu d'un mandat de quatre ans renouvelables, comme c'était précédemment le cas. En conséquence, le Président a perdu certains pouvoirs statutaires, tels que celui de proposer un candidat au poste de directeur de l'agence anticorruption et pour l'un des trois postes de membre de la Commission nationale des droits de l'homme et de nommer les présidents des tribunaux, à l'exception du président de la Cour suprême, et tous les membres et présidents du Conseil général de la magistrature et du Comité disciplinaire de la magistrature (comité d'éthique). D'autres modifications constitutionnelles concernent le système judiciaire (section 2.2).

2.7. La Mongolie est divisée en aimags (provinces), auxquelles s'ajoute la capitale (Oulan Bator). Les aimags sont subdivisées en soums (districts provinciaux), lesquels sont divisés en baghs (villages ou sous-districts provinciaux); la capitale est divisée en districts et hooros (sous-districts).

2.8. Les modifications constitutionnelles de 2019 concernent aussi l'organisation de l'administration locale. Premièrement, le Parlement est autorisé à déléguer des fonctions des entités administratives aux villes ou aux communes et à modifier les divisions administratives sur la base de propositions émises par les citoyens. Deuxièmement, afin d'encourager le développement économique local, les modifications autorisent les conseils locaux (les *hurals* des représentants des citoyens) des aimags, de la capitale, des bags et des soums à fixer le montant des taxes et à gérer la propriété dans les limites définies par la loi. Troisièmement, les présidiums des conseils locaux, qui exercent à l'heure actuelle la plupart des pouvoirs des conseils locaux pendant l'intervalle entre leurs sessions, ont été supprimés, de sorte que les conseils locaux peuvent pleinement exercer leurs pouvoirs respectifs.

2.9. Enfin, les modifications précisent les objectifs de l'utilisation des ressources naturelles et les principes qui la gouvernent, une question politique essentielle dans un pays riche en ressources minérales. Les ressources naturelles sont définies comme appartenant au domaine public de l'État plutôt que comme propriété de l'État, ce qui met l'accent sur le fait que les politiques relatives aux ressources naturelles devraient être définies par le Parlement, les représentants du peuple, dans l'intérêt public. Selon les modifications, la politique publique relative à l'utilisation des ressources naturelles tient compte du développement à long terme et de la préservation, pour les générations présentes et futures, du droit à un environnement sain et sûr, et vise à distribuer d'une manière égale et juste les bénéfices des ressources naturelles au moyen du Fonds national des ressources, qui est mentionné dans la Constitution. La loi règlera la manière dont seront alloués à la population la majeure partie des gains sociaux et économiques issus des gisements de minéraux stratégiques. Afin de sauvegarder leur droit à un environnement sain et sûr, les citoyens ont le droit d'être informés des effets de l'utilisation des ressources naturelles.

2.10. Les modifications constitutionnelles de 2019 prévoient aussi trois changements importants concernant le pouvoir judiciaire.

2.11. Premièrement, elles fixent la composition du Conseil général de la magistrature à 10 membres, avec un mandat de quatre ans non renouvelable. Le Conseil sélectionne des candidats issus de la Cour suprême et les présente au Parlement. Ils sont ensuite nommés par le Président. Le Conseil propose aussi des juges d'autres tribunaux pour nomination par le Président. Cinq des 10 Membres du Conseil sont directement élus par les magistrats, et les 5 autres sont nommés au cours d'un processus ouvert. De plus, le président du Conseil est élu par ses membres, au lieu d'être nommé par le Président. Les rapports du Conseil sur ses activités concernant l'indépendance de la justice sont soumis à la Cour suprême.

2.12. Deuxièmement, les modifications créent un nouvel organe constitutionnel, le Comité disciplinaire de la magistrature, qui décide de la suspension ou de la révocation des magistrats et de l'imposition d'autres sanctions disciplinaires. La composition du Comité et la durée du mandat de ses membres seront régies par une loi à venir qui doit être débattue au Parlement sous peu.

2.13. Troisièmement, les modifications permettent aussi au Parlement de créer des tribunaux ayant juridiction sur plusieurs aimags et soums, ce qui permet une répartition égale de la charge de travail, la création aisée de juridictions spécialisées et une amélioration de l'accès aux juridictions.

2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale

2.14. La Mongolie maintient un régime de commerce extérieur ouvert. Étant enclavée, elle accorde une grande importance aux questions de facilitation des échanges, y compris au transport en transit et à la coopération transfrontières avec les pays voisins, ainsi qu'à la rationalisation et à la simplification des réglementations et des procédures aux frontières. Divers programmes nationaux d'aide au commerce sont en place, y compris le Plan d'action du gouvernement 2016-2020, publié en 2016, la Vision de développement durable de la Mongolie 2030, publiée en 2016, le Programme national d'exportation, publié en 2018 et le Plan d'action du gouvernement 2020-2024, publié en 2018.

2.15. Le Ministère des affaires étrangères est chargé de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre globale de la politique relative au commerce extérieur. Plusieurs autres ministères et organismes gouvernementaux sont aussi chargés de différents aspects de la politique commerciale.

2.16. Le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie légère (MOFALI) est entre autres responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique agricole et de la délivrance de licences d'importation et d'exportation pour les produits agricoles.

2.17. Le Ministre des finances préside le Conseil du tarif douanier, lequel est chargé d'élaborer la politique douanière et tarifaire et de formuler des propositions à l'intention du gouvernement concernant l'adoption des taux de droits et l'imposition de droits additionnels. L'Administration générale des douanes, sous l'autorité du Ministère des finances, est chargée de faire respecter la législation douanière, de percevoir et recouvrer les droits de douane et autres taxes, et d'établir les statistiques douanières et de les présenter à l'Office national de la statistique.

2.18. L'Agence mongole de normalisation et de métrologie (MASM) est chargée, entre autres, de coordonner et de gérer les activités de métrologie et de normalisation et est responsable des politiques en la matière.

2.19. L'Agence centrale pour l'inspection spécialisée est entre autres chargée d'inspecter les produits alimentaires et les produits d'origine végétale ou animale importés et exportés et de garantir leur conformité aux normes, de faire respecter les lois et règlements relatifs au commerce, à l'industrie, aux services, à la géologie et à l'exploitation minière et de contrôler le respect des normes.

2.20. L'Office mongol de la propriété intellectuelle, un organisme de mise en œuvre placé sous l'autorité du Ministre de la justice et des affaires intérieures, est chargé de tous les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, y compris le droit d'auteur, les brevets et les marques.

2.21. D'autres ministères interviennent dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique commerciale, parmi lesquels le Ministère de l'environnement et du tourisme (MET), le Ministère des routes et du développement des transports (MRTD), le Ministère des mines et de l'industrie lourde (MMHI), le Ministère de l'énergie et le Ministère de la justice et des affaires intérieures (pour l'élaboration des lois et réglementations et les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce).

2.22. La Chambre de commerce et d'industrie nationale mongole (MNCCI) offre divers services de soutien au commerce: elle délivre les certificats d'origine, arbitre les différends en matière de commerce et d'investissement, réalise des études de marché à l'étranger, organise des salons, des expositions et des missions commerciales et élabore des projets. Plusieurs autres associations professionnelles, y compris l'Association minière mongole, l'Association des exportateurs mongols, l'Association mongole de la laine et du cachemire et l'Association mongole des producteurs de viande recueillent et diffusent des informations, mettent en évidence et examinent les questions de politique commerciale concernant leurs secteurs et représentent ces secteurs dans les discussions avec les pouvoirs publics.

2.23. Le principal changement du cadre institutionnel est la création en 2019 du Conseil de promotion des exportations (section 3.2.4).

2.2.1 Législation relative au commerce

2.24. Comme dans la plupart des pays, la législation sur le commerce et liée au commerce figure dans de nombreux instruments différents (tableau 2.2). Dans presque tous les cas, les accords internationaux prévalent sur les lois nationales, dans la mesure où il n'y a pas d'incompatibilité avec la Constitution. En vertu du Code civil, les termes des traités internationaux peuvent être invoqués devant les tribunaux.

Tableau 2.2 Principales lois relatives au commerce

Législation	Année	Dernière modification	Description
Procédures douanières			
Loi douanière	2008	2020	Réglemente les questions relatives à la structure administrative et au fondement juridique des douanes mongoles, définit les procédures de contrôle douanier et de dédouanement et assure le respect de la législation douanière
Droits de douane et autres droits			
Loi sur le tarif douanier	2008	2019	Réglemente les questions relatives à la création du système tarifaire, les principes relatifs à l'adoption des taux de droits, l'évaluation et les règles de perception et de recouvrement des droits de douane.

Législation	Année	Dernière modification	Description
Loi sur le droit d'accise	2006	2017	Impose un droit d'accise sur certaines marchandises importées ou produites dans le pays et régit le versement de ce droit au budget
Loi sur la détermination du montant du droit de douane à l'exportation applicable à certains produits	1996	2016	Impose des droits de douane spécifiques à l'exportation sur certains produits
Loi sur les zones franches	2015	2019	Réglemente la création des zones franches et leur forme, les pouvoirs des organes directeurs et les mécanismes de surveillance, détermine le fondement juridique et l'application des conditions fiscales et douanières spéciales.
Loi sur le statut juridique de la zone franche d'Altanbulag	2002	2015	Détermine le statut juridique de la zone d'Altanbulag et réglemente les questions relatives à sa mise en œuvre.
Investissement et avantages			
Loi sur l'investissement	2013	2016	Précise le fondement juridique de l'investissement national et étranger et prévoit des certificats de stabilisation fiscale.
Loi sur les avantages	2010	2017	Précise le fondement juridique des partenariats public privé et leur réglementation.
Propriété intellectuelle			
Loi sur le droit d'auteur	2006	2017	Réglemente les questions relatives à la protection du droit d'auteur et à l'utilisation des œuvres protégées par le droit d'auteur
Loi sur les brevets	2006	2016	Réglemente la protection des droits des auteurs d'inventions, de dessins et modèles industriels et d'innovations ainsi que des titulaires de brevets, et l'utilisation des inventions, des dessins et modèles industriels et des innovations
Loi sur les marques et les indications géographiques	2010	2015	Prévoit des garanties juridiques concernant les marques de fabrique ou de commerce et les noms commerciaux, protège les droits et les intérêts légaux de leurs titulaires et réglemente les questions relatives à la propriété, à l'utilisation et à la cession des marques et des noms commerciaux
Politique de la concurrence			
Loi interdisant la concurrence déloyale	2010	2019	Fixe les conditions d'une concurrence loyale sur le marché entre les entreprises, empêche et interdit la constitution de monopoles et les atteintes à la concurrence et définit le fondement juridique de l'institution chargée de réglementer la concurrence
Marchés publics			
Loi sur les marchés publics	2005	2020	Réglemente l'établissement des dossiers d'appel d'offres, la publicité, l'ouverture des plis, l'évaluation des offres et l'attribution des marchés publics de marchandises, de travaux et de services; réglemente la composition et l'organisation de la Commission des appels d'offres et contrôle ses activités.
Droit des sociétés et régime de licences			
Loi sur les sociétés	2011	2020	Réglemente la création, l'enregistrement et la réorganisation des sociétés, leur gestion et leur structure administrative, les droits et obligations de leurs actionnaires et leur liquidation.
Loi sur le régime de licences	2001	2020	Réglemente la délivrance, la prorogation et l'annulation des licences pour les activités commerciales susceptibles de nuire à l'intérêt public, au bien-être des personnes, à l'environnement et à la sécurité nationale et qui peuvent exiger des conditions et des connaissances particulières

Législation	Année	Dernière modification	Description
Minéraux et énergie			
Loi sur l'énergie	2001	2017	Réglemente les activités de production, de transport, de distribution, de répartition et de fourniture d'énergie, la construction de centrales et la consommation d'énergie utilisant des ressources énergétiques
Loi sur les énergies renouvelables	2007	2019	Réglemente la production d'électricité grâce à des sources d'énergie renouvelables ainsi que sa fourniture
Loi sur les minéraux	2006	2019	Réglemente la prospection et l'exploitation minières, et les activités connexes
Loi sur le pétrole	2014	2020	Réglemente la prospection pétrolière et la protection, la transformation, le transport, le stockage et la commercialisation du pétrole
Résolution gouvernementale n° 46 sur l'approbation du modèle d'accord de stabilité	2002		Réglemente les questions relatives à la garantie de conditions fiscales stables durant une certaine période pour les entreprises à capitaux étrangers qui se livrent à la prospection de gisements minéraux
Loi sur l'énergie nucléaire	2009	2016	Réglemente la prospection de gisements d'uranium et leur exploitation
Finance			
Loi bancaire	2010	2020	Réglemente la délivrance et le retrait des licences bancaires, les principes généraux de gestion et d'organisation bancaires, les activités des banques et les mesures destinées à faire respecter la loi
Loi sur la Banque centrale	1996	2019	Établit le fondement juridique des pouvoirs de la Banque de Mongolie, de sa gestion, de son organisation et de ses activités et réglemente les questions relatives à la mise en œuvre de la politique monétaire menée par la Banque de Mongolie
Loi sur les règlements en devises	1994	2017	Définit les pouvoirs des organes du gouvernement chargés des règlements en devises, réglemente le contrôle des changes pour l'utilisation de devises par les entreprises, les organisations et les particuliers, et établit les mécanismes destinés à soutenir le taux de change de la monnaie nationale
Loi sur les dépôts, les prêts et les opérations bancaires	1995	2020	Réglemente les questions relatives au dépôt de fonds dans les banques par des particuliers et des personnes morales, l'exécution d'opérations par l'intermédiaire des banques et l'octroi et le remboursement des prêts bancaires
Loi sur les activités financières non bancaires	2002	2017	Établit les fondements juridiques des activités financières non bancaires et réglemente les questions relatives à la gestion, à l'organisation et à la délivrance, à la suspension ou au retrait des licences aux entités qui exercent des activités financières non bancaires
Loi contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme	2013	2020	Établit le fondement juridique de la réglementation visant à prévenir le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme
Loi sur les effets de commerce	1995	2020	Réglemente les relations entre les particuliers et les entreprises en ce qui concerne l'utilisation de lettres de change et de billets à ordre comme moyens de paiement.
Loi sur l'assurance	2004	2017	Définit le cadre juridique de l'exercice des activités d'assurance, réglemente les relations entre les compagnies d'assurance, les particuliers et les personnes morales et établit les principes de vérification par les pouvoirs publics des activités d'assurance

Législation	Année	Dernière modification	Description
Loi sur les valeurs mobilières	2013	2018	Réglemente l'émission de valeurs mobilières destinées à recueillir des capitaux, l'achat et la vente de valeurs mobilières, les dispositions en matière de dépôt et les services de compensation et de règlement, établit la réglementation relative aux émetteurs et aux autres personnes qui opèrent sur le marché des valeurs mobilières et assure la protection des investisseurs.
Télécommunications			
Loi sur les télécommunications	2001	2019	Réglemente les relations entre les organismes publics, les fournisseurs de services, les entreprises et les particuliers exerçant des activités dans le domaine des télécommunications et la création, l'utilisation et la protection du réseau et des services de télécommunication
Loi sur les fréquences radioélectriques	1999	2015	Réglemente les relations entre les organismes publics, les fournisseurs de services, les entreprises et les particuliers qui utilisent les fréquences radioélectriques
Loi sur les postes	2003	2019	Réglemente les relations entre les organismes publics, les fournisseurs de services, les entreprises et les particuliers qui s'occupent de services postaux et la création, l'utilisation et la protection du réseau postal et des services postaux
Loi sur la signature électronique	2011	2018	Réglemente les relations entre les organismes publics, les fournisseurs de services, les entreprises et les particuliers intervenant dans le domaine des services postaux et la création et l'utilisation des signatures électroniques
Tourisme			
Loi sur le tourisme	2000	2017	Réglemente les relations entre l'État, les particuliers, les entités économiques et les organisations en ce qui concerne la promotion du tourisme, l'exercice des activités de tourisme et la fourniture de services touristiques

Source: renseignements communiqués par les autorités.

2.3 Accords et arrangements commerciaux

2.3.1 OMC

2.25. La Mongolie est Membre de l'OMC depuis 1997, et elle a participé aux négociations et aux travaux ordinaires des comités de l'OMC pendant la période à l'examen. Elle a ratifié l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) le 28 novembre 2016, et a pris des mesures en vue d'accéder à l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils. En octobre 2018, elle a adopté une disposition de droit interne à cette fin.¹ La Mongolie a obtenu le statut d'observateur au Comité des marchés publics de l'OMC le 23 février 1999, dans le but d'engager des négociations pour son accession à l'Accord sur les marchés publics (AMP), ainsi que prévu par son protocole d'accession à l'OMC; il n'y a eu aucune autre initiative depuis, et la Mongolie n'a pas encore demandé à accéder à l'AMP.²

2.26. L'AFE représente une question d'importance nationale pour la Mongolie. La Mongolie étant un pays enclavé, situé entre deux économies majeures, la question de la facilitation des échanges et, en particulier, du transit et de la coopération transfrontières avec les pays voisins revêt la plus haute importance. La Mongolie s'est d'ores et déjà engagée dans un processus de rationalisation et de simplification de la réglementation et des procédures aux frontières, et ses engagements des différentes catégories sont en cours de mise en œuvre (section 3.1.1.1). Pendant la phase de négociations concernant l'AFE, la Mongolie a apporté sa contribution en se joignant à plusieurs propositions et communications concernant principalement les normes internationales, la publication

¹ Informations juridiques, *Loi sur l'adhésion à l'Accord*, 12 octobre 2018. Adresse consultée : <https://www.legalinfo.mn/law/details/13691?lawid=13691>.

² Document de l'OMC GPA/S/1 du 21 février 2020.

et la disponibilité des informations, la simplification des documents commerciaux et les questions de transit.

2.27. La Mongolie n'a jamais participé au processus de règlement des différends de l'OMC, que ce soit en tant que plaignant, défendeur ou tierce partie.

2.28. Le tableau A2. 1 donne une vue d'ensemble des notifications soumises pendant la période à l'examen. Celles-ci concernaient principalement les obstacles techniques au commerce, les règles d'origine, les accords de libre-échange et l'agriculture. Il reste des notifications en suspens dans un certain nombre de domaines, tels que l'agriculture, l'évaluation en douane, les restrictions quantitatives et les formalités de licences d'importation.

2.3.2 Accords régionaux et préférentiels

2.29. Le Plan d'action pour la mise en œuvre du programme de relations économiques avec l'étranger 2015-2020 traduit un certain nombre d'ambitions concernant la conclusion d'accords de libre-échange bilatéraux et régionaux³, y compris la possibilité de conclure de tels accords avec plusieurs pays ou de mener des études à ce sujet. Selon les autorités, la Mongolie cherche à devenir partie à des arrangements commerciaux régionaux et à conclure des accords de libre-échange avec ses principaux partenaires commerciaux afin de créer des conditions plus favorables à la promotion du commerce extérieur et de renforcer l'accès aux marchés de ses produits d'exportation.

2.30. L'Accord de partenariat économique avec le Japon, signé en 2015, est à l'heure actuelle le seul accord bilatéral de libre-échange conclu par la Mongolie. La Mongolie a aussi conclu les négociations menées avec l'ensemble des États parties à l'Accord commercial Asie-Pacifique (APTA) et ratifié l'Accord en décembre 2019. En octobre 2020, l'Accord n'était pas encore entré en vigueur; cela devrait toutefois être le cas au 1^{er} janvier 2021. De plus, la Mongolie a achevé une étude conjointe de faisabilité sur un éventuel accord de partenariat économique avec la République de Corée, et elle mène actuellement une étude conjointe de faisabilité sur un éventuel accord de libre-échange avec la Chine. Elle a cherché à rejoindre le Forum de coopération économique Asie-Pacifique depuis la création de celui-ci. La Mongolie a également proposé de lancer une étude de faisabilité sur un accord de libre-échange avec l'Union économique eurasiatique (UEE).

2.31. L'Accord de partenariat économique entre le Japon et la Mongolie est entré en vigueur le 7 juin 2016; il s'agit du premier accord de libre-échange auquel la Mongolie a adhéré. L'accord est complet, et une grande partie en est consacrée au commerce des biens et des services, et à l'investissement. Il comprend également des dispositions sur le commerce électronique, la concurrence, les marchés publics, l'amélioration du climat des affaires et le règlement des différends.⁴ Sa mise en œuvre est graduelle et devrait s'achever (avec la dernière réduction tarifaire) le 1^{er} avril 2036. L'Accord a été notifié à l'OMC en 2016 au titre de l'article XXIV:7 a) du GATT de 1994 et de l'article V:7 a) de l'AGCS.⁵ Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord, les importations de la Mongolie en provenance du Japon ont régulièrement augmenté, tandis que les exportations de la Mongolie vers le Japon sont fluctuantes et qu'aucune tendance particulière ne se dessine.

2.32. La Mongolie a ratifié l'APTA le 12 décembre 2019, avec une entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021.⁶ Selon les autorités, rejoindre l'APTA est important pour le commerce, étant donné qu'environ 90% des exportations de la Mongolie sont effectuées vers des pays parties à l'APTA et que 30% de ses importations viennent de ces pays. En tant que partie à l'APTA, la Mongolie bénéficiera d'une réduction de 30% de ses droits de douanes sur plus de 10 000 produits exportés vers les six autres parties.⁷ Les concessions faites par la Mongolie dans le cadre de l'APTA comprennent des réductions tarifaires sur 366 lignes au niveau à 6 chiffres du SH.⁸

³ Informations juridiques, *Programme de relations économiques extérieures de la Mongolie*. Adresse consultée : <https://www.legalinfo.mn/annex/details/7042?lawid=11586>.

⁴ Ministère des affaires étrangères du Japon, *Agreement between Japan and Mongolia for an Economic Partnership*. Adresse consultée : https://www.mofa.go.jp/a_o/c_m2/mn/page3e_000298.html.

⁵ Document de l'OMC WT/REG373/N/1-S/C/N/863 du 2 juin 2016.

⁶ Informations juridiques, *Loi sur la ratification de l'Accord*, 12 décembre 2019. Adresse consultée : <https://www.legalinfo.mn/law/details/14818?lawid=14818>.

⁷ Parlement de la Mongolie, *Minutes de la séance plénière de la session d'automne de 2019, 12 décembre 2019*. Adresse consultée : <http://www.parliament.mn/files/88812>.

⁸ Ou 383 lignes tarifaires (liste tarifaire 2020).

2.33. L'Australie, le Canada, les États-Unis, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, la Turquie, l'UEE et l'Union européenne accordent un accès préférentiel à la Mongolie au titre de leurs arrangements dans le cadre du Système généralisé de préférences (SGP). Depuis 2006, la Mongolie peut bénéficier de l'arrangement SGP+ dans l'Union européenne.

2.3.3 Autres accords et arrangements

2.34. La Mongolie a d'autres accords sur le commerce et les questions connexes avec plusieurs pays (tableau 2.3). La plupart sont en place depuis longtemps, à l'exception de l'Accord sur la transparence pour les questions liées au commerce international et à l'investissement entre les États-Unis et la Mongolie, qui est entré en vigueur en mars 2017.⁹ Cet accord porte sur la transparence en ce qui concerne les questions liées au commerce international, à l'investissement et aux services financiers.

Tableau 2.3 Accords bilatéraux liés au commerce depuis l'accession à l'OMC

Accord	Date	Description
Accord commercial entre le gouvernement de la Mongolie et le gouvernement du Viet Nam	13/12/1999	Instaure le traitement NPF pour le commerce, les transports, les douanes et la fiscalité, prévoit le transit par le territoire des parties ainsi que le règlement des différends
Accord commercial entre le gouvernement de la Mongolie et le gouvernement de Cuba	09/11/2001	Instaure le traitement NPF pour les échanges de biens et de services, encourage les activités liées aux salons, expositions et autres activités commerciales, reconnaît que les prescriptions sanitaires et phytosanitaires ne créent pas nécessairement des obstacles au commerce, établit une commission intergouvernementale et énonce des principes de non-discrimination concernant le commerce entre les deux pays
Accord entre le gouvernement de la Mongolie et le gouvernement des États-Unis concernant le développement des relations de commerce et d'investissement/Accord-cadre sur le commerce et l'investissement	15/07/2004	Établit un conseil mixte du commerce et de l'investissement et prévoit un développement accru des relations de commerce et d'investissement entre les deux pays
Accord de coopération économique entre la Mongolie et la Hongrie	2005	Dans le cadre des lois et réglementations des deux pays, promeut l'expansion et la diversification de la coopération économique qui s'exerce à leur mutuel avantage dans tous les domaines liés au développement économique
Accord sur la transparence pour les questions liées au commerce international et à l'investissement entre les États-Unis et la Mongolie	24/09/2013; entré en vigueur le 20/03/2017	Prévoit la transparence et la possibilité de formuler des observations et de répondre aux questions concernant les mesures affectant le commerce des biens et des services et les dispositions visant à lutter contre la corruption active et passive

Source: renseignements communiqués par les autorités.

2.4 Régime d'investissement

2.35. Le gouvernement considère que l'investissement étranger direct (IED) contribue de manière importante au développement économique du pays. Afin d'atteindre son objectif d'améliorer la croissance économique, le gouvernement a fixé un certain nombre d'objectifs dans son Programme d'action 2016-2020. Ces mesures doivent: i) accroître les investissements étrangers et intérieurs; ii) restaurer la confiance des investisseurs étrangers; iii) créer un contexte juridique favorable afin d'attirer les investissements dans le secteur de l'exploitation minière et de la géologie; iv) fournir un soutien institutionnel aux investissements étrangers soutenant la création de centres et de complexes touristiques spécialisés et historiques; v) créer un contexte favorable aux investisseurs étrangers en termes de politiques, de coopération et de stabilité juridique, améliorer la mise en

⁹ Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, *Agreement on Transparency in Matters Related to International Trade and Investment between the United States of America and Mongolia*. Adresse consultée: <https://ustr.gov/sites/default/files/US-Mongolia%20Transparency%20Agreement-English-Final-As%20Posted.pdf>.

œuvre des traités internationaux et de la législation nationale concernant leurs intérêts, et mener une politique cohérente visant à attirer les investisseurs étrangers dans les secteurs de l'exploitation minière, de l'infrastructure, de l'énergie, de l'agriculture et du tourisme, entre autres.¹⁰

2.36. L'importance de l'IED pour l'économie et la stabilité macroéconomique est mise en évidence dans un récent commentaire de la Banque de Mongolie. L'IED a eu un effet positif sur le PIB, et génère des retombées dans de nombreux secteurs de l'économie. Toutefois, l'IED demeure largement concentré dans un secteur: l'exploitation minière. Il est également fortement concentré en termes de provenance, car il est très dépendant de quelques pays.¹¹ Les autorités ont conscience de ce problème, et travaillent actuellement à un projet de déclaration de politique générale concernant l'investissement, avec la collaboration de représentants des pouvoirs publics et d'acteurs du secteur privé. Le projet vise à identifier et à définir les nouveaux secteurs, en dehors du secteur minier, qui ont la capacité d'attirer l'IED, à supprimer les obstacles à l'investissement et à promouvoir un IED efficace et à long terme.

2.37. En coopération avec la Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale, la Mongolie a élaboré et publié en 2018 un rapport de recherche, la carte des réformes de l'investissement. Il s'agit d'un examen complet de l'environnement juridique et économique de l'IED en Mongolie. Il propose des plans gouvernementaux à court, moyen et long terme visant à améliorer le climat de l'investissement. Il ressort initialement des entretiens entre secteur privé et pouvoirs publics que les activités de transformation en aval de l'activité minière, ainsi que les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie, du cuir, de l'agriculture et de l'agro-industrie ont le potentiel et les possibilités d'attirer, à moyen terme, l'IED.¹²

2.38. Conformément à l'article 2.1.7 de la Vision de développement durable de la Mongolie 2030, qui a été adoptée en 2016, le gouvernement prévoit de créer des conditions favorables à l'activité des entreprises en améliorant les services, en développant les réseaux de transport et de logistique, en simplifiant la délivrance des licences spéciales et en dématérialisant et en améliorant la perception des impôts. Toutes ces mesures visent à améliorer le climat des affaires et à attirer les investisseurs.

2.39. La Mongolie dispose d'un important cadre juridique et institutionnel pour soutenir et promouvoir l'investissement (encadré 2.1). Afin de protéger et de promouvoir l'IED, l'État a conclu des Accords de promotion et de protection mutuelles de l'investissement étranger direct (ou "accords d'investissement bilatéraux") avec 44 pays et des accords visant à éviter la double imposition avec 29 pays; 25 de ces accords sont entrés en vigueur.¹³ La Mongolie a adhéré en 1998 à la Convention de l'Agence multilatérale de garantie des investissements.¹⁴

Encadré 2.1 Cadre de l'investissement, 2020

Loi sur l'investissement, 2013

Convention de Séoul créant l'Agence multilatérale de garantie des investissements

Convention de Washington pour le règlement des différends relatifs aux investissements

Accords d'investissement bilatéraux

Accords visant à éviter la double imposition

Accord de partenariat économique avec le Japon et APTA, qui comprennent des dispositions relatives à l'investissement

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

¹⁰ Ministère des affaires étrangères, *Action Program of the Government of Mongolia for 2016-20*. Adresse consultée : http://www.mfa.gov.mn/wp-content/uploads/2015/06/2016-2020_Gov_AP_Eng_Revised.pdf.

¹¹ *Foreign Direct Investment (FDI), and its Importance*, Doojav, G-O, Investment Climate: Stability Conference, Ulaanbaatar, 22 October 2019. Adresse consultée : https://www.mongolbank.mn/documents/press_conference/20191022_01e.pdf.

¹² Groupe de la Banque mondiale, *Investment Reform Map for Mongolia: A Foundation for a New Investment Policy & Promotion Strategy*, juin 2018. Adresse consultée : <https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/8fbd4a65-c979-4cbc-858f-ca27677d30e7/Mongolia+Investment+Reform+Map+2018.pdf?MOD=AJPERES&CVID=mnSnUQT>.

¹³ Administration fiscale mongole, *Double Taxation Agreement*. Adresse consultée : <https://en.mta.mn/c/view/12118>.

¹⁴ Informations juridiques, *Ratification de la Convention*. Adresse consultée : <https://www.legalinfo.mn/law/details/10117?lawid=10117>.

2.40. La principale loi mongole sur l'investissement demeure la Loi sur l'investissement de 2013, qui n'a pas été révisée de manière significative.¹⁵ Cette loi comprend des dispositions prévoyant un traitement plus égalitaire entre les investisseurs nationaux et les investisseurs étrangers, ce qui constitue une amélioration par rapport à la loi précédente, bien qu'un seuil minimal demeure pour les investisseurs étrangers conservant une part supérieure à 25% (tableau 2.5). La loi prévoit aussi des incitations fiscales et extrafiscales pour les investisseurs, et vise à apporter une stabilité au moyen de certificats de stabilisation fiscale qui fixent des dispositions spéciales dont la durée est déterminée par le montant de l'investissement. La loi et les modifications qui lui ont été apportées en 2016 prévoient qu'un accord d'investissement doit être conclu pour tout investissement d'un montant supérieur à 500 milliards de MNT.¹⁶ Des autorisations spéciales sont exigées si l'investisseur est une entreprise publique étrangère intervenant dans certains secteurs avec une part d'au moins 33% (tableau 2.5).

2.41. L'accord de libre-échange entre la Mongolie et le Japon comprend des dispositions sur l'investissement au chapitre 10 et aux annexes 8 à 10, concernant entre autres le traitement NPF, le traitement national, l'interdiction des prescriptions en matière de résultats, l'expropriation et l'indemnisation, les mesures non conformes et le règlement des différends relatifs à l'investissement. Les annexes comprennent une liste de 18 réserves constituant des exceptions à l'accord, ainsi qu'un accord sur l'expropriation.

2.42. Dans ce cadre, la Mongolie était, fin juillet 2020, partie à 44 accords d'investissement bilatéraux, dont la plupart étaient en place depuis de nombreuses années (tableau 2.4). Pendant la période à l'examen, un nouvel accord d'investissement bilatéral, conclu avec le Canada, est entré en vigueur en 2017. L'Accord de promotion et de protection réciproque des investissements conclu entre la Mongolie et le Canada est présenté comme comprenant des dispositions plus détaillées sur le règlement des différends et les prérequis pour soumettre une affaire à l'arbitrage que les accords d'investissement bilatéraux plus anciens signés par la Mongolie. Dans le cadre de sa politique d'investissement, la Mongolie prévoit de mettre en place de nouveaux accords d'investissement bilatéraux et de mettre à jour les accords existants, conformément aux objectifs et principes définis dans l'Accord type sur la promotion de l'investissement et la protection mutuelle qui a été approuvé par le gouvernement en 2019.

Tableau 2.4 Accords d'investissement bilatéraux

Partenaire	Date	Entrée en vigueur
Allemagne	26/06/1991	23/06/1996
Autriche	22/05/2001	01/05/2002
Bélarus	28/05/2001	27/01/2002
Belgique-Luxembourg	06/03/1992	15/03/2000
Bulgarie	06/06/2000	^a
Canada	08/09/2016	27/02/2017
Chine	26/08/1991	11/01/1993
Corée, République de	28/03/1991	30/04/1991
Croatie	08/08/2006	^a
Cuba	26/03/1999	18/10/2000
Danemark	13/03/1995	11/08/1995
Égypte	27/04/2004	25/01/2005
Émirats arabes unis	21/02/2001	^a
États-Unis	06/10/1994	01/04/1997
Fédération de Russie	29/11/1995	06/02/2006
Finlande	15/05/2007	19/06/2008
France	08/11/1991	22/12/1993
Hongrie	13/09/1994	29/08/1995
Inde	03/01/2001	29/04/2002
Indonésie	04/03/1997	30/10/1998
Israël	25/11/2003	02/09/2004
Italie	15/01/1993	11/08/1995
Japon	15/02/2001	24/03/2002
Kazakhstan	12/02/1994	22/03/1995
Koweït, État du	15/03/1998	01/05/2000

¹⁵ Informations juridiques, *Loi sur l'investissement*, 13 octobre 2013. Adresse consultée : <https://www.legalinfo.mn/law/details/9491>.

¹⁶ Les procédures de conclusion d'un accord d'investissement peuvent être consultées sur Informations juridiques, *Résolution n°52 du gouvernement de la Mongolie, Approbation de la procédure*, 21 février 2014. Adresse consultée : <https://www.legalinfo.mn/law/details/9803>.

Partenaire	Date	Entrée en vigueur
Lituanie	27/06/2003	03/05/2004
Malaisie	27/07/1995	14/01/1996
Pays-Bas	09/03/1995	20/01/1996
Philippines	01/09/2000	01/11/2001
Pologne	08/11/1995	05/02/1996
Qatar	29/11/2007	^a
République démocratique populaire lao	03/03/1994	29/12/1994
République kirghize	04/12/1999	^a
République populaire démocratique de Corée	10/11/2003	^a
République tchèque	13/02/1998	05/07/1999
Roumanie	06/11/1995	15/08/1996
Royaume-Uni	04/10/1991	04/10/1991
Singapour	24/07/1995	14/12/1995
Suède	20/10/2003	19/03/2004
Suisse	29/01/1997	09/09/1999
Tadjikistan	20/03/2009	16/09/2009
Turquie	16/03/1998	25/02/2000
Ukraine	05/11/1992	05/11/1992
Viet Nam	17/04/2000	13/12/2001

a N'est pas encore entré en vigueur.

Source: renseignements communiqués par les autorités.

2.43. Les structures publiques de soutien à l'investissement ont connu de nombreuses évolutions pendant la période à l'examen. En 2016, le gouvernement a fermé l'Agence pour la promotion des investissements, qui promouvait les possibilités d'investissement en Mongolie et aidait les investisseurs étrangers dans plusieurs domaines. À peu près au même moment, l'Agence nationale de développement (NDA) a été désignée comme l'organisme public responsable des questions d'investissement. Elle supervise le soutien à l'investissement et les procédures d'approbation, détermine les secteurs prioritaires, mène des activités visant à attirer et promouvoir l'investissement, et participe à l'élaboration des politiques.¹⁷

2.44. Le Conseil de la protection des investisseurs a été créé en décembre 2016; il est chargé de garantir les droits et les intérêts de ceux qui investissent en Mongolie.¹⁸ Ses principales fonctions sont d'améliorer le climat de l'investissement, d'aider à fournir une meilleure protection de l'investissement, de regagner la confiance des investisseurs et d'améliorer la réception, le suivi et la résolution des plaintes des investisseurs, ainsi que les solutions apportées. Le Conseil évaluait les lois et règlements administratifs régissant les licences spéciales accordées par les secteurs de l'exploitation minière, de l'infrastructure et des transports, et annulait les décrets qui n'étaient pas conformes à la législation administrative générale et aux règlements concernés. Le Mécanisme de réaction systématique relatif à l'investissement a été créé par la NDA; il s'agit d'un mécanisme d'alerte précoce et de suivi visant à identifier les plaintes liées aux actions des autorités et à y apporter des solutions. En 2018, une plainte a été reçue, et elle a été transmise à l'organisme public pertinent. En 2019, six plaintes ont été reçues: une a été transmise à l'organisme public pertinent, il a été établi que trois étaient infondées, une a été résolue et une était en cours de résolution. En août 2020, trois plaintes avaient été reçues, et l'une était résolue et les deux autres en cours de résolution.

2.45. Le Comité consultatif public-privé, qui dépend du Conseil de la protection des investisseurs, a été mis en place en 2017 afin de créer un cadre pour débattre des projets de loi et des projets de mesures concernant l'investissement avec les parties concernées. Une décision conjointe du Comité est nécessaire pour apporter des modifications aux mesures ou aux lois. En 2018-2019, le Comité s'est réuni 10 fois pour examiner plusieurs questions et recueillir les avis des membres. Les principaux points abordés au cours de ces deux ans étaient le paquet législatif sur les agents des services fiscaux, le projet de loi sur les PME, la carte des réformes de l'investissement, le projet de loi sur la Bourse des produits agricoles et les frais connexes, le projet de loi sur les permis et les questions relatives au projet de concept de loi sur le soutien à la production nationale et aux producteurs de richesses nationaux.

¹⁷ NDA. Adresse consultée : <http://nda.gov.mn/>.

¹⁸ Il relève de la NDA. Conseil de la protection des investisseurs. Adresse consultée : <https://ipc.gov.mn/>.

2.46. En ce qui concerne l'évolution des politiques, le centre unique de services Invest in Mongolia (OSSC), qui dépend de la NDA et est destiné aux investisseurs étrangers, a été créé en février 2019 pour faciliter la fourniture de services publics aux investisseurs et leur permettre un accès simple et rapide à ces services, afin de répondre à leurs besoins et d'instaurer une plus grande confiance. L'OSSC fournit 62 types de services publics et privés et a fourni plus de 40 000 prestations depuis sa mise en place. Le fait de garantir la transparence des informations concernant une large série de services publics et de fournir des services depuis un guichet unique facilite les démarches des investisseurs, économise du temps et de l'argent et contribue à une plus grande satisfaction. À l'avenir, dans le cadre du projet "Smart Government" du Groupe de la Banque mondiale, l'OSSC sera dématérialisé et un système de guichet unique électronique sera mis en place. La mise en service est prévue pour 2021.

2.47. Un certain nombre d'incitations à l'investissement, tant fiscales qu'extrafiscales, sont prévues par la Loi sur l'investissement et par la législation concernant le secteur. Les incitations fiscales comprennent des exemptions, des crédits, des amortissements accélérés et leur déduction des revenus imposables, et la déduction des frais de formation des employés. Les machines et l'équipement importés peuvent bénéficier d'allègements douaniers ainsi que de l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) nulle s'ils sont utilisés dans certains secteurs et domaines prédéterminés, par exemple ceux des technologies innovantes, de la biotechnologie et des nanotechnologies, des matériaux de constructions, du pétrole, de l'agroalimentaire, de la construction de centrales électriques ou de voies ferrées, ou pour les produits exportés.¹⁹ Les mesures d'incitation extrafiscales portent sur la propriété foncière ou les baux; le soutien à des activités dans des parcs industriels et des zones franches avec enregistrement et procédures d'inspection préférentiel; le soutien à la mise en place des infrastructures, y compris questions touchant au travail; le soutien au financement de projets innovants et la délivrance de garanties pour le financement des produits exportés; les visas et les permis de résidence permanente; et d'autres mesures de soutien.²⁰

2.48. Depuis 2008, le gouvernement a identifié les secteurs de l'exploitation minière, de l'information et de la technologie, de la production agricole et du tourisme comme des secteurs prioritaires.²¹ Plus récemment, la NDA, en coopération avec d'autres ministères, a travaillé à l'élaboration d'un projet de document identifiant les plans et stratégies visant à accroître les bénéfices de l'IED et à attirer vers certains secteurs, y compris les secteurs de l'exploitation minière, de la transformation, de l'alimentaire, de l'agriculture, de l'industrie légère, de l'énergie, des infrastructures routières, des transports, de la logistique, du tourisme et des technologies de l'information.

2.49. De surcroît, la Mongolie fournit des incitations fiscales selon le montant de l'investissement, le secteur industriel et le lieu concernés. Par exemple, si un investisseur investit plus de 500 milliards de MNT, un accord d'investissement peut être conclu avec les autorités et prévoir une stabilisation de l'environnement fiscal et des aspects réglementaires, ainsi qu'un soutien financier. Un investisseur peut obtenir un certificat de stabilisation prévoyant la stabilisation de 4 types de taux d'imposition pour 5 à 18 ans, selon le secteur et la région concernés par l'investissement. Depuis l'entrée en vigueur en 2013 de la Loi sur l'investissement, la NDA a émis 15 certificats de stabilisation, pour un montant total de 4200 milliards de MNT.

2.50. Un certain nombre de restrictions à l'investissement étranger persistent (tableau 2.5). Les investisseurs étrangers ne sont pas autorisés à détenir des licences pour des services de diffusion d'émissions de radio ou de télévision.²²

¹⁹ Les différentes mesures incitatives sont détaillées dans les lois concernant les différents secteurs.

²⁰ Selon la Direction de l'immigration, en 2019, 996 nouveaux investisseurs ont reçu des visas et des permis de résidence permanente en Mongolie, et 2360 investisseurs ont prolongé leur visa et leur permis de résidence permanente.

²¹ Informations juridiques, *Résolution n°83 sur la liste des industries prioritaires approuvées*, 5 mars 2008. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/2643>.

²² Parlement de la Mongolie, session ordinaire d'automne de 2019. Adresse consultée: <http://parliament.mn/n/88ko>.

Tableau 2.5 Restrictions à l'investissement étranger, 2020

Restriction	Source
Interdiction de la détention de biens immobiliers par des ressortissants étrangers	Articles 5, 6, et 44 de la Loi foncière
Investissement minimum de 100 000 USD ou l'équivalent en MNT pour les investissements avec une part de plus de 25% dans l'entreprise concernée	Article 3.1.5 de la Loi sur l'investissement
L'investissement d'entreprises publiques étrangères dans le secteur minier, le secteur de la banque et de la finance, ou le secteur de la presse, de l'information et de la communication est soumis à autorisation si l'entreprise publique étrangère détient 33% des parts ou plus	Chapitre 6 de la Loi sur l'investissement
Les coopératives d'épargne et de crédit ne peuvent être détenues ou gérées par des acteurs étrangers	Article 5 de la Loi sur les coopératives d'épargne et de crédit
Entités autorisées à mener une étude d'impact environnemental	Article 8 de la Loi sur l'évaluation de l'impact environnemental
La propriété d'une entreprise de fabrication d'explosifs ou explosifs de mine est limitée à moins de 49% des parts	Article 11 de la Loi relative au contrôle de la circulation des matières et des dispositifs explosifs
Récolte ou cueillette de plantes naturelles interdite pour les entités étrangères	Article 17 de la Loi relative aux plantes naturelles

Source: comme indiqué dans le tableau.

3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE

3.1 Mesures visant directement les importations

3.1.1 Procédures douanières, évaluation en douane et prescriptions douanières

3.1. Les procédures douanières d'importation sont régies par deux lois principales: la Loi douanière de 2008, qui établit le cadre général, et la Loi nationale de 2008 sur les droits de douane et les taxes douanières, qui couvre le tarif douanier, l'évaluation en douane, les règles d'origine ainsi que le paiement et le recouvrement des droits de douane.¹ Ces deux lois ont fait l'objet de nombreuses modifications pendant la période considérée. Un nouveau projet de loi douanière a été proposé en 2017, mais en octobre 2020 il n'avait toujours pas été approuvé. La principale raison du remplacement de la loi existante est l'harmonisation avec les autres lois récemment révisées.² Les lois existantes ont été modifiées pour inclure des dispositions sur le système de guichet unique, l'échange de données électronique, les décisions anticipées, le contrôle après dédouanement, le trafic postal et le perfectionnement actif et passif.

3.2. L'Administration générale des douanes de Mongolie (Administration des douanes) est le principal organisme public chargé des procédures d'importation et d'exportation, y compris le dédouanement et le contrôle après dédouanement. En plus d'assurer le fonctionnement quotidien des postes frontière, l'Administration des douanes a joué un rôle clé dans les négociations multilatérales et bilatérales, par exemple celles qui concernaient l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) et l'Accord de partenariat économique avec le Japon (APE). Elle exploite aussi le Laboratoire central des douanes. Depuis 1993, l'Administration des douanes a aussi conclu des accords bilatéraux concernant la coopération et l'assistance mutuelle dans le domaine douanier avec 16 partenaires commerciaux. Depuis décembre 2015, des échanges électroniques de renseignements douaniers s'effectuent avec la Fédération de Russie. En janvier 2016, l'Administration des douanes a fusionné avec le Département général de la fiscalité nationale, dans le but de garantir une application et une mise en œuvre uniformes de la législation douanière et fiscale tout en protégeant le recouvrement des recettes.³ En 2020, l'Administration des douanes avait 15 bureaux de douane, 3 comités des douanes et 12 services des douanes. La Mongolie compte 42 postes frontière: 29 le long de la frontière avec la Russie et 13 le long de la frontière avec la Chine.

3.3. Les principales procédures d'importation sont les suivantes: préparation et délivrance des documents douaniers pour la déclaration des marchandises; inspection douanière des documents douaniers; inspection des marchandises et des moyens de transport; perception des droits de douane et autres taxes et paiements connexes; et délivrance d'autorisations et mainlevée des marchandises pour le franchissement de la frontière.⁴ En 2008, la Mongolie a établi un système de gestion des risques pour les importations, qui comporte trois catégories: i) examen simplifié (catégorie "verte"); ii) examen documentaire (catégorie "orange"); et iii) inspection matérielle (catégorie "rouge").⁵ Pendant les sept premiers mois de 2020, 87% des importations et 24% des exportations ont fait l'objet d'une inspection matérielle et environ 1% ont fait l'objet d'un contrôle après dédouanement. Il existe en Mongolie des dispositions concernant le recours aux courtiers en douane et aux entrepôts en douane.

¹ Informations juridiques, *Loi douanière*, 20 mai 2008. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/209?lawid=209>; et Informations juridiques, *Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières*, 20 mai 2008. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/208>.

² Ces lois incluent la Loi administrative générale, la Loi sur les frontières, la Loi relative aux infractions, la Loi relative à la procédure d'infraction, le Code pénal, la Loi sur la procédure pénale, la Loi sur la politique de développement et la planification du développement et la Loi sur la fonction publique. Des accords bilatéraux et multilatéraux ont été adoptés, comme l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges; l'Accord cadre entre les douanes mongoles, russes et chinoises sur la coopération dans le domaine du développement des points de franchissement des frontières (2015); l'Accord entre les douanes mongoles, russes et chinoises sur la reconnaissance mutuelle des résultats du contrôle douanier s'agissant de certains types de marchandises (2016); et les accords de reconnaissance mutuelle des programmes d'opérateurs économiques agréés (avec la Chine et la République de Corée en 2019).

³ Conformément à la Loi du 21 juillet 2016.

⁴ Ces procédures sont principalement exécutées par voie électronique par l'intermédiaire du CAIS. Chambre de commerce de la Mongolie, *Trade Policy*. Adresse consultée: <https://www.mongolchamber.mn/p/319>.

⁵ Document de l'OMC WT/REG373/2 du 26 mars 2018.

3.4. Depuis 2010, le système d'information douanière informatisé (CAIS) reste le principal système utilisé pour le dédouanement électronique des marchandises. Le CAIS est principalement caractérisé par une disponibilité continue en ligne, une base de données intégrée destinée aux autorités douanières et un site Web facile d'accès. En 2016, avec le soutien de la Banque asiatique de développement (BASD), la Mongolie a lancé un projet de modernisation des douanes et planifié une refonte totale du CAIS.⁶ En octobre 2020, une société de conseil avait été choisie, la reconfiguration des processus opérationnels était engagée et certains modules du programmes étaient en cours d'élaboration. Dans le cadre de ses engagements au titre de l'AFE, la Mongolie travaille aussi sur la mise en œuvre d'une application de guichet unique. Le projet a débuté; une société de conseil a été sélectionnée et une étude des processus opérationnels est en cours.

3.5. La Mongolie perçoit plusieurs redevances liées à l'importation ou à l'exportation (tableau 3.1). Le montant de la redevance est de 7 000 MNT par formulaire de déclaration, quelle que soit la valeur des marchandises. Si le formulaire de déclaration des marchandises est utilisé, la même redevance est facturée pour les envois postaux et les envois exprès.

Tableau 3.1 Redevances douanières

Types de redevances pour services rendus	Redevance (MNT)
Redevances pour dédouanement:	7 000
- par formulaire de déclaration principal	1 200
- par formulaire de déclaration additionnel	
Redevances pour examen douanier sur place, dans des zones de contrôle douanier temporaire, sur demande (des redevances horaires s'ajoutent aux redevances pour dédouanement):	4 000
- par heure durant les heures de travail	8 000
- par heure en dehors des heures de travail, pendant les week-ends ou les jours fériés	
Redevances pour dédouanement de marchandises transportées en quantité supérieure aux franchises douanières par des passagers, et d'envois postaux internationaux imposables adressés à des particuliers	1 200
Redevances pour dédouanement de marchandises transportées par camion:	3 000
- par manifeste de cargaison (A1)	
Redevances pour entreposage de marchandises dans des entrepôts en douane (les opérateurs sont tenus de payer ces redevances qui correspondent à un % fixe de la valeur totale des marchandises concernées)	0,1%
Coûts des formulaires de déclaration en douane (formulaire principal, formulaire additionnel et annexe) et du formulaire de manifeste de cargaison facturés aux courtiers en douane:	1 200
- par ensemble	
Pour le dédouanement des exportations de produits minéraux du secteur de l'extraction des minéraux et du charbon:	1 500
- par tonne	
Coût du scellement douanier pour les marchandises et les moyens de transport franchissant la frontière douanière	1 000

Source: Administration des douanes, *Redevances pour services rendus*. Adresse consultée: <https://www.customs.gov.mn/en/duties/fee>.

3.6. Le chapitre 5 de la Loi douanière prévoit la possibilité de faire appel d'une décision douanière. La plainte d'un importateur est d'abord déposée auprès du responsable des douanes dans les 30 jours suivant la réception de la décision. Elle peut ensuite être portée à un niveau supérieur, devant de l'Administration des douanes et, enfin, devant les tribunaux – civils ou administratifs, selon l'affaire. En 2019, 43 appels ont été portés devant l'Administration des douanes et 19 devant les tribunaux.

3.1.1.1 Facilitation des échanges

3.7. Le 24 novembre 2016, la Mongolie a adopté une loi ratifiant le Protocole portant amendement de l'Accord de Marrakech concernant l'Accord sur la facilitation des échanges; elle a ensuite notifié son instrument de ratification à l'OMC le 28 novembre 2016.⁷ La Mongolie s'est engagée à mettre

⁶ BASD, *Mongolia: Customs Modernization Project*. Adresse consultée: <https://www.adb.org/sites/default/files/evaluation-document/188956/files/pper-mon-customs.pdf>.

⁷ Informations juridiques, *Loi sur l'adhésion au Protocole portant amendement des négociations de Marrakech sur l'institution de l'Organisation mondiale du commerce*, 24 novembre 2016. Adresse consultée:

en œuvre l'AFE et a pris de nombreuses mesures à cet égard. Elle a notifié ses engagements des catégories A, B et C (tableau 3.2) et a adopté la Feuille de route nationale sur la facilitation des échanges 2018-2022, ainsi que le Plan d'action stratégique sur le Comité national de la facilitation des échanges. Le Comité national de la facilitation des échanges, présidé par le Ministre des affaires étrangères, a été établi en mai 2017 avec pour objectif de faciliter à la fois la coordination intersectorielle nationale et la mise en œuvre des dispositions de l'AFE. En outre, depuis 2006, la Mongolie est partie à la Convention de Kyoto pour la simplification des régimes douaniers.⁸

Tableau 3.2 Vue d'ensemble des engagements notifiés au titre des différentes catégories de l'AFE

Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
1.4 Notification 2.2 Consultations 4. Procédures de recours ou de réexamen 5.2 Rétention 6.1 Disciplines générales concernant les redevances et impositions imposées à l'importation et à l'exportation ou à l'occasion de l'importation et de l'exportation 6.2 Disciplines spécifiques concernant les redevances et impositions aux fins du traitement douanier imposées à l'importation et à l'exportation ou à l'occasion de l'importation et de l'exportation 10.1 Formalités et prescriptions en matière de documents requis 10.2 Acceptation de copies 10.7 Procédures communes à la frontière et prescriptions uniformes en matière de documents requis 10.8 Marchandises refusées 11. Liberté de transit	1.3 Points d'information 2.1 Possibilité de présenter des observations et renseignements avant l'entrée en vigueur 5.1 Notification de contrôles ou d'inspections renforcés 5.3 Procédures d'essai 6.3 Disciplines concernant les pénalités 7.2 Paiement par voie électronique 7.3 Séparation de la mainlevée de la détermination finale des droits de douane, taxes, redevances et impositions 9. Mouvement des marchandises destinées à l'importation sous contrôle douanier 10.5 Inspection avant expédition 10.9 Admission temporaire de marchandises et perfectionnement actif et passif 12. Coopération douanière	1.1 Publication 1.2 Renseignements disponibles sur Internet 3. Décisions anticipées 7.1 Traitement avant arrivée 7.4 Gestion des risques 7.5 Contrôle après dédouanement 7.6 Établissement et publication des temps moyens nécessaires à la mainlevée 7.7 Mesures de facilitation des échanges pour les opérateurs agréés 7.8 Envois accélérés 7.9 Marchandises périssables 8. Coopération entre les organismes présents aux frontières 10.3 Utilisation des normes internationales 10.4 Guichet unique 10.6 Recours aux courtiers en douane

Source: Documents de l'OMC WT/PCTF/N/MNG/1 du 29 juillet 2014 et G/TFA/N/MNG/1 du 26 février 2018.

3.8. L'Administration des douanes joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre de l'AFE, car 98% des dispositions de la section I de l'AFE sont directement ou indirectement liées aux attributions douanières. La feuille de route prévoit la mise en œuvre de nombreuses questions douanières importantes, par exemple l'élimination des processus faisant double emploi exécutés à la frontière par les organismes de contrôle, le dédouanement accéléré et direct, et la fourniture de services électroniques. La plupart de ces éléments sont en train d'être mis en œuvre.

3.9. D'après les autorités, plusieurs éléments ont été mis en œuvre à ce jour, y compris la gestion des risques, les systèmes de paiement par voie électronique, le programme d'opérateurs économiques agréés (OEA), la coopération douanière et le dédouanement électronique. En 2008, l'Administration des douanes a mis en œuvre un contrôle douanier basé sur les risques, à la suite d'une modification apportée en 2008 à la Loi douanière. En 2011, dans le cadre du Projet de modernisation des douanes mongoles, l'un des sous-modules (système de sélection des risques) du CAIS a été élaboré et mis en œuvre. Grâce à cela, le nombre d'inspections matérielles et de vérifications documentaires a été réduit d'environ 48% par rapport à 2013.

3.10. L'Administration des douanes a mené des études sur le temps nécessaire pour la mainlevée en 2010, 2012, 2014, 2017 et 2019. L'étude la plus récente a été réalisée en octobre 2019; le rapport provisoire a été publié et le rapport final est attendu en 2020. Plusieurs difficultés ont dû être surmontées – par exemple, il a été nécessaire de résumer les conclusions de l'étude car l'on ne disposait pas du logiciel adéquat. Le Programme des OEA est en place depuis 2018 et, d'après les autorités, la réponse des industries nationales est positive. Cependant, en octobre 2020, aucune entreprise n'avait le statut d'OEA. Des travaux étaient prévus en 2020 pour évaluer et agréer une

<https://www.legalinfo.mn/law/details/12262>; et Mécanisme pour l'AFE de l'OMC, *Liste des ratifications*. Adresse consultée: <https://www.tfafacility.org/fr/ratifications>.

⁸ Informations juridiques, *Loi nationale pour la simplification et la coordination de la procédure de dédouanement*, 26 mai 2006. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/9970?lawid=9970>.

ou deux entreprises. La Mongolie a signé des accords de reconnaissance mutuelle avec les administrations des douanes de la Chine et de la République de Corée, et elle n'a pas prévu d'en signer d'autres pour le moment.

3.11. Au titre de la Feuille de route sur l'AFE, la Mongolie devait avoir mis en œuvre six engagements de la catégorie B et neuf engagements de la catégorie C en 2020. Selon les autorités, en septembre 2020, six engagements de la catégorie B avaient été mis en œuvre.⁹ La mise en œuvre finale des engagements relevant de toutes les catégories est prévue pour 2025. En septembre 2020, la Mongolie prévoyait d'entamer un suivi de la mise en œuvre.

3.12. Il existe en Mongolie des dispositions sur les décisions anticipées en matière de classification, mais pas sur l'origine ou sur toute autre question.

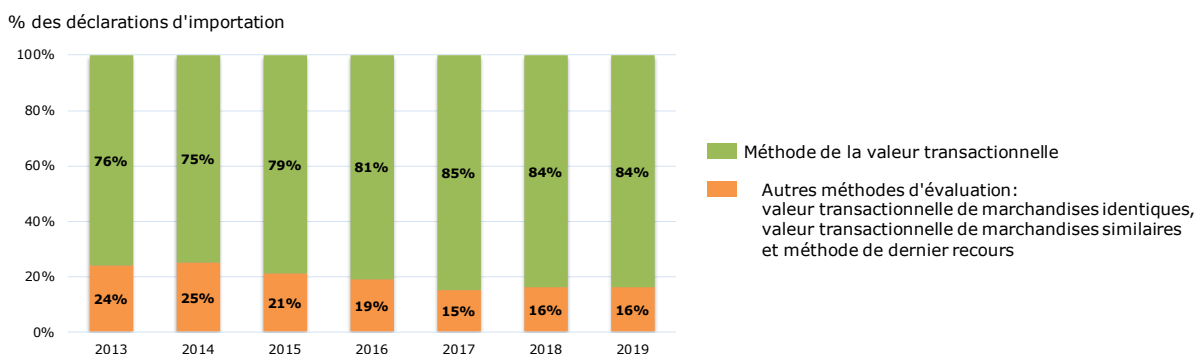
3.1.1.2 Évaluation en douane

3.13. Les règles relatives à l'évaluation en douane figurent au chapitre 4 de la Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières de 2008 et n'ont fait l'objet d'aucune modification notable pendant la période à l'examen.¹⁰ La Mongolie n'a jamais notifié ses règles en matière d'évaluation en douane au Comité de l'évaluation en douane.

3.14. La Loi énumère six méthodes possibles pour déterminer la valeur à l'importation: i) valeur transactionnelle; ii) valeur transactionnelle de marchandises identiques; iii) valeur transactionnelle de marchandises similaires; iv) valeur déductive; v) valeur calculée; et vi) méthode de dernier recours ou méthode résiduelle. Les méthodes sont utilisées dans l'ordre hiérarchique en commençant par la méthode de la valeur transactionnelle; uniquement lorsqu'une méthode ne peut être utilisée, il convient de passer à la méthode suivante dans l'ordre, c'est-à-dire de i) à vi). Le prix c.a.f. est utilisé comme base de l'évaluation en douane dans toutes les méthodes.

3.15. La méthode de la valeur transactionnelle est la principale méthode d'évaluation et correspond au prix effectivement payé ou à payer, directement ou indirectement, au vendeur des marchandises achetées à l'étranger (graphique 3.1). Dans la détermination de la valeur transactionnelle, les coûts de transport (y compris le déchargement/chargement, l'entreposage et l'assurance) à la frontière; les commissions et les frais de courtage; le coût des travaux, marchandises et services connexes; les paiements liés à la propriété intellectuelle; et les paiements effectués pour la vente, l'élimination ou l'utilisation des marchandises doivent être ajoutés à la valeur s'ils ne sont pas déjà inclus ou exprimés séparément. Dans certains cas, il est interdit d'utiliser la méthode de la valeur transactionnelle, par exemple si les parties sont liées, si la vente ou l'utilisation sont soumises à certaines conditions ou si d'autres restrictions s'appliquent en lien avec la vente.¹¹ Toutefois, dans le cas de parties liées, la valeur transactionnelle peut être utilisée si la valeur est proche de la valeur des échanges de parties non liées, ou de marchandises identiques ou similaires, qui a été auparavant acceptée à des fins d'évaluation.

Graphique 3.1 Utilisation des différentes méthodes d'évaluation en douane, 2013-2019



Source: Données communiquées par les autorités.

⁹ Il s'agit des engagements 1.3, 2.1, 7.2, 9, 10.5 et 12.

¹⁰ Informations juridiques, *Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières*, 20 mai 2008. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/208>.

¹¹ Une liste complète des prohibitions figure à l'article 10.7 de la Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières.

3.16. Si la valeur ne peut être déterminée à l'aide de la méthode de la valeur transactionnelle, la valeur transactionnelle de marchandises identiques est utilisée. Les marchandises identiques sont des marchandises pour lesquelles les propriétés physiques, les méthodes de production, les caractéristiques techniques, le niveau de qualité, la marque, le pays d'origine et le fabricant sont les mêmes; de légères différences de qualité ne justifient pas un refus d'utiliser cette méthode. Des ajustements peuvent être opérés si les quantités, la distance et les moyens de transport sont différents. Certaines catégories de marchandises ne peuvent être utilisées pour déterminer la valeur en douane de marchandises identiques, y compris les marchandises louées, les marchandises d'aide humanitaire, les échantillons de marchandises, les marchandises importées via des lignes de crédit et les marchandises importées à l'aide d'investissements étrangers.¹²

3.17. La valeur transactionnelle de marchandises similaires, c'est-à-dire de marchandises qui ne sont pas identiques à tous égards, est la méthode d'évaluation à suivre si les deux premières méthodes n'ont pas pu être utilisées. Les ajustements et restrictions présentés plus haut pour la valeur transactionnelle de marchandises identiques sont également applicables pour la méthode de la valeur transactionnelle de marchandises similaires. La méthode suivante, celle de la valeur déductive, est basée sur les documents comptables indiquant le prix unitaire des marchandises¹³, ou celui de marchandises identiques ou similaires qui ne sont pas vendues à des parties liées. Si la valeur en douane ne peut être déterminée à l'aide des méthodes susmentionnées, la méthode de la valeur calculée est utilisée, qui consiste à additionner les coûts de production directs, les coûts de production additionnels, les dépenses de fonctionnement, les bénéfices nets, le transport, les commissions et les frais de courtage, les paiements liés à la propriété intellectuelle, le coût des travaux, marchandises et services connexes fournis gratuitement ou à prix réduit, et les coûts supportés par l'acheteur pour la vente, l'élimination et l'utilisation des marchandises. Enfin, si aucune de ces méthodes ne peut être utilisée, on utilise la méthode de dernier recours ou méthode résiduelle, qui reprend les principes de base des méthodes susmentionnées en autorisant des flexibilités ou un assouplissement des critères.¹⁴ Elle définit aussi sept pratiques qui ne peuvent pas être utilisées, comme le prix des marchandises sur le marché intérieur ou les prix minimaux.¹⁵

3.18. En pratique, la méthode de la valeur transactionnelle est la méthode principalement utilisée pour l'évaluation en douane, suivie par la méthode de dernier recours (graphique 3.1). Pendant la période considérée, le recours à la valeur transactionnelle a augmenté, passant de 76% à 84% du nombre total de déclarations d'importation, tandis que l'utilisation des autres méthodes¹⁶ a reculé en conséquence, tombant de 24% à 16%. Cette évolution s'explique essentiellement par le fait que les valeurs transactionnelles sont de plus en plus mentionnées dans les déclarations des négociants qui importent des véhicules d'occasion en provenance du Japon – dans ce pays l'inclusion de documents d'enchères vérifiables est devenue la norme, ce qui permet l'utilisation de la méthode de la valeur transactionnelle.

3.19. Des règles distinctes sont en place pour la valeur en douane des marchandises exportées (section 3.2.1).

3.1.2 Règles d'origine

3.20. La Mongolie applique à la fois des règles d'origine préférentielles et non préférentielles, selon le régime tarifaire appliqué. Depuis 2016, les règles d'origine préférentielles figurant dans l'APE Mongolie-Japon sont appliquées aux marchandises en provenance du Japon, lorsque des préférences sont applicables. Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord commercial Asie-Pacifique (APTA) le 1^{er} janvier 2021, les règles d'origine de cet accord s'appliquent aussi aux échanges préférentiels avec les autres parties à l'APTA.

3.21. Le principal cadre concernant les règles d'origine est le chapitre 7 de la Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières de 2008. Les articles 28-30 présentent les règles relatives aux règles d'origine non préférentielles (graphique 3.2). L'article 26 indique également que le gouvernement approuve les règles d'origine aux fins de l'application des droits NPF et des droits

¹² Une liste complète figure à l'article 11.10 de la Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières.

¹³ Les éléments ci-après sont déduits du prix unitaire: frais de vente, bénéfices nets, commissions, transport et assurance en Mongolie, et taxes douanières et autres taxes.

¹⁴ Comme indiqué dans l'article 15.2 de la Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières.

¹⁵ Article 15.3 de la Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières.

¹⁶ Méthode de la valeur transactionnelle de marchandises identiques, méthode de la valeur transactionnelle de marchandises similaires et méthode de dernier recours.

préférentiels. En février 2016, une résolution gouvernementale a précisé davantage les règles d'origine au titre de l'article 26; il y a ensuite eu d'autres évolutions et les règles d'origine ont été modifiées en décembre 2016 par une autre résolution.¹⁷ Ces modifications étaient nécessaires pour améliorer le processus et satisfaire les prescriptions, en partie liées à la mise en œuvre de l'APE avec le Japon. Avant février 2016, les règles d'origine applicables figuraient dans la Résolution n° 88 du 1^{er} avril 2009.¹⁸

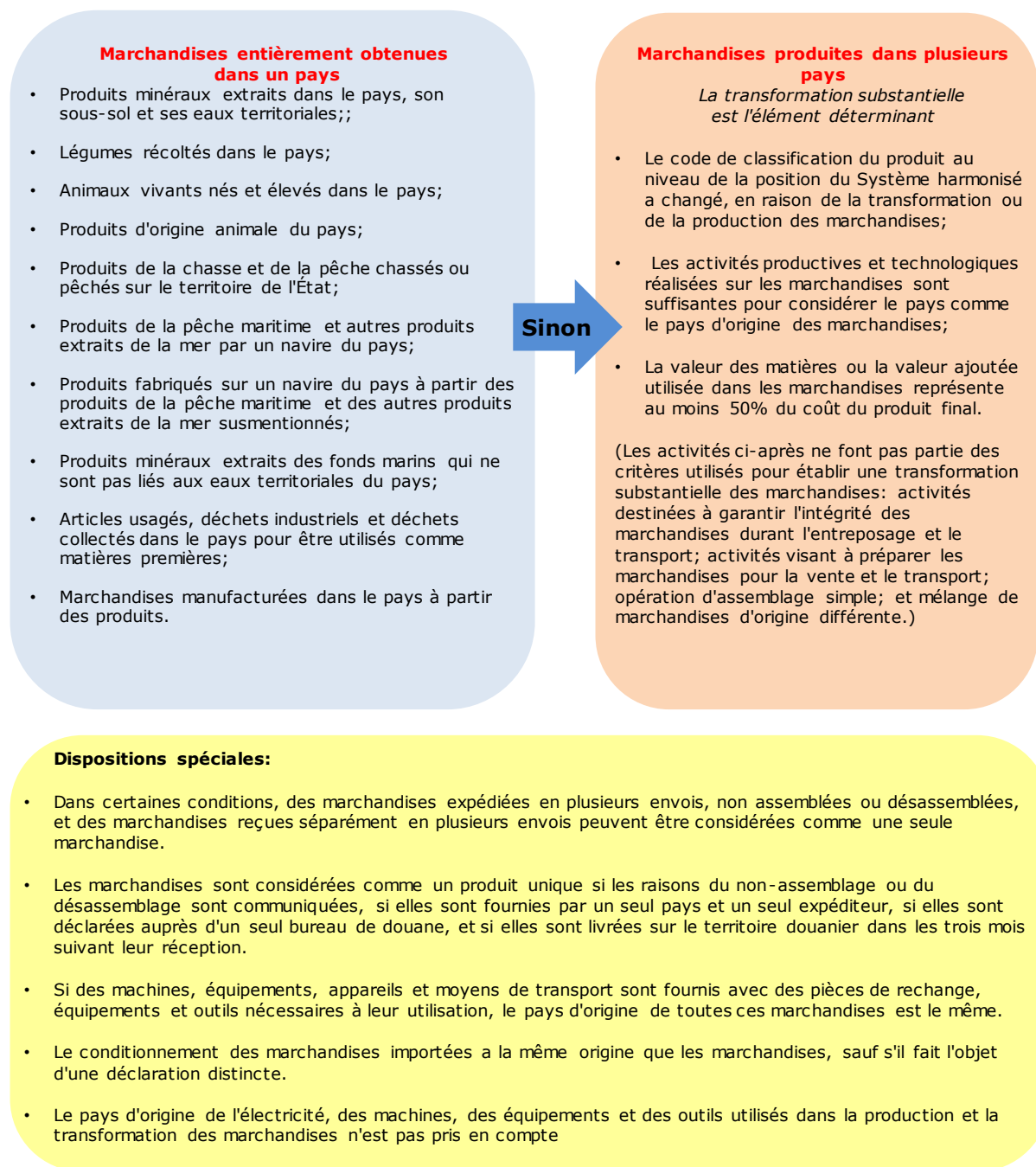
3.22. La Résolution gouvernementale de décembre 2016 énonce les règles d'origine actuelles de la Mongolie.¹⁹ Conformément à celles-ci, le déclarant choisit et déclare le type de régime tarifaire – NPF, préférentiel ou normal – et il présente la déclaration en douane accompagnée des preuves de la détermination de l'origine pour le régime concerné. À l'importation, l'Administration des douanes vérifie l'origine déclarée des marchandises, l'exactitude des documents attestant l'origine et le respect des conditions d'origine générales, des règles préférentielles ou d'autres prescriptions. Cette vérification peut avoir lieu pendant ou après le dédouanement. L'Administration des douanes détermine en outre le régime tarifaire adéquat. Si le déclarant n'accepte pas la décision de l'Administration des douanes concernant l'origine, il peut faire appel auprès de l'administration centrale des douanes. Le déclarant peut demander une détermination de l'origine en avance, c'est-à-dire une décision anticipée, conformément à l'article 27.2 de la Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières.

3.23. En vertu de l'article 31 de la même loi, trois documents attestent l'origine des marchandises: i) une déclaration de l'origine des marchandises, une facture indiquant le prix ou un document de transport qui contient des renseignements sur l'origine des marchandises, fourni par le fabricant, le vendeur ou l'exportateur; ii) une déclaration confirmant l'origine certifiée par l'autorité compétente du pays; ou iii) un certificat d'origine délivré par une autorité compétente du pays exportateur selon un formulaire spécial. La preuve de l'origine n'est pas exigée dans certains cas, par exemple pour les importations temporaires, les marchandises en transit, les effets personnels, les marchandises commerciales d'une valeur en douane n'excédant pas 1 500 USD et les marchandises dont l'origine n'a pas à être prouvée au titre d'un accord bilatéral ou multilatéral.

¹⁷ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°101 sur la réapprobation des règles d'origine concernant les marchandises importées*, 15 février 2016. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/11744>.

¹⁸ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°88 sur l'approbation des règles d'origine concernant les marchandises*, 1^{er} avril 2009. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/2008>.

¹⁹ Annexe 1 de la Résolution gouvernementale n° 209 de 2016.

Graphique 3.2 Règles d'origine pour le commerce en régime NPF

Source: Informations juridiques, *Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières*, 20 mai 2008.
Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/208>.

3.24. Les règles d'origine préférentielles figurant dans l'APE avec le Japon prévoient différentes méthodes, y compris celle des marchandises entièrement obtenues, celle des marchandises entièrement produites sur le territoire de la partie exclusivement à partir de matières originaires de la partie, ou celle du respect des règles par produit énoncées dans l'annexe. Les règles par produit sont basées sur le code du SH et il en existe trois grandes catégories (il est généralement possible de choisir): changement de classification tarifaire (au niveau des positions à 2, 4 ou 6 chiffres du SH); teneur en valeur conférant l'origine (40% ou 50%); ou processus de fabrication spécifique (uniquement pour les articles textiles, chapitres 50 à 63 du SH). L'Accord contient également des dispositions concernant le cumul, la règle de *minimis* et le certificat d'origine.²⁰ Ces règles

²⁰ Document de l'OMC WT/REG373/1/Rev.1 du 26 juin 2018.

préférentielles s'appuient sur les règles d'origine non préférentielles de la Mongolie en ce qu'elles établissent globalement la même liste de marchandises entièrement obtenues et autorisent les méthodes du changement de classification du SH, des processus de production ou de la valeur ajoutée pour déterminer l'origine. Cependant, la teneur en valeur conférant l'origine doit être d'au moins 40%, dans la plupart des cas, pour le régime préférentiel, tandis que ce niveau est de 50% pour le commerce non préférentiel.

3.25. Les règles d'origine de l'APTA figurent dans la première modification apportée à l'APTA, qui date de 2005, et elles ont été modifiées en 2017. Les règles d'origine actuelles sont les suivantes: marchandises entièrement produites ou obtenues, critère de valeur (la valeur des matières non originaires n'excède pas 55% de la valeur f.a.b.), accords sectoriels et règles cumulatives (la teneur cumulée originaire des États participants représente au moins 60% de la valeur f.a.b.). Les règles d'origine sectorielles ont été convenues dans le cadre des modifications de 2017, mais ne sont pas encore entrées en vigueur.²¹

3.26. En septembre 2016, la Mongolie a notifié au Comité des règles d'origine de l'OMC ses règles d'origine préférentielles au titre de l'APE avec le Japon.²² En 2018, elle a de nouveau notifié ces règles d'origine préférentielles et elle a également notifié des règles d'origine non préférentielles.²³ Ces règles d'origine ont été notifiées à l'OMC au titre des modifications du 9 décembre 2016 de la Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières.

3.1.3 Droits de douane

3.27. La Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières et une résolution connexe énoncent trois types de droits de douane pour les marchandises importées:

- droit NPF, tel que spécifié dans la liste des pays bénéficiant du traitement de la nation la plus favorisée²⁴;
- droit préférentiel, tel que spécifié dans la liste des pays assujettis à des droits de douane préférentiels²⁵ et dans les conditions des traités internationaux auxquels la Mongolie est partie; et
- droit normal, correspondant au double du taux des droits NPF.

3.28. Le Parlement établit le droit NPF pour les marchandises importées, tandis que les droits préférentiels sont déterminés par les accords internationaux sous-jacents. Les droits de douane peuvent prendre la forme de droits *ad valorem*, de droits spécifiques ou d'une combinaison des deux; pour le moment, la Mongolie a uniquement des droits *ad valorem*.

3.29. Des droits saisonniers peuvent aussi être appliqués pour une durée maximale de six mois. Depuis 2011, des droits saisonniers sont appliqués pour certains produits à base de farine (tableau 3.3). Les taux de droits sont de 5% ou 15%, en fonction de la saison et du poste frontière où l'importation est effectuée.

²¹ Les règles sectorielles s'appliquent à un nombre limité de lignes tarifaires/secteurs et prévoient que l'origine est déterminée par un changement de position tarifaire. Les secteurs sont notamment les suivants: certaines boissons et certains liquides alcooliques; combustibles minéraux; produits chimiques organiques; matières plastiques; caoutchouc synthétique; chaussures; produits pharmaceutiques; ouvrages en pierres, plâtre et ciment; fonte, fer et acier, y compris les ouvrages en ces matières; et autres métaux (cuivre, nickel, aluminium, plomb, zinc et étain) y compris les ouvrages en ces matières; machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; et marchandises et produits divers.

²² Document de l'OMC G/RO/N/144 du 12 septembre 2016.

²³ Document de l'OMC G/RO/N/164 du 3 avril 2018.

²⁴ Informations juridiques. L'annexe 2 de la Résolution gouvernementale n° 209 sur le renouvellement des règles et de la liste indique que le droit NPF est appliqué aux Membres de l'OMC et à la République du Bélarus. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/annex/details/7543?lawid=12352>.

²⁵ Informations juridiques. L'annexe 3 de la Résolution gouvernementale n° 209 indique que le Japon est le seul pays à pouvoir bénéficier de droits préférentiels. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/annex/details/7544?lawid=12352>.

Tableau 3.3 Taux de droits saisonniers

N°	Code du SH	Produit	Droit NPF appliqué
1	11.01	Farines de froment (blé) ou de méteil Importées à Tsagaannuur, Yarant, Borshoo, Artssuuri et Burgastai entre le 1 ^{er} juillet et le 1 ^{er} avril entre le 1 ^{er} avril et le 1 ^{er} juillet	15 5
		Importées à d'autres postes frontière	15
2	11.02	Farines de céréales autres que de froment (blé) ou de méteil Importées à Tsagaannuur, Yarant, Borshoo, Artssuuri et Burgastai entre le 1 ^{er} juillet et le 1 ^{er} avril entre le 1 ^{er} avril et le 1 ^{er} juillet	15 5
		Importées à d'autres postes frontière	15

Source: Informations juridiques, *Résolution du Parlement n° 19 sur les modifications apportées à l'appendice de la Résolution*, 6 mai 2011. Adresse consultée:
<https://www.legalinfo.mn/additional/details/1074?lawid=6093>.

3.30. La Mongolie n'applique pas de contingents tarifaires, mais elle a des contingents absolus pour les produits alimentaires stratégiques (section 3.1.5 et tableau 3.14).

3.1.3.1 Taux consolidés et taux appliqués

3.31. Comme tel était le cas lors du dernier examen, la Mongolie maintient la majorité (94%) des droits appliqués à un taux de 5%, à quelques exceptions notables près dans les secteurs des liquides alcooliques, des tabacs, de l'agriculture et de la laine. Les taux consolidés restent inchangés. Ils s'élèvent pour la plupart à 20% et le taux le plus élevé est de 75% (certains alcools (SH 2207)), ce qui donne une moyenne globale de 17,6% pour les taux consolidés. La Mongolie a adopté la nomenclature 2017 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH) en 2017; toutefois, sa liste OMC consolidée est basée sur la nomenclature du SH2012.

3.32. Depuis le dernier examen, la moyenne simple des taux de droits appliqués a légèrement augmenté, passant de 5,0% à 5,3%, les taux visant les produits agricoles (7,0%) étant légèrement plus élevés que les taux visant les produits non agricoles (5,1%) (tableau 3.4). Cette hausse était principalement due à une augmentation des droits pour certains alcools, tabacs et produits agricoles, qui a aussi contribué à une élévation du niveau des crêtes tarifaires. Selon les autorités, les droits ont été relevés jusqu'au niveau des engagements consolidés de la Mongolie sur la période 2015-2017 pour ces marchandises. Un autre fait nouveau a été l'augmentation du nombre de lignes tarifaires faisant l'objet de prohibitions, qui est passé de 3 à 111. Bien que certaines lignes tarifaires fassent l'objet de prohibitions, il y a bien eu des importations des marchandises concernées par ces lignes. D'après les autorités, il est plus approprié de parler de marchandises faisant l'objet de prohibitions ou de restrictions. L'importante augmentation de 3 à 111 observée sur la période s'explique essentiellement par l'ajout de lignes tarifaires correspondant à des marchandises prohibées par des conventions internationales, comme le Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone, la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.

Tableau 3.4 Structure du tarif douanier, 2013 et 2020

	Droit NPF appliqué		Droit consolidé final ^a
	2013	2020	
Moyenne simple des taux de droits (%)	5,0	5,3	17,6
Produits agricoles (définition OMC)	5,2	7,0	19,1
Produits non agricoles (définition OMC)	5,0	5,1	17,3
Lignes tarifaires en franchise de droits (% de l'ensemble des lignes)	0,8	0,9	1,6
Moyenne simple des lignes passibles de droits uniquement	5,0	5,4	17,8
Contingents tarifaires (% de l'ensemble des lignes)	0,0	0,0	0,0

	Droit NPF appliqué		Droit consolidé final ^a
	2013	2020	
Droits non <i>ad valorem</i> (% de l'ensemble des lignes)	0,0	0,0	0,0
Crêtes tarifaires nationales (% de l'ensemble des lignes) ^b	0,2	1,3	0,05
Crêtes tarifaires internationales (% de l'ensemble des lignes) ^c	0,02	1,3	77,4
Taux de nuisance appliqués (% de l'ensemble des lignes) ^d	0,0	0,0	0,0
Écart type	0,7	2,6	6,3
Lignes tarifaires consolidées (% de l'ensemble des lignes)	100,0	100,0	100,0
Nombre total de lignes tarifaires	5 722	6 020	6 020
Taux <i>ad valorem</i> (>0%)	5 671	5 855	5 922
Taux <i>ad valorem</i> à 5% ^e	5 652	5 679	13
Lignes en franchise de droits ^e	48	54	98
Lignes faisant l'objet de prohibitions/restrictions	3	111	

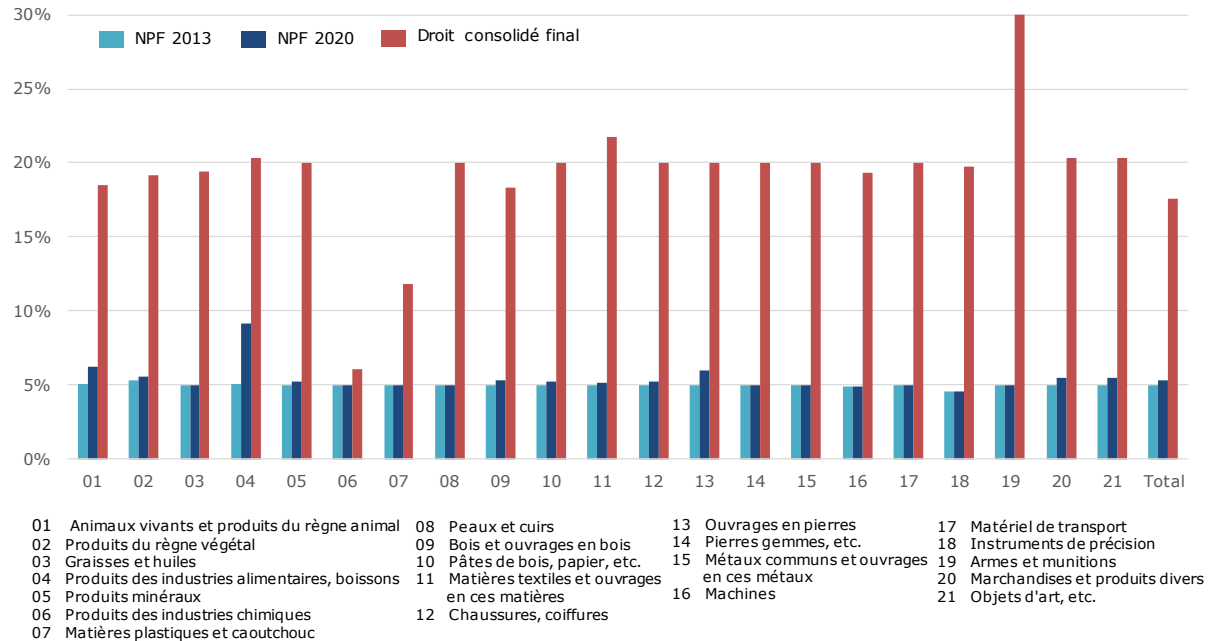
- a Sur la base du tarif douanier 2020. Les données certifiées les plus récentes relatives aux droits consolidés sont basées sur la nomenclature du SH2012.
- b La correspondance avec la nomenclature du SH2017 est réalisée dans toute la mesure du possible. Les crêtes tarifaires nationales correspondent aux droits supérieurs au triple de la moyenne simple globale des taux appliqués.
- c Les crêtes tarifaires internationales correspondent aux droits supérieurs à 15%. En 2013, seule une ligne tarifaire dépassait 15%.
- d Les taux de nuisance correspondent aux taux supérieurs à zéro, mais ne dépassant pas 2%.
- e Uniquement les droits entièrement appliqués au niveau des positions à 8 chiffres.

Note: Le calcul des moyennes est basé sur les lignes tarifaires nationales (positions à 8 chiffres). Les tarifs douaniers de 2013 et de 2020 sont basés respectivement sur les nomenclatures 2012 et 2017 du SH. Aucun droit NPF appliqué n'est communiqué pour les lignes tarifaires faisant l'objet de prohibitions/restrictions. Par conséquent, il n'en n'est pas tenu compte dans les calculs.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités à la BID et à la base de données LTC.

3.33. Comme le montre le graphique 3.3, la plupart des modifications des droits appliqués intervenues depuis 2013 concernaient les secteurs des boissons, des produits du règne animal et des ouvrages en pierre. La Mongolie affiche aussi un excédent de consolidation important, d'environ 15%, sur la plupart des catégories de marchandises; néanmoins, plusieurs taux appliqués dépassent les taux consolidés. On compte environ 90 lignes tarifaires, principalement dans le secteur pharmaceutique et le secteur des machines et du matériel, pour lesquelles le taux consolidé est dépassé (tableau A3. 1). D'après les autorités, la Mongolie prévoit de mettre ces droits en conformité avec ses engagements.

3.34. Les droits appliqués sont compris entre zéro et 40%, les crêtes tarifaires à 40% visant les liquides alcooliques (tableau 3.5). Les secteurs dans lesquels les droits moyens sont les plus élevés sont celui des boissons, liquides alcooliques et tabacs, et celui des produits laitiers; presque tous les autres secteurs affichent des taux avoisinant 5%. La plupart des lignes faisant l'objet de prohibitions/restrictions visent le secteur des produits chimiques. Les taux de droits les plus faibles – 0% – visent les secteurs des animaux vivants et produits du règne animal, des produits minéraux, des machines, et des instruments de précision. La part des droits nuls est relativement faible (0,9%), tandis que 94% des droits sont appliqués à 5% (graphique 3.4). La deuxième catégorie la plus importante est celle des marchandises faisant l'objet de prohibitions/restrictions; elle représente 1,8% de l'ensemble des lignes tarifaires.

Graphique 3.3 Taux consolidés et taux NPF appliqués moyens, par section du SH, 2013 et 2020

Note: Le tarif de 2013 est basée sur le SH2012; le tarif de 2020 et les taux consolidés finals sont basés sur le SH2017.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités à la BID et à la base de données LTC.

Tableau 3.5 Récapitulatif des droits NPF appliqués, 2020

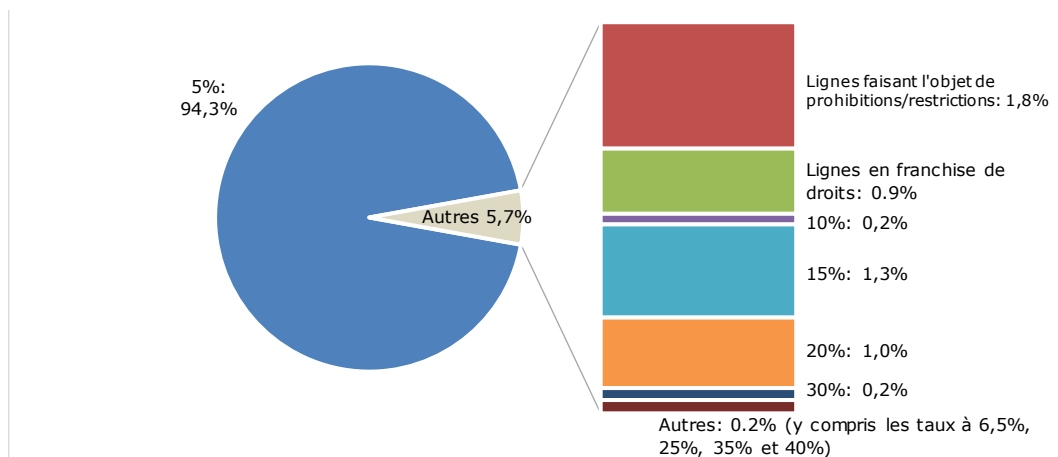
	Nombre de lignes	Lignes tarifaires faisant l'objet de prohibitions (nombre)	Moyenne (%)	Écart type	Fourchette (%)	
					Droit NPF appliqué	Droit consolidé
Total	6 020	111	5,3	2,6	0-40	0-75
SH 01-24	1 048	11	6,7	5,2	0-40	0-75
SH 25-97	4 972	100	5,1	1,3	0-20	0-30
Par catégorie de l'OMC						
Produits agricoles (définition OMC)	900	10	7,0	5,6	0-40	0-75
Animaux et produits du règne animal	128		7,5	5,0	0-20	0-20
Produits laitiers	27		12,2	4,8	5-20	15-20
Fruits, légumes et plantes	220	5	5,7	3,1	5-20	10-20
Café et thé	26		5,0	0,0	5-5	15-20
Céréales et préparations à base de céréales	103		5,9	2,6	5-15	15-20
Graines oléagineuses, graisses, huiles et leurs produits	83	1	5,0	0,0	5-5	15-20
Sucres et sucreries	20		5,0	0,0	5-5	15-20
Boissons, liquides alcooliques et tabacs	82	3	17,7	11,1	5-40	15-75
Coton	5		5,0	0,0	5-5	15-20
Autres produits agricoles, n.d.a.	206	1	5,0	0,0	5-5	15-20
Produits non agricoles (définition OMC)	5 120	101	5,1	1,3	0-20	0-30
Pêche et produits de la pêche	260	1	5,0	0,0	5-5	20-20
Minéraux et métaux	974	4	5,2	1,8	5-20	6,5-20
Produits chimiques et fournitures pour la photographie	998	93	5,0	0,1	5-6.5	0-20
Bois, pâte, papiers et meubles	287		5,4	2,5	5-20	10-30
Textiles	609		5,1	1,0	5-20	0-30
Vêtements	272		5,2	1,8	5-20	20-30

	Nombre de lignes	Lignes tarifaires faisant l'objet de prohibitions (nombre)	Moyenne (%)	Écart type	Fourchette (%)	
					Droit NPF appliqué	Droit consolidé
Cuirs, caoutchouc, chaussures et articles de voyage	206	2	5,1	1,0	5-20	20-20
Machines non électriques	547		4,9	0,6	0-5	0-20
Machines électriques	256	1	4,7	1,1	0-5	0-20
Matériel de transport	293		5,0	0,0	5-5	20-20
Produits non agricoles, n.d.a.	392		4,7	1,1	0-5	6,5-30
Pétrole	26		4,0	1,7	0-5	20-20
Par section du SH						
01 Animaux vivants et produits du règne animal	411	2	6,3	3,6	0-20	0-20
02 Produits du règne végétal	329	6	5,6	2,7	5-20	10-20
03 Graisses et huiles	48		5,0	0,0	5-5	15-20
04 Produits des industries alimentaires, boissons et tabacs	260	3	9,2	8,5	5-40	15-75
05 Produits minéraux	205	2	5,2	2,4	0-20	20-20
06 Produits des industries chimiques	934	87	5,0	0,0	5-5	0-20
07 Matières plastiques, caoutchouc, et articles en ces matières	216	8	5,0	0,1	5-6.5	6,5-20
08 Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	141		5,0	0,0	5-5	20-20
09 Bois et ouvrages en bois	124		5,3	1,9	5-20	5-30
10 Pâtes de bois, papier et carton	143		5,2	1,8	5-20	20-20
11 Matières textiles et ouvrages en ces matières	886		5,1	1,3	5-20	5-30
12 Chaussures, coiffures, etc.	59		5,3	1,9	5-20	20-20
13 Ouvrages en pierres, plâtre, ciment	169	2	6,0	3,5	5-20	20-20
14 Pierres gemmes et métaux précieux, perles	57		5,0	0,0	5-5	20-20
15 Métaux communs et ouvrages en ces métaux	567		5,0	0,0	5-5	20-20
16 Machines, matériel électrique, etc.	806	1	4,9	0,8	0-5	0-20
17 Matériel de transport	304		5,0	0,0	5-5	20-20
18 Instruments de précision	210		4,5	1,5	0-5	10-20
19 Armes et munitions	18		5,0	0,0	5-5	30-30
20 Marchandises et produits divers	126		5,5	2,6	5-20	20-30
21 Objets d'art, etc.	7		5,0	0,0	5-5	20-20

Note: Aucun taux NPF appliqué n'est communiqué pour les lignes tarifaires faisant l'objet de prohibitions/restrictions. Il n'en n'est donc pas tenu compte dans les calculs.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités à la BID et à la base de données LTC.

Graphique 3.4 Répartition des taux de droits NPF, 2020



Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités à la BID.

3.1.3.2 Exemptions de droits

3.35. La Mongolie applique de nombreuses exemptions de droits, qui sont présentées soit dans la loi tarifaire principale, soit dans des lois ou résolutions spécifiques sur les exemptions de droits. La liste principale des marchandises exemptées de droits de douane a été élargie depuis le dernier examen, avec l'ajout de cinq nouvelles catégories sur la période 2014-2017: envois postaux internationaux, machines et matériels spéciaux pour l'exploration, produits liés au secteur pétrolier, matériel pour la recherche et la production d'énergies renouvelables, et articles de sport (encadré 3.1).

Encadré 3.1 Marchandises exemptées de droits de douane

Dispositifs à usage spécial, prothèses, et leurs parties, destinés aux personnes handicapées
Marchandises fournies à titre de don et d'aide humanitaire
Devises, monnaie mongole commandée à l'étranger
Effets personnels de passagers
Sang, produits sanguins, tissus et organes destinés à être utilisés à des fins médicales
Combustible gazeux et ses contenants, matériel, véhicules à usage spécial et machines et matériel ^a
Bois en rondins, grumes, sciages, semences d'arbres et d'arbustes, plants et jeunes arbres autres que ceux qui sont soumis à prohibition
Navires civils de transport de passagers et leurs pièces de rechange
Marchandises importées pour l'usage officiel des missions diplomatiques et consulats étrangers, de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées
Effets personnels nécessaires au déplacement du chef d'une mission diplomatique étrangère, du personnel diplomatique, du personnel de service, du personnel technique et des membres de leurs familles vers le pays de résidence
Fauteuils roulants, installations de chargement/déchargement, plates-formes, ascenseurs ou véhicules autonomes pour les personnes handicapées
Autres marchandises spécifiées dans la législation et les accords internationaux
Matières premières, matériaux et réactifs non nécessaires à la fabrication de nouveaux produits et marchandises sur les marchés nationaux et étrangers, dans le cadre de projets d'innovation ^a
Envois postaux internationaux adressés à un particulier, ne contenant pas plus de deux produits identiques, d'une valeur ne dépassant pas 10 fois le salaire mensuel minimum
Les entrepreneurs et sous-traitants peuvent importer des véhicules à usage spécial, des machines, du matériel, des matières premières, des matériaux, des produits chimiques et des explosifs pendant toute la période d'exploration et les 5 premières années d'exploitation pour les activités liées au pétrole et aux substances pétrolières non traditionnelles, et des pièces de rechange
Rapports, échantillons et matériaux liés au secteur pétrolier
Matériel de recherche et de production d'énergies renouvelables, ses accessoires et pièces de rechange ^a
Matériel et articles de sport ^a

- a La liste des marchandises visées est approuvée par le gouvernement. Cent produits sont listés par code du SH; ces produits sont aussi exemptés de TVA. Informations juridiques, *Appendice de la Résolution gouvernementale n°198 sur l'approbation de la liste*, 4 avril 2016. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/annex/details/7236?lawid=11839>.

Source: Informations juridiques, *Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières*, 20 mai 2008. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/208>.

3.36. Outre cette liste principale, détaillée dans la Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières, plusieurs lois et résolutions gouvernementales ont été adoptées qui exemptent des marchandises de droits de douane et aussi, fréquemment, de TVA. Ces exemptions relèvent généralement de lois individuelles sur les exemptions de taxes douanières (tableau 3.6). Selon les autorités, les exemptions de droits ont été instaurées pour maintenir les résultats économiques; soutenir les chaînes d'approvisionnement, la production nationale et les entreprises; et réaliser des ajustements en fonction de la situation sociale ou économique actuelle.

Tableau 3.6 Exemptions de taxes douanières adoptées sur la période 2013-2020

Date	Produits	Référence
7 juin 2013	Matériel technologique, pièces de rechange et matériaux de construction spéciaux importés dans le cadre du projet d'extraction de produits pétroliers à partir de pétrole, schiste et charbon, à l'aide de méthodes industrielles	https://www.legalinfo.mn/law/details/9245?lawid=9245
7 juin 2013	Panneaux de lamelles minces longitudinales (dits "oriented strand board" (OSB)) et constructions préfabriquées en bois, fabriqués conformément à la norme (SH 4410.12)	https://www.legalinfo.mn/law/details/9248?lawid=9248
16 janvier 2014	Jusqu'à 100 000 tonnes de blé destiné à la consommation humaine et jusqu'à 20 000 t de semences de blé destiné à la consommation humaine nécessaires aux réserves alimentaires saisonnières stratégiques et au renouvellement des semences	https://www.legalinfo.mn/law/details/9691?lawid=9691
24 janvier 2014	Matériel, pièces détachées et outils nécessaires aux travaux de construction visant à augmenter la capacité installée de la centrale thermique 4 (entreprise d'État) grâce à une turbine T-120/130-130-8MO	https://www.legalinfo.mn/law/details/9717?lawid=9717
6 juin 2014	Matériel et pièces de rechange utilisés pour soutenir les PME, créer des emplois, remplacer les importations et produire des marchandises destinées à l'exportation	https://www.legalinfo.mn/law/details/10426?lawid=10426
9 mai 2014	Matériel requis pour la construction de la centrale thermique Amgalan	https://www.legalinfo.mn/law/details/10378?lawid=10378
6 juin 2014	Matériel et pièces de rechange pour les PME	https://www.legalinfo.mn/law/details/12493?lawid=12493
21 mai 2015	Matériel, pièces de rechange et matériaux importés dans le cadre de projets de renforcement des capacités	https://www.legalinfo.mn/law/details/11086?lawid=11086
2 juillet 2015	Statue de Genghis Khan	https://www.legalinfo.mn/law/details/11194?lawid=11194
25 décembre 2015	20 000 tonnes de semences de blé pour les semailles du printemps 2016	https://www.legalinfo.mn/law/details/11520?lawid=11520
4 février 2016	Électricité importée pour le Système énergétique de la région occidentale	https://www.legalinfo.mn/law/details/11642?lawid=11642
5 février 2016	Voitures de tourisme, minibus, véhicules à usage spécial et matériel importés pour être utilisés dans le cadre de la 11 ^{ème} Rencontre Asie-Europe	https://www.legalinfo.mn/law/details/11712?lawid=11712
30 novembre 2017	Aliments pour animaux, foin, jusqu'à 225 000 t de blé destiné à la consommation humaine et jusqu'à 10 000 tonnes de semences de blé nécessaires pour la préparation de l'hiver et du printemps 2017-2018	https://www.legalinfo.mn/law/details/12972?lawid=12972
22 décembre 2017	Électricité importée pour le Système énergétique de la région occidentale	https://www.legalinfo.mn/law/details/13027?lawid=13027
12 janvier 2018	Purificateurs d'air et radiateurs économes en énergie	https://www.legalinfo.mn/law/details/13116?lawid=13116
10 mai 2018	Tous types de bois de chauffage, à l'exception des grumes importées, des panneaux de lamelles minces longitudinales (OSB) et des constructions préfabriquées en bois	https://www.legalinfo.mn/law/details/13374?lawid=13374
28 novembre 2019	Exemption de 100% des droits de douane visant les marchandises importées pour l'établissement de biens fixes dans le cadre de la construction du campement de travailleurs de la raffinerie pétrolière du soum de Sainshand (aimag de Dornogovi)	https://www.legalinfo.mn/law/details/14794?lawid=14794

Date	Produits	Référence
9 avril 2020	15 000 tonnes de semences de blé de qualité supérieure requises pour les semailles du printemps 2020, 160 000 t de blé destiné à la consommation humaine requises pour la production nationale de farine, tous types de riz destiné à la consommation humaine (riz, riz triangulaire et millet); exemption des droits de douane visant les importations de sucre et d'huile végétale	https://www.legalinfo.mn/law/details/15237?lawid=15237
9 avril 2020	Kits de diagnostic, médicaments, dispositifs médicaux, matériel, désinfectants et masques utilisés pour le diagnostic et le traitement de la COVID-19	https://www.legalinfo.mn/law/details/15242?lawid=15242

Source: Informations juridiques. Références indiquées dans le tableau.

3.37. En réponse à la pandémie de COVID-19, la Mongolie a temporairement exempté plusieurs produits de droits de douane sur la période allant du 1^{er} février 2020 au 1^{er} octobre 2020. Il s'agit principalement de kits de diagnostic, de médicaments, de dispositifs médicaux, de matériel, de désinfectants et de masques (tableau 3.7).²⁶

Tableau 3.7 Exemptions de droits de douane et de TVA aux fins du diagnostic et du traitement de la COVID-19

Produits	Codes du SH
Kits de diagnostic ou de laboratoire	3822.00.00, 3002.15.00, 3821.00.00
Médicaments	3002.15.00, 3002.20.00, 3004.20.90, 3004.32.10, 3004.90.10, 3004.90.90, 3004.60.90, 3004.10.90
Matériel médical	2804.40.00, 3926.20.00, 4015.11.00, 4015.19.00, 4015.90.00, 6210.10.00, 6210.50.00, 6307.90.00, 6505.00.90, 9004.90.00, 3926.90.00
Dispositifs médicaux	7311.00.00, 7411.10.00, 7412.10.00, 7613.00.00, 8413.19.00, 8414.80.00, 8421.39.00, 8421.99.00, 8424.20.00, 8424.89.00, 8481.10.00, 9018.19.00, 9018.39.00, 9018.90.00, 9019.20.00, 9025.19.00, 9026.80.00, 9027.80.00
Désinfectants et masques	2847.00.00, 3402.90.00, 3808.94.00

Source: Informations juridiques, *Loi relative à l'exemption de droits de douane*, 9 avril 2020. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/15242?lawid=15242>.

3.38. Au titre de la Loi sur l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée et de la Loi relative à l'exemption de droits de douane, la Mongolie exempte certains produits du bois de ces droits. Une résolution gouvernementale de 2019 liste certaines catégories de produits bénéficiant de l'exemption jusqu'au 31 décembre 2022 (tableau 3.8). Pendant la période considérée, d'importantes exemptions de droits ont aussi été accordées aux PME de certains secteurs économiques (tableau 3.9). Aux fins de la mise en œuvre des dispositions de promotion du développement des PME figurant dans le Plan d'action du gouvernement pour 2016-2020 et le Programme "Industrialisation 21:100", certains produits ont été exemptés de droits de douane sur la base d'une étude des besoins de l'industrie et de retours formulés par des entrepreneurs et d'autres parties prenantes. Il s'agissait d'une exemption ponctuelle, qui a été appliquée uniquement en 2017-2018 et est ensuite arrivée à expiration.

Tableau 3.8 Exemptions de droits de douane et de TVA

SH	Désignation
4401.11.00	Bois de chauffage de forme allongée, provenant de conifères (diamètre de l'extrémité étroite inférieur à 6 cm; longueur 2,20 m)
4401.11.00	Bois de chauffage scié ou en morceaux, provenant de conifères (diamètre de l'extrémité étroite supérieur à 15 cm, longueur 0,25 m; 0,30 m; 0,50 m; 0,75 m)
4401.12.00	Bois de chauffage de forme allongée, provenant de feuillus (diamètre de l'extrémité étroite inférieur à 6 cm; longueur 2,20 m)

²⁶ Informations juridiques, *Loi relative à l'exemption de droits de douane*, 9 avril 2020. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/15242?lawid=15242>.

SH	Désignation
4401.12.00	Bois de chauffage débité en morceaux et coupé, provenant de feuillus (diamètre de l'extrémité étroite supérieur à 15 cm, longueur 0,25 m; 0,30 m; 0,50 m; 0,75 m)
4410.12.00	Panneau de lamelles minces longitudinales (OSB)
9406.10.30	Constructions préfabriquées en bois conformes à la norme et prêtes pour l'installation

Source: Informations juridiques, *appendices 2 et 3 de la Résolution gouvernementale n° 101 portant approbation de la liste*, 21 mars 2019. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/14240>.

Tableau 3.9 Exemptions de droits visant les équipements et pièces de rechange utilisés par les PME de certains secteurs, 2017-2018

Secteur	Codes du SH
Couture et tricot/bonneterie	8405.10.00, 8414.10.00, 8414.80.00, 8428.39.00, 8443.19.00, 8443.39.00, 8447.11.00, 8447.12.00, 8447.20.10, 8447.20.20, 8447.90.90, 8451.10.00, 8451.29.00, 8451.29.00, 8451.30.00, 8451.40.00, 8451.50.00, 8451.80.00, 8451.80.00, 8451.80.00, 8451.90.00, 8452.21.00, 8452.29.00, 8543.70.00, 9017.10.00, 9031.49.00
Laine et cachemire	3923.40.00, 4822.10.00, 8413.50.00, 8413.70.00, 8413.81.00, 8413.81.00, 8414.80.00, 8415.10.00, 8419.89.00, 8421.19.00, 8421.29.00, 8421.39.00, 8422.40.00, 8423.20.00, 8451.80.00, 8428.33.00, 8428.39.00, 8444.00.00, 8445.11.00, 8445.12.00, 8445.13.00, 8445.19.00, 8445.19.00, 8445.20.00, 8445.30.00, 8445.40.00, 84.46, 8447.90.10, 8447.90.90, 84.48, 84.49, 8451.29.00, 8451.29.00, 8451.30.00, 8451.40.00, 8451.50.00, 8451.80.00, 8451.80.00, 8451.80.00, 8451.80.00, 8451.80.00, 8451.90.00, 8452.21.00, 8452.29.00, 8460.39.00, 8479.89.00, 8481.80.00, 8523.49.00, 9024.80.00, 9024.80.00, 9025.19.00, 9031.80.00, 9032.89.00
Fabriques d'articles en cuir	8414.80.00, 8420.10.00, 8421.19.00, 8421.29.00, 8428.33.00, 8428.39.00, 8443.19.00, 8451.10.00, 8451.80.00, 8452.21.00, 8452.29.00, 8452.30.00, 8453.10.00, 8453.20.00, 8453.80.00, 8453.80.00, 8453.80.00, 8453.90.00, 8456.11.00, 8460.31.00, 8479.82.00, 9017.10.00, 9017.90.00, 9031.80.00, 9032.10.00, 9032.89.00
Usines de transformation du bois	7311.00.00, 8414.80.00, 8417.80.00, 8419.32.00, 8428.33.00, 8428.39.00, 8428.39.00, 8460.39.00, 8465.10.00, 8465.10.00, 8465.91.00, 8465.92.00, 8465.93.00, 8465.94.00, 8465.94.00, 8465.94.00, 8465.95.00, 8465.96.00, 8465.99.00, 8465.99.00, 8465.99.00, 8465.99.00, 8479.30.00, 8479.82.00, 8479.89.00
Industries graphiques	84.40, 8441.10.00, 84.42, 8443.12.00, 8443.13.00, 8443.14.00, 8443.15.00, 8443.16.00, 8443.91.00
Usines de fabrication de papier	84.39, 84.41
Usines de conditionnement	8422.30.00, 8422.30.00, 8422.30.00, 8422.30.00, 8422.30.00, 8422.40.00, 8422.40.00, 8422.40.00, 8422.40.00, 8423.30.00, 8441.10.00, 8441.20.00, 8441.30.00, 8441.40.00, 8443.17.00, 8452.21.00, 8452.29.00, 8477.10.00, 8477.20.00, 8477.20.00, 8477.30.00, 8477.40.00, 8477.80.00, 8477.80.00, 8477.80.00, 9024.80.00, 9024.80.00
Fabrication de souvenirs en or ou en argent	8414.30.00, 8424.30.00, 8454.30.00, 8455.22.00, 8455.30.00, 8456.11.00, 8460.39.00, 8460.90.00, 8460.90.00, 8461.90.00, 8462.10.00, 8462.99.00, 8479.89.00, 8515.80.00, 8543.30.00, 8543.30.00
Industrie laitière	8405.10.00, 8413.60.00, 8413.70.00, 8414.30.00, 8414.80.00, 8419.39.00, 8419.39.00, 8419.50.00, 8419.89.00, 8419.89.00, 8421.11.00, 8421.21.00, 8421.29.00, 8422.19.00, 8428.33.00, 8428.39.00, 8434.10.00, 8434.20.00, 8438.80.10, 8479.89.00, 9027.80.00
Usines de transformation de fruits	8405.10.00, 8414.30.00, 8414.80.00, 8418.69.00, 8419.89.00, 8421.19.00, 8421.21.00, 8421.22.00, 8422.19.00, 8423.89.00, 8433.60.00, 8435.10.00, 8436.80.00, 8438.60.00, 8479.20.00, 8479.82.00, 8479.89.00, 9027.50.00
Industrie des boissons	8405.10.00, 8413.81.00, 8414.80.00, 8419.89.00, 8421.21.00, 8421.22.00, 8421.29.00, 8422.19.00, 8428.33.00, 8428.39.00, 9027.50.00, 9027.80.00, 9031.80.00
Usines de production de sel	8413.81.00, 8419.39.00, 8428.33.00, 8428.39.00, 8436.80.00, 8474.10.00, 8474.20.00, 8479.82.00, 8479.89.00, 9027.80.00, 8505.90.00, 8428.32.00

Secteur	Codes du SH
Usines de production de viande	7304.59.00, 7311.00.00, 7311.00.00, 7324.10.00, 76.12, 8208.30.00, 8404.10.00, 8405.10.00, 8413.30.00, 8413.50.00, 8413.50.00, 8413.60.00, 8413.70.00, 8413.81.00, 8414.10.00, 8414.30.00, 8414.80.00, 8414.80.00, 8417.80.00, 8418.99.10, 8418.99.10, 8419.39.00, 8419.39.00, 8418.50.90, 8419.50.00, 8419.81.00, 8419.89.00, 8419.89.00, 8421.19.00, 8421.29.00, 8421.29.00, 8422.19.00, 8422.19.00, 8422.30.00, 8423.82.00, 8424.89.00, 8425.11.00, 8428.10.00, 8428.33.00, 8428.39.00, 8428.90.00, 8431.39.00, 8436.10.00, 8438.50.00, 8438.50.00, 8438.50.00, 8438.50.00, 8438.50.00, 8438.50.00, 8438.50.00, 8438.50.00, 8438.50.00, 8438.50.00, 8438.50.00, 8438.50.00, 8438.90.00, 8438.80.90, 8453.10.00, 8460.39.00, 8467.19.00, 8467.22.00, 8467.29.00, 8467.89.00, 8479.82.00, 8479.82.00, 8479.82.00, 8479.82.00, 8479.89.00, 8479.89.00, 8479.89.00, 84.81, 8716.80.00, 9018.32.00, 9022.19.00, 9025.19.00, 9025.80.00, 9026.10.00, 9026.20.00, 9027.20.00, 9027.80.00, 9032.10.00
Usines de production de saucisses et de conserves	8414.30.00, 8414.80.00, 8418.99.10, 8419.39.00, 8418.50.90, 8419.81.00, 8419.89.00, 8419.89.00, 8419.89.00, 8419.90.00, 8422.30.00, 8422.30.00, 8423.82.00, 8438.50.00, 8438.50.00, 8438.50.00, 8438.50.00, 8438.50.00, 8438.90.00, 8460.39.00, 8543.70.00, 9025.19.00, 9025.80.00, 9026.20.00, 9027.20.00, 9027.80.00, 9027.80.00
Conserveries	8414.59.00, 8414.80.00, 8428.39.00, 8428.90.00, 8443.13.00, 8462.29.00, 8462.29.00, 8462.39.00, 8462.99.00, 8462.99.00, 8479.89.00, 8515.39.00, 9031.80.00
Usines de production de ketchup, mayonnaise et huile végétale	7311.00.00, 8405.10.00, 8414.10.00, 8414.80.00, 8414.80.00, 8419.39.00, 8419.50.00, 8419.81.00, 8419.89.00, 8421.29.00, 8421.39.00, 8428.33.00, 8433.59.00, 8433.60.00, 8438.60.00, 8479.82.00, 9027.80.00
Conserveries de légumes	8405.10.00, 8414.80.00, 8419.50.00, 8419.81.00, 8419.89.00, 8419.89.00, 8422.19.00, 8423.81.00, 8428.33.00, 8428.39.00, 8433.60.00, 8438.60.00, 8479.82.00, 8479.82.00, 9027.80.00
Boulangeries	8405.10.00, 8414.80.00, 8414.80.00, 8417.20.00, 8419.39.00, 8419.81.00, 8419.89.00, 8420.10.00, 8428.33.00, 8428.39.00, 8437.80.10, 8437.80.20, 8438.10.00, 8438.10.00, 8438.10.00, 8438.10.00, 8438.10.00, 8438.10.00, 8438.20.00, 8479.82.00, 8479.82.00, 8479.89.00, 8479.89.00, 8514.30.00, 9027.50.00, 9027.80.00, 9027.80.00, 9027.80.00, 9027.80.00, 9032.20.00
Aviculture	8436.29.00, 8436.21.00, 8436.91.00, 8436.29.00, 8428.39.00, 8433.60.00, 8433.60.00, 8421.19.00, 8419.89.00, 8419.89.00, 8422.30.00, 8422.30.00, 9027.80.00, 8441.40.00, 8477.10.00, 8477.40.00, 8436.10.00, 8436.10.00, 8479.89.00, 8422.30.00, 8419.89.00, 8479.82.00, 8419.31.00, 8422.30.00
Apiculture	3926.90.00, 4421.90.00, 7326.90.00, 8205.59.00, 8211.93.00, 8419.89.00, 8421.19.00, 8424.89.00, 8436.80.00, 8436.80.00, 8436.80.00, 8436.80.00, 8436.99.00, 8467.89.00, 9018.90.00, 9603.90.00
Industrie métallurgique et de transformation des métaux	84.54, 84.55, 84.57, 84.58, 84.59, 84.61, 84.62, 84.63, 8514.20.00, 8514.40.00, 9024.10.00, 9027.30.00
Industrie pharmaceutique	6903.10.00, 70.17, 7311.00.00, 8405.10.00, 8414.10.00, 8414.10.00, 8414.80.00, 8414.80.00, 8414.80.00, 8414.80.00, 8415.83.00, 8415.90.00, 8418.10.00, 8419.20.00, 8419.39.00, 8419.39.00, 8419.40.00, 8419.89.00, 8419.89.00, 8419.89.00, 8419.89.00, 8419.89.00, 8421.19.00, 8421.21.00, 8421.21.00, 8421.29.00, 8421.29.00, 8421.29.00, 8421.39.00, 8422.19.00, 8422.20.00, 8422.30.00, 8422.40.00, 8423.81.00, 8423.82.00, 8424.89.00, 8424.89.00, 8428.33.00, 8428.39.00, 8428.39.00, 8432.80.00, 8443.19.00, 8443.39.00, 8456.11.00, 8460.31.00, 8461.50.00, 8477.10.00, 8477.80.00, 8477.80.00, 8479.82.00, 8479.82.00, 8479.82.00, 8479.82.00, 8479.89.00, 8479.89.00, 8479.89.00, 8479.89.00, 8479.89.00, 8479.89.00, 8514.30.00, 8537.10.00, 9011.80.00, 90.16, 9025.80.00, 9027.20.00, 9027.30.00, 9027.50.00, 9027.50.00, 9027.80.00, 9027.80.00, 9027.80.00, 9027.80.00, 9027.80.00, 9027.80.00, 9027.80.00, 9027.80.00, 9031.49.00, 9031.80.00, 9031.80.00, 9031.80.00, 9031.80.00, 9031.80.00, 9031.80.00, 9032.10.00
Biochimie	4016.95.00, 7019.90.00, 7311.00.00, 8413.70.00, 8413.81.00, 8414.80.00, 8419.39.00, 8419.89.00, 8421.29.00,

Secteur	Codes du SH
Usines de production de briquettes de sciure de bois	8405.10.00, 8413.70.00, 8414.10.00, 8414.59.00, 8414.80.00, 8419.39.00, 8421.39.00, 8422.30.00, 8428.33.00, 8428.39.00, 8474.20.00, 8474.39.00, 8474.80.00, 8479.89.00, 8479.89.00, 8481.80.00, 9032.89.00
Économies d'énergie et production de chaleur	3917.21.00, 7310.29.00, 7322.19.00, 8418.61.00, 8419.89.00, 8421.39.00, 8481.40.00, 8515.19.00, 8516.29.00, 8540.89.00, 9032.10.00, 9032.89.00, 90.30
Évacuation et traitement des eaux usées	8421.21.00
Efficacité hydrique	3917.39.00

Source: Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n° 168 portant approbation de la liste*, 14 juin 2017. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/12741>.

3.1.3.3 Droits de douane préférentiels

3.39. En Mongolie, des droits de douane préférentiels sont en place au titre des deux régimes préférentiels, à savoir l'APE Mongolie-Japon et l'APTA (section 2.3.2). La mise en œuvre de l'APE avec le Japon en est à ses débuts et seul un abaissement tarifaire a été effectué après l'entrée en vigueur de l'Accord. Six autres réductions doivent être appliquées, et la mise en œuvre s'achèvera en 2036. Cependant, en 2020, près de 60% des lignes tarifaires sont en franchise de droits. L'Accord exclut environ 17% des lignes tarifaires des engagements de réduction, et la plupart de ces lignes couvrent des produits agricoles²⁷; ainsi, ces lignes resteront passibles de droits après 2036.²⁸ À la fin de l'année 2020, la moyenne des taux de droits au titre de l'APE était de 1,7%, tandis que la moyenne simple des droits NPF était de 5,3% (tableau 3.10).

Tableau 3.10 Analyse succincte des droits préférentiels, 2020-2021

	Total				Produits agricoles (définition OMC)		Produits non agricoles (définition OMC)	
	Moyenne (%)	Fourchette (%)	Couverture ^a (%)	Lignes en franchise de droits ^b (%)	Moyenne (%)	Lignes en franchise de droits ^b (%)	Moyenne (%)	Lignes en franchise de droits ^b (%)
NPF	5,3	0-40		0,9	7,0	0,8	5,1	0,9
Accord de partenariat économique Mongolie-Japon (jusqu'au 31 mars 2020)	1,8	0-40	79,9	58,5	4,2	41,4	1,4	61,5
Accord de partenariat économique Mongolie-Japon (depuis le 1 ^{er} avril 2020)	1,7	0-40	79,9	58,5	4,1	41,4	1,2	61,5
APTA ^c	5,3	0-40	6,4	0,9	6,9	0,8	5,0	0,9

a % du nombre total de lignes. Seuls les taux inférieurs au taux NPF correspondant sont pris en compte.

b Lignes en franchise de droits, en pourcentage de l'ensemble des lignes tarifaires.

c À partir du 1^{er} janvier 2021.

Note: L'APE Mongolie-Japon est basé sur la nomenclature du SH2012. La correspondance avec la nomenclature du SH2017 est réalisée dans toute la mesure du possible.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités à la BID.

²⁷ En particulier la viande, les produits laitiers, les céréales, certains fruits et légumes, et la laine.

²⁸ Document de l'OMC WT/REG373/1/Rev.1 du 26 juin 2018.

3.40. Les droits de douane préférentiels au titre de l'APTA pour 2021 sont très faibles et ne font pas baisser la moyenne globale des droits (tableau 3.10). Les taux de droits préférentiels concernent seulement 385 lignes tarifaires²⁹, 6,4% de l'ensemble des lignes, et aucune ligne n'a vu ses droits ramenés à zéro. Les droits réduits visent principalement les secteurs des textiles et des vêtements, de la pêche, et des machines et du matériel. Pour les produits visés, les droits ont été abaissés à un niveau compris entre 3,5% et 4,5%, par rapport au taux NPF de 5%.

3.1.4 Autres impositions visant les importations

3.41. Les principales impositions visant les importations à la frontière sont les droits d'accise et la TVA. La structure de ces deux impositions est restée globalement inchangée depuis le dernier examen, bien qu'il y ait eu des modifications importantes des taux pour la plupart des droits d'accise et que la TVA ait été réorganisée dans le cadre d'un effort global du gouvernement pour réformer la fiscalité ces dernières années.³⁰ La Mongolie a aussi un droit de timbre, qui est en place depuis de nombreuses années. Il s'applique à 45 catégories de marchandises ou services, en particulier aux documents, liés par exemple aux services notariaux et aux différends juridiques. Il s'applique également à l'enregistrement de nombreux objets de PI comme les brevets, les marques et les droits d'auteur. Le montant du droit varie selon le produit ou service concerné.

3.1.4.1 TVA

3.42. Le taux de la TVA reste inchangé et s'élève à 10% sur la plupart des marchandises et services. La TVA vise aussi les importations, mais son taux est nul pour les exportations. La loi indique que le gouvernement fixe le taux de TVA sur les importations d'essence et de diesel, dans une fourchette allant de zéro à 10%. D'autres marchandises et services sont exemptés de TVA, par exemple: les aéronefs de transport de passagers et leurs parties; certains fruits, légumes, produits carnés et produits laitiers produits dans le pays; les opérations boursières et les opérations sur titres; les services bancaires et d'assurance; les matériels et les machines des petites et moyennes usines et leurs pièces de rechange, fabriqués en Mongolie; le matériel destiné à être utilisé pour la conduite d'études sur les énergies renouvelables; certains grumes, bois de construction et produits du bois importés; les services de santé; et l'or.³¹ Pour déterminer la base d'imposition de la TVA à l'importation, la valeur des droits de douane, des droits d'accise et des autres taxes est ajoutée à la valeur en douane.

3.43. En 2015, la Mongolie a adopté la Loi relative à la taxe sur la valeur ajoutée de 2015, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016.³² Elle remplace la loi précédente qui datait de 2006. Les principales modifications visaient à autoriser la récupération de la TVA en amont sur les biens de production et à inclure une nouvelle exemption pour les prêts portant intérêt.³³ Depuis son introduction, la loi a été modifiée à six reprises. Les principales modifications étaient les suivantes: i) exemption de la TVA pour les services de notaires, les équipements liés aux énergies renouvelables, les services vétérinaires, et les bénéfices découlant d'investissements dans le Fonds pour la prochaine génération réalisés par le Trésor public; et ii) suppression des incitations offertes aux contribuables important des marchandises, travaux ou services, de sorte que les incitations s'appliquent uniquement aux marchandises, travaux et services nationaux.³⁴

²⁹ Soit 366 lignes tarifaires au niveau des positions à 6 chiffres du SH.

³⁰ Le Parlement a modifié la Loi générale sur la fiscalité, la Loi relative à l'impôt sur les bénéfices des sociétés, la Loi sur la TVA et la Loi relative à l'impôt sur le revenu, dans le cadre d'un processus global de réforme fiscale. Ernst & Young, *Mongolia Reforms Its Key Tax Legislation*, 7 juin 2019. Adresse consultée: <https://taxnews.ey.com/news/2019-1057-mongolia-reforms-its-key-tax-legislation>.

³¹ Pour la liste complète des exemptions, voir le chapitre 6 de la Loi relative à la taxe sur la valeur ajoutée. Informations juridiques, *Loi relative à la taxe sur la valeur ajoutée*, 9 juillet 2015. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/11227?lawid=11227>.

³² Informations juridiques, *Loi relative à la taxe sur la valeur ajoutée*, 9 juillet 2015. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/11227?lawid=11227>.

³³ Ernst & Young, *Mongolia Reforms Its Key Tax Legislation*, 7 juin 2019. Adresse consultée: <https://taxnews.ey.com/news/2019-1057-mongolia-reforms-its-key-tax-legislation>.

³⁴ Informations juridiques, *Modification de la Loi sur la TVA*. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/additional/?lawid=11227>.

3.44. L'article 13 de la Loi de 2015 relative à la taxe sur la valeur ajoutée exempte certains biens et services de la TVA.³⁵ Cette liste d'exemptions générales inclut 28 catégories de marchandises, dont le matériel des forces armées, les marchandises destinées à un usage personnel pendant les voyages, et le matériel spécial pour les personnes handicapées. La plupart des exemptions ne font pas de distinction entre les marchandises nationales et les importations; néanmoins, l'exemption visant le lait et les produits laitiers ne s'applique qu'aux produits transformés et vendus dans le pays, et les produits carnés transformés peuvent bénéficier de l'exemption uniquement lorsqu'ils sont vendus dans le pays. De plus, la Loi sur l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée exempte certains produits de la TVA pour des durées déterminées. Sur la base de cette loi, le gouvernement adopte périodiquement des lois ou des résolutions contenant des listes d'exemptions de la TVA. Les lois et résolutions de ce type sont nombreuses; ainsi, à un moment donné, beaucoup de produits sont exemptés de TVA (tableau 3.11). Une résolution gouvernementale de 2019 prévoit une exemption de la TVA pour certaines activités de sylviculture, d'exploitation forestière et de jardinage jusqu'au 31 décembre 2022. Plus précisément, l'exemption s'applique à la plantation d'arbres et la sylviculture, à l'exploitation forestière, aux ressources forestières non ligneuses, aux activités d'appui à la sylviculture, à la protection des terres et aux services d'entretien des jardins, ainsi qu'à la plantation d'arbres et d'arbustes.³⁶ La même résolution exempte aussi de droits de douane et de TVA six catégories de produits du bois importés (section 3.1.3.2 et tableau 3.8). Les tracteurs, les engrais et d'autres intrants agricoles sont exemptés de la TVA au titre de la Loi sur l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée du 5 février 2016. Les exemptions sont valides jusqu'au 31 décembre 2020. Le gouvernement approuve la liste des marchandises devant bénéficier d'une exemption de TVA par code du SH.³⁷

Tableau 3.11 Exemptions de la TVA, 2020

Produits	Date	Référence
Électricité importée depuis la Chine ou la Fédération de Russie par le Système énergétique de la région occidentale	1 ^{er} janvier 2015	https://www.legalinfo.mn/law/details/11643?lawid=11643
Voitures de tourisme, minibus, véhicules à usage spécial et matériel importés pour être utilisés dans le cadre de la 11 ^{ème} Rencontre Asie-Europe	5 février 2016	https://www.legalinfo.mn/law/details/11713?lawid=11713
Importations d'aliments pour animaux, foin, jusqu'à 225 000 t de blé destiné à la consommation humaine et jusqu'à 10 000 tonnes de semences de blé	4 décembre 2017-30 juin 2018	https://www.legalinfo.mn/law/details/12973?lawid=12973
Électricité importée depuis la Chine ou la Fédération de Russie par le Système énergétique de la région occidentale	1 ^{er} janvier 2018-1 ^{er} janvier 2021	https://www.legalinfo.mn/law/details/13028?lawid=13028
Purificateurs d'air et appareils de chauffage économes en énergie importés	20 janvier 2018	https://www.legalinfo.mn/law/details/13115?lawid=13115
Sylviculture, horticulture, activités forestières, et tous types de bois de chauffage	1 ^{er} janvier 2019	https://www.legalinfo.mn/law/details/13375?lawid=13375
Marchandises importées aux fins de la construction du campement de travailleurs de la raffinerie pétrolière du soum de Sainshand	1 ^{er} janvier 2020-31 décembre 2022	https://www.legalinfo.mn/law/details/14796?lawid=14796
Importation de 20 000 t de semences de blé	1 ^{er} janvier-1 ^{er} juin 2016	https://www.legalinfo.mn/law/details/11519?lawid=11519

³⁵ L'article 13 liste 28 catégories de marchandises et 19 catégories de services assujetties à l'exemption. Dans la plupart des cas, l'exemption s'applique à tous les produits (nationaux, exportés et importés), mais dans quelques cas elle ne s'applique qu'aux marchandises nationales – par exemple, le lait et les produits laitiers, la viande – ou aux marchandises exportées – par exemple, le cachemire.

³⁶ Informations juridiques, *Appendice 1 de la Résolution gouvernementale n° 101 portant approbation de la liste*, 21 mars 2019. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/14240>.

³⁷ Informations juridiques, *Loi sur l'exonération de la TVA*, 5 février 2016. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/11644?lawid=11644>.

Produits	Date	Référence
Nouveaux tracteurs agricoles, moissonneuses-batteuses, machines, matériel pour les usines de production de farine et les usines de compostage, matériel d'irrigation, machines sylvicoles, matériel, engrais et pesticides, importés et vendus dans le pays	1 ^{er} janvier 2016	https://www.legalinfo.mn/law/details/11644?lawid=11644
Importations de matériel nécessaire à la fabrication de produits innovants et à la vente de produits et services innovants produits dans le pays	22 mai 2012	https://www.legalinfo.mn/law/details/10363?lawid=10363
Importations de matériel, pièces de rechange et outils nécessaires aux travaux de construction visant à augmenter la capacité installée de la centrale thermique 4 (entreprise d'État)	24 janvier-1 ^{er} décembre 2014	https://www.legalinfo.mn/law/details/9718?lawid=9718
Importation de matériel requis pour la construction de la centrale thermique Amgalan	9 mai-31 décembre 2014	https://www.legalinfo.mn/law/details/10379?lawid=10379
Briquettes produites par Tavan Tolgoi Fuel LLC	7 mai 2020	https://www.legalinfo.mn/law/details/15365?lawid=15365
Importations d'infrastructures pour le complexe de transformation du cuir, de la laine et du cachemire dont la construction est prévue dans l' <i>aimag</i> de Darkhan-Uul	28 août 2020-1 ^{er} janvier 2024	https://www.legalinfo.mn/law/details/15576?lawid=15576

Source: Informations juridiques, *Loi révisée relative à la taxe sur la valeur ajoutée*, 9 juillet 2015. Adresse consultée: [https://www.legalinfo.mn/law/details/11227?lawid=11227&sword=pour centD0 pour centBD pour centD0 pour centBE pour centD0 pour centBE pour centD0 pour centBB pour centD1 pour cent83 pour centD1 pour cent83 pour centD1 pour cent80](https://www.legalinfo.mn/law/details/11227?lawid=11227&sword=pour%20centD0%20pour%20centBD%20pour%20centBE%20pour%20centD0%20pour%20centBE%20pour%20centD0%20pour%20centBB%20pour%20centD1%20pour%20cent83%20pour%20centD1%20pour%20cent83%20pour%20centD1%20pour%20cent80) et Informations juridiques, *Loi sur l'exonération de la TVA*, 5 février 2016. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/11644?lawid=11644>.

3.1.4.2 Droits d'accise

3.45. Depuis le dernier examen, les droits d'accise de la Mongolie n'ont guère changé, même s'il y a eu quelques modifications. Des droits d'accise continuent de s'appliquer sur les boissons alcooliques, les tabacs, l'essence, le diesel, les véhicules de transport de passagers, et divers types de jeux de hasard ainsi que de produits et d'activités liés aux jeux de hasard (tableau 3.12). Ils s'appliquent aux marchandises et services produits/fournis en Mongolie et aux importations³⁸, mais les exportations de marchandises et services sont exemptées. D'autres exemptions visent la vodka distillée à partir de lait et de produits laitiers pour consommation domestique, le tabac à priser, et l'alcool et le tabac dont l'Administration des douanes autorise l'entrée en franchise de droits pour l'usage personnel des passagers. L'Administration des douanes collecte les droits pour les marchandises importées et transfère les recettes vers le compte du Trésor³⁹; la plupart des droits d'accise intérieurs sont acquittés par le contribuable sur une base mensuelle, à l'exception des droits sur les spiritueux distillés qui doivent être payés dans un délai de deux jours ouvrables.

Tableau 3.12 Droits d'accise, 2020

Marchandises assujetties au droit d'accise	Marchandises nationales	Marchandises importées
	Taux (MNT)	Taux (MNT)
Alcool destiné à la consommation:		
Vendu à des distilleries	1,740/l	1,740/l
Vendu à des fabricants de produits pharmaceutiques, pour les besoins de la santé humaine et animale	1,450/l	1,450/l
Vendu à d'autres personnes	17,400/l	17,400/l
Tous types de vodka, liqueurs, bitters et autres liquides alcooliques:		
Jusqu'à 25°	3,480/l	3,480/l

³⁸ Aucun droit d'accise n'est appliqué sur les véhicules de transport de passagers produits dans le pays.

³⁹ Une exemption existe pour la constitution de stocks de carburants importés, selon laquelle la taxe doit être payée à la date de la vente.

Marchandises assujetties au droit d'accise	Marchandises nationales	Marchandises importées
	Taux (MNT)	Taux (MNT)
Entre 25° et 40°	6,960/l	6,960/l
40° et au-delà	15,660/l	15,660/l
Tous types de cognac, whisky, rhum et gin:		
Jusqu'à 25°	8,700/l	8,700/l
Entre 25° et 40°	17,400/l	17,400/l
40° et au-delà	20,880/l	20,880/l
Liqueur distillée en Mongolie à partir de lait, à grande échelle	350/l	350/l
Vin:		
Jusqu'à 35°	870/l	870/l
35° et au-delà	7,830/l	7,830/l
Bière	3,500/l	3,500/l
Cigarettes et autres produits du tabac similaires	4,180/100 unités	4,180/100 unités
Tabac à pipe et autres tabacs en vrac similaires	3,130/kg	3,130/kg
Essence:		
Octane jusqu'à 90	0-15,950/t	0-215,000/t ^a 0-223,000/t ^b 0-750,000/t ^c
Octane supérieur à 90	0-17,400/t	0-217,000/t ^a 0-229,000/t ^b 0-750,000/t ^c
Diesel	0-21,750/t	0-221,000/t ^a 0-226,000/t ^b 0-850,000/t ^c
Voitures de tourisme fonctionnant à l'essence et au diesel (cylindrée (cm ³))/voitures de tourisme hybrides et voitures fonctionnant au GPL (cylindrée (cm ³)):		
Jusqu'à 1 500 cm ³ :		
0-3 ans	-	750,000/375,000
4-6 ans	-	1,600,000/800,000
7-9 ans	-	3,350,000/1,675,000
10 ans et plus	-	10,000,000/5,000,000
1 501-2 500 cm ³ :		
0-3 ans	-	2,300,000/1,150,000
6 ans	-	3,200,000/1,600,000
7-9 ans	-	5,000,000/2,500,000
10 ans et plus	-	11,700,000/5,850,000
2 501-3 500 cm ³ :		
0-3 ans	-	3,050,000/1,525,000
6 ans	-	4,000,000/2,000,000
7-9 ans	-	6,700,000/3,350,000
10 ans et plus	-	13,350,000/6,675,000
3 501-4 500 cm ³ :		
0-3 ans	-	6,850,000/3,425,000
6 ans	-	8,000,000/4,000,000
7-9 ans	-	10,850,000/5,425,000
10 ans et plus	-	17,500,000/8,750,000
4 501 cm ³ et au-delà:		
0-3 ans	-	14,210,000/7,105,000
6 ans	-	27,200,000/13,600,000
7-9 ans	-	39,150,000/19,525,000
10 ans et plus	-	65,975,000/32,987,500
Tables de jeu ou roulettes	116,000/unité/mois	116,000/unité/mois
Machines à sous	4,350,000/unité/mois	4,350,000/unité/mois
Caisse ou totaliseur donnant les résultats des jeux d'argent	116,000/unité/mois	116,000/unité/mois
Bookmaker en charge de l'estimation des paris	116,000/unité/mois	116,000/unité/mois
Activités des personnes physiques ou morales qui organisent des jeux concours et des jeux d'argent en utilisant un réseau électronique, internet ou un réseau de téléphonie mobile	36,250,000/mois	-

a Importé à Tsagaannuur, Yarant, Borshoo, Artssuuri, Tes, Burgastai et Gashuun Sukhait.

b Importé à Khankh et Ulikhan Maikhan.

c Importé à Sukhbaatar, Zamyn-Ud, Ereentsav et Altanbulag.

- Aucun.

Source: Loi sur le droit d'accise.

3.46. Les taux des droits d'accise ont subi d'importantes modifications depuis le dernier examen. En particulier, les taux visant la plupart des produits ont considérablement augmenté et, si certains taux ont été harmonisés entre les importations et les produits nationaux, des taux divergents subsistent pour plusieurs produits comme l'essence, le diesel et les véhicules de transport de passagers. Selon les autorités, la hausse des taux découle des suggestions faites par le Fonds monétaire international pour augmenter les recettes fiscales. De surcroît, certains taux varient aussi selon le point d'entrée concerné. Tous les droits d'accise sont des droits spécifiques, ce qui signifie qu'ils sont appliqués en fonction de la quantité de marchandises. D'après les autorités, en 2019 les droits d'accise ont représenté 13,3% des recettes fiscales totales du budget de l'État.

3.47. Les droits d'accise et leurs taux sont détaillés dans la Loi de 2006 sur le droit d'accise, telle que modifiée.⁴⁰ Une modification de juin 2017 a supprimé l'exemption de droits d'accise qui visait auparavant les véhicules fonctionnant au gaz liquéfié, les véhicules électriques et les véhicules à double alimentation, de sorte que ces derniers sont à présent taxés, mais le taux est déterminé par le gouvernement dans une fourchette allant de zéro à 50% du taux spécifié. Il est actuellement de 50%. Les modifications de 2015, de 2016 et d'avril 2017 ont modifié les taux des droits d'accise pour ces années et les suivantes – 2018, 2019, 2020 –, par une augmentation progressive et importante des taux.⁴¹

3.1.5 Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation

3.48. L'article 8 de la Loi douanière prévoit les règles applicables aux marchandises assujetties à des prohibitions ou restrictions à l'importation. Elle autorise le Parlement et le gouvernement à imposer des prohibitions et des restrictions non tarifaires sur les marchandises, sauf pour les cas déjà prévus dans d'autres lois. Les marchandises dont l'importation est interdite ne sont pas autorisées sur le territoire douanier. Si elles sont introduites sur le territoire, elles doivent être enlevées immédiatement ou, si cela n'est pas possible, elles doivent être stockées dans une zone douanière ou un entrepôt temporaire pendant une période maximale de trois jours, à l'issue de laquelle l'Administration des douanes prend des mesures aux fins de leur destruction. Le transit de marchandises interdites est également prohibé, sauf s'il est expressément autorisé par des traités internationaux. Enfin, la Loi douanière dispose que l'Administration des douanes est chargée d'informer le public sur les marchandises soumises à prohibition ou restriction.

3.49. Comme c'est le cas pour d'autres pays, de nombreuses prohibitions et restrictions à l'importation (et également à l'exportation) découlent de traités internationaux auxquels la Mongolie est partie, comme la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux, la Convention de La Haye sur la protection des biens culturels, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, le Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, le Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone, la Convention unique sur les stupéfiants, la Convention sur les substances psychotropes, la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et la Convention de Minamata sur le mercure.⁴² En outre, plusieurs dispositions nationales sont également en place, comme la prescription imposant d'obtenir une

⁴⁰ Informations juridiques, *Loi sur les taxes spéciales*, 29 juin 2006. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/434>.

⁴¹ Informations juridiques, *Modifications de la Loi nationale sur les taxes spéciales*. Adresses consultées: <https://www.legalinfo.mn/additional/details/2081?lawid=434>; <https://www.legalinfo.mn/additional/details/2519?lawid=434>; et <https://www.legalinfo.mn/additional/details/3080?lawid=434>.

⁴² Informations juridiques, traités internationaux auxquels la Mongolie est partie. Adresses consultées: <https://www.legalinfo.mn/law/details/10698?lawid=10698>; <https://www.legalinfo.mn/law/details/10706?lawid=10706>; <https://www.legalinfo.mn/law/details/10053?lawid=10053>; <https://www.legalinfo.mn/law/details/10701?lawid=10701>; <https://www.legalinfo.mn/law/details/10080?lawid=10080>; <https://www.legalinfo.mn/law/details/10705?lawid=10705>; <https://www.legalinfo.mn/law/details/9975?lawid=9975>; <https://www.legalinfo.mn/law/details/10390?lawid=10390>; et <https://www.legalinfo.mn/law/details/10149?lawid=10149>.

licence pour importer du carburéacteur.⁴³ Les listes complètes des marchandises prohibées et des marchandises soumises à restriction se trouvent dans les tableaux 3.13 et 3.15.

Tableau 3.13 Liste des marchandises prohibées, 2020

Marchandises	Texte juridique de référence
Substances appauvrissant la couche d'ozone interdites ou non autorisées	Résolution gouvernementale n° 95 de 2007 sur la Loi relative à l'air
Stupéfiants et substances psychotropes non autorisés et leurs matières premières ^a	Articles 13.1.5, 13.1.7 et 13.1.8 de la Loi relative au contrôle de la circulation des stupéfiants et des substances psychotropes
Plants d'arbres et d'arbustes, sauf ceux qui sont destinés aux travaux d'expérimentation et de recherche	Article 29.1.11 de la Loi sur les forêts
Tous types de matériel publicitaire utilisés pour la promotion du tabac ^a	Article 8.2 de la Loi sur la réglementation du tabac
Matériel publicitaire utilisé pour la promotion de l'alcool ^a	Article 9.3 de la Loi mongole sur la lutte contre l'alcoolisme
Produits chimiques toxiques et dangereux interdits ou non autorisés en Mongolie	Résolution gouvernementale n° 95 de 2007 sur les articles 5.1, 6.4 et 15.4 de la Loi relative aux produits chimiques toxiques et dangereux
Déchets dangereux pour utilisation, entreposage, élimination temporaire ou destruction	Article 17.1 de la Loi sur les déchets
Matières nucléaires pour les armes ^a	Article 33.2 de la Loi sur l'énergie nucléaire
Matières nucléaires interdites ou non autorisées, générateurs de rayonnements, outils émettant des rayonnements, équipements et technologies interdits par la législation mongole ^a	Articles 37.2.1, 41.1 et 41.2 de la Loi sur l'énergie nucléaire
Médicaments contrefaits	Article 11.1.7 de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux
Médicaments, dispositifs médicaux et produits biologiquement actifs non autorisés	Article 15.9.3 de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux
Sang, produits sanguins, tissus et organes utilisés à des fins lucratives	Article 13.1 de la Loi sur les donneurs
Pornographie (livres, films, vidéos, images, etc.)	Article 5.3 de la Loi relative à la lutte contre la pornographie
Alcool éthylique, utilisé à des fins autres que de recherche	Résolution du Parlement n° 05 de 1998; Résolution gouvernementale n° 378 de 2014
Déchets métalliques ferreux et non ferreux (fonte, acier, cuivre, laiton, aluminium et leurs alliages), fonte et autres métaux de base ferreux et non ferreux, pièces de rechange et produits fabriqués à partir de métaux ferreux et non ferreux non utilisés pour leur objectif initial, sauf pour la fabrication de canettes de bière	Résolution du Parlement n° 05 de 1998
Animaux et végétaux listés à l'annexe 1 de la CITES, utilisés à des fins autres que de recherche	CITES
Végétaux, racines vivaces, rhizomes et tubercules de plantes non autorisés	Articles 17.1 et 17.3 de la Loi relative aux plantes naturelles
Végétaux très rares et menacés et leurs dérivés, sauf utilisés à des fins de recherche ou en tant que produit fini	Articles 17.4 et 17.5 de la Loi relative aux plantes naturelles
Acide acétique en petits conditionnements, d'une concentration supérieure à 25%	Résolution gouvernementale n° 378 de 2014
Produits contenant de l'amiante, y compris les plaquettes de freins contenant de l'amiante	Résolution gouvernementale n° 378 de 2014
Matériel pour la production de mousse à partir de HCFC-22 et HCFC-141b, appauvrissant la couche d'ozone et contribuant au réchauffement climatique	Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone; Résolution gouvernementale n° 378 de 2014
Articles de pyrotechnie non autorisés	Loi relative au contrôle de la circulation des matières et des dispositifs explosifs; Résolution gouvernementale n° 149 de 2006

a S'applique également aux marchandises en transit.

Source: Administration des douanes, *Liste de produits prohibés ou soumis à des restrictions*. Adresse consultée: <https://www.customs.gov.mn/2014-03-25-01-15-56>.

⁴³ Chambre de commerce de la Mongolie, *Import certificate*. Adresse consultée: <https://www.mongolchamber.mn/p/23>.

3.50. Depuis le dernier examen, de nouveaux produits ont été ajoutés aux listes des marchandises soumises à prohibition et à restriction. La principale modification du régime de licences d'importation a été l'ajout des armes à feu et des munitions en 2015.

3.51. En août 2015, le Parlement a approuvé des modifications de la Loi sur les armes à feu.⁴⁴ L'objectif principal de l'article 16 de cette loi est de réglementer la délivrance des licences d'importation et des autorisations de vente au public pour les armes à feu et les munitions. Ainsi, les modifications ci-après ont été apportées à la procédure de licences d'importation:

- l'autorisation spéciale d'importer et de fabriquer des munitions est accordée à une personne non titulaire d'un permis d'importation ou de vente d'armes à feu, par un processus de sélection concurrentielle;
- cette sélection est effectuée par une commission composée de représentants des organes de l'administration centrale chargés de la justice, des sports, de la nature et de l'environnement, du renseignement, des organisations de police et de l'Administration des douanes;
- une personne morale ou physique titulaire d'un permis d'organisation de formations sportives est autorisée à importer et à vendre des munitions dans ses locaux; et
- les quantités annuelles d'importations d'armes à feu, les types de munitions et leur usage désigné sont établis par l'autorité gouvernementale en charge de la justice sur la base des propositions de la commission.

3.52. Ainsi, une résolution gouvernementale du 11 janvier 2016 a modifié la Liste de produits codés faisant l'objet d'une licence d'importation en incluant une section intitulée "pistolets, armes, outils tactiques, techniques, et leur pièces de rechange et accessoires".⁴⁵

3.53. Au titre des articles 3 et 6 de la Loi sur l'alimentation, la Mongolie disposait depuis 2013 d'une réglementation sur les procédures temporaires de délivrance de permis pour l'exportation et l'importation de produits alimentaires stratégiques.⁴⁶ En vertu de cette résolution ont été mises en œuvre des procédures concernant la délivrance de licences d'importation et d'exportation pour une liste spécifique de produits alimentaires stratégiques, qui sont autrement soumis à des contrôles ou des restrictions par contingents annuels. En 2020, la liste incluait 33 lignes tarifaires, principalement des produits carnés (tableau 3.14). Par ordonnance, le MOFALI détermine le type et la quantité de marchandises pouvant être importées et exportées au cours d'une année donnée.⁴⁷ Par exemple, la dernière ordonnance (A-519) pour 2020 autorisait l'importation de 500 tonnes de bœuf, 4 000 tonnes de lait en poudre, 15 000 tonnes de semences de blé et 60 000 tonnes de froment (blé) dur.⁴⁸ Le niveau des contingents et les licences pour l'année sont annoncés sur le site Web du MOFALI et les entités juridiques enregistrées en Mongolie peuvent ensuite présenter une soumission. Un groupe de travail du MOFALI est chargé de sélectionner les candidats et de délivrer les licences, qui ne sont pas transférables. Après réception de l'approbation (licence), les importateurs et les exportateurs disposent de six mois pour importer/exporter le produit. En août 2019, la résolution de 2013 a été actualisée et remplacée par une nouvelle résolution sur la procédure de délivrance de

⁴⁴ Informations juridiques, *Loi sur les armes à feu, révisée*, 7 août 2015. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/11270?lawid=11270>.

⁴⁵ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°32 portant modification de la Liste des produits codés* faisant l'objet d'une licence d'importation, 11 janvier 2016. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/11571?lawid=11571>.

⁴⁶ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°77 relative à la procédure temporaire de délivrance de permis pour l'exportation et l'importation de produits alimentaires stratégiques*, 2 mars 2013. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/9090>.

⁴⁷ Voir les ordonnances A-131 pour 2013, A-08 et A-72 pour 2014, A-23 pour 2017, A-163 pour 2018, A-20 pour 2019 et A-519 pour 2020.

⁴⁸ Informations juridiques, *Ordonnance du Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie légère n°A-519 sur la Stratégie nationale en matière d'exportation et d'importation pour 2020 visant à déterminer le nom, le type et la quantité des produits alimentaires*, 31 décembre 2019. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/14933>. À l'appendice 1 de cette ordonnance sont listés les produits et le niveau des contingents pour les exportations. Pour 2020, des contingents d'exportation spécifiques ont été mis en place pour le bœuf (8 300 tonnes), la viande de cheval (27 900 tonnes) et les produits carnés ayant subi un traitement thermique (26 600 tonnes).

permis pour l'exportation et l'importation de produits alimentaires stratégiques.⁴⁹ Les principaux éléments de la résolution précédente n'ont pas changé, mais la nouvelle résolution autorise l'utilisation d'une application de guichet unique pour la procédure de licences.

Tableau 3.14 Liste des produits alimentaires stratégiques, 2020

	SH	Désignation
I.	Bovins	
1	0201.10.00	Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées, en carcasses ou demi-carcasses
2	0201.20.10	Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées, autres morceaux non désossés
3	0201.30.10	Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées, désossées
4	0202.10.00	Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées, en carcasses ou demi-carcasses
5	0202.20.10	Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées, autres morceaux non désossés
6	0202.30.10	Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées, désossées
II.	Ovins	
7	0204.21.00	Viandes des animaux de l'espèce ovine, fraîches ou réfrigérées, en carcasses ou demi-carcasses
8	0204.22.00	Viandes des animaux de l'espèce ovine, fraîches ou réfrigérées, en autres morceaux non désossés
9	0204.23.00	Viandes des animaux de l'espèce ovine, fraîches ou réfrigérées, désossées
10	0204.41.00	Viandes des animaux de l'espèce ovine, congelées, en carcasses ou demi-carcasses
11	0204.42.00	Viandes des animaux de l'espèce ovine, congelées, en autres morceaux non désossés
12	0204.43.00	Viandes des animaux de l'espèce ovine, congelées, désossées
III.	Viande caprine	
13	0204.50.00	Viandes des animaux de l'espèce caprine
IV.	Viande de cheval	
14	0205.00.11	Viandes des animaux de l'espèce chevaline, non désossées
15	0205.00.12	Viandes des animaux de l'espèce chevaline, désossées
V.	Viande de yack	
16	0201.20.20	Viandes de yack, fraîches ou réfrigérées, en autres morceaux non désossés
17	0201.30.20	Viandes de yack, fraîches ou réfrigérées, désossées
18	0202.20.20	Viandes de yack, congelées, en autres morceaux non désossés
19	0202.30.20	Viandes de yack, congelées, désossées
VI.	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants:	
20	0401.10.00	- d'une teneur en poids de matières grasses n'excédant pas 1%
21	0401.20.00	- d'une teneur en poids de matières grasses excédant 1% mais n'excédant pas 6%
22	0401.40.00	- d'une teneur en poids de matières grasses excédant 6% mais n'excédant pas 10%
23	0401.50.00	- d'une teneur en poids de matières grasses excédant 10%
VII.	Lait en poudre	
24	0402.21.10	Lait en poudre
VIII.	Produits alimentaires	
25	1001.19.00	Froment (blé) dur autre que de semence
26	1001.99.10	Blé tendre
IX.	Semences	
27	1001.11.00	Froment (blé) dur, de semence
28	1001.91.10	Blé tendre, de semence
X.	Farine	
29	1101.00.11	Qualité supérieure
30	1101.00.12	Classe I
31	1101.00.13	Classe II
32	1101.00.20	Farine de seigle (méteil)
XI.	Eau potable	
33	2201.90.10	Eau potable en bouteille

Source: Administration des douanes, *Liste des produits alimentaires stratégiques*. Adresse consultée: <http://www.customs.gov.mn/btkus/pdf/strategyfood.pdf>.

⁴⁹ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°329 sur l'approbation des procédures*, 14 août 2019. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/14606>.

3.54. Plusieurs catégories de produits sont aussi assujetties à des restrictions ou à des prescriptions en matière de licences (tableau 3.15). Les prescriptions en matière de licence découlent de l'article 8 de la Loi douanière et sont détaillées dans la Résolution gouvernementale n° 219 du 25 octobre 2002, telle que modifiée.⁵⁰ Comme indiqué dans la Résolution, la délivrance de licences incombe à l'organe administratif d'État compétent et les licences sont délivrées pour une période maximale d'un an, qui peut être prolongée d'une année supplémentaire. La Résolution présente aussi les formulaires types utilisés pour la demande et la délivrance de licences, et pour la notification au Ministère de l'industrie et du commerce.

Tableau 3.15 Marchandises soumises à restriction dont l'importation nécessite une licence, 2020

Produit	Texte juridique de référence	Organisme délivrant les licences
Animaux reproducteurs	Loi sur les licences commerciales	MOFALI, Département de la santé vétérinaire et de l'élevage
Animaux vivants très rares	Article 36.1 de la Loi sur la faune	Ministère de l'environnement et du tourisme
Animaux vivants autres que les animaux très rares et matières premières produites à partir de ces animaux, échantillons pour la recherche et spécimens	Article 36.2 de la Loi sur la faune	Ministère de l'environnement et du tourisme
Végétaux, racines vivaces, rhizomes et tubercules de plantes	Articles 17.1 et 17.3 de la Loi relative aux plantes naturelles	Ministère de l'environnement et du tourisme
Végétaux très rares et menacés et leurs produits dérivés, utilisés à des fins de recherche ou en tant que produit fini	Articles 17.4 et 17.5 de la Loi relative aux plantes naturelles	Ministère de l'environnement et du tourisme
Substances appauvrissant la couche d'ozone	Loi relative à l'air; Loi sur les licences commerciales; Résolution gouvernementale n° 95 de 2007	Département national de l'ozone
Alcool	Loi sur les licences commerciales	MOFALI
Tabac	Loi sur les licences commerciales	MOFALI
Tous types de carburant	Loi sur les licences commerciales	Ministère des mines et de l'industrie lourde
Médicaments vétérinaires et fournitures médicales	Loi sur les licences commerciales	Agence vétérinaire et d'élevage
Substances utilisées pour la protection des végétaux	Loi sur les sociétés; Loi relative aux licences pour les produits chimiques toxiques et dangereux	MOFALI et Ministère de l'environnement et du tourisme
Animaux d'élevage génétiquement améliorés en provenance de l'étranger	Loi sur les licences commerciales	MOFALI
Médicaments à usage humain, dispositifs médicaux, instruments et prothèses	Loi sur les licences commerciales	Ministère de la santé
Produits biologiquement actifs	Loi sur les licences commerciales	Ministère de la santé
Plants d'arbres et d'arbustes destinés à la recherche expérimentale	Loi relative aux plantes naturelles	Ministère de l'environnement et du tourisme
Articles de pyrotechnie	Loi relative au contrôle de la circulation des matières et des dispositifs explosifs; Résolution gouvernementale n° 149 de 2006	Ministère des mines et de l'industrie lourde
Armes à feu, munitions et articles apparentés	Loi sur les armes à feu; Loi sur les licences commerciales; et Résolution gouvernementale n° 219 de 2001	Ministère de la justice et des affaires intérieures

⁵⁰ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°219 sur l'établissement des listes et l'approbation du Règlement "Liste de produits codés faisant l'objet d'une licence pour traverser la frontière de l'Etat"*. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/2449>. L'annexe 1 de cette résolution a été modifiée par la Résolution gouvernementale n° 379 du 1^{er} décembre 2014, la Résolution gouvernementale n° 410 du 19 octobre 2015 et la Résolution gouvernementale n° 149 du 14 décembre 2015, telle que modifiée par la Résolution gouvernementale n° 32 du 11 janvier 2016. Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°32 portant modification de la Résolution*. 11 janvier 2016. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/11571?lawid=11571>.

Produit	Texte juridique de référence	Organisme délivrant les licences
Stupéfiants et substances psychotropes et leurs précurseurs	Loi sur les licences commerciales; Loi relative au contrôle de la circulation des stupéfiants et des substances psychotropes	Ministère de la santé
Agents pathogènes et leurs toxines	Loi sur les licences commerciales	Ministère de la santé
Substances nucléaires	Loi sur les licences commerciales; Loi sur l'énergie nucléaire	Commission de l'énergie nucléaire
Minéraux radioactifs et sources de rayonnements	Loi sur les licences commerciales; Loi sur l'énergie nucléaire	Ministère des mines et de l'industrie lourde
Explosifs, engins explosifs et matières premières	Loi sur les licences commerciales; Loi relative aux matières et aux dispositifs explosifs	Ministère des mines et de l'industrie lourde
Produits alimentaires stratégiques	Loi sur l'alimentation	MOFALI
Tissus et organes certifiés uniquement à des fins médicales	Loi sur les donneurs	Ministère de la santé
Matériel destiné à la restauration et la promotion de monuments historiques et culturels uniques et précieux	Loi sur la protection du patrimoine culturel	Ministère de la culture
Espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	CITES, annexe 2	Ministère de l'environnement et du tourisme
Électricité	Article 12.1.10 de la Loi sur l'énergie	Ministère de l'énergie
Produits chimiques toxiques et dangereux ^a	Loi relative aux produits chimiques toxiques et dangereux; Loi sur les licences commerciales; Résolution gouvernementale n° 95 de 2007	Ministère de l'environnement et du tourisme

a Licence également exigée pour le transit.

Source: Administration des douanes, *Liste de produits prohibés ou soumis à des restrictions*. Adresse consultée: <https://www.customs.gov.mn/2014-03-25-01-15-56>; et renseignements communiqués par les autorités.

3.55. Pendant la période à l'examen, la Mongolie n'a pas notifié ces mesures à l'OMC conformément aux prescriptions de notification applicables concernant les restrictions quantitatives ou les licences d'importation.

3.1.6 Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde

3.56. La Mongolie n'a pas de législation sur les mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde, et elle n'a pas non plus établi d'autorité chargée d'ouvrir et de mener des enquêtes sur ces mesures. Ainsi, pour le moment, le pays n'a imposé aucune mesure antidumping, compensatoire ou de sauvegarde.

3.57. La Mongolie a toutefois établi un groupe de travail composé de représentants des ministères compétents et de la Chambre de commerce et d'industrie nationale mongole (MNCCI), dirigé par le Ministre des affaires étrangères et chargé d'élaborer un règlement sur les mesures de sauvegarde conforme à l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes. Selon les autorités, le projet de règlement a pour objectif de répartir les fonctions entre les départements, pour permettre également l'application de mesures de sauvegarde bilatérales conformes aux ALE auxquels la Mongolie est partie.

3.58. S'agissant de l'APE Mongolie-Japon, la section 2 contient des dispositions sur les sauvegardes et l'article 2.17 contient les règles pertinentes en matière de mesures antidumping et compensatoires. L'article 2.17 stipule qu'aucune disposition de l'Accord n'empêche une partie de prendre des mesures conformément aux dispositions pertinentes de l'OMC. De même, pour ce qui est des sauvegardes, aucune disposition de l'APE n'empêche une partie d'avoir recours à une mesure de sauvegarde globale au titre de l'article XIX du GATT de 1994, de l'Accord sur les sauvegardes ou de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture. L'APE autorise les parties à adopter une mesure de sauvegarde dans certaines conditions et à la suite d'une enquête menée par les autorités compétentes. Il interdit par ailleurs la mise en œuvre simultanée d'une mesure de sauvegarde bilatérale et d'une mesure de sauvegarde globale pour le même produit.

3.1.7 Autres mesures visant les importations

3.59. La Mongolie dispose de lois et règles connexes l'autorisant à mettre en œuvre ou à faire appliquer les sanctions des Nations Unies et les sanctions nationales. Il peut s'agir de sanctions économiques et commerciales, d'embargos sur les armes, de restrictions financières, de restrictions concernant les produits et d'interdictions de voyage. Au début de la période à l'examen, la législation applicable était la Loi de lutte contre le terrorisme de 2013, qui a été remplacée par la Loi contre le terrorisme et la prolifération du 10 octobre 2019.⁵¹ Les principaux objectifs du remplacement de la loi étaient l'établissement d'un cadre juridique pour des sanctions financières ciblées, l'incorporation des recommandations 6 et 7 de la norme du Groupe d'action financière, et l'élargissement du champ d'application de la loi pour inclure la réglementation des questions liées à la prolifération et à son financement. À la suite de la révision de la loi, le Règlement sur l'établissement de listes de terroristes et le contrôle et le blocage du mouvement des actifs des personnes figurant sur ces listes a aussi été remplacé par un nouveau règlement datant du 25 décembre 2019. Ce règlement explicite les obligations énoncées dans la Loi contre le terrorisme et la prolifération et il régit les résolutions n° 1267, n° 1373 et autres du Conseil de sécurité de l'ONU. Les sanctions ciblent les terroristes désignés ou les pays et juridictions qui ne coopèrent pas. La Mongolie n'applique pas de sanction commerciale ou financière en lien avec la Loi de lutte contre le terrorisme et la prolifération. Pour ce qui est des sanctions nationales, la Mongolie met en œuvre la Résolution n° 1373 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

3.2 Mesures visant directement les exportations

3.2.1 Procédures et prescriptions douanières

3.60. Les procédures de dédouanement des exportations sont pour l'essentiel les mêmes que celles applicables aux importations – déclaration de marchandises, inspection des documents douaniers, contrôle des marchandises et des moyens de transport, perception des droits ou taxes et mainlevée des marchandises. Comme pour les importations, diverses redevances peuvent également être prélevées sur les exportations (tableau 3.1). La Loi douanière distingue quatre principales formes d'exportation: i) les marchandises peuvent être exportées de manière permanente; ii) elles peuvent être exportées temporairement; iii) elles peuvent être expédiées pour transformation à l'étranger; ou iv) elles peuvent être réexpédiées de l'étranger. Pour l'essentiel, les marchandises peuvent être exportées hors du territoire douanier moyennant le paiement des droits de douane et de toutes les autres taxes, établis sur la base des documents requis. En 2019, les déclarations électroniques via Internet ont représenté 15% du total.⁵² Le système d'information douanière informatisé (CAIS), qui est utilisé pour les importations, est également utilisé pour les exportations.

3.61. Des modalités de dédouanement accéléré sans papier sont en place pour les exportations de charbon et la Mongolie dématérialise de plus en plus d'opérations de dédouanement, notamment pour certaines exportations de minerais. Actuellement, 94,3% du total des opérations de dédouanement des exportations de charbon, de spath fluor, de pétrole, de minerai de fer et de concentré de cuivre sont effectuées par voie électronique.⁵³ En application de l'article 2.14 des Directives de 2015 concernant le contrôle douanier des minéraux, des produits miniers et des véhicules et de l'article 7.1.14 des Procédures générales de 2019 sur le contrôle douanier des marchandises et des moyens de transport lors du passage de la frontière douanière, établies par l'Administration des douanes, les déclarations en douane ou les manifestes ne sont pas rendus publics à moins que le déclarant n'en fasse la demande.⁵⁴

3.62. La Chambre de commerce et d'industrie mongole (MNCCI) est habilitée à fournir des certificats d'origine pour les exportations⁵⁵, aux termes de son Règlement sur la détermination de l'origine des marchandises originaires de Mongolie et la délivrance et la vérification du certificat d'origine.⁵⁶ La

⁵¹ Informations juridiques, *Loi de lutte contre le terrorisme et la prolifération*. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/14699?lawid=14699>.

⁵² Renseignements communiqués par les autorités.

⁵³ Une redevance spéciale de 1 500 MNT par tonne est prélevée pour le dédouanement du charbon et des produits du secteur minier (tableau 3.1).

⁵⁴ Informations juridiques, *Décret n° A/275 du chef de l'Administration des douanes sur l'approbation de la procédure*, 4 décembre 2019. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/14908?lawid=14908>.

⁵⁵ MNCCI, *Certificat d'origine*. Adresse consultée: <https://www.mongolchamber.mn/p/266>.

⁵⁶ MNCCI, *Règlement sur la détermination de l'origine des marchandises originaires de Mongolie et la délivrance et la vérification du certificat d'origine*. Adresse consultée:

MNCCI délivre ainsi le certificat d'origine A pour les exportations bénéficiant de schémas SGP, le certificat E en cas de traitement préférentiel dans le cadre de l'APE Mongolie-Japon et le certificat B pour les autres destinations. L'exportateur doit présenter un formulaire de demande, une copie du contrat d'achat, une facture, une liste de colisage, un certificat d'enregistrement national et, le cas échéant, les autorisations ou documents d'inspection pertinents. La MNCCI assure également l'interface avec le système d'exportateur enregistré de l'Union européenne pour le commerce préférentiel. L'Agence centrale pour l'inspection spécialisée délivre des certificats sanitaires séparés pour les animaux vivants et des certificats phytosanitaires pour le bois.⁵⁷ Les unités forestières des autorités des soums et des districts délivrent des certificats d'origine pour le bois et le bois d'œuvre conformément à un Règlement de 2013 régissant la délivrance et l'utilisation des licences d'exploitation forestière et des certificats d'origine en vertu des dispositions de l'article 34 de la Loi sur les forêts.⁵⁸

3.63. Comme dans le cas des importations, le chapitre 5 de la Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières fournit des précisions sur la manière de déterminer la valeur des marchandises dans le cadre des opérations de dédouanement à l'exportation.⁵⁹ Quatre options différentes sont possibles: i) la méthode de la valeur transactionnelle, ii) la méthode de calcul de la valeur sur la base des dépenses, iii) la valeur transactionnelle de marchandises identiques ou similaires, et iv) la méthode de tarification fondée sur des études de marché et les prix du marché mondial.⁶⁰ Comme dans le cas des importations, les méthodes d'évaluation en douane sont hiérarchisées, la méthode de la valeur transactionnelle étant celle privilégiée.

3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements

3.64. En juillet 2020, la Mongolie applique toujours des droits à l'exportation, notamment sur cinq catégories de produits du bois (tableau 3.16). Aucun changement significatif n'a été apporté à la liste des produits soumis à des droits d'exportation au cours de la période considérée. Une taxe spécifique à l'exportation est également prélevée sur certaines peaux de chèvres (tableau 3.17). Selon les autorités, les droits à l'exportation ont été établis pour protéger l'environnement et éviter la coupe excessive de bois.

Tableau 3.16 Droits à l'exportation applicables à certaines marchandises, 2020

Produit/marchandises	Code SH	Montant du droit
Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots ou sous formes similaires; bois en plaquettes ou en particules; sciures, déchets et débris de bois, même agglomérés sous forme de bûches, briquettes, granulés ou sous formes similaires	4401	150 000 MNT/m ³
Bois bruts, même écorcés, désaubierés ou grossièrement équarris	4403	150 000 MNT/m ³
Traverses en bois pour voies ferrées ou voies de tramway	4406	150 000 MNT/m ³
Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm	4407	150 000 MNT/m ³
Bois (y compris les lames et frises à parquet, non assemblées) profilés (languettés, rainurés, feuillurés, chanfreinés, joints en V, perlés, moulés, arrondis ou similaires) tout au long d'une ou plusieurs rives, faces ou bouts, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout	4409	150 000 MNT/m ³

Source: Administration des douanes, *Droits de douane et autres taxes*. Adresse consultée: <http://www.customs.gov.mn/duty/trf>.

<https://resource4.sodonsolution.org/mongolchamber/File/2019/10/17/n1nd1c6w3d82otsq/CEO%20regulation%20new%202007.pdf>.

⁵⁷ Informations juridiques, *Hygiène vétérinaire – Certificat d'origine et procédure d'utilisation*. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/annex/details/4229?lawid=7958>.

⁵⁸ Informations juridiques, *Procédure de détermination et de contrôle de l'origine*. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/annex/details/5940?lawid=9339>.

⁵⁹ Informations juridiques, *Loi nationale sur les droits de douane et les taxes douanières*, 20 mai 2008. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/208>.

⁶⁰ Les barèmes de prix, les prix de référence et les renseignements se trouvant sur Internet sont autant de sources utilisées pour déterminer les prix du marché mondial.

Tableau 3.17 Taxe spécifique à l'exportation, 2020

Produit/Marchandise	Code SH	Montant de la taxe
Peaux de chèvres	4103.9	1 500 MNT/pièce
Peaux de chevreaux	4103.9	1 500 MNT/pièce
Peaux brutes traitées de chèvres et de chevreaux mongols	4301.1	1 500 MNT/pièce

Source: Administration des douanes, *Droits de douane et autres taxes*. Adresse consultée: <http://www.customs.gov.mn/duty/trf>.

3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation et licences d'exportation

3.65. L'article 5 de la Loi douanière expose les règles relatives aux marchandises prohibées et aux marchandises dont l'exportation est restreinte. Les marchandises dont l'exportation est prohibée par la législation ne sont pas autorisées à quitter le territoire douanier et la même règle s'applique aux marchandises en transit, sauf disposition contraire des traités internationaux (tableau 3.18). Comme pour les importations (section 3.1.5), un grand nombre de prohibitions ou de restrictions à l'exportation émanent d'accords internationaux et sont en place depuis de nombreuses années sans modification. La Mongolie soumet également une liste de marchandises à un contrôle ou à la délivrance d'une licence à l'exportation (tableau 3.19).

Tableau 3.18 Liste des marchandises dont l'exportation est prohibée, 2020

Marchandise	Fondement juridique
Drogues et substances psychotropes non autorisées et leurs matières premières ^a	Articles 13.1.5, 13.1.7 et 13.1.8 de la Loi relative au contrôle de la circulation des stupéfiants et des substances psychotropes
Tous les types de supports publicitaires pour le tabac ^a	Article 8.2 of the Loi sur la réglementation du tabac
Supports publicitaires pour l'alcool ^a	Article 9.3 de la Loi sur la lutte contre l'alcoolisme
Produits chimiques toxiques et dangereux prohibés ou non autorisés en Mongolie	Résolution gouvernementale n° 95 de 2007 sur les articles 5.1, 6.4 et 15.4 de la Loi relative aux produits chimiques toxiques et dangereux
Matières nucléaires pour les armes ^a	Article 33.2 de la Loi sur l'énergie nucléaire
Matières nucléaires, prohibées ou non autorisées, générateurs de radiations, outils, équipements et technologies générateurs de radiations prohibés par la loi en Mongolie ^a	Articles 37.2.1, 41.1 et 41.2 de la Loi sur l'énergie nucléaire
Matériel pornographique, y compris les livres, films, vidéos, images, etc.	Article 5.3 de la Loi relative à la lutte contre la pornographie
Déchets de métaux ferreux et non ferreux (fonte, acier, cuivre, laiton, aluminium et leurs alliages), fonte et autres métaux ferreux et non ferreux primaires, pièces détachées et produits en métaux ferreux et non ferreux non utilisés conformément à leur destination, à l'exception des canettes de bière	Résolution du Parlement n° 05 de 1988
Animaux et plantes inscrites à l'Annexe 1 de la CITES utilisés à des fins autres que la recherche	CITES
Plantes, racines pérennes, rhizomes et tubercules de plantes non autorisés	Articles 17.1 et 17.3 de la Loi relative aux plantes naturelles
Plantes très rares et menacées et leurs dérivés, sauf pour utilisation à des fins de recherche ou en tant que produit final	Articles 17.4 et 17.5 de la Loi relative aux plantes naturelles
Faucons sacrés	Résolution gouvernementale n° 293 de 2019
Dispositifs pyrotechniques non autorisés	Loi relative au contrôle de la circulation des matières et des dispositifs explosifs; Résolution gouvernementale n° 149 de 2006

a La prohibition s'applique aussi aux marchandises en transit.

Source: Administration des douanes, *Liste des marchandises prohibées ou soumises à restrictions*. Adresse consultée: <https://www.customs.gov.mn/2014-03-25-01-15-56>.

Tableau 3.19 Marchandises soumises à restrictions devant faire l'objet d'une licence d'exportation, 2020

Marchandise	Fondement juridique	Entité délivrant la licence
Animaux reproducteurs	Loi sur les licences commerciales	MOFALI Département vétérinaire et d'élevage
Animaux vivants très rares	Article 36.1 de la Loi sur la faune	Ministère de l'environnement et du tourisme
Animaux vivants autres que les animaux très rares, matières premières originaires de ces animaux, échantillons d'animaux destinés à la recherche et spécimens	Article 36.2 de la Loi sur la faune	Ministère de l'environnement et du tourisme
Plantes, racines pérennes, rhizomes et tubercules de plantes	Articles 17.1 et 17.3 de la Loi relative aux plantes naturelles	Ministère de l'environnement et du tourisme
Plantes très rares et menacées et leurs dérivés, utilisés à des fins de recherche ou comme produit final	Articles 17.4 et 17.5 de la Loi sur les plantes naturelles	Ministère de l'environnement et du tourisme
Armes à feu, munitions et dispositifs similaires aux armes à feu	Loi sur les armes à feu; Loi sur les licences commerciales; Résolution gouvernementale n° 219 de 2001	Ministère de la justice et des affaires intérieures
Drogues et substances psychotropes et leurs précurseurs	Loi sur les licences commerciales; Loi relative au contrôle de la circulation des stupéfiants et des substances psychotropes	Ministère de la santé
Agents pathogènes et leurs toxines	Loi sur les licences commerciales	Ministère de la santé
Substances nucléaires	Loi sur les licences commerciales; Loi sur l'énergie nucléaire	Commission de l'énergie nucléaire
Minéraux radioactifs et générateurs de radiations	Loi sur les licences commerciales; Loi sur l'énergie nucléaire	Ministère des mines et de l'industrie lourde
Matières et dispositifs explosifs et matières premières	Loi sur les licences commerciales; Loi relative aux matières et dispositifs explosifs	Ministère des mines et de l'industrie lourde
Denrées alimentaires stratégiques	Loi sur l'alimentation	MOFALI
Tissus et organes certifiés à des fins médicales uniquement	Loi sur les donneurs	Ministère de la santé
Articles destinés à la restauration et à la promotion de monuments historiques et culturels uniques et de valeur	Loi sur la protection du patrimoine culturel	Ministère de la culture
Espèces de la faune et de la flore menacées d'extinction	CITES, Annexe 2	Ministère de l'environnement et du tourisme
Electricité	Article 12.1.10 de la Loi sur l'énergie	Ministère de l'énergie
Produits chimiques toxiques et dangereux ^a	Loi relative aux produits chimiques toxiques et dangereux; Loi sur les licences commerciales; Résolution gouvernementale n° 95 de 2007	Ministère de l'environnement et du tourisme

a Les restrictions s'appliquent également aux marchandises en transit.

Source: Administration des douanes, *Liste des marchandises prohibées ou soumises à restrictions*. Adresse consultée: <https://www.customs.gov.mn/2014-03-25-01-15-56>.

3.66. En application d'une résolution gouvernementale de juillet 2019, l'exportation de faucons sacres est prohibée.⁶¹ Cette prohibition fait suite à une mesure antérieure datant de 2013 qui a été appliquée pendant cinq ans. Elle a été maintenue pendant toute la période considérée.⁶² Les exportations de denrées alimentaires jugées "stratégiques" sont contrôlées par des restrictions quantitatives et des licences (tableau 3.14 et section 3.1.5).

⁶¹ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n° 293 relative à l'interdiction d'exportation*, 9 juillet 2019. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/14548?lawid=14548>.

⁶² Informations juridiques, *Résolution gouvernementale relative à l'interdiction d'exportation*, 12 janvier 2013. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/8926?lawid=8926>.

3.2.4 Soutien et promotion des exportations

3.67. En 2019, un Conseil de promotion des exportations a été établi par le gouvernement, en application d'un Décret du Premier Ministre, avec pour mission de superviser l'avancement du Programme national d'exportation.⁶³ Le Conseil est composé de représentants de divers ministères et agences spécialisées ainsi que d'ONG représentant le secteur privé, comme la MNCCI et les organisations syndicales. Il s'est réuni pour la première fois en juin 2019 pour formuler, mettre en œuvre et coordonner les politiques de promotion des exportations.⁶⁴ Le Programme national d'exportation de 2018 est un instrument d'action important du gouvernement, qui vise à soutenir la recherche sur les produits prioritaires pouvant être exportés sur les marchés étrangers ainsi que la commercialisation de ces produits.⁶⁵ Son principal objectif est d'augmenter les exportations de produits non miniers en créant des conditions favorables et en facilitant les échanges. Parmi les initiatives mises en œuvre pour soutenir les exportations on peut citer les suivantes:

- inciter les producteurs à exporter des produits à valeur ajoutée en leur accordant des crédits d'impôt et des exonérations pour l'achat de matières premières importées;
- prendre en compte les recettes d'exportation de l'exportateur pour le calcul du crédit d'impôt;
- accorder des incitations aux exportateurs;
- établir des réseaux de production et d'échanges pour les exportations;
- mettre en place un système d'assurance pour les exportations.⁶⁶

3.68. Le gouvernement met actuellement en œuvre les dispositions du Programme national d'exportation, conformément au plan d'action approuvé par le Ministre des affaires étrangères en 2019. Une autre initiative est le Projet de développement des exportations de la Mongolie, mis au point en coopération avec la Banque mondiale, qui se concentre surtout sur les PME et vise à aider les secteurs non miniers à renforcer leurs capacités d'exportation. Ce projet, qui a débuté en 2016 et devrait être finalisé d'ici à 2021, s'articule autour de quatre grands indicateurs et objectifs correspondants: i) accroître le volume des exportations; ii) augmenter le nombre d'entreprises qui obtiennent une certification de qualité reconnue au niveau international; iii) augmenter le nombre d'entreprises qui commencent à exporter après avoir participé aux activités prévues dans le cadre du projet; et iv) proposer des produits d'assurance-crédit à l'exportation. En 2020, le premier objectif, à savoir l'accroissement du volume des exportations, avait été atteint et même dépassé; les trois autres n'avaient pas encore été atteints.⁶⁷

3.69. Outre la génération de nouvelles possibilités de commerce et d'investissement, le régime de zones franches de la Mongolie a été établi en 2002 afin de développer l'activité d'exportation et de soutenir les exportations en général. En 2020, trois zones franches étaient fonctionnelles: Altanbulag, Tsagaannuur et Zamiin-Uud. Une version révisée de la principale loi régissant les zones franches a été adoptée en 2015, pour remplacer la loi précédente de 2002.⁶⁸ La nouvelle loi contient des dispositions sur la création des zones franches et leur gestion, des règles spéciales pour les activités dans ces zones et des dispositions concernant le foncier et les infrastructures.⁶⁹ Les changements introduits par la loi révisée ont été conçus pour améliorer la coopération entre les entités publiques et privées aux fins du développement des zones franches. En 2019, 2,7 millions

⁶³ Décret n° 37 du Premier Ministre, 28 mars 2019.

⁶⁴ Agence de presse mongole. *Le Conseil de promotion des exportations tient sa première réunion*, 26 juin 2019. Adresse consultée: <https://montsame.mn/en/read/194013>.

⁶⁵ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n° 278 relative à l'approbation du Programme*, 5 septembre 2018. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/13692>.

⁶⁶ Agence de presse mongole, *Le Conseil de promotion des exportations tient sa première réunion*, 26 juin 2019. Adresse consultée: <https://montsame.mn/en/read/194013>.

⁶⁷ Banque mondiale, *Projet de développement des exportations de la Mongolie*. Adresse consultée: <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P147438?lang=en>.

⁶⁸ Informations juridiques, *Loi sur les zones franches*, 12 février 2015. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/10930>.

⁶⁹ Par exemple, les restrictions non tarifaires ne sont pas appliquées aux marchandises importées dans des zones franches ou exportées à partir de ces zones et des procédures douanières allégées sont appliquées aux importations dans une zone franche et aux exportations à partir d'une telle zone.

d'USD de marchandises étrangères ont été importées dans les zones franches d'Altanbulag et de Zamiin-Uud dans le cadre de la procédure d'entrée en franchise et 158 000 USD de marchandises mongoles ont été importées dans ces zones depuis le territoire douanier.⁷⁰

3.70. La MNCCI participe également à des activités de soutien et de promotion des exportations, en coordonnant et en organisant des foires commerciales. Elle fournit également des informations et des études de marché à ses membres. La Mongolie n'accorde pas de subventions directes pour les marchandises exportées, y compris les produits agricoles.

3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation

3.71. La Mongolie réalise des progrès dans les domaines du financement, de l'assurance et des garanties à l'exportation; voir la section 3.2.4 sur ses initiatives nouvelles et envisagées. À l'heure actuelle, le secteur public n'apporte pas son soutien aux produits de financement, d'assurance ou de garanties à l'exportation, mais de tels produits devraient être proposés dans deux domaines.

3.72. La société Agricultural Re-insurance (AgRe) LLC a été créée, à la suite d'une Résolution gouvernementale de 2014, pour mettre en œuvre des services de réassurance agricole visant à protéger les éleveurs et les agriculteurs contre d'éventuels cas de force majeure dans le secteur agricole.⁷¹ La Résolution gouvernementale n° 303 d'octobre 2018 a changé le nom de l'AgRe LLC, qui s'appelle désormais la Mongolian Reinsurance JSC et qui est chargée de développer une offre de produits d'assurance et de garantie des exportations. Le plan de développement du secteur financier à l'horizon 2025 définit également des orientations d'action, en mettant en avant la nécessité de développer davantage le système de réassurance pour réduire les sorties de devises étrangères, introduire des normes internationales de gestion des risques afin de faire baisser les coûts et établir une entité nationale de réassurance. Au fur et à mesure que la Mongolian Reinsurance JSC a développé ses activités, elle a commencé à coopérer avec 15 compagnies d'assurance opérant en Mongolie et, à l'heure actuelle, elle fournit une assurance pour des risques liés à des éléments tels que les actifs et passifs, le fret, les accidents, le tonnage aérien ainsi qu'une assurance financière et des assurances dans le secteur agricole. Actuellement, les coûts de réassurance sont absorbés au niveau national à hauteur de 4%, l'objectif étant de porter cette part à 10% en 2020. Selon les autorités, la Loi sur l'assurance interdit aux compagnies d'assurance et de réassurance d'émettre des garanties de quelque nature que ce soit, de sorte que la Mongolian Reinsurance JSC n'a pu jusqu'ici que planifier le développement de ces produits.

3.73. L'article 8.2 du chapitre 2 de la Loi sur la Banque mongole de développement prévoit ce qui suit: "Au moins 60% du total des prêts, financements et garanties de la Banque mongole de développement seront consacrés à des projets et programmes axés sur l'exportation." La Banque est donc habilitée à soutenir les exportateurs. Mais elle n'a pas encore commencé à fournir des produits et services spécifiques de soutien à l'exportation, tels que des garanties, des financements et des assurances, qu'elle est actuellement en train de développer.

3.3 Mesures visant la production et le commerce

3.3.1 Mesures d'incitation

3.74. La Mongolie n'accorde pas de subventions directes spécifiques, hormis celles énumérées ci-après et à la section 4 (sections 4.1 et 4.3). Elle accorde régulièrement plusieurs incitations fiscales et non fiscales aux investisseurs (section 2.4). Les zones franches et les parcs industriels offrent également certains avantages et certaines mesures relatives aux infrastructures (section 3.2.4), et il existe aussi plusieurs exonérations de droits de douane et de TVA pour certains secteurs (sections 3.1.3.2 et 3.1.4.1).

3.75. Du fait de la pandémie de COVID-19 et de l'instauration de restrictions à la frontière, la Mongolie a promulgué une résolution gouvernementale en vertu de la Loi sur la protection contre les catastrophes qui met en place des mesures de soutien au secteur du cachemire. En particulier, elle réduit les taux d'intérêt sur les nouveaux prêts, accorde des prêts spéciaux

⁷⁰ Renseignements communiqués par les autorités.

⁷¹ Informations juridiques, *Résolution n° 280 relative à l'établissement d'entités juridiques pour la réassurance agricole*, 28 août 2014. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/10574?lawid=10574>.

d'un montant maximum de 300 milliards de MNT pour la production de cachemire avec une durée d'un an et un taux d'intérêt de 3% et recommande à la Banque mongole de développement de prendre des mesures pour accroître les sources de financement.⁷²

3.76. Il existe des privilèges spéciaux et un fond de développement pour les petites et moyennes entreprises (PME).⁷³ La Loi sur le soutien aux petites et moyennes entreprises et les services a été révisée en 2019 et décrit les politiques et le soutien des pouvoirs publics en faveur des PME.⁷⁴ Outre le Fonds pour le développement des petites et moyennes entreprises (Fonds pour le développement des PME) mentionné ci-après, ce soutien comprend des prêts consentis à des conditions libérales, des garanties de prêt, des bonifications d'intérêts, des crédits d'impôt et des exonérations fiscales, une aide par le biais de la passation de marchés et une aide à l'accès aux marchés étranger et intérieur. Le Fonds pour le développement des PME a été créé en 2009 pour soutenir le développement des PME en général et ses activités principales consistent notamment à accorder à des PME des prêts consentis à des conditions libérales à long terme, à donner des conseils professionnels et à dispenser des formations, à accorder des bonifications de taux d'intérêt aux PME qui exportent leurs produits et à louer du matériel acheté avec des fonds publics pour soutenir les PME.⁷⁵ Le Plan d'action du gouvernement pour 2016-2020 contient des considérations spéciales pour les PME et soutient la production nationale au moyen de politiques fiscales et douanières. Parmi celles-ci figurent des réductions des impôts régionaux, un impôt sur le revenu de 1% et un crédit d'impôt de 90% pour les PME⁷⁶ du secteur alimentaire et des secteurs de l'habillement et du textile, des matériaux de construction et de l'agriculture et de l'élevage.⁷⁷ En outre, le Programme national de soutien aux petites et moyennes entreprises est mis en œuvre pendant la période 2019-2022, l'accent étant mis sur l'augmentation de la productivité, la compétitivité sur le marché et l'emploi des PME. Il contient un certain nombre de dispositions en faveur des PME, qui consistent notamment à leur donner accès à des conditions financières préférentielles, à améliorer le cadre juridique en ce qui concerne les garanties et l'assurance et à créer de nouveaux produits de prêt.⁷⁸

3.77. La Loi de 2019 sur les fonds publics spéciaux constitue le fondement juridique du financement de certains fonds publics spéciaux, y compris le Fonds pour le développement des PME.⁷⁹ Vingt-trois fonds de ce type sont indiqués et leur financement provient de l'État, de leurs propres revenus, de donateurs internationaux ou de l'aide internationale. La plupart des fonds ont des objectifs sociaux, comme l'éducation ou la protection sociale, mais certains peuvent avoir une incidence sur les échanges ou le commerce, comme le fonds de soutien à l'agriculture et le fonds de développement de la radiodiffusion.

3.78. La Mongolie n'accorde pas de subventions à l'exportation pour les produits agricoles.⁸⁰

3.79. La Mongolie n'a présenté au Comité des subventions aucune notification au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994 et de l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) depuis 2004. La dernière notification, qui porte sur la période 2000-2004, indiquait que la Mongolie n'avait pas mis en place de subvention au sens de

⁷² Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°101 concernant certaines mesures à prendre et à appliquer dans le secteur du cachemire*, 19 mars 2020. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/15202?lawid=15202>.

⁷³ Les PME et les services sont définis dans la loi comme des entreprises exerçant leurs activités dans le secteur manufacturier, le secteur du commerce ou celui des services, qui comptent jusqu'à 200 employés et réalisent un chiffre d'affaire annuel ne dépassant pas 2,5 milliards de MNT. Certaines activités des entreprises, telles que les industries extractives, les prêts hypothécaires et la fabrication d'alcool et de tabac, sont exclues de la loi. Selon l'Office national de la statistique, les PME représentent 77% des entreprises enregistrées et 72% de l'emploi, mais seulement 2,3% des exportations.

⁷⁴ Informations juridiques, *Loi sur l'appui aux petites et moyennes entreprises et aux services*, 6 juin 2019. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/14525>.

⁷⁵ Fonds pour le développement des PME. Adresse consultée: <https://smefund.gov.mn/> et Legalinfo, *Law about the Loan Guarantee Fund*, 10 février 2012. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/286>.

⁷⁶ Pour les PME dont le revenu annuel est inférieur à 1,5 milliard de MNT.

⁷⁷ Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie légère, *SME Policy*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/blog/25/224>.

⁷⁸ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°156 portant approbation du Programme*, 17 avril 2019. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/14350>.

⁷⁹ Informations juridiques, *Loi sur les Fonds spéciaux du gouvernement*, 13 novembre 2019. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/14848>.

⁸⁰ Document de l'OMC G/AG/N/MNG/9 du 4 juin 2018.

l'article 1.1 de l'Accord SMC qui soit spécifique au sens de l'article 2 de l'Accord, ou qui ait directement ou indirectement pour effet d'accroître les exportations ou de réduire les importations.⁸¹ Selon les autorités, cela reste le cas.

3.3.2 Normes et autres prescriptions techniques

3.80. Conformément à sa stratégie de développement, la Mongolie prévoit de continuer à promouvoir les politiques en matière de normalisation, de métrologie, d'évaluation de la conformité et de contrôle de l'échantillonnage pour garantir la sécurité nationale, sociale et économique, accroître les exportations et soutenir le développement des branches de production nationales. La Vision de développement durable à l'horizon 2030 a plusieurs objectifs en matière de normes, en particulier en ce qui concerne l'adoption de normes internationales dans le secteur de la santé animale, le secteur des combustibles et le secteur alimentaire.⁸² Par exemple, pendant la période 2016-2020, la Mongolie prévoyait de développer les services vétérinaires conformément aux normes zoosanitaires relatives à l'exportation de bétail et d'appliquer strictement les normes relatives aux produits alimentaires.

3.81. Cela a été accompli grâce à l'approbation de la nouvelle loi sur la santé animale en décembre 2017 (en vigueur depuis le 1^{er} juin 2018) et à la création de l'Autorité générale des services vétérinaires (GAVS) conformément aux normes internationales qui étaient recommandées par l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Pour mettre en œuvre la nouvelle loi sur la santé animale, plus de 120 textes législatifs secondaires ont été élaborés et révisés comme documents justificatifs. La GAVS travaille à l'élaboration et à l'adoption de normes internationales sur des questions liées à la santé animale et à la sécurité sanitaire des produits alimentaires. La Mongolie met en place un système d'identification et de traçabilité des animaux au moyen d'un système de certificats vétérinaires numériques.

3.82. L'une des évolutions en matière de politiques intervenues pendant la période considérée a été l'adoption, en 2016, du Programme national sur la qualité, qui visait à améliorer le cadre juridique de la normalisation, la métrologie et l'infrastructure d'accréditation pour atteindre le niveau des normes internationales.⁸³ Le Programme met l'accent sur le secteur alimentaire et est mis en œuvre pendant la période 2016-2020. Outre son objectif principal d'amélioration du cadre juridique, il prévoit également de créer et de développer un système d'infrastructure qualité, de renforcer les capacités humaines de l'infrastructure qualité et d'améliorer les connaissances et la compréhension qu'ont les consommateurs et les producteurs en ce qui concerne la qualité. Parmi les objectifs spécifiques liés au commerce figurent l'amélioration de la qualité des produits et des services destinés à l'exportation par la normalisation, la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (OTC), l'augmentation des capacités des laboratoires d'essai pour les produits de remplacement des importations qui sont destinés à l'exportation, la mise en place d'un système électronique de contrôle du commerce extérieur et l'adoption de normes de l'UE dans le secteur de la construction pour encourager le commerce, les essais et l'évaluation de la conformité. En octobre 2020, ces objectifs n'avaient pas tous été atteints; ainsi, certains figurent aussi dans le nouveau Plan d'action du gouvernement pour 2020-2024.

3.83. La politique d'élaboration des normes s'inspire également des plans de travail biennaux sur la normalisation de l'Agence mongole de normalisation et de métrologie (MASM), qui définissent les priorités des travaux de l'organisme de normalisation et les orientent. Les deux plans de travail les plus récents portent sur les périodes 2018-2019 et 2020-2021. Le plan le plus récent est axé sur l'adoption des normes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et de la Commission électrotechnique internationale (CEI) et d'autres normes internationales. D'après les autorités, l'un des principaux objectifs de la politique de normalisation est d'augmenter le nombre de normes nationales alignées sur les normes internationales.

⁸¹ Documents de l'OMC G/SCM/N/60/MNG du 6 septembre 2004; G/SCM/N/71/MNG du 6 septembre 2004; et G/SCM/N/95/MNG du 6 septembre 2004.

⁸² Parlement mongol, *Mongolia Sustainable Development Vision 2030, Government Resolution No. 19*, 5 février 2016. Adresse consultée: https://www.greengrowthknowledge.org/sites/default/files/downloads/policy-database/MONGOLIA_pour_cent29%20Mongolia%20Sustainable%20Development%20Vision%202030.pdf.

⁸³ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°344 portant approbation du Programme national sur la qualité*, 28 juin 2016. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/12140>.

3.3.2.1 Cadre

3.84. Plusieurs évolutions sont intervenues dans le cadre normatif pendant la période à l'examen. La principale loi sur les normes, les règlements techniques, l'accréditation et l'évaluation de la conformité a été révisée et remplacée, une nouvelle liste des produits et services soumis à une évaluation de la conformité obligatoire a été publiée en même temps que les procédures relatives à l'entrée sur le marché et une nouvelle loi sur la métrologie a été adoptée (tableau 3.20). Parmi les autres évolutions figuraient la création du Centre national d'accréditation et de deux laboratoires d'essai régionaux en 2018. Un nouveau décret a été mis en place en 2016 en ce qui concerne les règlements techniques applicables aux boissons alcooliques importées.

Tableau 3.20 Principales lois ou résolutions relatives aux normes, 2020

Loi/résolution	Résumé	Référence
Loi sur la métrologie	Principale loi relative à la métrologie visant à assurer l'uniformité des mesures	9 mai 2019 https://www.legalinfo.mn/law/details/14440
Loi sur la normalisation, la réglementation technique et l'accréditation de l'évaluation de la conformité	Principale loi (révisée) établissant la fondement juridique de la normalisation, de la réglementation technique et de l'accréditation de l'évaluation de la conformité	21 décembre 2017 https://www.legalinfo.mn/law/details/13071
Résolution n° 291 sur la liste et l'approbation des règles	Liste des produits et services soumis à une évaluation de la conformité obligatoire et les procédures relatives à leur fourniture sur le marché mongol	3 octobre 2018 https://www.legalinfo.mn/law/details/13707
Loi sur l'enrichissement des produits alimentaires	Pour l'enrichissement industriel obligatoire de certains types de produits alimentaires en vitamines et en minéraux, y compris l'importation, la production, l'exportation et le contrôle de la concentration	3 mai 2018 https://www.legalinfo.mn/law/details/13353
Résolution n° 87 sur les mesures d'application de la Loi sur la normalisation, la réglementation technique et l'accréditation de l'évaluation de la conformité	Donne pour instruction au gouvernement de prendre certaines mesures telles que l'organisation d'inspections et l'approbation de nouveaux règlements pour appliquer la nouvelle loi	21 décembre 2017 https://www.legalinfo.mn/law/details/13074
Résolution n° 270 sur la création d'un centre national d'accréditation	Porte création du Centre national d'accréditation et approbation de sa charte	29 août 2018 https://www.legalinfo.mn/law/details/13644
Résolution n° 275 sur la création de laboratoires	Porte création de 2 laboratoires régionaux	5 septembre 2018 https://www.legalinfo.mn/law/details/13655
Décret n° 64 relatif à l'approbation et à l'application du Règlement technique sur l'alcool importé	Règlement technique sur les boissons alcooliques importées	12 avril 2016 https://www.legalinfo.mn/law/details/11871
Résolution n° 281 sur le contrôle et l'enregistrement des échantillons	Échantillonnage, certification et inspection des métaux précieux, des pierres gemmes et des ouvrages en ces matières	3 novembre 2010 https://www.legalinfo.mn/law/details/2368

Source: Renseignements compilés par le Secrétariat à partir des sources indiquées dans le tableau.

3.85. La MASM est l'organisme public de réglementation chargé des politiques et de la coordination et de la gestion des activités de métrologie, de normalisation et d'inspection des essais. Elle est aussi chargée d'élaborer les normes nationales et d'effectuer des évaluations de la conformité des produits nationaux et étrangers. La MASM compte huit services, dont l'Institut de métrologie. En

vertu d'un décret du Vice-Premier Ministre de septembre 2016, la stratégie et la structure opérationnelles de la MASM ont été modifiées pour appuyer les priorités et les plans d'action des pouvoirs publics.⁸⁴ Les modifications visaient surtout à appuyer le Programme national sur la qualité et étaient axées sur les domaines suivants:

- protéger l'intérêt public, la santé des personnes, l'environnement et la sécurité nationale et améliorer la compétitivité des branches de production, des produits et des services nationaux par des activités de coordination technique en matière de normalisation et d'évaluation de la conformité;
- soutenir le développement économique et social au moyen d'une politique destinée à garantir l'intégrité des mesures, et porter les capacités techniques du système de mesure, la norme nationale relative aux unités de mesure et la métrologie légale aux niveaux internationaux;
- soutenir la mise en place d'un système d'accréditation pour les organismes d'évaluation de la conformité qui respectent les normes internationales, et accroître les capacités économiques;
- soutenir le commerce, les fournisseurs de services et les producteurs par des activités de certification des produits et des services, et des systèmes de gestion (ISO 9001, ISO 14000, analyse des risques et maîtrise des points critiques (HACCP)), et créer des conditions favorables pour qu'ils soient en concurrence sur le marché dans des conditions équitables; et
- protéger les intérêts des consommateurs en assurant la certification des échantillons au niveau international, en identifiant les échantillons de métaux précieux et en identifiant les pierres gemmes conformément aux normes internationales.

3.86. Les normes mongoles sont adoptées par la MASM et les activités d'élaboration des normes sont réalisées par des comités techniques créés pour différents secteurs de l'économie. L'objectif des comités est de rédiger et d'évaluer des projets de normes nationales, régionales ou internationales et d'émettre des avis sur ces derniers. Ils sont composés de représentants des ministères, de représentants d'entités du secteur privé et d'organisations scientifiques et professionnelles.

3.87. En décembre 2017, la Loi sur la normalisation, la réglementation technique et l'accréditation de l'évaluation de la conformité (Loi sur la normalisation) a été adoptée en tant que nouvelle loi principale en matière de normalisation, de réglementation technique et d'évaluation de la conformité; elle est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2018. Elle contient des dispositions relatives aux règlements techniques, aux normes, à l'évaluation de la conformité, à l'accréditation de la conformité, aux infractions et à l'organisation, au contrôle et au financement par les pouvoirs publics. D'après les autorités, la Loi a surtout été adoptée pour préciser que les normes étaient "volontaires", pour réglementer tous les types d'activités d'évaluation de la conformité, pour améliorer la sécurité et la qualité des produits conformément aux pratiques internationales et pour améliorer l'alignement de la Mongolie sur les normes internationales (par exemple les normes ISO et CEI) des organismes dont elle est membre. L'une des modifications les plus importantes apportées à la Loi est la mise en place d'un cadre juridique pour un système national d'accréditation indépendant. Depuis août 2020, le Système national d'accréditation de la Mongolie fonctionne comme un organisme indépendant placé sous l'autorité du Vice-Premier Ministre mongol.

3.88. En 2016, un décret du Ministre de l'industrie a été promulgué afin d'approuver et de mettre en application un règlement technique sur les boissons alcooliques importées. Il dispose que les négociants qui importent des boissons alcooliques doivent respecter pleinement les spécifications, parmi lesquelles figurent les règlements techniques mongols applicables à certaines boissons, les niveaux admissibles de teneur en alcool, les mesures d'acidité ou d'alcalinité, les caractéristiques physicochimiques, les indicateurs bactériologiques, les niveaux admissibles de métaux lourds dans les boissons alcooliques et les prescriptions en matière d'emballage, de transport et d'étiquetage.

⁸⁴ MASM, *Ordonnance n°98 du Vice-Premier Ministre*, 8 septembre 2016. Adresse consultée: <https://masm.gov.mn/masmj/wp-content/uploads/2019/03/Agentlagiin-il-tod-baidliin-kart.pdf>.

Selon les autorités, les règlements techniques sont applicables tant aux boissons importées qu'à celles produites dans le pays. Ce règlement technique n'a pas été notifié à l'OMC.

3.89. La Liste des produits et services soumis à une évaluation de la conformité obligatoire a été approuvée par une résolution gouvernementale en 2018 conformément à la clause 13.4 de la Loi sur la normalisation (voir le paragraphe 3.100 pour les produits visés). La même résolution contient aussi les Procédures de fourniture de biens et de services soumis à évaluation de la conformité sur le marché national et le marché international. Cette résolution donne à la MASM la responsabilité de l'application des mesures et à l'Administration des douanes de la Mongolie la responsabilité des produits importés; il leur incombe d'autoriser la fourniture des produits qui respectent les prescriptions et de ne pas autoriser les produits à franchir la frontière sans certificat de conformité valide. Des dispositions spéciales s'appliquent aux boissons alcooliques et aux produits du tabac, dans la mesure où ils doivent disposer d'une évaluation de la conformité approuvée avant leur entrée dans le pays. En novembre 2019, la Mongolie a notifié au Comité OTC ce projet de résolution gouvernementale.⁸⁵

3.90. La nouvelle loi sur la métrologie a également été adoptée pendant la période considérée et elle est entrée en vigueur en juin 2020. Elle vise à garantir l'uniformité des mesures et à soutenir le développement économique et social par la politique métrologique. Il existe des dispositions concernant les unités et les normes de mesure et l'inspection des mesures; la politique métrologique; l'organisation de métrologie au sein du gouvernement; et les pouvoirs, les infractions, le financement et les droits et obligations des citoyens et des personnes morales. La Loi établit le cadre juridique pour l'objectif de l'Institut de métrologie consistant à mener des travaux de recherche scientifiques afin de créer des normes de mesure et d'améliorer la transmission et la précision des unités. Les organismes, les départements et les laboratoires de métrologie professionnels accrédités établissent des normes de mesure nationales, garantissent la transmission des unités, vérifient les instruments de mesure et conçoivent les activités d'essai. Afin de faciliter les services publics aux entreprises, aux organismes et aux consommateurs et de développer les services électroniques, la licence de métrologie sera supprimée et un système simplifié d'enregistrement des renseignements métrologiques dans la base de données unifiée de l'État sera mis en place. En outre, afin de réduire les obstacles techniques au commerce extérieur et intérieur, les résultats des essais initiaux en matière de certification et de conception seront acceptés sur une base contractuelle.

3.91. La Loi de 2018 sur l'enrichissement des produits alimentaires est entrée en vigueur le 31 décembre 2019. Elle prescrit l'enrichissement obligatoire de certains produits alimentaires pour protéger la santé de la population. Elle indique que la MASM approuve la norme de produit nationale pour chaque type de produit alimentaire enrichi. En octobre 2020, deux de ces normes sur des produits alimentaires enrichis avaient été publiées au sujet de la farine de blé et du sel iodé de qualité alimentaire.⁸⁶ Les importateurs comme les producteurs sont tenus de respecter les normes relatives à l'enrichissement des produits alimentaires. La Loi contient aussi plusieurs dispositions visant à appuyer sa mise en œuvre. Il existe des prescriptions imposant au Parlement de déterminer les politiques en matière de droits de douane, de fiscalité et de crédit applicables à l'importation de matériel et de concentrés pour l'enrichissement des produits alimentaires. En outre, la Loi prévoit des aides et des incitations de l'État; toutefois, d'après les autorités, l'État ne les accorde pas aux entrepreneurs.

3.92. Afin de mettre en œuvre les clauses 14.8 et 14.9 de la Loi sur la normalisation et de promouvoir la protection des consommateurs, le Décret sur la conception, les dimensions et la procédure d'utilisation de la marque de sécurité des produits a été approuvé en 2018 pour les produits soumis à une évaluation de la conformité obligatoire.⁸⁷ Ce décret a été notifié à l'OMC en novembre 2019 dans le document de l'OMC G/TBT/N/MNG/10, avec une date de mise en œuvre fixée au 1^{er} août 2020. Selon les autorités, le décret a été approuvé en 2018 et notifié à l'OMC avec un certain retard. Il devrait améliorer le bien-être et la sécurité, puisque les produits comportant des marques de sécurité peuvent mettre en danger la vie et la santé des personnes, ou l'environnement, et la marque confirme leur conformité à la réglementation.

⁸⁵ Document de l'OMC G/TBT/N/MNG/8 du 4 novembre 2019.

⁸⁶ "Fortified wheat flour. General requirements MNS 6812:2019"; et "Food grade iodized salt. General technical requirements. MNS 5046:2019".

⁸⁷ Informations juridiques, *Ordonnance n° A/253 sur la conception, les dimensions et la procédure d'utilisation de la marque de sécurité des produits*, 23 juillet 2018. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/13570>.

3.93. En 2018, la MASM a publié le Décret sur les procédures de délivrance et d'enregistrement de la déclaration de conformité du fournisseur pour mettre en œuvre les clauses 14.1, 14.5 et 14.6 de la Loi sur la normalisation.⁸⁸ Il énonce les procédures de délivrance et d'enregistrement des déclarations de conformité d'un fournisseur, qui sont un moyen de se mettre en règle si un produit est soumis à une évaluation de la conformité obligatoire, et indique comment demander l'enregistrement de la déclaration d'un fournisseur. Il exige, entre autres critères, que la déclaration du fournisseur soit délivrée par une personne morale enregistrée en Mongolie et que l'enregistrement soit effectué par un organisme de certification accrédité. D'autres dispositions précisent les délais maximaux, les motifs de refus de l'enregistrement et les procédures de contrôle des produits pour lesquels une déclaration du fournisseur a été présentée.

3.94. Les règlements sur les tarifs des services de certification, la Procédure de certification des produits et des services conformément au système de la Mongolie, le Code du Conseil de certification de la MASM et le Code de l'expert en certification ont été révisés et approuvés par le Décret n° 22, promulgué par le Vice-Premier Ministre en 2019.

3.95. D'après les autorités, depuis 2016 il existe des prescriptions en matière d'étiquetage pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées et, depuis 2008, pour l'emballage et l'étiquetage des cosmétiques.⁸⁹ Celles-ci s'ajoutent aux prescriptions susmentionnées propres aux boissons alcooliques importées. En 2017, deux autres normes relatives aux prescriptions en matière d'étiquetage ont été approuvées par la MASM au sujet des prescriptions en matière d'étiquetage pour les denrées alimentaires préemballées et des Directives concernant la production, la transformation, l'étiquetage et la commercialisation des aliments issus de l'agriculture biologique.⁹⁰

3.3.2.2 Normes, règlements techniques et évaluation de la conformité

3.96. En juillet 2020, plus de 6 500 normes et règlements techniques enregistrés figuraient dans la base de données nationale de la Mongolie sur les normes.⁹¹ Chaque année, entre 100 et 200 nouvelles normes et normes actualisées sont approuvées, et entre 20 et 200 normes sont abrogées; depuis 2014, environ un tiers à la moitié des nouvelles normes ont été alignées sur les normes internationales (tableau 3.21).

Tableau 3.21 Liste des normes et des règlements techniques adoptés entre 2015 et 2020

Année	Total des normes approuvées	Dont des normes internationales	% de normes harmonisées avec les normes internationales	Normes supprimées	Règlements techniques
2015	128	76	..	124	0
2016	115	65	..	177	0
2017	101	49	..	53	1
2018	60	20	41,2	23	0
2019	118	81	41,5	83	4
Janvier à août 2020	106	36	42,0	22	0

.. Non disponible.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.97. En juillet 2016, le Département des normes et de la métrologie de la MASM a lancé le site Web Estandard.gov.mn, qui fournit des renseignements sur les normes et les règlements techniques enregistrés en Mongolie dans une base de données qui peut être consultée par groupe de produits ou par type de norme.⁹² Il contient également des listes de normes et de règlements techniques en vigueur ou récemment annulés.

⁸⁸ Informations juridiques, *Ordonnance n° A/257 sur la procédure d'enregistrement de la déclaration du fournisseur*, 24 juillet 2018. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/13571>.

⁸⁹ Normes mongoles MNS 6648 et MNS ISO 22715.

⁹⁰ MNS OIML R 79: 2017 et MNS CAC GL 32: 2017; et document de l'OMC G/TBT/N/MNG/10 du 4 novembre 2019.

⁹¹ Estandard. Adresse consultée: https://estandard.gov.mn/uploads/MON-CAT2020_11_06.pdf.

⁹² MASM, *Présentation du projet*. Adresse consultée: <http://estandard.gov.mn/about>.

3.98. Une liste des règlements techniques à élaborer ou à réviser a été approuvée par la Résolution gouvernementale n° 235 en 2019.⁹³ Son appendice énumère 18 règlements techniques nouveaux ou révisés dans les domaines des polluants environnementaux, de la construction/des travaux de construction, des instruments de mesure, de la sécurité incendie, de l'alcool, du tabac, de la production de cuir, des produits carnés et laitiers, des équipements de protection individuelle, des explosifs, des véhicules, des écoles, des combustibles solides et de la lixiviation de l'uranium. À la fin d'octobre 2020, ces projets de règlements techniques étaient en cours d'élaboration par les ministères concernés et le délai pour leur promulgation a été prorogé et intégré dans le Plan d'action du gouvernement pour 2020-2024.

3.99. L'appendice de la Résolution gouvernementale de 2018 énumère 184 codes à 4 chiffres du SH correspondant à des marchandises et 27 catégories de services qui sont soumis à une évaluation de la conformité obligatoire. Parmi les marchandises figurent certains produits alimentaires transformés, les boissons, les minéraux, les métaux, les produits chimiques et les matières plastiques, le cuir, les machines et le matériel, et les textiles; les services sont notamment le transport par autobus, les hôtels, les services touristiques, les centres de remise en forme et les travaux techniques ferroviaires.⁹⁴ La liste exclut beaucoup d'animaux vivants, de végétaux et de matières premières qui en sont dispensés s'ils sont visés par la Loi sur le contrôle et l'inspection des quarantaines.

3.3.2.3 OMC et coopération ou conventions internationales

3.100. Au cours de la période à l'examen, une préoccupation commerciale spécifique (PCS) a été soulevée en ce qui concerne la Mongolie au sein du Comité OTC; et aucune PCS n'a été soulevée par la Mongolie à l'encontre d'autres Membres. La PCS a été soulevée en février 2020 par la Fédération de Russie au sujet de l'enrichissement obligatoire de certains produits agricoles en vitamines.⁹⁵ Selon la Fédération de Russie, celle-ci découlait de la Loi sur l'enrichissement des produits alimentaires, qui était entrée en vigueur en décembre 2019 et concernait, en particulier, l'enrichissement de la farine de blé. La Fédération de Russie s'était interrogée sur la raison d'être de la Loi, sur les raisons pour lesquelles la norme était obligatoire et sur sa compatibilité avec les normes internationales. Le délai entre la publication et l'entrée en vigueur de la mesure avait aussi été remis en question et il avait été signalé qu'il était insuffisant pour que les producteurs et les exportateurs s'y adaptent. La Mongolie avait apporté des précisions sur un certain nombre de points, en particulier la résolution gouvernementale applicable de 2018 et les normes ultérieures publiées en 2019. La question était toujours en cours d'examen au Comité en mai 2020. Il avait été notifié que la MASM était le point d'information national de la Mongolie.⁹⁶ En 1997, il avait aussi été notifié que la MASM était le seul organisme à activité normative de la Mongolie qui avait accepté le Code de pratique à l'annexe 3 de l'Accord OTC.⁹⁷ Pendant la période considérée, la Mongolie a notifié au Comité OTC sa nouvelle loi et sa nouvelle résolution, ainsi que trois règlements techniques.

3.101. La Mongolie est également membre de l'ISO et de la Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius et participe au Programme des pays affiliés à la CEI. Au cours de la période à l'examen, la MASM a aussi adhéré à l'accord de reconnaissance mutuelle du Programme de coopération d'accréditation Asie-Pacifique (APAC) en 2016 et est devenue membre du Forum international de l'accréditation (IAF) en 2018.⁹⁸ La MASM est signataire de l'accord de reconnaissance mutuelle de l'ILAC/APLAC pour l'accréditation des laboratoires d'essai et d'étalonnage et elle a élargi son statut de signataire aux organismes d'inspection en 2016. Par ailleurs, en 2016, la MASM a rejoint les organismes de certification pour l'accréditation en matière de gestion de la qualité, de l'environnement et de la sécurité sanitaire des produits alimentaires de l'accord de reconnaissance multilatérale de la PAC. En 2018, elle a signé l'accord de reconnaissance multilatérale de l'IAF sur la certification des produits.

⁹³ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°235 concernant certaines mesures à prendre après l'examen*, 19 juin 2019. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/14502>.

⁹⁴ Informations juridiques, *Appendice 1 de la Résolution gouvernementale n°291 sur le recensement et l'approbation des règles*, 3 octobre 2018. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/annex/details/8728?lawid=13707>.

⁹⁵ Documents de l'OMC G/TBT/M/80 du 24 avril 2020; et G/TBT/M/81 du 26 juin 2020.

⁹⁶ Document de l'OMC G/TBT/ENQ/38/Rev.1 du 8 juillet 2011.

⁹⁷ Système d'information sur les normes OMC-ISO. Adresse consultée: <https://tbcode.iso.org/fr/sites/wto-tbt/list-of-standardizing-bodies.html>.

⁹⁸ MASM, *Relations étrangères et coopération*. Adresse consultée: <https://masm.gov.mn/masmj/%d0%b3%d1%85%d1%85%d0%b0/>.

3.102. La Mongolie a deux accords de coopération en matière de normalisation et de certification avec plusieurs pays: l'Accord de coopération concernant la certification de la qualité et la reconnaissance mutuelle des produits importés et exportés entre le gouvernement de la Mongolie et le gouvernement de la République populaire de Chine, signé en 1994; et l'Accord de coopération concernant la qualité des produits importés et exportés entre le Ministère du commerce de la Mongolie et l'Agence fédérale de normalisation, de métrologie et de certification de la qualité de la Fédération de Russie, signé en 1996. La MASM a également un accord de partenariat avec le Comité européen de normalisation (CEN).

3.3.3 Prescriptions sanitaires et phytosanitaires

3.103. Le secteur SPS a été qualifié de secteur en progrès ces dernières années, mais il reste un certain nombre de difficultés.⁹⁹ Par exemple, les prescriptions et les pratiques SPS ne sont pas pleinement harmonisées avec les normes SPS internationales, on observe un manque d'inspections fondées sur les risques et on constate que les systèmes de réglementation et d'essai nécessitent des investissements et des améliorations.¹⁰⁰ Par conséquent, il existe une dépendance par rapport aux produits alimentaires transformés importés de qualité supérieure et les exportations de produits agricoles n'ont pas pu réaliser leur potentiel. Plusieurs efforts du gouvernement étant en cours pour accroître les exportations de produits agricoles, il est important que des améliorations soient apportées à l'infrastructure SPS afin que ces produits puissent être acceptés sur les marchés internationaux. D'après les renseignements du Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie légère (MOFALI), la Mongolie compte 47 entreprises certifiées et accréditées pour exporter de la viande et des produits carnés vers la Chine et 27 entreprises vers le marché de l'UEE.¹⁰¹ Une autre entrave au commerce a été l'absence signalée d'installations de quarantaine à la frontière.

3.3.3.1 Politique

3.104. Comme dans le cas des normes, la Mongolie a un certain nombre de dispositions dans le Plan d'action du gouvernement pour 2016-2020 qui visent à développer davantage l'infrastructure SPS et à orienter sa politique. Parmi celles-ci figurent les suivantes:

- mettre en place un système intégré d'enregistrement et d'information électronique pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires;
- créer des conditions qui permettent aux citoyens de consommer des produits alimentaires sains et sûrs et améliorer la sécurité sanitaire des produits alimentaires en mettant en place des systèmes de préparation, de transformation, de stockage, de transport et de vente des produits alimentaires;
- enregistrer le bétail, améliorer la qualité et les normes en ce qui concerne la préparation des produits bruts et mettre en place un système concernant l'origine de l'élevage;
- mettre la structure vétérinaire actuelle en conformité avec les normes internationales, assurer son fonctionnement rapide et intégré, prendre des mesures pour prévenir les maladies contagieuses et les zoonoses et mettre en œuvre une stratégie visant à contrôler et à combattre ces risques aux postes frontière, et accroître les possibilités d'exporter des matières premières et des produits provenant de l'élevage; et
- garantir la fourniture de produits alimentaires sains et sûrs à la population.¹⁰²

⁹⁹ Banque asiatique de développement (BASD), *ADB Supports Mongolia's Drive to Boost Food Safety, Exports*, 13 novembre 2015. Adresse consultée: <https://www.adb.org/news/adb-supports-mongolia-s-drive-boost-food-safety-exports>.

¹⁰⁰ Coopération économique régionale de l'Asie centrale (CAREC)/BASD, *Modernizing Sanitary and Phytosanitary Measures in CAREC: An Assessment and the Way Forward*, mai 2019. CAREC. Adresse consultée: <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/506151/modernizing-sanitary-phytosanitary-carec.pdf>; et Export.gov, *Mongolia – Agricultural Sector*. Adresse consultée: <https://www.export.gov/apex/article2?id=Mongolia-Agricultural-Sector>.

¹⁰¹ MOFALI, *Exportation/Importation de matières premières alimentaires*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/blog/10/253>.

¹⁰² Ministère des finances, *Action Program of the Government of Mongolia for 2016-2020*. Adresse consultée: http://www.mfa.gov.mn/wp-content/uploads/2015/06/2016-2020_Gov_AP_Eng_Revised.pdf.

3.105. Pendant la période considérée, plusieurs programmes qui visent à améliorer la santé des personnes, des végétaux ou des animaux ont été adoptés, ils sont souvent issus du Plan d'action du gouvernement. Parmi eux figurent le Programme national d'exportation de 2018, le Programme "Alimentation saine-Mongolie en bonne santé" de 2019, le Programme national de santé animale de 2018 et le Programme national pour les légumes de 2017.¹⁰³ Le Programme national de santé animale de 2018 s'intéresse en particulier à la hausse des maladies animales hautement contagieuses et a pour but de prévenir et de réduire les risques en mettant en œuvre des stratégies d'atténuation à long terme et en améliorant la conformité du système vétérinaire aux normes internationales.¹⁰⁴ Il avait également prévu d'améliorer le cadre juridique du secteur vétérinaire, ce qui a été accompli grâce à l'approbation de la Loi sur la santé animale et de la Loi relative aux ressources génétiques animales en 2017. Le MOFALI est le principal organisme administratif chargé d'élaborer et de mettre en œuvre les stratégies et les politiques publiques relatives aux mesures SPS.

3.106. Au début de la période à l'examen, la Mongolie a mis en place le Programme national de sécurité alimentaire, qui a duré de 2009 à 2016. Dans le cadre de la politique globale de développement national, la Mongolie a créé le Programme pour améliorer les aspects sanitaires et liés à la santé de l'approvisionnement alimentaire. Avec une production alimentaire industrielle nationale relativement faible, le Programme reconnaissait que la majeure partie de la consommation évitait les contrôles vétérinaires, sanitaires et phytosanitaires. De ce fait, il visait à améliorer la législation en matière de sécurité alimentaire, à renforcer le contrôle et la surveillance pour garantir l'hygiène des produits alimentaires et à stabiliser l'approvisionnement alimentaire.¹⁰⁵ Le Programme a été jugé réussi, car il a atteint bon nombre de ses objectifs, y compris l'approbation de 15 nouveaux textes législatifs, la mise en place d'un certain nombre de bonnes pratiques et la création d'un système HACCP concernant la production alimentaire.

3.3.3.2 Cadre

3.107. L'infrastructure juridique de base en matière de mesures SPS est restée dans l'ensemble inchangée pendant la période considérée, bien que plusieurs lois aient été modifiées. Il y a eu des améliorations, mais il reste un certain nombre de domaines présentant des insuffisances en ce qui concerne l'alignement des lois sur l'Accord SPS de l'OMC ou des normes ou accords internationaux connexes. Par exemple, les lois mongoles n'ont repris aucune des Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) de 1997 de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV). S'agissant de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, des différences dans les définitions entre les lois sur les produits alimentaires et le Codex et un manque d'évaluations fondées sur les risques ont été observés.¹⁰⁶

3.108. Parmi les principales lois concernant le secteur SPS figurent la Loi sur la quarantaine et l'inspection pour le transfert d'animaux, de végétaux, de matières premières et de produits de leur lieu d'origine par une frontière nationale, la Loi sur la santé animale, la Loi sur la préservation des végétaux et la Loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires (tableau 3.22). La plupart de ces lois ont fait l'objet de révisions, quoique mineures, et les principaux éléments restent donc intacts.

¹⁰³ MOFALI, *Programmes nationaux*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/blog/15/28>.

¹⁰⁴ Informations juridiques, *Programme national de santé animale, Annexe de la Résolution gouvernementale n°12 de 2018*. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/annex/details/8304?lawid=13230>.

¹⁰⁵ Pour la liste complète des objectifs, voir Informations juridiques, *Programme national de santé animale, Appendix to Resolution No. 32*, 4 février 2009. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/annex/details/2477?lawid=5415>.

¹⁰⁶ CAREC/BASd, *Modernizing Sanitary and Phytosanitary Measures in CAREC: An Assessment and the Way Forward*, mai 2019. Adresse consultée: <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/506151/modernizing-sanitary-phytosanitary-carec.pdf>.

Tableau 3.22 Principales lois ou résolutions relatives aux mesures SPS, 2020

Loi/résolution	Résumé	Référence
Loi sur la quarantaine et l'inspection pour le transfert d'animaux, de végétaux, de matières premières et de produits de leur lieu d'origine par une frontière nationale	Réglemente le contrôle et l'inspection des quarantaines vétérinaires et des phytoquarantaines pour les produits qui franchissent les frontières internationales	28 novembre 2002 https://www.legalinfo.mn/law/details/38
Loi sur la santé animale	Réglemente la protection de la santé animale en garantissant des prescriptions en matière d'hygiène et sanitaires	8 décembre 2017 https://www.legalinfo.mn/law/details/13026
Loi sur la préservation des végétaux (révisée)	Réglemente la protection, le contrôle et la quarantaine des végétaux contre les maladies végétales, les parasites, etc.	15 novembre 2007 https://www.legalinfo.mn/law/details/517
Loi sur l'enrichissement des produits alimentaires	Pour l'enrichissement industriel obligatoire en vitamines et en minéraux de certains types de produits alimentaires, y compris l'importation, la production, l'exportation et le contrôle de la concentration	3 mai 2018 https://www.legalinfo.mn/law/details/13353
Loi sur l'alimentation (révisée)	Réglemente des produits alimentaires accessibles, de qualité, nutritifs et sûrs	20 décembre 2012 https://www.legalinfo.mn/law/details/8912
Loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires	Garantit la sécurité sanitaire des matières premières et des produits alimentaires à toutes les étapes de la chaîne alimentaire	20 décembre 2012 https://www.legalinfo.mn/law/details/8911
Loi sur les produits alimentaires biologiques	Réglemente la production, la certification, la vente, l'importation et l'utilisation des produits agricoles biologiques, et l'utilisation de symboles	7 avril 2016 https://www.legalinfo.mn/law/details/11884
Loi relative aux ressources génétiques animales	Réglemente l'enregistrement, l'identification, la préservation, la protection et l'utilisation durable des ressources génétiques provenant du bétail et des animaux domestiques	14 décembre 2017 https://www.legalinfo.mn/law/details/13051
Résolution sur l'approbation des procédures – Procédure du Laboratoire national de référence pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires; procédures d'évaluation des risques	Réorganise le laboratoire central; établit les responsabilités du Laboratoire national de référence pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires; prévoit la gestion de la base de données sur les indicateurs relatifs à la sécurité sanitaire des produits alimentaires; établit les procédures concernant l'équipe d'évaluation des risques	5 octobre 2013 https://www.legalinfo.mn/law/details/9507
Résolution sur la procédure d'inspection avant expédition pour les importations de produits alimentaires à haut risque	Réglemente l'importation de produits alimentaires à haut risque	12 octobre 2013 https://www.legalinfo.mn/law/details/9477

Source: Renseignements compilés par le Secrétariat à partir des sources indiquées dans le tableau.

3.109. La Loi sur la quarantaine et l'inspection pour le transfert d'animaux, de végétaux, de matières premières et de produits de leur lieu d'origine par une frontière nationale demeure la principale loi réglementant les questions commerciales et frontalières dans le domaine SPS. Elle prévoit la délivrance de certificats d'importation et d'exportation, le contrôle et l'inspection des quarantaines, l'analyse des risques et la détermination des risques admissibles. Elle a été modifiée en 2018 pour y inclure des spécifications relatives à la réalisation d'analyses des risques.¹⁰⁷

3.110. La Loi de 2012 sur l'alimentation et la Loi de 2012 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires constituent le cadre élémentaire en ce qui concerne la sécurité sanitaire des produits alimentaires. La Loi sur l'alimentation dispose que les importateurs et les exportateurs de produits alimentaires doivent être des personnes morales enregistrées en Mongolie; que les produits alimentaires importés doivent provenir d'une entreprise qui est certifiée comme entreprise appliquant les bonnes pratiques ou respectant le système HACCP; que l'importation de produits

¹⁰⁷ Informations juridiques, *Modifications de la Loi sur la quarantaine et l'inspection pour le transfert d'animaux, de végétaux, de matières premières et de produits de leur lieu d'origine par une frontière nationale*, 15 novembre 2018. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/additional/details/3430?lawid=38>.

alimentaires fabriqués à partir d'OGM est interdite sauf s'ils sont enregistrés dans ce sens; et qu'il doit rester au moins deux tiers de la durée de conservation des produits alimentaires importés. La Loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires prescrit des méthodes et des moyens permettant de garantir la sécurité de la chaîne alimentaire, par exemple mettre en œuvre un système de surveillance HACCP, respecter les bonnes pratiques d'hygiène et les bonnes pratiques agricoles et garantir de bonnes pratiques de production à tous les stades de la production. La Loi sur l'alimentation prévoyait aussi le Conseil national de la sécurité sanitaire des aliments, qui a été créé en 2013 et est chargé de prendre des mesures d'urgence en cas de risques pour la santé des personnes ou la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de superviser les travaux de recherche sur les maladies d'origine alimentaire et d'examiner la situation actuelle de la sécurité alimentaire nationale.¹⁰⁸

3.111. Certaines résolutions gouvernementales constituent aussi la structure juridique en matière sanitaire et phytosanitaire et appuient la mise en œuvre des lois. Par exemple, il existe une liste des maladies donnant lieu à une quarantaine, une liste des maladies hautement contagieuses et infectieuses, des mesures visant à établir des zones sans quarantaine et des procédures à suivre en cas de phytoquarantaine.¹⁰⁹ En outre, une résolution fondée sur la Loi sur la quarantaine et l'inspection pour le transfert d'animaux, de végétaux, de matières premières et de produits de leur lieu d'origine par une frontière nationale restreint l'importation ou l'exportation de semences végétales, de jeunes plants, d'animaux d'élevage et de viande crue à certains postes frontière.¹¹⁰

3.112. Les autorités compétentes en matière d'inspection, d'essais en laboratoire et d'application dans le domaine SPS sont la GASI et la GAVS. La GASI est chargée de l'inspection des produits alimentaires et des produits d'origine végétale ou animale importés et exportés, et de garantir leur conformité aux normes. La GAVS est chargée de la santé animale et de la lutte contre les maladies, y compris les stratégies de réponse aux épidémies. Elle garantit aussi la sécurité sanitaire des produits alimentaires en inspectant les importations et les exportations d'animaux et de produits d'origine animale, en collaboration avec d'autres organismes compétents. Le MOFALI, le Ministère du travail et de la protection sociale et le Ministère de la santé apportent leur contribution en définissant les paramètres de la sécurité sanitaire des produits alimentaires pour la santé des personnes et des animaux. Du fait de la nouvelle loi sur la santé animale, les fonctions de la GASI et de la GAVS ont changé. Les activités d'inspection sont désormais réalisées par l'intermédiaire d'organismes d'inspection spécialisés centraux et locaux de la GASI et de la GAVS. Ces organismes sont habilités à délivrer des certificats d'importation et d'exportation et des certificats vétérinaires internationaux, à surveiller les services vétérinaires et à interdire la fourniture de produits alimentaires et animaux contaminés présentant un risque. Les produits d'origine végétale restent du ressort de la GASI pour ce qui est de l'inspection. Le Département de l'inspection des exportations et des importations à la frontière continue d'assurer ses fonctions dans le cadre de la GASI.

3.113. Le Laboratoire national de référence pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires a été créé en 2013 et a obtenu l'accréditation internationale conformément à la norme ISO 17025:2007; il dispose de connaissances techniques spécialisées de référence pour évaluer les risques biologiques, les produits chimiques toxiques, les produits dérivés d'OGM, les additifs alimentaires, les médicaments vétérinaires et les résidus de pesticides.¹¹¹ Il a notamment pour responsabilités d'évaluer les risques liés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, d'assurer la coordination avec les organismes nationaux et régionaux compétents, d'apporter un appui à l'accréditation des laboratoires alimentaires et de donner une validation définitive des résultats d'autres laboratoires accrédités. Le Laboratoire vétérinaire et sanitaire central de l'État a été créé pour la santé animale; il est chargé de détecter, de diagnostiquer et de confirmer les maladies animales hautement contagieuses, infectieuses, parasitaires, non infectieuses et toxiques sur le

¹⁰⁸ Informations juridiques, *Annexe 1 de la Résolution gouvernementale n°78 sur les Règles du Conseil national de la sécurité sanitaire des aliments*, 2 mars 2013. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/annex/details/5797?lawid=9091>.

¹⁰⁹ MOFALI, *Government resolutions*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/blog/15/97>.

¹¹⁰ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°22 sur l'introduction de semences végétales, de jeunes plants, d'animaux d'élevage et de viande crue et d'autres produits*, 27 janvier 2010. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/4561?lawid=4561>.

¹¹¹ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°330 portant approbation de la procédure*, 5 octobre 2013. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/9507?lawid=9507>.

territoire de la Mongolie. En 2020, 66 laboratoires étaient accrédités pour réaliser des essais sur les produits alimentaires.¹¹²

3.3.3.3 Assistance technique, OMC et coopération internationale

3.114. La Mongolie bénéficie actuellement d'un prêt de la BASD pour moderniser et améliorer son régime SPS. Il vise en particulier à moderniser les laboratoires et les installations d'inspection et de quarantaine, à mettre en place un système de gestion des renseignements SPS et à aligner les contrôles et les inspections SPS sur les normes internationales. La durée du programme est 2015-2021 et il est donc toujours en cours, mais plusieurs objectifs ont été atteints à ce jour. La Mongolie a également bénéficié d'un certain nombre d'activités d'assistance technique d'autres Membres donateurs de l'OMC ces dernières années, comme cela a été annoncé dans le cadre du Comité SPS de l'OMC.¹¹³

3.115. D'après les autorités, la Mongolie a participé activement aux trois organismes de normalisation reconnus par l'OMC: l'OIE, le Codex et la CIPV. En outre, elle prévoit d'augmenter le nombre de normes internationales adoptées: celles du Codex pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires, celles de l'OIE pour la santé animale et celles de la CIPV pour la préservation des végétaux.

3.116. La Mongolie maintient trois points d'information conformément aux dispositions de l'Accord SPS de l'OMC, pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale et la préservation des végétaux. La principale autorité nationale responsable des notifications est la Division de l'alimentation du MOFALI.¹¹⁴ Pendant la période à l'examen, aucune PCS n'a été soulevée au sujet de la Mongolie et elle n'en a pas soulevé non plus. La Mongolie n'a présenté aucune notification de mesures SPS au Comité SPS de l'OMC pendant la période considérée; elle n'a présenté que 2 notifications à ce jour (il y a plus de 15 ans, sur le poulet et sur les produits alimentaires, les additifs alimentaires et les conditionnements pour produits alimentaires).¹¹⁵

3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix

3.117. La principale législation relative à la politique de la concurrence est la Loi sur la concurrence, qui a été adoptée pour la première fois en 1993 et a été modifiée ultérieurement, y compris pour la dernière fois en 2019. La Loi vise à garantir une concurrence loyale, établit le fondement juridique et organisationnel de l'interdiction et de la prévention de toute activité entravant la concurrence, et traite la question de la mise en œuvre de la Loi. Selon l'article 2 de la Loi, parmi les autres textes législatifs pertinents en matière de concurrence figurent la Constitution, le Code civil et d'autres lois connexes. La Loi s'applique aux entités privées et publiques, à moins que les activités ne soient liées à l'aide publique en cas de catastrophes naturelles et autres situations d'urgence.

3.118. La Direction de la concurrence et de la protection des consommateurs (AFCCP) a été créée en 2004 conformément au Décret gouvernemental n° 222. Il s'agit du seul organisme autorisé à enquêter sur des pratiques anticoncurrentielles présumées. L'AFCCP est chargée de l'application de la Loi sur la concurrence et d'autres textes législatifs connexes, y compris la Loi sur la protection des consommateurs, la Loi sur la publicité, la Loi sur les élections, la Loi sur la langue mongole, la Loi mongole sur les marchés publics¹¹⁶, la Loi relative aux infractions et la Loi relative à la procédure d'infraction. L'AFCCP est dirigée par le Vice-Premier Ministre et 36 personnes y travaillent, dont 7 fonctionnaires chargés d'appliquer la législation en matière de concurrence.

¹¹² MOFALI, *Monitoring and Evaluation Report of the National Food Security Program*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/ckfinder/userfiles/files/2016huns.pdf>.

¹¹³ Documents de l'OMC G/SPS/GEN/1139 du 13 mars 2012 et addenda, G/SPS/GEN/1160 du 29 juin 2012 et addenda, et G/SPS/GEN/181 du 15 juin 2000 et addenda.

¹¹⁴ OMC, Système de gestion des renseignements SPS. Adresse consultée: <http://spsims.wto.org/fr/EnquiryPointsNotificationAuthorities/Search?countryCode=C496&filter=>.

¹¹⁵ OMC, Système de gestion des renseignements SPS. Adresse consultée: <http://spsims.wto.org/fr/Notifications/Search?DoSearch=True&NotifyingMember=Mongolia&NotificationFormats=1&NotificationFormats=7&NotificationFormats=200&NotificationFormats=201&NotificationFormats=202&NotificationFormats=203&NotificationFormats=8&NotificationFormats=9&DisplayChildren=true>.

¹¹⁶ L'AFCCP et l'Organisme administratif central d'État chargé des questions budgétaires du Ministère des finances peuvent jouer un rôle pour traiter les réclamations d'entreprises au sujet des marchés publics; cela dépend du fait que la réclamation a été déposée avant ou après l'ouverture du processus d'appel d'offres.

3.119. L'AFCCP est aussi chargée de la réglementation des prix des monopoles naturels (article 6 de la Loi sur la concurrence). Conformément à l'article 5.1 de la Loi mongole sur la concurrence, on considère qu'une entreprise a un monopole naturel si le coût social moyen est le plus bas lorsqu'une seule entreprise met un produit donné sur le marché. Les entreprises détenant un monopole naturel exercent des activités dans des secteurs tels que les transports, les services, la finance, l'électricité, le chauffage, les communications et les routes asphaltées. En mars 2021, il n'y avait aucune entité détenant un monopole naturel dans les secteurs de la finance, des combustibles et des produits pétroliers, des centres commerciaux et du charbon.¹¹⁷ Il convient de noter que nombre d'entre elles sont également des entreprises publiques (tableau 3.23). La Loi sur la concurrence précise à l'article 6.1 que l'AFCCP gère les activités des entreprises détenant un monopole naturel, y compris l'octroi des autorisations pour toute modification des prix de vente en fonction des coûts réels.

Tableau 3.23 Entreprises d'État, par secteur, 2020

Entreprise	% de participation de l'État
Industries extractives	
Erdenet Mining Corporation SOE	100
Mongolrostsvetmet SOE	100
Central Geological Laboratory SOE	100
Geological Research Center SOE	100
Erdenes Mongol LLC	100
Erdenes Tavan Tolgoi JSC	100
Baganuur JSC	75
Shivee-Ovoo JSC	90
Tavan Tolgoi Fuel LLC	100
Mongolian Oil Refinery SOE	100
Oyu Tolgoi JSC	34
Erdenes Ashid LLC	34
Erdenes Steel LLC	50
Germon Gas LLC	51
Erdenes MGL LLC	100
Erdenes Oyu Tolgoi LLC	100
Mon-Atom LLC	100
Erdenes Gold Resources LLC	100
Erdenes Silver Resources LLC	100
Erdenes Methane LLC	100
Énergie	
Thermal Power Plant-2 JSC	100
Thermal Power Plant-3 JSC	100
Thermal Power Plant-4 JSC	100
Darkhan TPP JSC	100
Erdenet TPP JSC	100
Ulaanbaatar Electricity Distribution Network JSC	100
Ulaanbaatar Heating Network JSC	100
National Electricity Transmission Network JSC	100
Darkhan Heating Network JSC	100
Erdenet-Bulgan Electricity Distribution Network JSC	100
Energy System of Dornod Region JSC	100
Dalanzadgad TPP JSC	100
Baganuur Southeastern Region Electricity Distribution Network JSC	100
Western Region Energy System JSC	100
Nalaikh DS JSC	100
Southern Region Electricity Distribution Network JSC	100
Altai-Uliastai Power Plant JSC	100
Dulaan Shar Gol JSC	100
Khuvsigul Thermal Power Plant JSC	100
Institute of Energy Economics SOE	100
National Center for Renewable Energy SOE	100
Energy Development Center SOE	100
Baganuur DS JSC	100
Erdenes Shivee Energy LLC	50
Zamiin-Uud DS SOE	100
Khovd DS JSC	100
Amqalan DS JSC	100

¹¹⁷ Organisme de réglementation du gouvernement mongol, Direction de la concurrence et de la protection des consommateurs, *Liste des monopoles naturels*. Adresse consultée: <https://afccp.gov.mn/dashboard>.

Entreprise	% de participation de l'État
Ulaangom DS-2 JSC	100
Tavan Tolgoi DS LLC	100
Egiin Gol Hydro Power Plant JSC	100
National Dispatch Center LLC	100
Transport routier	
MIAT JSC	100
Mongolian Railway JSC	100
National Center for Road Transport SOE	100
Road and Transportation Development Center SOE	100
Bayanchandmani AZZA JSC	100
Nalaikh AZZA JSC	100
Darkhan AZZA JSC	100
Selenge AZZA JSC	100
Dornogov AZZA HC	100
Khushigiin Khundii Airport LLC	100
Kharkhorin AZZA JSC	100
Uvurkhangai AZZA JSC	100
Arkhangai AZZA JSC	100
Bulgan AZZA	100
Orkhon AZZA JSC	100
Khuvsigul AZZA JSC	100
Tuv AZZA JSC	100
Hovd AZZA JSC	100
Uvs AZZA JSC	100
Govi-Altai AZZA JSC	100
Zavkhan AZZA JSC	100
Erdenesant AZZA JSC	100
Baganuur AZZA JSC	100
Hargui JSC	100
Taliin Zam JSC	100
New Ulaanbaatar International Airport LLC	49
Ulaanbaatar Railroad JSC	50
Avtoimpex JSC	51
Gashuun Sukhait Road LLC	100
Communications	
Information and Communication Network LLC	100
Mongolian Telecommunication JSC	94,67
Mongol Post JSC	66
Services publics	
Mongolian Film Consolidation SOE	100
White Falcon SOE qui relève de la police générale	100
Buyant-Ukhaa Sports Palace SOE	100
Sports Training Center (entreprise d'État du soum de Khangal de l'aimag de Bulgan)	100
Liquid Fuel Transshipment Facility SOE	100
Diplomatic Service Agency SOE	100
National Park of Information Technology	100
Technical Sports Center SOE	100
Mongol Us SOE	100
Centres touristiques	
Tourism Development Center SOE	100
Mongolian Kuwait Environmental Protection Center SOE	100
Logement	
Construction and Development Center SOE	100
State Housing Corporation LLC	100
Agriculture	
Light Industry Research, Testing and Production Business Corporation SOE	100
Services financiers, bancaires et boursiers	
Mongolian Minerals Exchange LLC	100
Agricultural Exchange LLC	100
Mongolian Stock Exchange JSC	100
Banque d'État	100
Central Securities Depository LLC	100
Commercial Settlement LLC	100
Development Bank LLC	100

Entreprise	% de participation de l'État
National Reinsurance JSC	100
Erdenes Asset Management LLC	100

Source: PCSP, *State and State-owned Companies*. Adresse consultée: <http://www.pcsp.gov.mn/#>; et renseignements communiqués par les autorités.

3.120. Conformément à l'article 15.1.7 de la Loi sur la concurrence, l'AFCCP peut présenter des propositions à des organismes publics supérieurs ou au tribunal administratif pour annuler les décisions de l'administration publique, des organismes autonomes locaux et des organismes administratifs locaux qui enfreignent cette Loi. En outre, l'AFCCP réalise des études de marché, qui peuvent comprendre un avis ou une recommandation concernant des questions anticoncurrentielles. Elle est aussi chargée de mener des activités de promotion de la concurrence. S'agissant de la politique, l'AFCCP dispose d'un plan stratégique pour 2018-2020 qui oriente ses travaux et elle a élaboré un programme national de promotion et de maintien de la concurrence sur le marché.

3.121. En ce qui concerne la coopération internationale, l'AFCCP est membre du Réseau international de la concurrence, ce qui lui permet de se mettre en rapport avec d'autres autorités chargées de la concurrence pour répondre aux préoccupations. La Mongolie a également conclu des mémorandums d'accord sur des questions liées à la concurrence avec la Mongolie intérieure, la Chine, la Commission japonaise des pratiques commerciales loyales, la Commission de supervision de la concurrence de l'Indonésie, le Service fédéral antimonopole de la Fédération de Russie et la Direction turque de la concurrence.

3.3.5 Commerce d'État, entreprises publiques et privatisation

3.122. La participation de l'État dans les entreprises reste courante malgré plusieurs initiatives de privatisation prises au fil des années. Plus récemment, l'accent a été mis sur l'amélioration du cadre réglementaire et juridique du secteur et sur l'amélioration de la gestion et de la gouvernance du secteur public.¹¹⁸ Il s'agit notamment de la séparation du rôle de l'État en tant que régulateur de celui de propriétaire-investisseur, bien que les paramètres de fonctionnement de celle-ci ne soient pas clairs pour le moment. La Mongolie a poursuivi la privatisation et la nationalisation des entreprises pendant la période à l'examen. En 2017, quatre entreprises ont été privatisées. L'État a aussi acheté 10,3 millions d'actions (40% du total) de Mongolian Telecommunication JSC à Korea Telecom Corporation. Dans le cadre du Plan d'action du gouvernement pour 2016-2020, la Mongolie a mis l'accent sur la transparence de la politique de privatisation des biens, amélioré la gouvernance des biens de l'État et des biens ruraux, et créé un partenariat entre l'État et le secteur privé.

3.123. Le Parlement approuve les plans de privatisation sur la base des recommandations de l'État; pendant la période considérée, un plan a été approuvé pour la période 2015-2016. Les Directives concernant la privatisation et la réorganisation de la propriété d'État en 2015-2016 et une liste des entreprises publiques à privatiser partiellement ont été publiées en 2015. Elles prévoyaient la réorganisation ou la privatisation de 20 entreprises publiques et la méthode à cet effet.¹¹⁹ Celles-ci ont par la suite été modifiées en 2015 et en 2016 en ce qui concerne le nombre d'entreprises et/ou la méthode; en définitive, les entreprises n'ont donc pas toutes été privatisées. Souvent, les directives sont modifiées ou annulées ou ne sont pas intégralement appliquées et elles restent donc en place après les dates initiales indiquées. En 2018, le Parlement devait examiner le projet de directives concernant la privatisation et la réorganisation de la propriété d'État en 2018-2020, qui prévoyait la privatisation ou la réorganisation de 27 entreprises publiques; toutefois, il n'a pas été approuvé.¹²⁰

3.124. Au début de la période à l'examen, le Comité des biens de l'État était l'organisme public chargé de la surveillance générale des entreprises publiques. Il était chargé d'assurer le suivi et la mise en œuvre de la législation relative aux biens de l'État, de mettre en place des politiques et des

¹¹⁸ BAsD, *Sector Assessment (Summary): Public Sector Management (Reforms of State-Owned Enterprises)*. Adresse consultée: <https://www.adb.org/sites/default/files/linked-documents/49409-001-ssa.pdf>.

¹¹⁹ Informations juridiques, *Résolution du Parlement n°70 portant approbation des directives sur la privatisation et la réorganisation de la propriété d'État en 2015-2016*, 3 juillet 2015. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/11232>.

¹²⁰ MNB, *Discussion of the Concept of the Draft Resolution of the State Great Hural on "Approval of the Guidelines for Privatization of State Property in 2018-2020" Has Started*. Adresse consultée: <http://www.mnb.mn/i/144975>.

programmes de privatisation, de donner des instructions concernant l'évaluation des biens de l'État et de louer les biens de l'État. Cependant, en 2016, en vertu d'une résolution gouvernementale, l'Organisme d'exécution public chargé de la coordination des politiques en matière de propriété d'État (PCSP) a été créé pour gérer les actifs publics des entreprises relevant du gouvernement central et a essentiellement repris les fonctions de l'ancien Comité des biens de l'État.¹²¹

3.125. La principale loi régissant les entreprises d'État reste la Loi de 1996 sur les biens du gouvernement central et des collectivités locales, qui a été modifiée plusieurs fois pendant la période considérée.¹²² Elle définit une entreprise publique comme une entreprise dont l'État est actionnaire qui est financée par le budget de l'État. Parmi les autres éléments principaux de la Loi, on peut citer les procédures relatives à l'acquisition, au transfert et à la vente des biens de l'État; la gestion des biens de l'État; le rôle et les pouvoirs de l'organisme administratif public chargé des biens de l'État; le programme et les méthodes de privatisation; et les questions liées à la réforme du secteur social.

3.126. Les entreprises d'État prennent plusieurs formes, parmi lesquelles les entreprises publiques, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés par actions. En juillet 2020, il y avait 105 entreprises d'État en Mongolie; un grand nombre d'entre elles étaient concentrées dans les secteurs de l'énergie, des industries extractives et des transports (tableau 3.23). La majorité des entreprises étaient placées sous l'autorité du PCSP, 6 étaient placées sous l'autorité du Ministère des finances et 15 faisaient partie de Erdenes Mongol LLC. Pendant la période à l'examen, Erdenes Mongol LLC a continué d'être développée en tant que société holding publique qui contrôle ses filiales, ses associés, ses coentreprises et ses projets et s'emploie avant tout à assurer une stratégie et une gestion intégrées les concernant.¹²³ Au départ, elle contrôlait quatre sociétés minières, mais elle s'est développée pour contrôler plusieurs autres entreprises dans d'autres secteurs, tels que le secteur du pétrole et du gaz, l'hôtellerie, l'entretien des routes et la finance.¹²⁴ Sa valeur était estimée à 11 800 milliards de MNT à la fin de 2018 et, en 2019, les bénéfices ont considérablement augmenté pour atteindre 13,6 milliards de MNT; cette augmentation a été attribuée à la croissance de l'économie mongole et à la hausse des prix du charbon.¹²⁵

3.127. D'après les autorités, la Mongolie ne maintient pas d'entreprises commerciales d'État conformément aux dispositions de l'article XVII du GATT de 1994 ou du Mémorandum d'accord de l'OMC sur l'interprétation de l'article XVII. Toutefois, l'AFCCP désigne des monopoles naturels ou autorisés, dont plusieurs interviennent exclusivement sur plusieurs marchés d'importation ou d'exportation, par exemple l'importation ou l'exportation de charbon à coke, de sucre, de préparations pour nourrissons, d'essence, de carburateur, de savon et d'articles d'hygiène ou de toilette.¹²⁶

3.3.6 Marchés publics

3.128. La Mongolie n'est pas signataire de l'Accord plurilatéral de l'OMC sur les marchés publics (AMP). Elle a le statut d'observateur auprès du Comité des marchés publics depuis 1999 et prévoit de réaliser une enquête interne sur la question de son adhésion à l'AMP.

3.129. Les dépenses annuelles consacrées aux marchés publics étaient de 2 643,0 milliards de MNT en 2019, contre 1 442,1 milliards de MNT en 2018 (tableau 3.24). Environ 87% des marchés publics ont été passés par voie d'appel d'offres ouvert en 2019.

¹²¹ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°4 concernant certaines mesures à prendre au sujet des organismes d'État*, 27 juillet 2016. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/12061?lawid=12061>.

¹²² Informations juridiques, *Loi sur la propriété d'État et la propriété locale*, 27 mai 1996. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/492?lawid=492>.

¹²³ Erdenes Mongol LLC est la société holding des entreprises publiques suivantes: Erdenes Tavan Tolgoi JSC, Baganuur JSC, Shivee-Ovoo JSC, Erdenes Oyu Tolgoi LLC, Erdenes Gold Resource LLC, Erdenes Silver Resource LLC, Erdenes Asset Management LLC, Erdenes Shivee Energy LLC, Mon-Atom LLC, Gashuun Sukhait Road LLC, Erdenes Methane LLC, Erdenes Ashid LLC, Erdenes Steel LLC, Erdenes Commodity Exchange LLC, Erdenes Rare Earth Elements R&D Unit et Shivee Energy Complex Project of Energy Export.

¹²⁴ Institut national de gouvernance des ressources naturelles, *What Does Edenes Mongol Do and Is It Profitable?* Adresse consultée: <https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/what-does-erdenes-mongol-do-and-is-it-profitable.pdf>.

¹²⁵ Renseignements communiqués par les autorités.

¹²⁶ AFCCP. "List of Natural or Permitted Monopolies." Adresse consultée: <https://afccp.gov.mn/>.

Tableau 3.24 Marchés publics, selon les méthodes de passation des marchés, 2014-2019

(Milliards de MNT)

	Appels d'offres ouverts	Propositions de prix	Contrats directs	Appels d'offres limités	Total
2014	956,1	60,4	25,4	4,4	1 046,3
2015	676,2	40,3	140,4	8,3	865,2
2016	390,1	70,9	145,7	241,4	848,1
2017	753,2	74,5	65,8	148,8	1 042,3
2018	1 264,9	102,7	39,2	35,3	1 442,1
2019	2 300,8	159,6	177,5	5,1	2 643,0

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.130. Depuis 2008, le gouvernement s'emploie à mettre en place les meilleures pratiques internationales en matière de marchés publics en améliorant ses lois et règlements pertinents. La Loi mongole sur les marchés publics, adoptée en 2011 et modifiée ultérieurement, régit toutes les étapes du processus de passation des marchés. Les modifications les plus récentes sont entrées en vigueur en 2019 et ont apporté d'importants changements au processus de passation des marchés publics: i) en mettant en œuvre une procédure de passation des marchés soumise à des conditions préalables¹²⁷ et un concept de "marchés publics verts"¹²⁸; ii) en clarifiant les rôles et les responsabilités des inspecteurs chargés de la passation des marchés; et iii) en prévoyant une condition supplémentaire concernant la perte des garanties d'offres. La Loi mongole sur les marchés publics prévoit quatre méthodes de passation des marchés: appel d'offres ouvert, propositions de prix, contrat direct et appel d'offres limité.

3.131. La Loi mongole sur les marchés publics régit les activités de passation des marchés du gouvernement central et des administrations locales. Les personnes morales avec 50% ou plus de participation de l'État ou des administrations locales sont considérées comme des entités contractantes. Le Ministère des finances est l'organisme central chargé des marchés publics; il administre la politique et la méthode des pouvoirs publics et supervise la passation des marchés. L'Organisme administratif central d'État chargé des questions budgétaires administre la politique et la méthode de passation des marchés publics et veille à leur respect. Il est aussi chargé de l'organisation et de la mise en œuvre de grands projets de passation des marchés. Les entités contractantes organisent la passation des marchés de marchandises, de travaux et de services financés par des fonds et d'autres ressources prélevées sur les budgets central et local pour les dépenses autres que l'investissement et par leurs propres fonds.

3.132. Aucune donnée n'est disponible au sujet de la participation des fournisseurs étrangers aux marchés publics. La modification de 2019 de la Loi mongole sur les marchés publics a mis en place des préférences supplémentaires pour les fabricants nationaux. Une liste des marchandises devant être fournies uniquement par des fabricants nationaux, proposée par le ministère compétent, a été publiée dans le Décret gouvernemental n° 336 de 2015. En outre, la Loi mongole sur les marchés publics prévoit des seuils de valeur pour la participation des fournisseurs étrangers aux marchés publics. En 2019, 27 fournisseurs étrangers ont participé à 67 processus d'appel d'offres et en 2020, 42 fournisseurs étrangers ont participé à 169 processus d'appel d'offres. Selon la Loi mongole sur les marchés publics, une entreprise étrangère est autorisée à présenter une offre dans les processus d'appel d'offres pour des travaux dont le coût estimé est supérieur à 10 000 000 001 MNT et pour des marchandises et des services dont le coût estimé est supérieur à 100 000 001 MNT.

3.133. Dans le cadre du plan d'alignement sur les meilleures pratiques internationales, la Mongolie a mis en place un système de passation électronique des marchés, qui facilite l'achat et la vente de produits, de services et de travaux par Internet. Le système de passation électronique des marchés (www.tender.gov.mn) est en fonctionnement depuis 2017. Le Ministère des finances est chargé de la gestion du système de passation électronique des marchés; de la publication des plans, des

¹²⁷ Dans le cadre de la passation des marchés soumise à des conditions préalables, une entité contractante peut commencer à mener un processus de passation des marchés avant que le financement nécessaire ne soit approuvé par le Parlement. Dans ces cas, un marché ne doit être adjugé qu'après que le Parlement a approuvé le budget de l'État ou ratifié les accords internationaux sur l'obtention de prêts ou de dons dans lesquels ce financement est stipulé. Une procédure de passation des marchés soumise à des conditions préalables doit être adoptée par le Ministère des finances.

¹²⁸ D'après les autorités, le concept de marchés publics verts comprend l'achat de marchandises et de services conçus ou désignés pour garantir: i) l'utilisation efficace de l'énergie et des ressources naturelles; ii) la durabilité des services écosystémiques; et iii) l'adaptation au changement climatique.

rapports, des avis d'appels d'offres et des résultats des marchés publics; et de l'application des contrats (article 53 de la Loi mongole sur les marchés publics). En 2019, le Ministre des finances a approuvé le Règlement sur l'organisation d'un appel d'offres en ligne au moyen du système en ligne de passation des marchés publics et sur la publication des avis et des résultats des appels d'offres par le Décret n° 255, qui établissait des règles concernant le processus d'appel d'offre en ligne. Environ 98% des marchés publics sont passés par voie électronique.

3.3.7 Droits de propriété intellectuelle

3.3.7.1 Aperçu général

3.134. En 2015, la Mongolie a adopté la Stratégie nationale pour le développement de la propriété intellectuelle. Cette stratégie a été mise en œuvre entre 2015 et 2018. La Mongolie a reçu en 2017 une assistance législative de l'OMPI dans le domaine des droits afférents aux brevets et aux dessins et modèles industriels. Par la suite, une législation a été rédigée pour réviser les lois existantes en matière de propriété intellectuelle, à savoir la Loi sur les brevets, la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes et la Loi sur les marques et les indications géographiques. La Loi sur les brevets du 25 juin 1993 a été modifiée en septembre 2016. Le Parlement a adopté la Loi sur la propriété intellectuelle le 23 janvier 2020 et elle entrera en vigueur le 1^{er} décembre 2020. D'après les autorités, cette Loi vise à résoudre les chevauchements, les conflits et d'autres problèmes dans les lois existantes en matière de propriété intellectuelle.

3.135. La protection et le respect des droits de propriété intellectuelle (DPI) sont réglementés par les principales lois en matière de propriété intellectuelle, y compris la Loi sur les brevets (modifiée en septembre 2016), la Loi sur les marques et les indications géographiques (modifiée pour la dernière fois en juin 2010), la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes (modifiée pour la dernière fois en janvier 2006), la Loi sur le transfert de technologie (1998), la Loi relative aux infractions (2017) et la Loi douanière (1996).

3.136. En 2019, la Mongolie s'est classée au 53^{ème} rang sur 129 pays selon l'Indice mondial de l'innovation de l'OMPI, avec des atouts particuliers en ce qui concerne, par exemple, la création de connaissances, la production d'actifs incorporels comme les marques et les dessins et modèles industriels, et la production de biens et de services créatifs comme les longs métrages nationaux. S'agissant des avantages économiques, la Loi sur la propriété intellectuelle du 23 janvier 2020 élargira la portée des droits des détenteurs de DPI et l'aide de l'État pour l'exploitation des DPI.¹²⁹

3.137. L'Office mongol de la propriété intellectuelle (IPOM), qui relève du Ministère de la justice et des affaires intérieures, administre les DPI, fait respecter la législation relative à la propriété intellectuelle et règle les différends et répond aux réclamations. Les décisions de l'IPOM peuvent être renvoyées devant les tribunaux par les parties à un différend.

3.138. Les tableaux 3.25 et 3.26 contiennent, respectivement, des données récentes sur les demandes et sur les enregistrements liés aux DPI.

Tableau 3.25 Statistiques annuelles sur la protection des DPI, demandes, 2014-2018

DPI	2014		2015		2016		2017		2018	
	Résidents	Non résidents	Résidents	Non résidents	Résidents	Non résidents	Résidents	Non résidents	Résidents	Non résidents
Brevets	139	126	109	128	112	107	124	104	82	79
Marques	1 026	2 325	1 197	2 233	1 138	2 076	1 351	2 352	1 431	2 601
Dessin ou modèle industriel	257	201	0	0	127	160	162	149	140	135
Modèle d'utilité	190	2	149	0	204	2	255	0	224	0
Indications géographiques	5	1	2	0	1	0	1	1	0	1

Source: Centre de données statistiques de l'OMPI sur la propriété intellectuelle et renseignements communiqués par les autorités.

¹²⁹ LehmanLaw Mongolia LLP, *Registering Your IP with Mongolia Customs*, 9 novembre 2020. Adresse consultée: <http://lehmanlaw.mn/blog/>.

Tableau 3.26 Statistiques annuelles sur la protection des DPI, enregistrements, 2013-2019

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Brevets	203	223	232	158	104	45	177
Dessins et modèles industriels	99	80	76	135	101	121	140
Marques	3 147	3 724	3 504	1 118	3 318	3 505	3 929
Indications géographiques	1	4	1	3	2	0	1

Source: Données de l'IPOM communiquées par les autorités.

3.139. L'ACR entre le Japon et la Mongolie est entré en vigueur le 7 juin 2016. Il contient un chapitre comportant des dispositions détaillées relatives à la protection et au respect de la propriété intellectuelle.¹³⁰ Par exemple, l'article 12.7 de l'ACR dispose notamment que les parties doivent faire en sorte que les demandes de brevets ne soient pas rejetées au seul motif que l'objet concerne un programme informatique.

3.140. La Mongolie est un État membre de l'OMPI depuis 1979.¹³¹ Le tableau 3.27 montre la participation de la Mongolie aux traités administrés par l'OMPI.

Tableau 3.27 Participation aux traités administrés par l'OMPI

Traité/Convention	Date	En vigueur
Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	Adhésion: 28 novembre 1978	28 février 1979
Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques	Adhésion: 16 janvier 1985	21 avril 1985
Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle	Adhésion: 16 janvier 1985	21 avril 1985
Traité de coopération en matière de brevets	Adhésion: 17 février 1991	27 mai 1991
Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels	Adhésion: 12 mars 1997	12 avril 1997
Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	Adhésion: 12 décembre 1997	12 mars 1998
Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels	Adhésion: 16 mars 2001	16 juin 2001
Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques	Ratification: 16 mars 2001	16 juin 2001
Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques	Adhésion: 16 mars 2001	16 juin 2001
Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets	Adhésion: 16 mars 2001	16 mars 2002
Traité de Nairobi concernant la protection du symbole olympique	Adhésion: 25 juillet 2002	25 août 2002
Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur	Ratification: 25 juillet 2002	25 octobre 2002
Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes	Ratification: 25 juillet 2002	25 octobre 2002
Traité de Singapour sur le droit des marques	Adhésion: 3 décembre 2010	3 mars 2011
Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées	Ratification: 23 septembre 2015	30 septembre 2016
Traité de Beijing sur les interprétations et exécutions audiovisuelles	Signature: 26 juin 2012	Pas encore entré en vigueur

Source: OMPI. Adresse consultée: https://wipolex.wipo.int/fr/treaties/ShowResults?start_year=ANY&end_year=ANY&search_what=C&country_id=117C&treaty_all=ALL.

¹³⁰ OMC, Base de données sur les accords commerciaux régionaux. Adresse consultée: <http://rtais.wto.org/UI/PublicShowMemberRTAIDCard.aspx?rtaid=835>.

¹³¹ OMPI, Mongolie. Adresse consultée: https://www.wipo.int/members/fr/details.jsp?country_id=117.

3.3.7.2 Droit d'auteur et droits connexes

3.141. La Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, révisée en 2006, régit les questions relatives à la protection du droit d'auteur et à l'utilisation des œuvres protégées. Conformément à la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes et à la Loi relative aux infractions, les sites Web piratés seront fermés par la Commission de réglementation des communications de Mongolie à la demande de l'IPOM.

3.142. Après la ratification et la révision de la Loi pénale et de la Loi relative aux infractions, des modifications mineures ont été apportées aux lois en 2015, en 2016 et en 2017, respectivement. Après ratification, le Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées est entré en vigueur en 2017. Les détenteurs de droits nationaux et étrangers bénéficient de la même protection et du même traitement.

3.3.7.3 Propriété industrielle

3.3.7.3.1 Aperçu général

3.143. La Loi sur les brevets du 25 juin 1993 (modifiée en septembre 2016) contient des dispositions relatives à l'acquisition, au maintien et à la protection des inventions, des dessins et modèles de produits et des modèles d'utilité. L'IPOM peut octroyer des licences obligatoires en ce qui concerne une invention protégée par un brevet, un dessin ou modèle industriel ou un modèle d'utilité à la demande d'une personne intéressée dans les cas suivants: i) si l'utilisation est destinée à des besoins sociaux essentiels, tels que l'approvisionnement alimentaire ou les soins de santé; ii) si le brevet n'a pas été exploité pendant une période de trois ans à compter de la date de sa délivrance; ou iii) si le titulaire du brevet considère que l'utilisation par un titulaire de licence constitue une concurrence déloyale. L'IPOM n'a délivré aucune licence obligatoire.

3.144. La Loi sur les marques et les indications géographiques (modifiée pour la dernière fois en juin 2010) prévoit l'acquisition, le maintien et la protection des marques de fabrique ou de commerce, des marques de service, des marques collectives, des marques de certification et des indications géographiques.

3.145. Les demandeurs et les détenteurs de droits doivent payer des redevances liées à des services comme le prescrivent les règles et règlements internes indiqués dans la Loi sur les brevets et la Loi sur les marques et les indications géographiques (tableau 3.28).

Tableau 3.28 Redevances exigibles

(MNT)

Élément	Demande	Transfert de droit	Changement d'adresse	Nouvelle délivrance	Délivrance de certificat de brevet
Marque	20 000	10 000	10 000	30 000	15 000
Modèle d'utilité	10 000	10 000	10 000	30 000	10 000
Invention	20 000	10 000	10 000	30 000	15 000
Dessin ou modèle industriel	16 000	10 000	10 000	30 000	15 000

Source: IPOM, *Service Fees*. Adresse consultée: <https://www.ipom.gov.mn/index.php?pid=52&nid=169>.

3.3.7.3.2 Marques et indications géographiques

3.146. À partir du 11 août 2016, la Base de données mondiales sur les marques de l'OMPI comprenait les marques mongoles.¹³² Les méthodes de la Mongolie pour protéger les marques et les indications géographiques, y compris le processus d'examen, le maintien et la durée de la protection, sont restées dans l'ensemble inchangées depuis l'examen précédent.¹³³

¹³² OMPI, *Les marques mongoles ajoutées à la Base de données mondiale sur les marques*, 11 août 2016. Adresse consultée: https://www.wipo.int/reference/fr/branddb/news/2016/news_0006.html.

¹³³ Document de l'OMC WT/TPR/S/297/Rev.1 du 12 décembre 2014.

3.147. L'Accord de partenariat et de coopération UE-Mongolie est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2017 et il dispose notamment que les parties concluront un accord sur les indications géographiques.¹³⁴ Selon une feuille de route publiée par la Commission européenne, l'Accord viserait les produits de l'UE en Mongolie et les produits mongols commercialisés dans l'Union européenne qui portent des indications géographiques.¹³⁵ En juin 2019, 20 indications géographiques étaient enregistrées.¹³⁶ En ce qui concerne la protection des produits ayant une origine géographique particulière, la Mongolie, qui est le deuxième producteur mondial de cachemire et représente environ 25% de la production mondiale, protège la réputation de son cachemire grâce à deux marques de certification de la Mongolian Fiber Mark Society (Société mongole des marques de fibres): "Pure Mongolian Cashmere" et "Made With Mongolian Cashmere".¹³⁷

3.3.7.3.3 Protection des dessins et modèles

3.148. En vertu de la Loi sur les brevets, les brevets de dessins et modèles de produits sont valables 10 ans à compter du dépôt de la demande et ces brevets sont accordés si le dessin ou modèle d'un produit est nouveau, décoratif ou unique. Le processus d'examen est achevé dans un délai de 9 mois à compter de la date de dépôt; si nécessaire, ce délai peut atteindre 12 mois.

3.3.7.3.4 Brevets

3.149. La protection conférée par un brevet, qui n'a pas changé depuis l'examen précédent, est accordée pendant 20 ans à compter du dépôt de la demande. Les brevets sont octroyés pour des produits et des procédés qui sont nouveaux, impliquent une activité inventive et sont susceptibles d'application industrielle. Le processus d'examen est achevé dans un délai de 9 mois à compter de la date de dépôt; si nécessaire, ce délai peut atteindre 12 mois.

3.150. Pendant la période considérée, la protection conférée par les brevets, y compris le processus d'examen, le maintien et la durée de la protection, est restée dans l'ensemble inchangée.¹³⁸ L'article 29 de la Loi sur les brevets concernant le respect de la législation relative aux brevets, du droit d'auteur et des droits de brevet a été modifié en décembre 2015; la Loi révisée sur les brevets est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2016.¹³⁹ La modification prévoit des sanctions civiles et pénales pour faire respecter les DPI.

3.3.7.3.5 Modèles d'utilité

3.151. En vertu de la Loi sur les brevets, un certificat de modèle d'utilité est valable sept ans à compter de la date de dépôt; cette durée est restée inchangée depuis l'examen précédent. Les certificats de modèle d'utilité sont octroyés pour des solutions techniques nouvelles liées à des outils de production, des instruments et des méthodes que l'on peut utiliser dans la production. Dans un délai d'un mois à compter de la date de dépôt de la demande, l'IPOM examine si la demande remplit les conditions requises pour l'enregistrement. L'IPOM délivre un certificat de modèle d'utilité dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle l'examineur conclut qu'il est possible d'enregistrer le modèle d'utilité.

¹³⁴ Commission européenne, *Feuille de route, Régimes de qualité alimentaire – accord UE-Mongolie sur les indications géographiques*. Adresse consultée: <https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/11824-EU-Mongolia-agreement-on-protection-of-geographical-indications>.

¹³⁵ Commission européenne, *Feuille de route, Régimes de qualité alimentaire – accord UE-Mongolie sur les indications géographiques*. Adresse consultée: <https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/11824-EU-Mongolia-agreement-on-protection-of-geographical-indications>.

¹³⁶ Commission européenne, *Feuille de route, Régimes de qualité alimentaire – accord UE-Mongolie sur les indications géographiques*. Adresse consultée: <https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/11824-EU-Mongolia-agreement-on-protection-of-geographical-indications>.

¹³⁷ OMPI, *Étude de cas: Protéger les traditions et donner un nouvel essor à une marque nationale*, 26 septembre 2012. Adresse consultée: <https://www.wipo.int/ipadvantage/fr/details.jsp?id=3109>.

¹³⁸ Document de l'OMC WT/TPR/S/297/Rev.1 du 12 décembre 2014.

¹³⁹ Portail de propriété intellectuelle de l'OMPI, *Loi du 25 juin 1993 sur les brevets de la Mongolie (modifiée jusqu'au 1 septembre 2016)*. Adresse consultée: <https://wipo.int/fr/legislation/details/16223>.

3.3.7.3.6 Protection des variétés végétales

3.152. La Loi sur les variétés végétales et les semences, telle que modifiée en 2011, réglemente les questions liées à la préservation du patrimoine génétique végétal, à l'examen et à la certification des variétés, au contrôle de la qualité des variétés et des semences, et au maintien et à la cession des réserves nationales de variétés végétales.

3.153. En juin 2019, le MOFALI a présenté au Parlement un projet de loi sur les semences et les variétés (le projet de loi).¹⁴⁰ En novembre 2019, l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) a pris une décision quant à la conformité des parties pertinentes du projet de loi avec les dispositions de l'Acte de 1991 de l'UPOV, ce qui permettrait à la Mongolie, dès que la loi serait entrée en vigueur, de déposer son instrument d'adhésion à l'Acte.¹⁴¹ En avril 2020, la Mongolie avait engagé le processus d'adhésion à l'Acte.¹⁴²

3.3.7.4 Moyens de faire respecter les droits

3.154. La Loi relative aux infractions est entrée en vigueur en 2017. Les inspecteurs d'État chargés de la propriété intellectuelle du Département de l'IPOM chargé du contrôle de l'application des lois ont pour tâche de faire respecter les lois relatives aux DPI sous la direction du procureur conformément à la Loi relative aux infractions et à sa procédure. Depuis 2013, le Département chargé du contrôle de l'application des lois a traité 1 414 affaires et constaté 1 230 atteintes aux DPI (tableau 3.29).

Tableau 3.29 Statistiques sur les moyens de faire respecter les DPI, 2013-2019

Actions	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Inspections effectuées	202	285	248	214	186	256	291
Inspections prévues	65	5	16	29	6	69	150
Consécutives à des plaintes	137	270	232	185	180	147	141
Consécutives à des informations publiées dans les médias	6	10	12	4	3	1	2
Entités inspectées	142	379	176	86	298	0	98
Particuliers ayant fait l'objet d'inspections	80	102	242	231	1 718	0	43
Atteintes aux droits	188	367	387	428	832	46	41
Marchandises confisquées (millions de MNT)	0,7	20,4	16,5	3,3	3,5	37,0	5,1
Amendes (millions de MNT)	21,4	6,0	6,3	6,8	6,8	95,7	109,0
Affaires confiées à la police	0	1	0	0	0	0	0
Avis d'expert	78	115	26	34	18	3	6
Notifications	88	0	0	26	45	36	76
Actes	21	27	14	39	44	0	0

Source: Données de l'IPOM, communiquées par les autorités.

¹⁴⁰ FAO, *Aiming for Effective Seed and Variety Management System*, 11 juin 2019. Adresse consultée: <http://www.fao.org/mongolia/news/detail-events/ar/c/1200186/>.

¹⁴¹ UPOV, *Compte rendu de la cinquante-troisième session ordinaire*, document de l'UPOV C/53/15, Genève, 1^{er} novembre 2019. Adresse consultée: https://www.upov.int/edocs/mdocs/upov/fr/c_53/c_53_15.pdf.

¹⁴² UPOV, *Situation relative à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (au 28 avril 2020)*. Adresse consultée: <https://www.upov.int/export/sites/upov/members/fr/pdf/status.pdf>.

4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR

4.1 Agriculture, sylviculture et pêche

4.1.1 Agriculture

4.1. L'agriculture fait toujours partie intégrante de la stratégie de développement à long terme de la Mongolie et de ses objectifs de développement durable. Malgré l'environnement difficile du pays et la période de végétation courte, l'agriculture joue depuis longtemps un rôle important et central dans l'économie, l'emploi, le commerce et l'identité de la Mongolie, du fait qu'elle constituait historiquement le principal secteur économique avant la découverte des vastes ressources minérales. Plus récemment, la Mongolie a renforcé ses ambitions en matière agricole dans le cadre de sa stratégie de diversification destinée à réduire sa forte dépendance à l'égard du secteur minier. L'agriculture reste le deuxième secteur de l'économie en importance derrière les industries extractives.

4.2. En 2019, le secteur agricole¹ représentait 10,9% du PIB, contre 13,4% en 2013, soit une baisse au cours de la période à l'examen.² La contribution de l'agriculture à l'emploi a également été historiquement importante, bien qu'en diminution constante, s'élevant à 25% en 2019 contre 30% en 2013. Malgré ces légères contractions, la production et les exportations agricoles ont continué de progresser. Le gouvernement a souligné la nécessité d'améliorer la valeur ajoutée dans le secteur en renforçant les activités de transformation, plutôt que de se contenter de produire/d'exporter des matières premières. Cette évolution a commencé à se faire sentir, la production ayant augmenté et les secteurs des produits alimentaires transformés et du cachemire ayant enregistré une forte croissance (section 4.3).

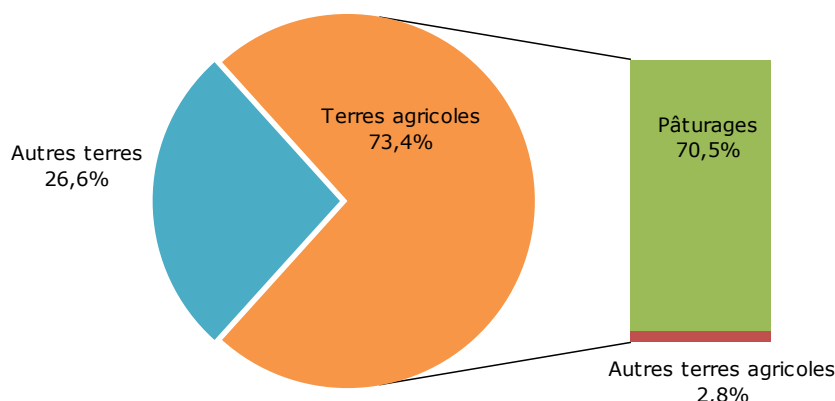
4.3. En 2019, 73,4% du territoire était constitué de terres agricoles, principalement des pâturages (graphique 4.1).³ Seulement 1,1 million d'hectares, soit 1% des terres agricoles, sont des terres arables qui se prêtent à la production agricole; la majorité des terres arables servent à produire du blé. En vertu de la Loi foncière, les pâturages doivent être utilisés dans un but commun conformément aux règlements gouvernementaux. Les personnes physiques et morales étrangères peuvent utiliser les terres dans un but précis, sous réserve du respect d'une échéance spécifique.⁴ Bien qu'abondants, les pâturages de Mongolie sont décrits comme écologiquement fragiles et souffrant de la dégradation de l'environnement. Compte tenu du climat du pays, la production agricole (cultures et élevage) peut varier considérablement d'une année à l'autre en raison des sécheresses, des inondations, du "dzud" (hiver rigoureux), du froid et de la période de végétation. Le secteur est confronté à un certain nombre de difficultés supplémentaires, comme la proximité avec les marchés, la compatibilité des normes sanitaires et vétérinaires avec les normes internationales (section 3.3.3), le manque d'accès au financement et le recours relativement limité à l'irrigation.

¹ Y compris la sylviculture et la pêche, aux prix courants.

² Office national de la statistique, *Mongolian Statistical Yearbook, 2019*. Adresse consultée: <https://1212.mn/BookLibrary.aspx?category=007>.

³ Office national de la statistique, *Mongolian Statistical Yearbook, 2019*. Adresse consultée: <https://1212.mn/BookLibrary.aspx?category=007>.

⁴ FAO, *Mongolie: Systèmes fonciers prévalents*. Adresse consultée: http://www.fao.org/gender-landrights-database/country-profiles/listcountries/landtenureandrelatedinstitutions/fr/?country_iso3=MNG.

Graphique 4.1 Terres agricoles, 2019

Note: Les "autres terres" comprennent les terres occupées par des villes, des villages et d'autres implantations, les terres sur lesquelles sont construits des routes et des réseaux de transport, les terres dotées de ressources forestières et hydriques et les terres à usages spéciaux. Les "autres terres agricoles" comprennent les prairies, les terres arables et les terres en jachère, les terres destinées aux bâtiments et aux structures agricoles, et les terres n.d.a.

Source: Office national de la statistique, *Mongolian Statistical Yearbook, 2019*.

4.1.1.1 Production et commerce

4.4. La production de produits agricoles a connu une croissance régulière au cours de la période considérée dans la plupart des catégories, mais à un rythme plus élevé dans certaines par rapport à d'autres (tableau 4.1). Au cours de la période à l'examen, la croissance a été particulièrement forte dans le secteur de l'élevage, avec une progression de 2 245 milliards de MNT (76%), par rapport à celui des cultures (326 milliards de MNT) (graphique 4.2) (voir la discussion relative à l'élevage dans la section 4.1.1.4.2). La Mongolie est autosuffisante pour un grand nombre de produits agricoles et elle est ainsi un exportateur net de nombreux produits animaux, y compris la laine et le cachemire, mais elle est globalement un exportateur net de produits agricoles. En raison notamment de ses conditions climatiques, la Mongolie reste un gros importateur de fruits et légumes. Ces dernières années, elle a également été un importateur net de produits laitiers, de céréales et d'édulcorants.⁵

4.5. S'agissant des cultures, le nombre d'hectares cultivés chaque année a progressé à un rythme faible mais régulier, passant de 418 000 à 526 000, soit une augmentation de 26%. En conséquence, la production végétale a également augmenté globalement, bien que certaines cultures aient connu d'importantes fluctuations (tableau 4.1). Toutefois, la superficie cultivée est toujours inférieure au niveau record d'environ 800 000 hectares enregistré en 1990. En 2019, les principales cultures en termes de surface cultivée étaient les céréales⁶ (71%), le fourrage (8%) et les pommes de terre (3%).⁷ La production de fourrage, qui revêt une importance croissante pour l'élevage en raison de la dégradation ou de la surexploitation des pâturages, a connu une forte croissance. La production et les rendements agricoles sont largement déterminés par le changement climatique, c'est-à-dire par les températures et les précipitations moyennes au cours de la période de végétation.⁸ Par rapport aux normes internationales, les rendements des cultures restent faibles, en raison aussi de la mauvaise qualité des semences, de l'absence de mécanisation et des maladies végétales.⁹

⁵ Office national de la statistique, *Indicators for Food Security Statistics, 2018*. Adresse consultée: http://1212.mn/BookLibraryDownload.ashx?url=Food_security_report-2018_en.pdf&ln=Mn.

⁶ Principalement le blé.

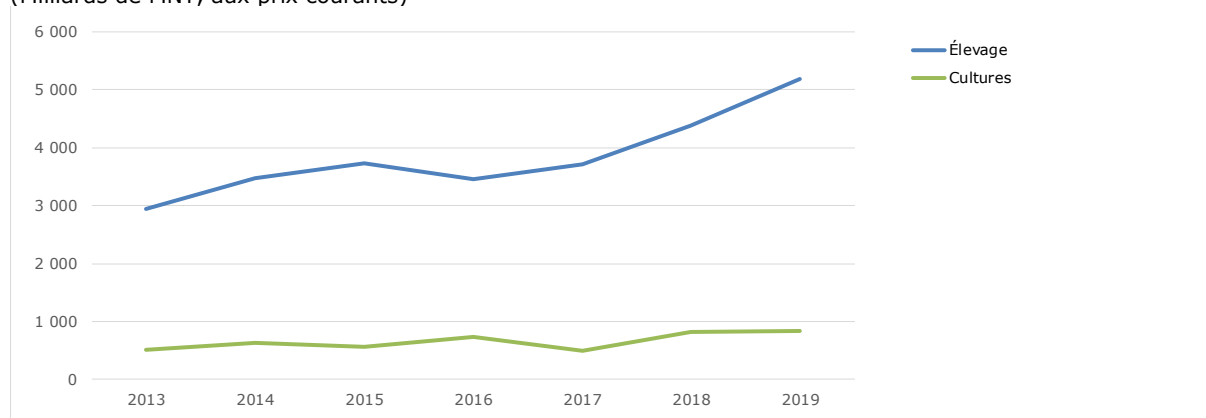
⁷ Office national de la statistique, *Socio-economic Situation of Mongolia, 2019/12*. Adresse consultée: https://1212.mn/BookLibraryDownload.ashx?url=Bulletin_2019_12_en.pdf&ln=En.

⁸ Office national de la statistique, *Socio-economic Situation of Mongolia, 2019/12*. Adresse consultée: https://1212.mn/BookLibraryDownload.ashx?url=Bulletin_2019_12_en.pdf&ln=En.

⁹ Banque asiatique de développement (BASD), *Agriculture Development in the Central Asia Regional Economic Cooperation Program Member Countries*. Adresse consultée: <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/549916/agriculture-development-carec-countries.pdf>.

Graphique 4.2 Production animale et végétale brute, 2013-2019

(Milliards de MNT, aux prix courants)

Source: Office national de la statistique, *Mongolian Statistical Yearbook, 2019*.**Tableau 4.1 Production de certains produits agricoles, 2013-2019**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Pommes de terre							
Surface cultivée (milliers d'ha)	15,5	13,2	12,8	15,0	15,1	12,9	14,9
Production (milliers de t)	191,6	161,5	163,8	165,3	121,8	168,9	192,2
Céréales							
Surface cultivée (milliers d'ha)	293,3	315,0	390,7	377,8	390,9	366,8	369,4
Production (milliers de t)	387,0	518,8	216,3	483,5	238,1	453,8	433,3
Légumes							
Surface cultivée (milliers d'ha)	8,3	8,7	7,7	9,1	8,4	8,9	8,4
Production (milliers de t)	101,8	104,8	72,3	94,4	82,1	100,7	99,5
Chevaux							
Cheptel (milliers d'animaux)	2 619,4	2 995,8	3 295,3	3 635,5	3 939,8	3 940,1	4 214,8
Chameaux							
Cheptel (milliers d'animaux)	321,5	349,3	368,0	401,3	434,1	459,7	472,4
Bovins							
Cheptel (milliers d'animaux)	2 909,5	3 413,9	3 780,4	4 080,9	4 388,5	4 380,9	4 753,2
Viande bovine (milliers de t)	57,7	54,9	93,2	92,4	97,7	126,6	119,4
Caprins							
Cheptel (milliers d'animaux)	19 227,6	22 008,9	23 592,9	25 574,9	27 346,7	27 124,7	29 261,7
Cachemire (milliers de t)	7,0	7,7	8,9	9,4	10,2	10,9	10,9
Ovins							
Cheptel (milliers d'animaux)	20 066,4	23 214,8	24 943,1	27 856,6	30 109,9	30 554,8	32 267,3
Laine (milliers de t)	20,2	22,3	25,8	27,4	30,6	33,0	33,7
Viande de mouton et de chèvre (milliers de t)	155,0	151,8	220,9	193,1	207,5	236,3	264,8

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Fourrage (milliers de t)	42,6	44,3	49,2	53,4	47,9	123,8	121,1
Cultures industrielles (milliers de t)	41,7	52,1	23,1	21,5	13,9	23,9	34,0
Fruits (milliers de t)	1,6	1,2	1,4	1,6	1,5	1,7	1,8
Lait (milliers de t)	667,0	765,4	874,4	891,5	919,5	902,4	1 074,2
Cuir et peaux (milliers de t)	11,0	10,2	15,2	14,0	14,5	19,3	19,6

Source: Office national de la statistique, *Mongolian Statistical Yearbook, 2019*.

4.6. Les principaux produits agricoles exportés sont le cachemire lavé, la viande de cheval et les autres préparations et conserves de viande (à savoir le jambon, les saucisses, la viande séchée et les abats) (tableau 4.2). Les principaux produits échangés restent stables, le cachemire demeurant de loin le principal produit agricole exporté. Si les exportations de cachemire ont fortement augmenté au cours de la période considérée, il en est allé de même des exportations de viande de cheval, qui sont passées de 7,6 millions d'USD en 2013 à 57,7 millions d'USD en 2019. Les principales raisons de cette croissance sont les suivantes: i) le nombre de producteurs autorisés à exporter vers la Chine est passé de 8 à 12; et ii) les marchés d'exportation se sont légèrement développés.

Tableau 4.2 Principaux produits agricoles exportés et importés, 2013-2019

Code du SH/ désignation		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Exportations								
5102 - Poils fins ou grossiers, non cardés ni peignés	Valeur (millions d'USD)	193,9	235,7	212,9	211,8	227,2	281,1	302,8
	Volume (milliers de t)	6,5	7,2	7,0	7,8	8,3	9,5	8,8
0205 - Viande des animaux de l'espèce chevaline	Valeur (millions d'USD)	7,6	5,0	7,3	14,4	44,5	65,0	57,7
	Volume (milliers de t)	2,6	1,8	3,9	8,0	26,1	32,2	30,8
1602 - Autres préparations et conserves de viande, d'abats ou de sang	Valeur (millions d'USD)	0,0	0,1	0,6	1,6	8,5	79,0	50,3
	Volume (milliers de t)	0,0	0,0	0,2	0,4	2,8	29,2	18,5
0204 - Viande des animaux de l'espèce porcine, fraîches, réfrigérées ou congelées	Valeur (millions d'USD)	2,2	0,0	0,1	0,4	8,3	15,6	24,2
	Volume (milliers de t)	0,4	0,0	0,0	0,2	2,6	6,1	7,0
5101 - Laines, non cardées ni peignées	Valeur (millions d'USD)	3,0	9,6	13,9	16,4	20,6	20,2	20,4
	Volume (milliers de t)	2,4	7,4	11,5	14,1	16,1	12,2	14,8
1205 - Graines de navette ou de colza, même concassées	Valeur (millions d'USD)	5,1	20,2	19,1	16,3	5,8	8,9	11,7
	Volume (milliers de t)	13,7	43,9	43,7	40,6	14,7	23,0	34,1
0504 - Boyaux, vessies et estomacs d'animaux, autres que ceux de poissons	Valeur (millions d'USD)	11,7	8,0	8,9	6,6	6,4	8,7	8,6
	Volume (milliers de t)	0,6	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6
2302 - Sons, remoulages et autres résidus du traitement des céréales ou des légumineuses	Valeur (millions d'USD)	3,9	6,7	3,9	2,5	3,1	4,7	3,5
	Volume (milliers de t)	32,7	40,3	20,3	23,4	23,4	29,8	24,7
2402 - Cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac	Valeur (millions d'USD)	8,3	2,7	1,8	2,6	5,8	1,9	3,2
	Volume (million unit)	183,2	64,3	60,1	129,9	190,4	91,3	53,9

Code du SH/ désignation		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
0206 - Abats comestibles des animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine, chevaline, asine ou mulassière, frais, réfrigérés ou congelés	Valeur (millions d'USD)	1,3	0,2	0,1	0,1	0,2	2,2	2,5
	Volume (milliers de t)	0,8	0,2	0,0	0,0	0,1	1,6	2,4
Importations								
2402 - Cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac	Valeur (millions d'USD)	54,7	51,1	52,2	50,0	57,0	53,7	61,1
	Volume (million unit)	1 948,4	2 042,9	2 026,2	2 247,1	2 918,0	2 550,6	2 905,1
2106 - Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs	Valeur (millions d'USD)	42,9	34,8	31,4	33,0	46,2	60,7	59,6
	Volume (milliers de t)	7,2	6,1	6,0	4,2	4,4	6,3	5,9
1806 - Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao	Valeur (millions d'USD)	59,7	54,9	39,9	38,8	43,5	49,6	51,7
	Volume (milliers de t)	15,0	14,2	12,2	11,6	12,9	14,8	15,3
1905 - Produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie	Valeur (millions d'USD)	31,7	31,4	26,5	28,4	29,5	34,5	39,4
	Volume (milliers de t)	14,7	14,4	13,7	14,7	14,5	17,4	18,8
0207 - Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du n° 01.05	Valeur (millions d'USD)	15,9	15,5	10,8	12,6	14,8	21,5	24,6
	Volume (milliers de t)	9,3	8,9	5,8	7,4	9,4	11,6	13,2
1006 - Riz	Valeur (millions d'USD)	9,5	14,9	15,8	16,0	20,6	26,1	23,7
	Volume (milliers de t)	20,4	29,6	24,5	26,6	34,3	44,1	43,7
1701 - Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide	Valeur (millions d'USD)	24,9	26,0	19,4	26,4	26,6	31,6	23,1
	Volume (milliers de t)	45,8	46,5	40,3	50,9	51,7	67,3	53,2
1704 - Sucreries sans cacao (y compris le chocolat blanc)	Valeur (millions d'USD)	31,2	29,9	25,3	24,0	26,9	23,9	23,0
	Volume (milliers de t)	11,0	10,9	11,1	11,2	12,3	11,6	11,6
1902 - Pâtes alimentaires, telles que spaghetti, macaroni, nouilles, lasagnes, gnocchi; couscous	Valeur (millions d'USD)	21,6	18,3	16,4	14,5	17,5	21,7	22,7
	Volume (milliers de t)	13,7	11,2	11,0	10,2	11,4	12,6	11,9
2202 - Eaux, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants	Valeur (millions d'USD)	23,0	19,0	14,0	16,4	15,4	18,6	22,5
	Volume (milliers de t)	25,4	21,0	15,9	20,3	21,6	23,8	28,6

Source: Données communiquées par les autorités et base de données Comtrade de l'ONU.

4.7. Les produits du tabac restent les principaux produits importés, leurs importations d'élevant à 61,1 millions d'USD en 2019, suivis des préparations alimentaires transformées et d'un certain nombre d'autres produits agricoles transformés (par exemple le chocolat, le sucre, le pain, les boissons et les pâtes) (tableau 4.2). Malgré les efforts déployés pour transformer davantage de denrées alimentaires à l'intérieur du pays, les importations de produits alimentaires transformés ont continué d'augmenter régulièrement et ont atteint un niveau record de 444 millions d'USD en 2019.¹⁰

¹⁰ Office national de la statistique, *Socio-economic Situation of Mongolia, 2019/12*. Adresse consultée: https://1212.mn/BookLibraryDownload.ashx?url=Bulletin_2019_12_en.pdf&ln=En.

4.8. La Mongolie poursuit ses efforts en vue d'accroître les exportations de produits agricoles par le biais d'un certain nombre de politiques publiques, en particulier dans le domaine des produits animaux. Toutefois, ce secteur est confronté à certains problèmes non tarifaires, tels que la nécessité de respecter les normes en matière de qualité pour les produits alimentaires, les mesures SPS, et la conservation pendant le transport. Bien que des progrès aient été réalisés dans ces domaines (sections 3.3.3 et 4.1.1.4.2), le volume des exportations de viande reste faible, en dehors de la viande de cheval. Le secteur du lait et des produits laitiers est un autre secteur ayant été identifié comme présentant un potentiel plus élevé en matière de production et d'exportation. La production de lait a presque doublé, mais le manque d'installations de transformation du lait, l'incapacité à respecter les normes alimentaires et l'absence d'emballages et de commercialisation limitent son potentiel à l'exportation.¹¹

4.9. La Mongolie n'applique pas de contingents tarifaires à l'importation ou à l'exportation des produits agricoles et elle n'a pas pris de dispositions de ce type dans sa liste OMC. Toutefois, elle contrôle une liste de 33 "produits alimentaires stratégiques", principalement la viande, le lait et les céréales, par le biais de contingents et elle n'autorise les importations/exportations qu'aux titulaires de licences délivrées par le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie légère (MOFALI) (tableau 3.14 et section 3.1.5). Selon les autorités, les contingents sont fixés à un niveau permettant de combler l'écart entre la production et la consommation intérieures. Par conséquent, le MOFALI fixe chaque année des contingents variables en fonction des produits et des montants pour les importations et les exportations. Au cours de la période à l'examen, les contingents à l'importation visaient principalement le bœuf, le lait et le blé; tandis que les contingents à l'exportation visaient principalement la viande de bœuf et de cheval.¹² La Mongolie n'applique pas non plus de sauvegardes spéciales pour l'agriculture. Les exportations de certaines peaux de caprins sont assujetties au paiement d'une taxe à l'exportation (section 3.2.2) et un certain nombre de produits font l'objet de prohibitions ou de restrictions dans la liste tarifaire de la Mongolie, comme les graines de pavot, les feuilles de coca, la paille de pavot, l'opium et certains alcools.¹³ Au cours de la période considérée, les droits de douane ont été augmentés pour un certain nombre de produits agricoles, comme l'alcool et le tabac, ce qui a eu pour effet d'augmenter les crêtes tarifaires et la moyenne globale pour les produits agricoles (section 3.1.3.1).

4.1.1.2 Cadre politique et juridique

4.10. La Politique alimentaire et agricole 2015 est le principal document d'orientation dans le domaine de l'agriculture.¹⁴ Elle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016 et devrait fournir une orientation et des objectifs pour le secteur agricole jusqu'en 2025. Cette politique vise à accroître la productivité et à améliorer la compétitivité du secteur. Elle définit des objectifs pour les sous-secteurs de l'agriculture, comme les cultures, l'élevage, etc. (encadré 4.1). Un certain nombre de points concernent les mesures relatives au commerce et à l'investissement. Par exemple, la Mongolie prévoit d'augmenter le budget et les dépenses au titre de l'agriculture pour les porter entre 3% et 4% du budget de l'État, de protéger la production nationale au moyen d'aides publiques et d'une réglementation tarifaire et non tarifaire, et d'accroître les exportations de matières premières et produits agricoles grâce à une politique de guichet unique.¹⁵ La Bourse mongole des produits agricoles a été créée en 2013 pour assurer la gestion intégrée des exportations de produits agricoles. En outre, il existe des politiques ou des programmes distincts dans un certain nombre de sous-secteurs (tableau 4.3). Ceux-ci visent pour la plupart à améliorer la production agricole et le niveau de vie. La politique antérieure de la Mongolie, intitulée Programme national de sécurité alimentaire, a été mise en œuvre dans les premières années de la période à l'examen, mais a pris fin en 2016.

¹¹ FAO, *Support to Income Creation in Mongolia (SECIM): Improving Local Dairy Processing through Promoting Women*. Adresse consultée: <http://www.fao.org/3/ca8770en/ca8770en.pdf>.

¹² Voir les détails spécifiques sur les produits visés par des contingents et les volumes annuels dans la section 3.1.5.

¹³ SH 12079100, 12113000, 12114000, 13019000, 13021110, 13021120, 22071000, 22072090 et 22089010.

¹⁴ Informations juridiques, *Parliamentary Resolution No. 104 on Approval of Government Policy on Food and Agriculture*, 26 novembre 2015. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/11485>.

¹⁵ En octobre 2020, la situation se présentait comme suit: l'augmentation du budget n'avait pas eu lieu; le soutien octroyé par l'État comprenait des prêts à des conditions de faveur au secteur du cachemire; la réglementation non tarifaire comprenait la réglementation technique sur l'importation des boissons alcooliques en 2016 et le retrait de la réglementation technique sur les cuirs et les peaux; et la réglementation tarifaire comprenait l'augmentation des droits perçus sur les importations de produits miniers en 2015.

Tableau 4.3 Programmes et politiques agricoles, 2013-2019

Programme/ politique	Période d'application	Description	Référence
Première campagne "Viande et lait" et campagne Atar-III	2016-2020	Stabilisation de l'approvisionnement alimentaire, réduction de la dépendance et promotion des exportations de produits alimentaires.	http://www.legalinfo.mn/law/details/12349?lawid=12349
Programme national pour les légumes	2016-2020	Accroissement des revenus des ménages, réduction du chômage et de la pauvreté, et amélioration de l'approvisionnement alimentaire par l'augmentation de la production de pommes de terre et de légumes.	http://www.legalinfo.mn/law/details/12881?lawid=12881
Programme national pour les fruits et les baies	2016-2020	Développement de la gamme, de la qualité et de la production de fruits; et renforcement de la compétitivité par le développement d'une chaîne de valeur répondant aux prescriptions et aux normes internationales en matière de qualité.	http://www.legalinfo.mn/law/details/12877?lawid=12877
Programme national en faveur de l'élevage	2010-2021	Voir la section 4.1.1.4.2.	http://www.legalinfo.mn/law/details/7039?lawid=7039
Programme national de santé animale	2016-2020	Mise en œuvre de mesures globales pour limiter les causes et les conditions d'apparition et de propagation des maladies animales infectieuses très contagieuses.	http://www.legalinfo.mn/law/details/13230
Programme national pour l'eau	2015-2021	Amélioration de l'approvisionnement en eau à usage industriel et agricole par la construction de réservoirs, le développement de l'agriculture irriguée, et l'intensification de la recherche des eaux souterraines.	http://www.legalinfo.mn/law/details/7038?lawid=7038
Politique relative aux éleveurs	Phase II 2018-2020	Accroissement des revenus des éleveurs et amélioration de leur niveau de vie par l'augmentation de la production et des marchés des produits.	https://mofa.gov.mn/exp/ckfinder/userfiles/files/malchin2019.pdf
Programme national de soutien au développement de l'élevage intensif	2019-2023	Soutien à la production alimentaire et agricole, au développement régional et à la diversification de la production animale; stabilisation de l'approvisionnement alimentaire; réduction des importations de certains produits animaux; et promotion des exportations.	https://www.legalinfo.mn/law/details/13932?lawid=13932
Sous-programme de soutien à la production animale	..	Accroissement des revenus des éleveurs et création de valeur ajoutée par l'introduction de technologies de pointe et le développement de la production animale destinée à l'exportation. Octroi de prêts aux éleveurs par les banques à partir de fonds bancaires ou publics.	http://www.legalinfo.mn/annex/details/7112?lawid=11733
Programme de stabilisation de l'agriculture à court terme	2016-2017	Octroi d'une aide financière aux citoyens et aux entités commerciales pour l'ensemencement, les engrais et les stocks de semences destinés à	https://www.legalinfo.mn/annex/details/7017?lawid=11577

Programme/ politique	Période d'application	Description	Référence
		la production de pommes de terre, de légumes, de baies et de fruits.	
Programme pour la viande	2016-2017	Amélioration de l'approvisionnement en viande et des revenus des éleveurs, et augmentation des exportations de viande et de produits à base de viande.	http://www.legalinfo.mn/annex/details/7027?lawid=11591
Programme pour le fruit de l'argousier	2010-2016	Culture du fruit de l'argousier sur une surface maximale de 20 000 h de terres à usage commercial et domestique.	http://www.legalinfo.mn/annex/details/2603?lawid=5437
Programme pour le cachemire	2018-2021	Voir la section 4.1.1.4.1.	http://www.legalinfo.mn/annex/details/8271?lawid=13204

.. Non disponible.

Source: Compilé à partir des sources figurant dans le tableau.

4.11. La Mongolie prévoit également de mettre davantage l'accent sur les services de recherche et de vulgarisation agricoles. Cette partie de son régime agricole a stagné depuis la sortie de l'économie planifiée. À ce jour, l'investissement dans ces services reste faible et les liens entre les chercheurs et les producteurs sont peu nombreux. En conséquence, la Mongolie n'a pas atteint son potentiel. Le plan prévoit de renforcer le Centre de vulgarisation agricole (NAEC), d'élaborer un cadre stratégique national et d'accorder davantage de ressources.¹⁶ Afin d'améliorer les services de recherche et de vulgarisation agricoles, le Centre intégré de recherche-développement dans l'alimentation, l'agriculture et l'industrie légère a été créé sous l'égide du MOFALI en septembre 2020, en vertu du Règlement gouvernemental n° 93. Le nouveau centre de R-D a intégré le NAEC et l'Institut de l'industrie légère (ARMONO).

4.12. En 2016, le gouvernement a établi des zones franches agricoles pour promouvoir les exportations de produits agricoles. Le Parlement a approuvé la création de la zone agricole de Khalkh gol en vertu de la Résolution parlementaire n° 46 du 19 mai 2016.¹⁷ Conformément à cette dernière, le gouvernement a approuvé le transfert de 500 000 hectares pour la zone agricole de Khalkh gol, qui a été établie en vertu de la Résolution gouvernementale n° 328 du 16 juin 2016.¹⁸ En raison de conflits concernant l'utilisation des terres, aucune entreprise n'est pour l'instant présente dans la zone.

¹⁶ FAO, *Mongolia: A Review of the Agricultural Research and Extension System*. Adresse consultée: <http://www.fao.org/3/a-i6571e.pdf>.

¹⁷ Informations juridiques, *Résolution parlementaire n°46 sur l'établissement de la zone nationale de développement agricole "Khalkh Gol"*, 19 mai 2016. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/11945?lawid=11945>.

¹⁸ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°328 sur l'établissement de la zone nationale de développement agricole "Khalkh Gol"*, 13 juin 2016. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/12023?lawid=12023>.

Encadré 4.1 Objectifs de la politique agricole dans les sous-secteurs de l'élevage et des cultures

Élevage	Culture
1. Accroissement de la productivité de l'élevage, amélioration du rendement économique, développement de l'élevage de bovins et d'ovins de boucherie et augmentation des ressources d'exportation de viande;	1. Utilisation des terres agricoles au maximum de leur potentiel et de leur efficacité, amélioration de l'enregistrement et du contrôle, développement de la production agricole parallèlement à l'élevage intensif;
2. Établissement d'un système optimal de réglementation par l'État soutenant le développement du secteur de l'élevage et le rôle des éleveurs;	2. Amélioration de l'utilisation des terres agricoles dans la région centrale et mise en circulation des terres en jachère dans les régions occidentale et orientale;
3. Amélioration du système d'enregistrement, d'évaluation, d'utilisation et de protection des ressources génétiques animales; préservation des savoirs traditionnels en matière d'élevage;	3. Introduction de techniques de semis direct pour la production et création des conditions nécessaires à la protection des terres agricoles contre le vent, l'érosion hydrique et les dégâts éventuels;
4. Respect du rapport approprié entre le nombre et le type de bétail et la structure du cheptel, adapté au changement climatique et aux risques connexes;	4. Augmentation du nombre de rotations des cultures, réduction de la proportion de terres en jachère, ajustement de la rotation des cultures en fonction des besoins de l'élevage intensif, de la production alimentaire et des marchés étrangers;
5. Réalisation de travaux d'élevage et de sélection de bétail sur des bases scientifiques et en fonction de la demande du marché, création de nouvelles races adaptées à la région, utilisation des avancées en matière de biotechnologie pour protéger le patrimoine génétique et améliorer l'élevage;	5. Introduction de cultures et de variétés fertiles et efficaces du point de vue économique, réponse aux besoins de cultures certifiées pour la production intérieure avec des semences adaptées aux sols et au climat de la région, et redynamisation du système de semis de semences et de variétés;
6. Mise en œuvre de stratégies régionales pour la prévention et le contrôle des maladies animales infectieuses, amélioration de la détection précoce des maladies transmissibles et de la vitesse de la réponse, et protection de certaines régions exemptes de maladies transmissibles;	6. Sélection de machines et de tracteurs équipés de technologies de pointe n'ayant pas d'effets négatifs sur la structure et la fertilité des sols, création d'un réseau stable de réparateurs, soutien à la production intérieure et à l'assemblage de certaines machines, d'outils et de pièces;
7. Mise en place d'un système garantissant l'efficacité et l'intégrité des services vétérinaires à tous les niveaux conformément aux normes internationales, renforcement de la capacité des services vétérinaires locaux et de la responsabilité des citoyens, des entités et des organisations détenant du bétail;	7. Collecte des eaux de surface, de pluie et de neige, utilisation accrue de l'irrigation, augmentation de la superficie des terres arables irriguées;
8. Introduction de formes avancées de services vétérinaires en fonction de la demande et des exigences du marché;	8. Introduction de techniques d'irrigation goutte-à-goutte et souterraine avancées à faible consommation d'eau et d'énergie pour la culture des pommes de terre, des légumes, des fruits et des baies;
9. Utilisation des pâturages réglementés par les autorités publiques et utilisation des terres agricoles pour la plantation de fourrage destiné à l'élevage intensif;	9. Mise en œuvre de mesures globales pour les engrais chimiques et les produits phytosanitaires aux fins de la lutte contre les maladies des végétaux, les organismes nuisibles, les mauvaises herbes, les rongeurs, etc.;

10. Utilisation rationnelle des pâturages et des autres ressources naturelles, amélioration de la gestion des pâturages;	10. Accroissement de la culture de fruits et de baies et de leur variété;
11. Création d'incitations économiques en fonction du nombre et du type de bétail et de la structure du cheptel fondées sur la capacité et l'état des pâturages, l'utilisation rationnelle et la protection des pâturages;	11. Augmentation des types et des variétés de céréales, de légumineuses et d'autres cultures pour répondre à la demande intérieure; développement de la production de blé, de pommes de terre, de légumes et de graines oléagineuses orientée vers l'exportation;
12. Élargissement des mesures de lutte contre les rongeurs et les insectes endommageant les plantes fourragères grâce à l'utilisation des technologies de pointe respectueuses de l'environnement;	12. Fourniture de fourrage pour l'élevage intensif, introduction de cultures à forte teneur en protéines et création de divers stocks de semences; et
13. Soutien aux initiatives des éleveurs et des citoyens visant à améliorer l'alimentation en eau des pâturages, à créer des réservoirs et des étangs, et à utiliser des énergies renouvelables;	13. Développement de serres et de caves d'hiver et d'été, augmentation de la culture de légumes et fourniture à la population urbaine de légumes frais tout au long de l'année.
14. Augmentation de la production d'aliments pour animaux et d'engrais biologiques grâce à l'introduction de technologies de pointe;	
15. Développement régional des usines et des ateliers de transformation;	
16. Coordination de l'aide publique pour la fourniture de matières premières et de produits d'origine animale; et	
17. Augmentation de la transformation des ressources sous-utilisées, y compris des sous-produits de la viande.	

Source: Informations juridiques, *Government Resolution No. 104 on Approval of Government Policy on Food and Agriculture*, 26 novembre 2015. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/11485>.

4.13. Le cadre juridique de la Mongolie est constitué d'un certain nombre de lois ou de résolutions portant sur des questions agricoles (tableau 4.4). La loi la plus importante pour le secteur est la Loi de 2016 sur l'agriculture, qui désigne et classe les terres arables, identifie les aides et les financements, définit les droits et responsabilités des agriculteurs et énonce des mesures relatives à la protection des sols. Aucune modification majeure n'a été apportée à cette loi ou aux autres principales lois sur l'agriculture au cours de la période à l'examen.

Tableau 4.4 Principaux textes législatifs, 2020

Texte législatif	Description	Référence
Loi sur l'agriculture	Réglemente l'agriculture, l'utilisation des terres agricoles et le développement de l'élevage.	http://www.legalinfo.mn/law/details/11641?lawid=11641
Loi sur la préservation des végétaux	Réglemente les relations entre l'État, les citoyens et les personnes morales en matière de protection, de contrôle, de quarantaine et de lutte contre les maladies des végétaux.	http://www.legalinfo.mn/law/details/517?lawid=517
Loi sur l'assurance des semences	Réglemente les relations entre les compagnies d'assurance et les citoyens, les personnes morales et les organisations concernant l'assurance obligatoire pour les semis.	http://www.legalinfo.mn/law/details/14?lawid=14
Loi sur les variétés végétales et les semences	Réglemente la préservation du patrimoine génétique des plantes cultivées, l'essai et la certification des variétés, et le contrôle de la qualité des semences et des variétés.	http://www.legalinfo.mn/law/details/471?lawid=471

Texte législatif	Description	Référence
Loi foncière	Réglemente la possession et l'utilisation des terres par les citoyens, les entités commerciales et les organisations.	http://www.legalinfo.mn/law/details/216
Loi relative aux ressources génétiques animales	Réglemente l'enregistrement, l'identification, la préservation, la protection et l'utilisation durable des ressources génétiques des animaux d'élevage et domestiques, ainsi que les recherches portant sur celles-ci.	http://www.legalinfo.mn/law/details/13051

Source: Compilé à partir des renseignements figurant dans le tableau. Pour la liste complète, voir MOFALI.
Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/blog/15/27>.

4.14. En 2013, la Mongolie a établi la Bourse mongole des produits agricoles en vertu de la Loi de 2011 relative à la bourse des produits agricoles et des matières premières.¹⁹ Cette bourse a été créée pour améliorer l'offre et le commerce du cachemire, mais aussi pour s'étendre à d'autres produits. Elle est la seule bourse des produits agricoles ayant le droit d'organiser les transactions boursières pour un ensemble de produits agricoles. Le MOFALI est chargé de définir la liste des produits et matière premières pouvant être négociés en bourse. La bourse permet de négocier des contrats au comptant, des contrats à terme boursiers, des options et des contrats à terme. En octobre 2020, les produits négociés comprenaient la laine, le cachemire, les peaux et les cuirs. En 2018, la Bourse mongole des produits agricoles a signé un accord de partenariat stratégique avec la bourse chinoise de matières premières de Bohai pour permettre le commerce transfrontières de produits, de sorte que les négociants puissent réaliser des transactions en ligne sans être présents en Mongolie.

4.1.1.3 Subventions/programmes de soutien

4.15. La Mongolie dispose d'un certain nombre de programmes de subvention ou d'incitation dans le secteur agricole, qui ont connu une augmentation constante ces dernières années, bien qu'on ne dispose pas de chiffres précis sur le niveau de soutien. Les mesures de soutien accordées au secteur agricole comprennent plusieurs fonds publics, des subventions directes et des projets de donateurs internationaux. Plusieurs fonds de subvention ou de soutien ont été actifs au cours de la période considérée, couvrant divers thèmes. Le Fonds de soutien à l'agriculture et le Fonds pour la protection du bétail étaient les deux principaux fonds de soutien au secteur pendant la période considérée; en 2020, ils ont fusionné dans un même Fonds de soutien à l'agriculture (tableau 4.5).

Tableau 4.5 Principaux fonds de subventions et mesures de soutien à l'agriculture

Programme	Montant	Notes
Fonds pour la protection du bétail (remplacé par le Fonds de soutien à l'agriculture)	71,4 milliards de MNT ^a	Le fonds a été supprimé en 2019 par la Résolution gouvernementale n° 179 et remplacé par le Fonds de soutien à l'agriculture en 2020.
Fonds pour la protection des cultures	..	Fournit des semences, du carburant, des herbicides, des engrais et l'accès à des machines lourdes par le biais de crédits bonifiés. Fusionné avec le Fonds de soutien à l'agriculture.
Fonds de soutien à la production végétale (intégré au Fonds de soutien à l'agriculture)	172 millions de MNT ^b	Accorde un soutien de base pour les semences de blé, les minoteries, le carburant, les engrais et les produits phytosanitaires. Fournit également un soutien pour les avancées technologiques, comme le matériel mécanique, des silos de stockage et des prêts bonifiés. Intégré au Fonds de soutien à l'agriculture en 2020 en vertu de la Résolution gouvernementale n° 16 du 8 janvier 2020.

¹⁹ Informations juridiques, *Loi relative à la bourse des produits agricoles et des matières premières*, 2 juin 2011. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/567>.

Programme	Montant	Notes
Procédure d'octroi d'incitations aux éleveurs et aux propriétaires de bétail	13,7 milliards de MNT ^c	Incitations, primes ou prêts bonifiés versés par le Fonds pour la protection du bétail destinés à la transformation des cuirs et des peaux. Le Fonds pour la protection du bétail a fusionné avec le Fonds de soutien à l'agriculture en vertu de la Résolution gouvernementale n° 16 du 8 janvier 2020.
Soutien des prix du blé	179,5 milliards de MNT ^d	Accorde un soutien des prix; fusionné avec le Fonds pour la protection des cultures.
Culture de fruits et de baies	..	Les agriculteurs peuvent bénéficier de prêts à taux zéro pour les investissements dans ce secteur pendant une période maximale de 5 ans.
Incitations en faveur du lait et des produits laitiers	4 milliards de MNT	Accorde des incitations aux éleveurs afin d'augmenter la production de lait.
Incitations en espèces en faveur de la laine de mouton et de chameau	22,5 milliards de MNT ^e	Incitations en espèces en faveur des éleveurs qui vendent de la laine de mouton et de chameau à des entreprises privées.
Incitations en faveur du cuir	12,7 milliards de MNT ^f	Incitations en espèces en faveur des éleveurs qui vendent des cuirs et peaux à des usines de transformation appartenant à l'État.
Réserves de viande	40.5 milliards de MNT ^g	L'achat par les pouvoirs publics de 14 000 à 18 000 t est subventionné à hauteur de 1 000 MNT/kg pour le stockage.
Programme de stabilisation des prix des aliments de base	..	Le programme est arrivé à expiration.

.. Non disponible.

a Budget 2018.

b Projet de budget 2021.

c Estimation totale 2013-2018.

d Estimation totale depuis 2010.

e Dépenses annuelles 2017.

f Dépenses semestrielles 2016.

g Estimation totale 2013-2016.

Source: Banque mondiale, *Review, Estimation and Analysis of Agricultural Subsidies in Mongolia*. Adresse consultée: <http://documents1.worldbank.org/curated/ar/985931468197057985/pdf/101086-WP-P130366-PUBLIC-Box393257B-Review-Estimation-and-Analysis-of-Agricultural-Subsidies-in-Mongolia.pdf>; Fonds pour la protection du bétail et Fonds de promotion de l'agriculture. Adresse consultée: <http://khaads.mn/introduction>; Fonds pour la préservation des animaux d'élevage. Adresse consultée: <http://www.mxc.gov.mn/>; MOFALI, *About the Wool Premium* et *About the Leather Incentives*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/blog/43/92>; et renseignements communiqués par les autorités.

4.16. Les mesures de subventionnement de la Mongolie prennent diverses formes, telles que des mécanismes de soutien des prix, des prêts à des conditions de faveur et des versements directs fondés sur la production. Un certain nombre d'études ont examiné les différentes subventions à l'agriculture et suggéré qu'il était possible d'en faire davantage pour utiliser des modes de subvention dont les effets de distorsion sont moindres, lesquels peuvent être préjudiciables aux marchés.²⁰ Parmi les suggestions concrètes, figurent la rationalisation des programmes de subvention à l'agriculture pour contribuer à résoudre les incohérences et les chevauchements; outre le subventionnement, on peut citer l'amélioration de la recherche-développement, de l'éducation et de la formation, du développement des infrastructures et des services d'inspection et de santé; la résolution des problèmes de structure du marché; et l'adoption d'une stratégie de subventionnement intelligente.

4.17. Un mécanisme de soutien des prix du blé est en vigueur depuis 2007, avec des niveaux de subventionnement qui augmentent généralement chaque année. Les subventions sont versées au moment de la vente du blé au Fonds de soutien à la production végétale ou aux minoteries

²⁰ Banque mondiale, *Agriculture in Transition, Agricultural Productivity and Marketing*. Adresse consultée: <http://documents1.worldbank.org/curated/ar/277781468195567857/pdf/101087-WP-P130366-PUBLIC-Box393257B-Agricultural-Productivity-and-Marketing-in-Mongolia-Feb-18-FINAL-with-pictures.pdf>; et Banque mondiale, *Review, Estimation and Analysis of Agricultural Subsidies in Mongolia*. Adresse consultée: <http://documents1.worldbank.org/curated/ar/985931468197057985/pdf/101086-WP-P130366-PUBLIC-Box393257B-Review-Estimation-and-Analysis-of-Agricultural-Subsidies-in-Mongolia.pdf>.

nationales. Entre 2005 et 2018, le Fonds pour la protection des cultures a versé 157,4 milliards de MNT sous forme de subventions pour le blé à 7 500 agriculteurs.²¹ Le soutien des prix s'élevait à une fourchette comprises entre environ 50 à 70 USD (50 000 à 100 000 MNT par tonne) en fonction de la récolte et des capacités financières.²² Une mesure semblable s'applique aux éleveurs de moutons et de chameaux, qui bénéficient d'une incitation en espèces de 1 500 à 2 000 MNT/kg (selon la qualité) lorsqu'ils vendent leur laine à des entreprises nationales. Entre 2011 et 2017, 158,5 milliards de MNT ont été versés aux éleveurs dans le cadre de ce programme.²³ Les éleveurs qui vendaient des peaux et cuirs bruts à des entreprises nationales en vue de leur transformation pouvaient également bénéficier d'incitations en espèces d'un montant allant de 3 000 à 15 000 MNT en fonction de la taille des animaux; ces subventions se sont élevées au total à 33 milliards de MNT au cours de la période 2013-2016.²⁴

4.18. L'utilisation de machines agricoles et la mécanisation de l'agriculture sont également un domaine dans lequel des améliorations sont nécessaires. Ainsi, afin d'accroître et d'améliorer la mécanisation de l'agriculture, secteur dans lequel les machines sont dépassées ou sous-utilisées, les agriculteurs peuvent obtenir des machines par le biais d'achats publics dans le cadre du Fonds de soutien à la production végétale, de prêts spécialisés à des conditions de faveur de banques d'import-export ou de programmes d'aide internationaux.

4.19. Parmi les autres formes de soutien public, figurent des exonérations de la TVA et des droits sur les importations de machines agricoles (sections 3.1.3.2 et 3.1.4.1), le subventionnement de la construction et de la rénovation des systèmes d'irrigation (subventionnées à 30%), la construction de barrages et de réservoirs (subventionnée à 100%) et des programmes de formation.²⁵ Les agriculteurs, mais aussi les producteurs de lait et de produits laitiers, de fruits et de baies, et de fourrage, ainsi que les éleveurs de poulets dans des élevages intensifs, bénéficient également d'une réduction de 50% de l'impôt sur le revenu.²⁶

4.20. Un certain nombre de projets de donateurs étrangers ou d'organisations de développement continuent de soutenir à divers titres le secteur agricole, parmi lesquels le projet de consolidation de l'or vert et de la santé animale, le projet de coopération pour une agriculture durable (phase II) entre l'Allemagne et la Mongolie, des projets de financement additionnel de l'agriculture et du développement rural, et le projet de financement du développement de la gestion des marchés et des pâturages.²⁷ Le montant total des dépenses ou des prêts accordés dans le cadre de ces programmes est estimé à environ 400 millions d'USD.

4.21. Outre ces différents fonds, le MOFALI accorde des subventions indirectes aux entreprises publiques et aux entreprises privées sur son budget annuel (tableau 4.6). Ces subventions sont restées relativement stables au cours de la période à l'examen, s'élevant à environ 90 milliards de MNT répartis comme suit: environ 55 milliards de MNT au secteur privé et entre 30 et 40 milliards de MNT aux entreprises publiques. Elles visent principalement les secteurs du cachemire, du lait et des produits laitiers, de la laine, des peaux et des cuirs, et de la viande et de la production de viande.

²¹ News.mn, *News on Farmers*. Adresse consultée: <https://news.mn/r/2196464/>.

²² Association des agriculteurs mongols, *Agriculture Mongolia*. Adresse consultée: <http://un-csam.org/ppta/201410wuhan/5MN.pdf>.

²³ MOFALI, *About the Wool Premium*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/blog/43/92>.

²⁴ MOFALI, *About the Leather Incentives*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/blog/43/92>.

²⁵ Association des agriculteurs mongols, *Agriculture Mongolia*. Adresse consultée: <http://un-csam.org/ppta/201410wuhan/5MN.pdf>.

²⁶ Ministère des finances, *2020 Approved Budget*. Adresse consultée: <https://mof.gov.mn/files/uploads/article/%D1%82%D3%A9%D1%81%D3%A9%D0%B2-2020.pdf>.

²⁷ Plate-forme de partage de connaissances sur la chaîne de valeur agricole, *Projects and Programs*. Adresse consultée: <http://www.vcmongolia.mn/default.aspx?page=1#collapse40>; et MOFALI, *Foreign Projects*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/blog/15/31>.

Tableau 4.6 Subventions à l'agriculture, dépenses, 2013-2019

(Milliards de MNT)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ^a	2019 ^a
Subventions du MOFALI en faveur du secteur privé	52	56,98	52,98	48,72	53,31	54,11	56,11
Subventions du MOFALI en faveur des entreprises publiques	..	..	0,07	32,62	39,93	..	..
Total des subventions	52	56,98	53,05	81,34	93,24	54,11	56,11

.. Non disponible.

a Budgétisé.

Source: MOFALI, *Budget and Financial Reporting*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/blog/12/29>.

4.22. D'après ses notifications à l'OMC, la Mongolie a indiqué qu'elle n'avait accordé aucune subvention à l'exportation au cours de la période 2007-2015 et qu'elle avait notifié certains programmes de développement au titre des mesures de soutien interne en 2014-2015.²⁸ Ces mesures sont notifiées en tant que mesures relatives au traitement spécial et différencié exemptées des engagements de réduction et comprennent le Programme national de soutien au développement de l'élevage intensif, le Programme en faveur de l'élevage, le Programme d'amélioration du cheptel et le Programme de promotion de la production agricole. En 2014, le montant total du soutien notifié au titre de ces programmes s'élevait à 39,7 milliards d'USD et à 28,5 millions d'USD en 2015.

4.1.1.4 Principaux secteurs

4.1.1.4.1 Cachemire

4.23. Le secteur du cachemire reste très important, représentant environ 4% des exportations totales en 2019. Les exportations de cachemire n'ont cessé de progresser au cours de la période à l'examen, augmentant de plus d'un tiers (tableau 4.7). Selon le MOFALI, la Mongolie produit environ 40% de l'offre mondiale de cachemire et se place en deuxième position derrière la Chine, qui est le premier producteur mondial.²⁹ En 2019, la Mongolie a produit 9 500 tonnes de cachemire.³⁰

4.24. Le secteur industriel du cachemire est divisé en quatre sous-secteurs: les usines de transformation intégrées, les usines de transformation simple, les PME de filature et les micro-entreprises familiales (encadré 4.2). Le secteur employait 10 000 personnes en 2019, dont 90% de femmes, pour la plupart âgées de moins de 45 ans.³¹ En vue de promouvoir une production plus en aval, le secteur du cachemire a augmenté ses capacités ces dernières années dans tous les domaines de la transformation, à savoir le lavage, la séparation, la filature, la production de textiles et la bonneterie. En 2019, les ventes se sont élevées à 1 300 milliards de MNT.³²

Encadré 4.2 Structure du secteur du cachemire, 2020

Usines de transformation intégrées	15 entreprises	52% de l'emploi total dans le secteur
Usines de transformation simple	23 entreprises	10% de l'emploi total dans le secteur
PME de filature	59 entreprises	35% de l'emploi total dans le secteur
Micro-entreprises familiales	150 entreprises	3% de l'emploi total dans le secteur

Source: MOFALI, *Wool and Cashmere Products*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/blog/11/175>.

²⁸ Documents de l'OMC G/AG/N/MNG/9 du 4 juin 2018 et G/AG/N/MNG/10 du 22 février 2019.

²⁹ MOFALI, *Manufacture of Wool and Cashmere Products*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/blog/11/175>.

³⁰ Association mongole de la laine et du cachemire, *Wool and Cashmere Industry Information*. Adresse consultée: <http://www.mongoltextile.mn/news/statistic/mn>.

³¹ MOFALI, *Wool and Cashmere Products*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/blog/11/175>.

³² MOFALI, *Light Industry*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/ckfinder/userfiles/files/hongon20191.pdf>.

4.25. Au cours de la période considérée, le secteur du cachemire a été soutenu par un certain nombre de politiques et de programmes publics. La principale de ces politiques est le programme cachemire, qui a été mis en place en 2018 en vertu d'une résolution gouvernementale; il s'appuie sur des programmes antérieurs analogues.³³ Ce programme s'inscrit dans les objectifs de développement durable de la Mongolie et met l'accent sur l'amélioration du secteur de la transformation en aval, notamment pour ce qui est des exportations. Comme le plan d'action qui lui est associé, il prévoit que la Banque mongole de développement accordera des prêts aux entreprises du secteur du cachemire. En 2018, 182,9 milliards de MNT ont été alloués sous forme de prêts, contre 82,9 milliards de MNT en 2019.³⁴ En 2020, 300 milliards de MNT ont été affectés au programme et celui-ci serait à l'origine de la création de 1 570 emplois. À ce jour, la deuxième phase du programme a été achevée et une capacité de transformation des textiles de 20% a été atteinte, soit moins que les 60% visés.³⁵

4.26. En 2014, une résolution a été adoptée mettant en place une procédure destinée à soutenir la production de cachemire et à accroître les exportations. Elle prévoyait l'octroi de prêts et de garanties à des taux préférentiels aux entreprises à participation mongole majoritaire.³⁶ Dans le cadre de ce programme, des prêts à des conditions de faveur d'un montant total de 29,33 milliards de MNT ont été accordés à sept entreprises nationales.

4.27. En janvier 2020, une nouvelle norme relative à la laine et au cachemire certifiant la qualité des produits portant la marque de certification mongole a été adoptée par le gouvernement et est entrée en vigueur.³⁷ Elle devrait améliorer l'image de marque des produits et le respect de normes de qualité élevées.

4.28. Une autre mesure d'incitation adoptée récemment est l'exonération totale jusqu'au 1^{er} janvier 2024 des droits de douane et de la TVA sur les importations de biens d'infrastructure et d'équipements servant à la transformation du cachemire, du cuir et de la laine destinées au projet de complexe du cuir et de la laine de Darkhan-Uul, en vertu de deux lois adoptées en août 2020.³⁸ Les exportations de cachemire brut, lavé et peigné, et de cuir, sont également exonérées de la TVA (section 3.1.4.1). Dans le cadre de ses mesures de soutien au titre de la COVID, la Mongolie a décidé de renforcer son soutien au secteur du cachemire en réduisant les taux d'intérêt et en offrant des prêts spéciaux (section 3.3.1).

4.29. L'initiative prise par le gouvernement pour créer la Bourse mongole des produits agricoles en 2013 a également stimulé le secteur du cachemire (section 4.1.1.2). La bourse a contribué à l'établissement de chaînes d'approvisionnement et à la facilitation des exportations de cachemire.

4.30. Les initiatives visant à promouvoir le secteur de la transformation en aval ont porté leurs fruits, entraînant une hausse importante des exportations de produits finis en cachemire, qui s'élève à 68% depuis 2013 (tableau 4.7). Toutefois, malgré cette hausse, les exportations de cachemire brut ayant fait l'objet d'une transformation minimale sont toujours majoritaires et ont également fortement progressé (56%) au cours de la période considérée, bien que dans une moindre mesure que celles de produits finis. Les exportations de produits semi-finis en cachemire ont diminué au cours de la période à l'examen. La majeure partie du cachemire – environ 70% – est exportée vers la Chine.

³³ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°47 sur l'approbation du programme en faveur du cachemire*, 6 février 2018. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/13204?lawid=13204>.

³⁴ En 2018, ce montant était de 182,9 milliards de MNT.

³⁵ MOFALI, *Light Industry*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/ckfinder/userfiles/files/hongon20191.pdf>.

³⁶ Informations juridiques, *Résolution gouvernementale n°87 concernant certaines mesures de soutien en faveur de la production de cachemire et de l'accroissement des exportations*, 21 mars 2014. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/9874>.

³⁷ Décret C / 70 du Directeur de la normalisation et de la métrologie, 30 décembre 2019.

³⁸ Informations juridiques, *Loi relative à l'exonération de la taxe douanière*, 28 août 2020. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/15575?lawid=15575&word=%D0%BD%D0%BE%D0%BE%D0%BB%D1%83%D1%83%D1%80>; et informations juridiques, *Law on VAT Exemption*, 28 août 2020. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/15576?lawid=15576&word=%D0%BD%D0%BE%D0%BE%D0%BB%D1%83%D1%83%D1%80>.

Tableau 4.7 Exportations de cachemire, 2013-2019

(Milliers d'USD)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Cachemire brut	191 714,5	232 103,7	211 118,4	209 091,7	223 573,9	277 770,5	298 768,9
Déchets	27,2	33,7	34,8	86,1	118,3	171,9	47,1
Produits semi-finis	56 641,7	62 074,4	40 727,7	33 189,1	38 847,6	55 044,5	45 330,9
Produits finis	33 308,4	32 841,5	32 437,8	34 288,4	42 575,0	43 649,8	55 892,9
Total	281 691,8	327 053,3	284 318,7	276 655,3	305 114,8	376 636,7	400 039,8

Source: Renseignements communiqué par les autorités; et Administration des douanes, *Statistics on Mongolian Trade in Goods*, Appendix No. 6. Adresse consultée: https://www.customs.gov.mn/statistics/index.php?module=users&cmd=info_st.

4.1.1.4.2 Élevage

4.31. Le secteur de l'élevage reste important sur le plan de la production, de l'emploi et du commerce puisqu'il s'agit de la deuxième source de recettes d'exportation dans le domaine de l'agriculture après le secteur du cachemire. Il revêt également une importance pour l'identité et le mode de vie nomade de la Mongolie, au point d'être inscrit dans la Constitution et d'être protégé par celle-ci.³⁹ Les pâturages sont désignés comme des biens collectifs sur lesquels la propriété privée est interdite.⁴⁰ La superficie des pâturages a légèrement diminué au fil des années, en raison de changements de classification au profit des infrastructures urbaines, des industries extractives et des cultures agricoles. L'intensification du pâturage et la demande de fourrage ont également fait augmenter la demande de pâturages.

4.32. En 2019, le nombre de têtes de bétail s'élevait à 70,9 millions, contre 45,1 millions en 2013 (tableau 4.1). Le cheptel est composé d'équins, de bovins, de camelins, d'ovins et de caprins, parmi lesquels les ovins et les caprins sont les plus nombreux, représentant 45,5% et 41,2% du cheptel, respectivement, en 2019. La croissance a été forte dans la quasi-totalité des catégories d'animaux au cours de la période considérée et un nombre record de têtes de bétail a été atteint en 2019 dans toutes les catégories d'animaux à l'exception de celle des camelins. Fait notable, la proportion de caprins dans le cheptel n'a cessé d'augmenter depuis 1990; cette croissance est due à l'attrait de la production de cachemire en raison de la hausse des prix.⁴¹ L'augmentation de la production est passée principalement par une augmentation du nombre de têtes de bétail et non par une hausse de la productivité, ce qui constitue un point préoccupant pour le secteur, sa productivité restant faible en raison notamment de systèmes d'élevage sous-développés.⁴² Le nombre d'éleveurs a peu fluctué au cours de la période considérée et s'élève toujours à 285 000, soit le même nombre qu'en 2013.

4.33. L'augmentation importante du cheptel n'a pas été sans conséquences. L'utilisation accrue des pâturages et la pression croissante exercée sur ces derniers, auxquelles s'ajoute le changement climatique, pourraient constituer une menace pour l'avenir du secteur, à mesure que progressent l'érosion et la désertification. Selon une source, l'utilisation non durable et inefficace des ressources naturelles tout au long de la chaîne d'approvisionnement a encore aggravé cette situation.⁴³ Pour ce qui est des aspects positifs, des progrès ont été accomplis dans la lutte contre les maladies infectieuses et parasitaires. Au cours de la période à l'examen, le nombre d'animaux malades a diminué tandis que le recours à la vaccination et à des mesures de prévention a progressé, ce qui témoigne d'une amélioration de la santé du cheptel.⁴⁴ Depuis sa création en juin 2018, l'Autorité générale des services vétérinaires (GAVS) assure une gestion intégrée verticale, allant du niveau de l'État à celui du soum. Malgré ces progrès, la fièvre aphteuse reste une menace et progresse depuis 2018. Face à cette propagation, en particulier dans la région orientale du pays, une aide d'urgence

³⁹ L'article 5 de la Constitution dispose que "l'élevage est un trésor national et est protégé par l'État".

⁴⁰ FAO, *Mongolie: Systèmes fonciers prévalents*. Adresse consultée: http://www.fao.org/gender-landrights-database/country-profiles/listcountries/landtenureandrelatedinstitutions/fr/?country_iso3=MNG.

⁴¹ Office national de la statistique, *Socio-economic Situation of Mongolia, 2019/12*. Adresse consultée: https://1212.mn/BookLibraryDownload.ashx?url=Bulletin_2019_12_en.pdf&ln=En.

⁴² FAO, *Mongolia at a Glance*. Adresse consultée: <http://www.fao.org/mongolia/fao-in-mongolia/mongolia-at-a-glance/en/>.

⁴³ Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte (PAGE) et Pôle Environnement et commerce de ONU Environnement, *Trade and Green Economy in Mongolia*. Adresse consultée: https://www.un-page.org/files/public/trade_and_green_economy_in_mongolia-technical_report.pdf.

⁴⁴ Office national de la statistique, *Mongolian Statistical Yearbook, 2019*. Adresse consultée: <https://1212.mn/BookLibrary.aspx?category=007>.

a été demandée à la FAO et une stratégie de lutte sur quatre ans a été lancée pour la période 2020-2023, axée notamment sur le renforcement des capacités des vétérinaires locaux.⁴⁵

4.34. Le Programme national en faveur de l'élevage 2010-2021 reste le principal document d'orientation du secteur. Il a été mis en place pour encourager l'élevage et promouvoir l'évolution du marché en fonction des tendances sur le plan du développement social. Ce programme est complété par un certain nombre de programmes et de politiques connexes dans le domaine de l'élevage, tels que le Programme national de santé animale, la Politique relative aux éleveurs et le Programme national de soutien au développement de l'élevage intensif (tableau 4.3). Le gouvernement continue de mettre l'accent sur ce secteur et de promouvoir son développement, y compris en privilégiant l'accroissement des exportations de viande.

4.35. Les priorités du Programme national en faveur de l'élevage sont les suivantes:

- créer un environnement juridique, économique et organisationnel favorable afin d'assurer un développement durable et de promouvoir la bonne gouvernance;
- améliorer l'élevage sur le plan des besoins sociaux, de la productivité, de la qualité et de la compétitivité sur le marché;
- protéger la santé publique en améliorant les pratiques vétérinaires pour les faire correspondre aux normes internationales;
- développer des races d'élevage capables de s'adapter au climat et à d'autres transformations écologiques; et
- accélérer les retombées économiques en développant le marché du bétail et des produits de l'élevage, en créant un réseau optimal pour l'achat et la vente, et en offrant des incitations.⁴⁶

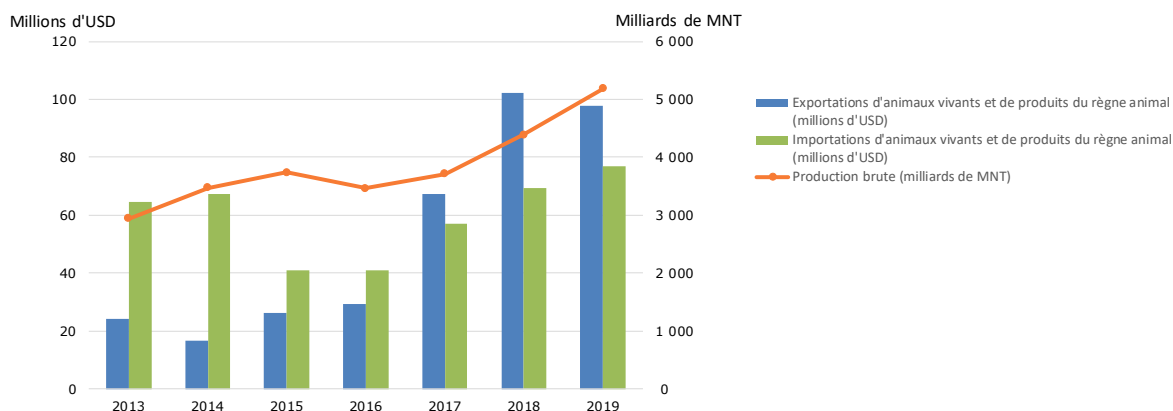
4.36. Parmi les évolutions récentes dans le secteur figure la création d'un guichet unique temporaire pour les entreprises exportatrices de viande. Ce service a été développé par le MOFALI en vue de simplifier les formalités ou les procédures administratives et de réduire les délais, la durée nécessaire pour remplir les conditions d'exportation s'élevant à 30 jours.⁴⁷ Les entités exportatrices peuvent effectuer les démarches auprès de la GAVS, de l'Agence nationale de gestion des situations d'urgence, de la MNCCI et du Laboratoire vétérinaire et sanitaire central de l'État en un même endroit. Les exportateurs remplissent les documents nécessaires en 1 ou 2 jours, réduisant ainsi grandement le temps nécessaire pour exporter.

4.37. L'importance du secteur de l'élevage sur le plan du commerce international s'est accrue. Au cours de la période à l'examen, la Mongolie est passée du statut d'importateur net de bétail et de produits de l'élevage à celui d'exportateur net (graphique 4.3). Cette évolution s'est faite parallèlement à l'augmentation de la production animale. Les exportations de viande de cheval et de produits carnés ayant subi un traitement thermique, principalement vers la Chine et la Fédération de Russie, ont été le principal moteur de cette croissance.

⁴⁵ FAO, *Emergency Assistance for the Control of Foot and Mouth Disease in Central and Western Regions of Mongolia*. Adresse consultée: <http://www.fao.org/3/cb1467en/CB1467EN.pdf>.

⁴⁶ Informations juridiques, *Résolution n°23 du Grand Hural d'État portant approbation du programme national "Élevage mongol"*, 20 mai 2010. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/7039?lawid=7039>.

⁴⁷ MOFALI, *Provide One-stop Services to Meat Exporting Companies*. Adresse consultée: <https://mofa.gov.mn/exp/article/entry/2218>.

Graphique 4.3 Élevage, 2013-2019

Note: Les données commerciales concernant les "animaux vivants et produits du règne animal" correspondent à la section 1 de la nomenclature du SH, y compris les chapitres 1 à 5 du SH.

Source: Office national de la statistique, *Mongolian Statistical Yearbook, 2019*; et calculs de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU.

4.2 Industries extractives et énergie

4.2.1 Industries extractives

4.38. Les industries extractives sont de loin le secteur le plus stratégique de l'économie mongole. En 2019, elles représentaient 23,2% du PIB, 71,7% de la production industrielle, 75,8% de l'IED, 90,1% des exportations, 75% des flux entrants d'investissements directs et 70% des stocks d'investissements étrangers.

4.39. En revanche, ce secteur à forte intensité de capital ne représente que 2% de l'emploi total du pays (15% si l'on tient compte des emplois indirects qui en découlent dans les secteurs de la construction, des services financiers, des transports et des télécommunications). Sa contribution au budget de l'État était de 19,8% en 2013, de 18,5% en 2015, de 20,9% en 2017, de 20,9% en 2018 et de 22,5% en 2019.

4.40. Du fait de leur nature cyclique et du caractère exogène de la demande et des prix, les activités minières créent un effet macroéconomique de dépendance de l'ensemble de l'économie mongole aux fluctuations du secteur. C'est pourquoi le gouvernement s'efforce de développer le secteur afin de maximiser les recettes et les exportations minières, et d'orienter ces recettes vers le développement du pays, mais aussi de diversifier le reste de l'économie afin de limiter les effets du "syndrome hollandais".

4.41. Cette situation devrait se poursuivre. Selon la Banque asiatique de développement (BASD)⁴⁸, si les réserves minérales sont encore sous-explorées, en raison notamment d'un manque de financement, les réserves identifiées placent la Mongolie parmi les pays les plus riches en plusieurs produits minéraux (tableau 4.8).

4.42. Le tableau 4.9 décrit l'évolution du volume des principaux produits minéraux pendant la période considérée et montre que la production a nettement progressé (et même doublé dans le cas de l'or) pour l'ensemble des produits, à l'exception du concentré de spath fluor, du concentré de fer et du concentré de zinc.

⁴⁸ BASD, *Mongolia's Economic Prospects*, juin 2020. Adresse consultée: <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/611416/mongolia-economic-prospects.pdf>.

Tableau 4.8 Réserves et ressources minérales estimées et classement au niveau mondial

Minéral	Unité	Réserves et ressources ^a	Rang mondial	Part dans le total mondial (%)
Tungstène	milliers de t	692,2	6	2,6
Charbon	milliards de t	33,4	11	2,5
Uranium	milliers de t	166,6	12	1,1
Molybdène	milliers de t	1 554,5	12	1,6
Cuivre	millions de t	69,9	14	2,1
Or	t	23,9	21	1,1
Zinc	millions de t	4,7	30	0,4
Minerai de fer	milliards de t	1,9	33	0,1

a Certaines sources, comme Invest in Mongolia, indiquent que les réserves probables de charbon et de minerai de fer s'élèvent à 175 milliards de tonnes. Adresse consultée: <https://www.invest-mongolia.com/>.

Source: Ministère des mines et de l'industrie lourde (MMHI); BASD, *Mongolia's Economic Prospects*, juin 2020.

Tableau 4.9 Production minérale, 2013-2019

Produit minéral	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Charbon	milliers de t	30 123,3	25 287,8	24 205,9	35 522,3	48 145,1	51 401,3	50 833,7
Concentré de cuivre	milliers de t	803,0	1 080,4	1 334,7	1 445,1	1 317,6	1 310,8	1 262,4
Concentré de molybdène	t	3 732,1	4 054,0	5 207,0	5 174,4	5 759,6	5 486,1	5 302,7
Or	kg	8 900,9	11 503,8	14 532,8	18 435,7	19 849,0	20 655,2	16 251,3
Minerai de spath fluor	milliers de t	161,7	303,0	183,5	167,7	108,9	101,2	156,1
Concentré de spath fluor	milliers de t	76,4	71,9	47,3	34,1	55,2	80,7	47,5
Minerai de fer	milliers de t	5 011,9	6 293,1	4 273,6	4 936,2	7 694,7	6 225,4	8 572,2
Concentré de fer	milliers de t	6 124,0	3 967,4	1 899,8	2 209,9	3 675,0	3 405,5	3 386,4
Concentré de zinc	milliers de t	104,1	93,2	89,6	100,2	82,7	87,9	83,1

Source: Office national de la statistique.

4.43. Le secteur a souffert de la chute de la demande et des cours (à l'exception de l'or), conséquence des effets de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale. La production et les exportations ont repris après le premier confinement.

4.44. Le tableau 4.10 décrit l'évolution des flux et des stocks d'investissements étrangers, en valeur absolue et en proportion de l'investissement total, au cours de la période considérée. Les industries extractives représentent plus de 60% des flux et des stocks d'IED entrant. Les flux d'IED sont très fluctuants en fonction du stade du cycle d'exploitation minière.

Tableau 4.10 Total des flux et des stocks d'IED entrants dans le secteur des industries extractives, 2014-2019

(Millions d'USD)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Flux entrants	1 271,7	789,7	941,2	1 442,4	2 130,3	2 374,45
% du total des flux entrants	63,9	56,6	63,3	69,1	78,1	75,8
Stock entrant	15 419,7	15 360,0	11 518,3	12 825,8	14 566,8	16 232,3
% du total du stock entrant	76,2	74,2	70,8	71,2	72,0	72,8

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.45. Les produits minéraux constituent de loin le principal produit exporté, bien que leur part dans les exportations totales ait légèrement diminué au cours de la période considérée, reculant de 89,1% en 2013 à 88,6% en 2019. À lui seul, le concentré de cuivre représente environ 50% des exportations de produits minéraux en valeur.

4.46. Le tableau 4.11 décrit l'évolution des exportations de produits minéraux en valeur au cours de la période considérée; le charbon et le cuivre constituent de loin les principaux produits exportés. Après un ralentissement conjoncturel en 2015, les exportations de ces produits sont reparties à la hausse et, au total, elles ont doublé au cours de la période considérée.

Tableau 4.11 Principaux produits minéraux exportés au niveau des positions à 4 chiffres du SH (section 5 du SH), 2013-2019

		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total (millions d'USD)		3 495,5	4 791,5	3 678,2	3 484,0	4 933,7	6 070,3	6 377,5
	Chapitre 25 du SH (sel; soufre; terres et pierres; plâtres, chaux et ciments)	84,2	72,4	66,1	59,0	84,2	189,9	206,2
	Chapitre 26 du SH (minerais, scories et cendres)	1 761,2	3 223,0	2 662,3	2 108,4	2 200,5	2 670,0	2 686,2
	Chapitre 27 du SH (combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales)	1 650,0	1 496,1	949,7	1 316,7	2 648,9	3 210,4	3 485,1
2701	Houille; briquettes, boulets et combustibles solides similaires obtenus à partir de la houille	1 116,2	848,6	555,0	971,8	2 256,7	2 786,2	3 074,4
2603	Minerais de cuivre et leurs concentrés	949,0	2 574,7	2 280,1	1 607,8	1 613,1	2 012,2	1 795,9
2601	Minerais de fer et leurs concentrés, y compris les pyrites de fer grillées	654,3	446,4	227,2	249,9	313,4	342,2	576,6
2709	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	515,5	634,6	387,2	337,2	374,1	392,0	366,7
2529	Feldspath; leucite; néphéline et néphéline syénite; spath fluor	83,3	71,5	65,5	59,0	84,2	189,9	205,3
2608	Minerais de zinc et leurs concentrés	119,1	113,2	101,7	145,4	180,8	197,8	189,0
2607	Minerais de plomb et leurs concentrés	1,3	0,4	0,4	24,1	43,7	57,4	66,8
2613	Minerais de molybdène et leurs concentrés	29,5	35,1	29,5	26,4	37,4	49,9	49,0
2704	Cokes et semi-cokes de houille, de lignite ou de tourbe, même agglomérés; charbon de cornue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,5	27,2
2710	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes; préparations non dénommées ni comprises ailleurs, contenant en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux et dont ces huiles constituent l'élément de base; déchets d'huiles	11,8	11,9	5,9	5,9	6,9	10,0	12,1

Source: Base de données Comtrade de l'ONU.

4.47. La Chine et, dans une moindre mesure, la Fédération de Russie sont de loin les principales destinations des exportations de la Mongolie. En 2019, dans le cas des produits du chapitre 25 du SH (sel; soufre; terres et pierres; plâtres, chaux et ciment), la Chine a absorbé 75,8% des exportations de la Mongolie en valeur, suivie de la Fédération de Russie, avec 24,0%. Dans le cas des produits visés par le chapitre 26 du SH (minerais, scories et cendres), la Chine a représenté

99,2% des exportations; et dans le cas des produits visés par le chapitre 27 du SH (combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales), elle a compté pour 97,9%.

4.48. En septembre 2020, 2 645 licences, portant sur un total de 6,2 millions d'hectares de terres, avaient été accordées, sur lesquelles 956 licences d'exploration, portant sur 4,6 millions d'hectares de terres, et 1 710 licences d'exploitation, dont 300 étaient actives. Sur ces 2 645 licences:

- 2 102 étaient détenues par des entreprises à capitaux entièrement nationaux (dont environ 10% étaient des entreprises publiques);
- 401 étaient détenues par des entreprises à capitaux entièrement étrangers; et
- 142 étaient détenues par des coentreprises (dont une grande majorité avec des intérêts privés mongols).

4.49. Parmi les entreprises à capitaux entièrement étrangers, 132 sont originaires de Chine, 30 des Îles Vierges, 16 de Singapour, 15 de Hong Kong, Chine, 12 du Canada, 10 de la République de Corée, 5 d'Australie, 4 de Fédération de Russie, 2 des États-Unis, 2 du Japon et 2 d'Allemagne.

4.50. Les principes du cadre juridique des industries extractives sont définis dans la Constitution de 1992. En vertu de celle-ci, "la terre et son sous-sol sont soumis à l'autorité du peuple et sont protégés par l'État". La modification de la Constitution approuvée le 14 novembre 2019 a changé cette formulation comme suit: "les terres autres que celles détenues à titre privé par des citoyens, ainsi que le sous-sol et ses richesses minérales, les forêts, les ressources en eau et la faune sauvage sont des biens publics appartenant à l'État".

4.51. Les industries extractives sont réglementées par le Ministère des mines et de l'industrie lourde (MMHI) et par l'Administration des ressources minérales et du pétrole (MRPAM). Cette dernière est un organisme public chargé de la mise en œuvre des politiques et des programmes de préservation, de conservation et de régénération des ressources géologiques et de l'administration des ressources et des activités géologiques. Elle effectue des relevés, des inspections, des études et des recherches géologiques et minérales, elle tient à jour les données concernant les minéraux et les renseignements relatifs aux licences, et elle délivre des licences.

4.52. Le principal texte législatif régissant le secteur est la Loi de 2006 sur les minéraux. En termes de portée, la Loi régit la prospection, l'exploration et l'exploitation minière de tous types, à l'exception de l'eau, du pétrole, du gaz naturel, des minéraux radioactifs et des minéraux communs, qui sont régis par d'autres textes législatifs spécifiques. Sur le fond, la Loi réglemente la propriété des minéraux; la classification des gisements de minéraux; les conditions imposées aux titulaires de licences d'exploitation de minéraux; la participation et l'engagement de l'État dans le secteur; les limites et les interdictions en matière de prospection, d'exploration et d'exploitation minière; la réglementation relative aux licences; les conditions et les droits d'exploration et d'exploitation minière, et leurs prescriptions; les obligations des titulaires de licences (prescriptions en matière de protection de l'environnement, redevances et notification); les questions relatives au transfert ou à la révocation des licences; et les mécanismes de règlement des différends liés aux licences.

4.53. La principale modification qu'a connue la législation minière au cours de la période à l'examen a été une série de modifications apportées à la Loi sur les minéraux, qui ont été approuvées par le Parlement le 26 mars 2019 et qui portent sur le régime de taxes et de redevances. Auparavant, le montant des redevances versées au budget de l'État était fondé sur le prix de vente de chaque type de produit extrait et vendu, expédié pour la vente, ou exploité sur le site minier. Cette situation permettait aux coopératives et aux sociétés minières artisanales non titulaires d'une licence, y compris aux exportateurs et aux vendeurs qui leur achetaient des minéraux, et aux usines de concentration et de traitement non titulaires d'une licence, la fraude ou l'évasion concernant le paiement des redevances; les notifications/renseignements communiqués aux autorités compétentes étaient également insuffisants. Il était ainsi devenu difficile de faire appliquer l'article 6.1 de la Loi générale sur la fiscalité, qui disposait que "les éléments imposables comprennent les revenus, la propriété, les biens, les travaux, les services, certains droits, les terres, leur sous-sol, les ressources naturelles, les réserves minérales et la pollution de l'air, du sol et de l'eau". Les modifications apportées à la Loi sur les minéraux ont soumis ces opérateurs au paiement des

redevances et à des obligations de notification. Elles ont également comblé les lacunes concernant l'achat d'or par la Banque de Mongolie, afin d'accroître les réserves en devises du pays et de permettre le recouvrement intégral des redevances versées au budget de l'État.

4.54. La Loi dispose que le niveau de participation de l'État peut varier en fonction du financement de l'exploration, de sa nature et du classement du gisement de minéraux en tant que "gisement de minéraux d'importance stratégique". L'article 4.1.12 de la Loi sur les minéraux dispose qu'on entend par "gisement de minéraux d'importance stratégique" un gisement qui a une incidence sur la sécurité nationale ou sur le développement économique et social du pays, ou qui produit ou est susceptible de produire plus de 5% du PIB annuel. Les clauses obligatoires relatives à la participation de l'État peuvent être remplacées par des redevances supplémentaires. La Loi prévoit également ce qui suit:

- Dans le cas de gisements de minéraux identifiés à la suite d'une exploration financée à partir de fonds publics, la participation publique est déterminée par le contrat minier.
- Dans le cas de l'exploitation d'un gisement de minéraux d'importance stratégique, l'État peut détenir jusqu'à 50% du gisement si celui-ci est exploré avec des fonds publics.
- Dans le cas d'un gisement de minéraux d'importance stratégique qui a été exploré et identifié à partir de fonds privés, l'État peut détenir jusqu'à 34% des parts de la société. Ainsi, l'État détient 34% de la mine d'or et de cuivre d'Oyu Tolgoi, tandis que le reste est détenu par la société canadienne Turquoise Hill Resources.
- Dans le cas de gisements de minéraux radioactifs explorés à partir de fonds publics, l'État détient au moins 51% des parts.
- Dans le cas de gisements de minéraux radioactifs qui ont été explorés et identifiés à partir de fonds privés, l'État détient au moins 34% des parts de la société titulaire de la licence lui permettant d'exploiter les gisements. Ainsi, Badrakh Energy LLC, qui est propriétaire des gisements d'uranium de Zuuvch-Ovoo, de Dulaan Uul et d'Umnut situés dans le soum d'Ulaanbadrakh, dans l'aimag de Dornogobi, est détenue par l'entreprise publique Mon-Atom LLC (34%) et par la coentreprise franco-japonaise Areva-Mongolia LLC (66%).
- Les gisements de minéraux radioactifs sont classés comme gisements de minéraux d'importance stratégique, quelle que soit leur taille, et l'État a des pouvoirs exclusifs en matière de propriété et d'utilisation.

4.55. La Loi dispose que seules les personnes morales constituées en sociétés en Mongolie peuvent demander et détenir une licence pour l'exploration minière. Cette prescription n'exclut pas une participation entièrement étrangère dans l'entreprise. Les licences d'exploration peuvent être accordées à la demande de l'entreprise ou par voie d'appel d'offres. Le titulaire d'une licence d'exploration a seul le droit de demander et d'obtenir une licence d'exploitation portant sur toute la zone visée par la licence d'exploration, ou sur une partie de celle-ci. La MRPAM accorde des licences d'exploitation d'une durée de 30 ans, pouvant être prorogée à deux reprises pour une durée de 20 ans. Si le titulaire de la licence d'exploration ne demande pas de licence d'exploitation à l'expiration de sa licence d'exploration, la licence d'exploitation pour la zone en question fait l'objet d'un appel d'offres.

4.56. Les procédures appliquées pour l'octroi de licences d'exploitation diffèrent pour ce qui est des droits fonciers en fonction du degré de participation étrangère dans l'entreprise présentant la demande. Dans le cas d'une entreprise dont 25% à 100% des capitaux sont étrangers, le titulaire de la licence ne peut obtenir qu'un droit d'utilisation des terres. Les entreprises dont moins de 25% des capitaux sont étrangers sont considérées comme des entreprises nationales et peuvent obtenir un droit de propriété sur les terres. Autre différence dans le traitement entre les entreprises nationales et les entreprises étrangères, les entreprises publiques étrangères investissant dans une entreprise opérant dans le secteur des industries extractives sont tenues d'obtenir l'autorisation préalable des autorités si elles acquièrent 33% ou plus de ses parts. Cette obligation découle de la loi générale sur l'investissement, qui s'applique à tous les secteurs économiques.

4.57. Les titulaires de licences d'exploitation de gisements stratégiques doivent négocier au moins 10% de leurs parts à la bourse mongole. Les titulaires de licences d'exploitation doivent accorder un traitement préférentiel en matière d'approvisionnement en ce qui concerne les produits miniers

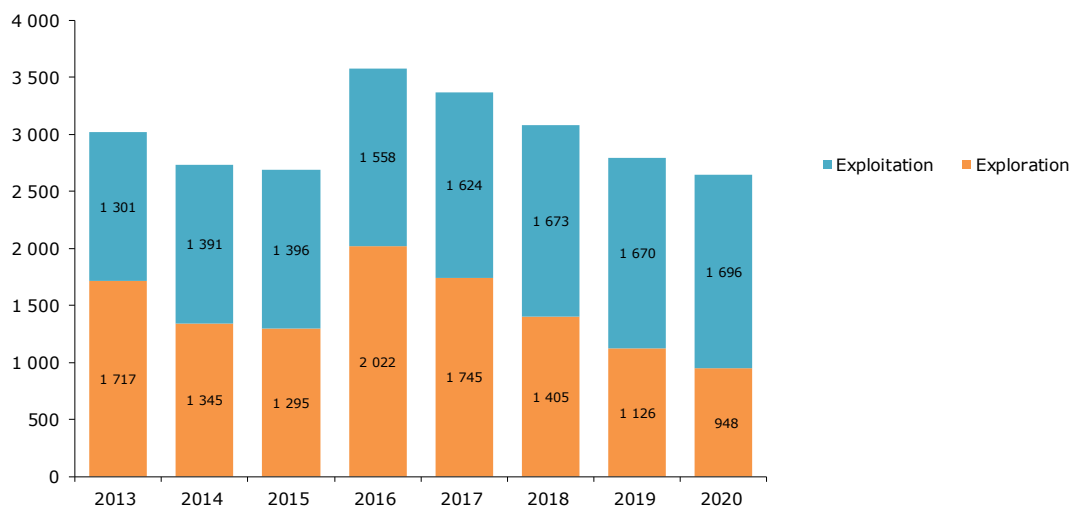
extraits et semi-transformés aux raffineries et aux usines de transformation nationales présentes en Mongolie, au prix du marché.

4.58. Une licence d'exploitation peut être transférée si:

- le titulaire de la licence a été réorganisé dans le cadre d'une fusion ou d'une consolidation;
- le titulaire de la licence a vendu l'équipement, les machines et les documents miniers, et a prouvé que les taxes applicables ont été intégralement payées pour leur achat; ou
- dans le cas où le titulaire de la licence ne respecte pas ses obligations en vertu de l'accord de nantissement ou de l'accord de prêt sous-jacent, le créancier gagiste peut faire valoir le gage en transférant la licence à lui-même ou à une tierce partie constituée en société en vertu du droit mongol pour être le contribuable résident.

4.59. Le graphique 4.4 présente de façon détaillée le nombre de licences d'exploration et d'exploitation accordées au cours de la période à l'examen.

Graphique 4.4 Nombre de licences d'exploration et d'exploitation délivrées, 2013-2020

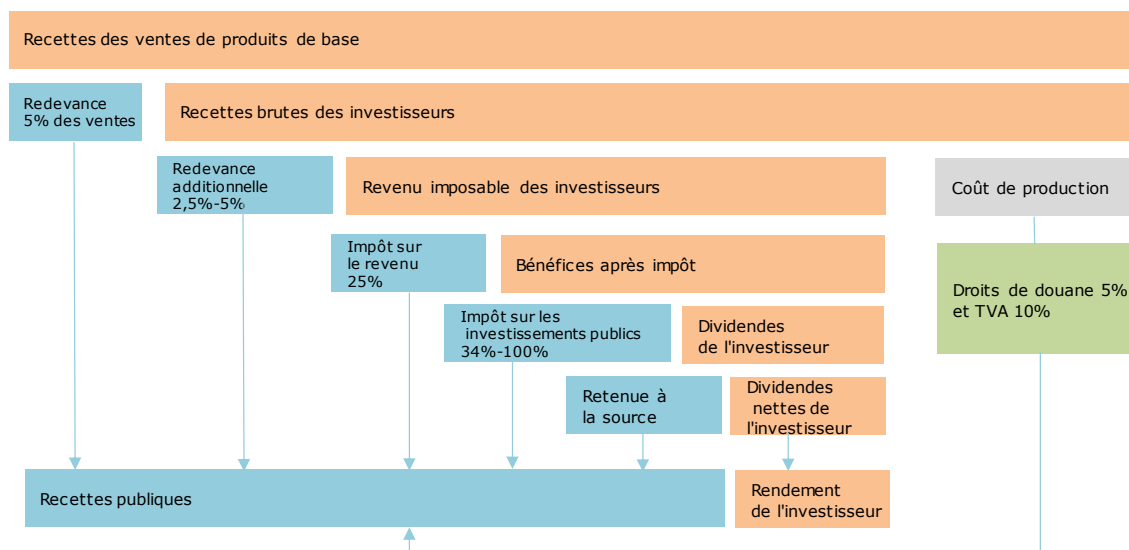


Note: Les chiffres pour 2020 sont provisoires.

Source: Données communiquées par les autorités.

4.60. Le graphique 4.5 décrit le régime fiscal applicable aux industries extractives en Mongolie. Les lois et réglementations pertinentes s'appliquent de manière égale aux investisseurs nationaux et étrangers.

Graphique 4.5 Principaux instruments fiscaux



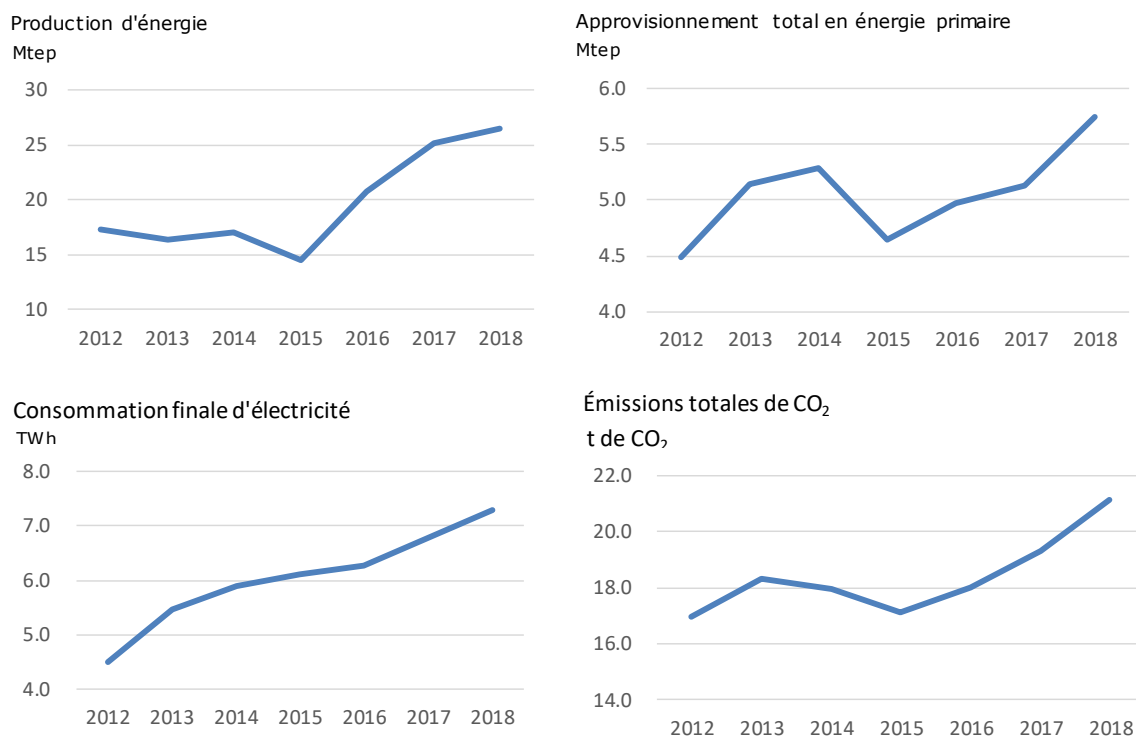
Note: Les instruments fiscaux sont en bleu et l'assiette fiscale en vert.

Source: Banque asiatique de développement. Adresse consultée: <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/611416/mongolia-economic-prospects.pdf>.

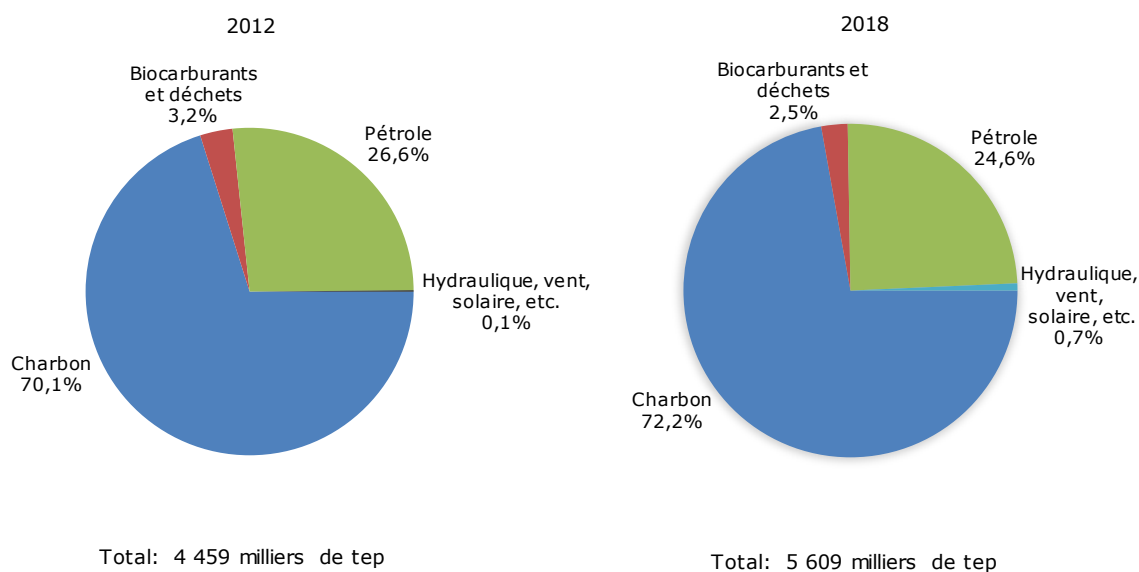
4.2.2 Énergie

4.2.2.1 Aperçu général

4.61. Le graphique 4.6 présente les principaux indicateurs en matière d'énergie tels que définis par l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Il montre un ralentissement jusqu'en 2015 de la production d'énergie, de l'approvisionnement en énergie et des émissions, mais pas de la consommation d'électricité, qui affiche une croissance constante. Il révèle aussi l'absence de découplage entre la production d'énergie et l'approvisionnement en énergie, d'une part, et les émissions de carbone, d'autre part. Cela tient en grande partie à la part prépondérante du charbon dans l'approvisionnement en énergie, part qui a progressé au cours de la période considérée. Le graphique 4.7 illustre l'évolution de l'approvisionnement total en énergie primaire entre 2012 et 2018.

Graphique 4.6 Principales statistiques relatives à l'énergie, 2012-2018

Source: AIE. Adresse consultée: <https://www.iea.org/countries/mongolia>.

Graphique 4.7 Approvisionnement total en énergie, par source

Source: AIE. Adresse consultée: <https://www.iea.org/countries/mongolia>.

4.62. Comme l'illustre le graphique 4.7, la consommation d'énergie a progressé de 25%, mais la part relative des différentes sources est restée stable. La part largement prépondérante du charbon a augmenté, tandis que celle, déjà marginale, des biocarburants et des déchets a diminué. La part des énergies hydraulique, éolienne et solaire a été multipliée par sept, à partir, il est vrai, d'un niveau très bas. De fait, le total des énergies renouvelables a diminué (reculant de 3,3% à 3,2%).

4.63. En 2014, la Mongolie a adopté la Politique de développement vert (Résolution parlementaire n° 43), qui a pour objectif de promouvoir un modèle de consommation et de production durable grâce à une utilisation efficace des ressources naturelles et à une réduction des émissions de gaz à

effet de serre et de la production de déchets. Elle vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% d'ici à 2030, au moyen d'un accroissement de l'efficacité énergétique, et à faire en sorte que la part des énergies renouvelables dans la production totale d'énergie atteigne 20% d'ici à 2020 et 30% d'ici à 2030. Cet objectif pourrait être atteint en investissant dans des processus de production d'énergie plus écologiques et dans d'autres technologies industrielles, en réduisant la consommation excessive et les pertes, et en optimisant les politiques tarifaires.

4.64. La Mongolie a ratifié l'Accord de Paris en 2016, confirmant sa contribution prévue déterminée au niveau national (CDN) de 2015, qui était de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 14% par rapport au scénario du statu quo en 2030, soit une réduction annuelle d'environ 7,3 millions de tonnes de CO₂ des émissions de l'ensemble de l'économie en 2030. Le 19 novembre 2019, le gouvernement a approuvé une mise à jour prévoyant de porter l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la CDN à 22,7% d'ici à 2030, par rapport au scénario du statu quo de 2015. Cette CDN révisée a été communiquée à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) le 13 octobre 2020.

4.2.2.2 Hydrocarbures

4.2.2.2.1 Charbon

4.65. L'exploration et l'exploitation des mines de charbon relèvent du régime minier décrit dans la section ci-dessus. En 2019, plus de 95% du charbon produit a été exporté vers la Chine.

4.66. Le charbon non exporté et, en particulier, le lignite servent principalement à la production d'électricité et de chaleur dans les centrales de cogénération. Cette pratique a débuté dans les années 1960 et entraîne d'importants défis pour la Mongolie sur le plan environnemental. Le gouvernement n'a pas fixé d'objectifs détaillés en matière de réduction de la dépendance à l'égard du charbon.

4.67. Le commerce de gros et de détail du charbon est ouvert aux investisseurs privés, y compris les investisseurs étrangers.

4.2.2.2.2 Gaz

4.68. Aucun gisement de gaz important n'a été découvert en Mongolie. La consommation de combustibles gazeux est quasi-inexistante, à l'exception de faibles quantités de gaz de pétrole liquéfié (GPL), importé principalement de Fédération de Russie pour être utilisé dans les véhicules ou pour la cuisine des ménages et des restaurants. La construction d'un gazoduc reliant la Fédération de Russie et la Chine est envisagée, et une étude de faisabilité a été lancée en 2020 par Gazprom et le gouvernement.

4.2.2.2.3 Pétrole

4.69. L'exploration pétrolière et la production de pétrole brut sont soumises à un régime spécifique distinct du régime minier général, décrit dans la Loi de 2014 sur le pétrole. L'objectif principal de la Loi est d'attirer davantage d'investissements étrangers.

4.70. Sur les 33 gisements pétroliers potentiels à explorer, 17 entreprises étrangères et 18 entreprises nationales ont signé des accords de partage de la production pour 17 gisements et mènent des activités d'exploration pétrolière, comme indiqué dans le tableau 4.12.

4.71. Du pétrole brut est extrait de trois gisements pétroliers dans le cadre d'accords de partage de la production, à savoir les gisements Toson-Uul XIX et Tamsag XXI situés dans l'aimag de Dornod (PetroChina Daqing Tamsag LLC, Chine) et le gisement BKHG-97 situé dans l'aimag de Dornogobi (Dongsheng Petroleum Mongol LLC, Chine).

Tableau 4.12 Licences d'exploration pétrolière

Nom du site	Entreprise	Pays d'immatriculation des investisseurs
Matad XX	PetroMatad LLC	Îles Caïmanes (territoire britannique d'outre-mer)
Nyalga XVI	Shaman Resources Limited	Canada
Galba XI	Zon Hen Yu Tian Limited	Chine
Sulinkheer XXIII	Shunkhlai Energy Co. Ltd	Mongolie
Huhnur XVIII	NPI Co. Ltd	Chine
Bogd IV	Cupcorp Mongolia LLC	Îles Caïmanes
Ongi V		
Bayantumen XVII	Magnai Trade LLC	Mongolie
Dariganga XXIV	Mongolia Shin II Energy (Apexpro Investment Ltd)	Chine
Tokhom X (sud)	Mongolyn Alt MAK LLC	Mongolie
Sukhbaatar XXVII	Wolf Petroleum LLC	Australie
Nomgon IX	South Mongolian Oil LLC	Mongolie
Uvs I	Mongolia Gladwill Uvs Petroleum LLC	Hong Kong, Chine
Kherlentokhoi XXVIII	Well-Pack Industrial LLC	Hong Kong, Chine
Khar-Us II	Renova Ilch LLC	Hong Kong, Chine
Arbulag XXIX	Max Oil LLC	Mongolie
Tariach XV	China Golden Sea LLC	Chine

Source: Renseignements communiqués par les autorités

4.72. La prospection est une étape préalable à l'exploration. Une licence de prospection n'est pas nécessaire, mais la MRPAM doit signer un accord de prospection avec la partie intéressée. La Loi sur le pétrole fait une distinction entre deux grandes catégories de produits pétroliers: le "pétrole conventionnel" (c'est-à-dire le pétrole brut, le gaz naturel et le pétrole raffiné) et le "pétrole non conventionnel" (c'est-à-dire les schistes et sables bitumineux). Les activités d'exploration du pétrole conventionnel et non conventionnel sont menées dans le cadre d'accords de partage de la production. La MRPAM, sur autorisation du gouvernement, négocie et conclut des accords de ce type avec des investisseurs pour mener des activités d'exploration pétrolière dans un gisement donné. Le MMHI délivre, prolonge, suspend et révoque les licences d'exploration et d'exploitation.

4.73. Les entreprises mènent des activités de recherche et de vente de pétrole au titre de licences d'exploration et de production; aucune licence supplémentaire n'est requise. Du fait de l'absence de raffinerie de pétrole en Mongolie, le pétrole brut extrait est exporté vers la Chine. La licence de type F nécessaire au transport pour l'exportation est délivrée par le Centre national du transport routier, qui est un organisme relevant du MRTD.

4.74. Une licence d'exploration pétrolière ne peut être valable pour plus de huit ans et peut être prorogée à deux reprises pour des périodes d'une durée de deux ans. Une licence d'exploitation pétrolière est valable 25 ans et peut être prorogée à deux reprises pour une durée maximale de 5 ans.

4.75. Les licences d'exploration de pétrole non conventionnel sont délivrées pour une durée maximale de 10 ans et peuvent être prorogées à une reprise pour une durée maximale de 5 ans.

4.76. En outre, une licence d'exploration peut être délivrée à une entreprise ayant remporté un appel d'offres pour un gisement pétrolier lorsque la MRPAM et l'entreprise ayant effectué les recherches n'ont pas été en mesure de conclure un accord de partage de la production. Conformément à la Loi sur le pétrole, l'entreprise ne reçoit de remboursement des coûts pétroliers qu'après le début de la vente de pétrole. Le remboursement porte sur 40% du pétrole après déduction du pétrole pour lequel les redevances ont été acquittées de la quantité totale de pétrole extraite au cours d'une année donnée; les dépenses engagées pendant les phases d'exploration, d'exploitation et de traitement peuvent être remboursées jusqu'à concurrence du montant prévu dans l'accord de partage de la production. Conformément à l'article 32 de la Loi sur le pétrole, une fois un accord de partage de la production arrivé à échéance, l'entreprise ne peut pas bénéficier de la part des dépenses correspondant aux coûts récupérables et ces derniers restent non recouverts.

4.77. L'État ne paie pas d'intérêts sur les dépenses cumulées de l'entreprise au titre du recouvrement des coûts. La Loi de 2014 sur le pétrole a adopté des règles supplémentaires et certaines des dispositions fondamentales du modèle d'accord de partage de la production. Le modèle d'accord de partage de la production a été approuvé en vertu de la Résolution gouvernementale

n° 104 de 2015 pour l'exploration et l'exploitation pétrolières. Certaines modifications ont été apportées au modèle concernant les conditions de confidentialité de l'accord. La Résolution gouvernementale n° 5 de 2018 (Procédure relative au paiement, à la répartition et à la dépense des redevances pétrolières et au paiement des licences pétrolières) et la Résolution gouvernementale n° 178 de 2019 (Procédure relative à la comptabilité et aux règlements pétroliers) ont également été adoptées.

4.78. La Loi de 2005 sur les produits pétroliers régit l'importation, la production, le commerce intérieur, le transport et le stockage des produits pétroliers, définis comme étant "tous les types de produits combustibles, les liquides spéciaux, les gaz combustibles, les lubrifiants, le bitume, l'huile noire et tous les autres produits issus du raffinage du pétrole et d'autres composés chimiques".

4.79. L'importation, la production et le commerce intérieur de produits pétroliers nécessitent une licence délivrée par le MMHI, tandis que les activités de transport et de stockage ne nécessitent pas de licence spécifique mais doivent être menées conformément à la Loi sur les produits pétroliers et aux règles et règlements émis par la MRPAM. Une modification a été apportée à la Loi de 2013 sur les produits pétroliers, prévoyant une licence additionnelle pour le commerce de détail de produits pétroliers délivrée par le MMHI.

4.80. La Mongolie possède 31 blocs d'exploration pour le pétrole brut et ses réserves actuelles prouvées de pétrole s'élèvent à environ 332,64 million de tonnes. Le tableau 4.13 donne le détail de la production, des importations et des exportations de pétrole, de pétrole brut et de produits pétroliers au cours de la période à l'examen.

Tableau 4.13 Production, importations et exportations de pétrole, de pétrole brut et de produits pétroliers, 2012-2019

		2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Production de pétrole brut	Milliers de barils	3 636,0	5 128,9	7 405,3	8 769,3	8 249,8	7 624,1	6 388,6	6 876,1
Exportations de pétrole brut	Milliers de barils	3 568,0	5 243,8	6 885,1	8 135,2	8 015,9	7 514,2	6 189,8	6 545,2
Exportations de pétrole brut	Millions d'USD	336,0	515,5	634,6	387,2	337,2	374,1	392,0	366,7
Importations de produits pétroliers									
Total ci-dessous	milliers de t	1 144,7	1 194,4	1 131,2	1 119,0	960,8	1 249,1	1 327,6	1 671,5
	Millions d'USD	1 339,6	1 369,6	1 112,8	668,3	461,0	692,5	918,7	1 031,5
Essence	milliers de t	389,1	380,1	416,0	433,5	385,3	410,9	435,5	541,5
	Millions d'USD	474,1	439,6	425,4	274,0	192,9	243,7	308,1	327,4
Diesel	milliers de t	715,5	772,9	685,9	655,0	548,1	805,3	848,8	1 080,4
	Millions d'USD	818,7	880,6	656,2	376,7	254,8	427,9	576,7	669,4
Carburéacteur	milliers de t	36,2	38,8	26,2	27,3	24,8	30,7	40,3	46,6
	Millions d'USD	43,9	47,5	29,1	16,6	12,6	20,1	32,4	33,3
Huile lourde	milliers de t	3,9	2,6	3,1	3,2	2,6	2,2	3,0	3,0
	Millions d'USD	2,9	1,8	2,1	1,1	0,6	0,7	1,5	1,4

Source: AIE; et *Mongolia Statistical Yearbook, 2019*.

4.81. Comme le montre le tableau, le pétrole brut est presque entièrement exporté car la Mongolie ne dispose pas encore d'installations de raffinage. La première installation de ce type devrait ouvrir en 2022 et avoir une capacité suffisante pour couvrir les trois quarts des besoins du pays. À cet effet, la Résolution gouvernementale n° 92 du 20 mars 2017 (Création d'une entreprise publique) a approuvé la création d'une entreprise détenue jusqu'à 100% par l'État, la Mongol Refinery LLC, pour mettre en œuvre le projet de raffinerie de pétrole et gérer l'installation. En outre, la Résolution gouvernementale n° 59 de 2017 a approuvé le financement du projet par un accord de prêt à des conditions de faveur conclu entre le gouvernement et la Banque d'export-import de l'Inde. Conformément à cet accord, le consultant en gestion de projet et les entreprises spécialisées en ingénierie, passation des marchés et construction seront choisis parmi des entreprises indiennes. La Résolution gouvernementale n° 323 du 24 octobre 2018 dispose que le MMHI exerce les droits d'actionnaire dans la Mongol Refinery LLC.

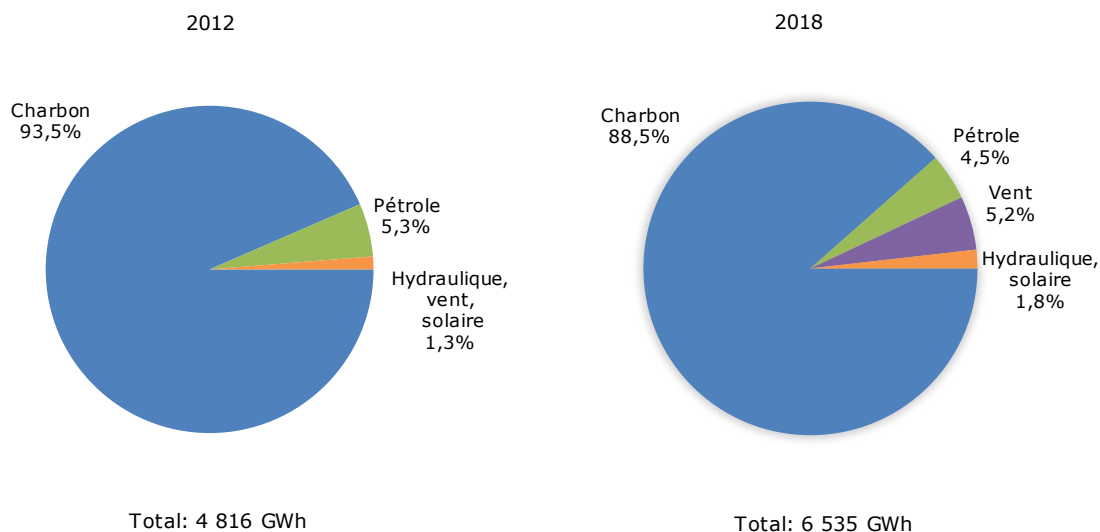
4.82. La Mongolie importe actuellement la totalité de ses produits raffinés de pays voisins et la balance globale du commerce de pétrole et de produits pétroliers est largement négative.

4.2.2.3 Électricité

4.83. Plus de 90% de la population a accès à l'électricité à des prix abordables.⁴⁹ Ce niveau d'accès a pu être atteint grâce à une politique volontariste d'extension du réseau électrique et au contrôle des tarifs de l'électricité par les pouvoirs publics, compensé par des injections de capital dans les entreprises d'électricité. En raison du climat rigoureux de la Mongolie, la distribution de chauffage et d'électricité, même à un prix inférieur au coût, est considérée comme une priorité absolue sur le plan politique par le gouvernement. Le pays entend remédier au manque de viabilité économique du secteur par un vaste programme d'investissement financé en partie par des fonds privés et étrangers, et par des réformes. Le programme subventionné par l'État de systèmes solaires domestiques, en vigueur entre 2008 et 2012, qui a permis à la quasi-totalité des familles d'éleveurs d'avoir accès à l'électricité pour l'éclairage, la télévision et le téléphone portable, illustre également cette priorité.

4.84. Le graphique 4.8 présente la production d'électricité en Mongolie, par source, en 2012 et en 2018.

Graphique 4.8 Production d'électricité, par source, 2012 et 2018



Source: AIE, *Mongolia*. Adresse consultée: <https://www.iea.org/countries/mongolia>.

4.85. Le charbon reste la principale source d'énergie pour la production d'électricité, mais sa part a diminué de 5% (graphique 4.8), contrairement à sa part dans la consommation totale d'énergie, qui a, elle, augmenté. La part du pétrole a également légèrement diminué, tandis que l'énergie éolienne a réalisé une percée remarquable grâce à un vaste programme d'investissement. La part des énergies hydraulique et solaire a également augmenté, mais pas de manière notable.

4.86. La Mongolie possède 19 installations de production (9 centrales combinées, 3 centrales éoliennes, 2 centrales hydroélectriques et 5 centrales solaires), d'une capacité installée totale de 1 407 MW en 2020, dont 275 MW (soit 19,3%) provenant de sources renouvelables. Ces centrales couvrent environ 80% des besoins du pays, le reste étant importé de Chine et de la Fédération de Russie. Le tableau 4.14 décrit l'évolution de la production et des importations d'électricité ainsi que de son utilisation au cours de la période à l'examen.

4.87. Si la production par habitant n'a cessé d'augmenter au cours de la période considérée, la consommation a augmenté plus rapidement; par conséquent, la part relative des importations dans l'approvisionnement total a augmenté (passant de 7% en 2012 à 20% en 2019). La part élevée de l'industrie dans l'utilisation finale (62%) témoigne de l'importance des industries extractives.

⁴⁹ Banque mondiale, *Systematic Country Diagnosis, Mongolia*. Adresse consultée: <https://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/30973>.

Tableau 4.14 Indicateurs relatifs à l'électricité, 2012-2019

(Millions de kWh, sauf indication contraire)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Distribution	5 181,6	6 215,0	6 725,0	6 930,0	7 113,4	7 601,7	8 201,0	8 623,1
Production brute	4 815,6	5 019,5	5 375,8	5 513,2	5 667,1	6 027,3	6 535,3	6 900,4
Importations	366,0	1 195,5	1 349,2	1 416,8	1 446,3	1 574,3	1 665,7	1 722,7
Consommation	3 772,6	4 732,1	5 158,4	5 283,5	5 445,7	5 948,7	6 449,7	6 846,4
Industrie et construction	2 338,9	2 930,7	3 171,6	3 261,4	3 356,3	3 692,0	4 003,0	4 249,2
Transports et communications	156,8	196,9	211,4	216,5	222,9	247,4	268,3	284,8
Agriculture	39,8	49,9	63,7	54,8	56,6	62,8	68,1	72,3
Ménages, logement et équipements collectifs	906,7	1 139,2	1 251,4	1 277,5	1 321,3	1 426,6	1 546,7	1 641,9
Autres	330,4	415,4	460,4	473,3	488,6	519,8	563,6	598,3
Pertes en ligne/de distribution	675,4	739,5	760,8	817,5	883,0	810,9	875,3	891,6
Utilisation interne par les centrales	712,4	725,3	772,4	778,2	748,7	816,4	849,3	860,9
Exportations	21,2	18,2	33,4	50,8	36,0	25,7	26,7	24,1
Production d'électricité par habitant (kWh)	1 762,3	1 797,9	1 866,2	1 860,0	1 872,2	1 945,8	2 068,8	2 163,1

Source: AIE, *Mongolia*. Adresse consultée: <https://www.iea.org/countries/mongolia>.

4.88. Au cours de la période à l'examen, la structure et l'organisation du secteur n'ont pratiquement pas changé. Du point de vue réglementaire, le Ministère de l'énergie est chargé de la politique globale du secteur et la Commission de réglementation de l'énergie (ERC): i) fixe les tarifs du chauffage et de l'électricité; ii) établit les méthodes de calcul du prix des combustibles servant à la production d'électricité; et iii) assure le fonctionnement de marché de l'électricité. L'ERC est également responsable de la délivrance des licences pour la production, le transport et la distribution de l'électricité; des accords de répartition; des importations et des exportations d'électricité; de la construction de centrales; et de la distribution de gaz et de chauffage. Elle surveille et évalue les activités des titulaires de licences. Si une entreprise du secteur de l'énergie est en désaccord avec une décision de l'ERC en matière de réglementation, elle peut déposer un recours auprès du tribunal administratif.

4.89. D'un point de vue opérationnel, le secteur est dégroupé. La propriété et la gestion des centrales utilisant des sources d'énergie renouvelables sont partiellement privatisées et ouvertes aux investissements étrangers; le reste du secteur est, pour l'heure, détenu et géré par la puissance publique.

4.90. S'agissant du dégroupage, une loi de 2001 a créé 18 entreprises publiques (25 actuellement) opérant une distinction entre la production, le transport et la distribution: 9 centrales thermiques⁵⁰, un réseau national de transport, 5 réseaux de distribution régionaux, 2 réseaux de chauffage⁵¹, 5 réseaux électriques (c'est-à-dire des réseaux régionaux) et 1 usine métallurgique et une mine de charbon (chacune dotée de ses propres installations de production d'électricité).⁵²

4.91. Ces entités sont actuellement la propriété de l'État et sont gérées par lui, aucune d'entre elles n'ayant encore été privatisée ou mise en concession. Elles ne se font pas concurrence. Les tarifs de l'électricité sont fixés par l'ERC, sur la base du coût et de l'inflation.

4.92. Les installations utilisant des sources d'énergie renouvelables sont principalement financées par des investissements étrangers. La Loi sur les énergies renouvelables prévoit des appels d'offres publics pour les sources d'énergie renouvelables.

⁵⁰ Centrales thermiques 2, 3 et 4; centrale thermique de Darkhan; centrale thermique d'Erdenet; centrale thermique de Dalanzadgad; centrale thermique de Baganuur; centrale thermique de Nalaikh; et centrale thermique de Dulaan Shar River.

⁵¹ Réseau de chauffage d'Oulan-Bator et réseau de chauffage de Darkhan.

⁵² Usine de métallurgie de Darkhan et mine de charbon de Baganuur.

4.93. S'agissant de la privatisation, si les entreprises de production et de distribution/vente au détail peuvent être privatisées, le transport et la distribution continueront de relever de la puissance publique à moyen terme. L'entreprise de transport applique un système d'acheteur unique. Le National Dispatching Center gère un marché au comptant et un marché aux enchères.

4.94. Il n'y a pas de réseau électrique national unique et unifié. Au lieu de cela, le réseau électrique est composé de cinq réseaux, dont quatre sont interconnectés. Le tableau 4.15 présente en détail la capacité installée de chaque réseau et la part de consommateurs.

Tableau 4.15 Nombre de consommateurs par réseau

Réseau	Part des consommateurs d'électricité
Système énergétique central (CRES)	83,8%
Système énergétique de la région du Sud (SRES)	2,3%
Système énergétique de la région occidentale (WRES)	6,4%
Système énergétique de la région orientale (ERES)	4,2%
Système énergétique Altaï-Uliastin (AUES)	3,2%

Note: Les pourcentages étant arrondis, leur somme n'est pas égale à 100.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.95. Outre sa viabilité économique, le réseau électrique est confronté à plusieurs défis: l'augmentation constante de la consommation; la dépendance croissante à l'égard des importations; l'obsolescence et l'empreinte environnementale des centrales combinées existantes; les pertes importantes liées à la production, au transport et à la distribution; la décarbonisation du secteur; et le financement de nouvelles capacités.

4.96. Pour surmonter ces défis, au cours de la période à l'examen, la Mongolie a réorganisé le cadre législatif et stratégique du secteur électrique. Elle a adopté deux grandes politiques qui définissent des projets, des objectifs et des mesures en matière de développement des énergies renouvelables qui visent à améliorer l'efficacité du secteur de l'approvisionnement énergétique, comme par exemple la réduction des pertes liées au transport et à la distribution:

- la Politique d'État relative à l'énergie (2015-2030) de 2015 (Résolution parlementaire n° 63); et
- le Programme national à moyen terme en faveur du développement de la politique d'État relative à l'énergie (2018-2023) de 2018 (Résolution parlementaire n° 325).

4.97. La Politique d'État relative à l'énergie (2015-2030) prévoit deux phases. Au cours de la première phase (2015-2023), la capacité devrait doubler (grâce à la construction de six centrales au charbon et de deux centrales hydroélectriques), des équipements performants seront introduits, la part de l'hydroélectricité devrait atteindre au moins 10% et la structure tarifaire sera réformée de façon à garantir la viabilité économique du secteur.

4.98. Au cours de la deuxième phase (2024-2030), les réserves énergétiques de sécurité, c'est-à-dire la capacité potentielle maximale nécessaire pour faire face aux pics, augmenteront d'au moins 20%, la part des sources d'énergie renouvelable dans la capacité installée totale devrait atteindre 30%, un système énergétique unifié doté d'un réseau intelligent remplacera les cinq réseaux actuels, le système de distribution sera entièrement privatisé et le secteur fonctionnera sur une base concurrentielle. La Mongolie prévoit également de commencer à exporter de l'électricité à haute tension, grâce notamment à son projet de centrale au charbon de 5,38 GW de Shivee-Ovoo, afin de répondre aux besoins de ses voisins.

4.99. Le tableau 4.16 détaille les objectifs et les indicateurs de la Politique d'État relative à l'énergie, par rapport à la situation du secteur en 2014.

Tableau 4.16 Indicateurs et objectifs détaillés de la Politique d'État relative à l'énergie (2015-2030)

Indicateurs/objectifs	Base de 2014	Fin de la première étape (2023)	Fin de la deuxième étape (2030)
Capacité électrique de réserve installée (c'est-à-dire la capacité potentielle maximale installée pour faire face aux pics de consommation)	-10%	≤10%	≤20%
Capacité thermique de réserve installée pour les grandes villes	3%	≤10%	≤15%
Marge bénéficiaire pour les tarifs d'électricité du système énergétique central	-16,22%	0%	5%
Centrales électriques utilisées au cours du processus de production	14,4%	11,2%	9,14%
Pertes liées au transport/à la distribution d'électricité	13,7%	10,8%	7,8%
Part d'énergies renouvelables dans la capacité installée	7,62%	20%	30%
Émissions de gaz à effet de serre par Gcal d'énergie produite	0,52 t d'équivalent CO ₂	0,49 t d'équivalent CO ₂	0,47 t d'équivalent CO ₂
Réduction des pertes de chaleur des bâtiments	0%	20%	40%
Technologies employées	- Haute pression	- Technologie de pression sous-critique - Technologie du gaz naturel - Technologie de stockage de l'énergie de haute capacité - Centrale hydroélectrique de réserve	- Technologie de pression supercritique et ultra-supercritique - Technologie de l'hydrogène - Centrale thermique solaire

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.100. Le deuxième élément que comporte cette stratégie globale dans le secteur électrique est le Programme national à moyen terme en faveur du développement de la politique d'État relative à l'énergie (2018-2023), qui a été approuvé par le gouvernement en 2018. Ce programme national est mis en œuvre dans le cadre des politiques respectives du Programme national d'investissement, du Programme d'action du gouvernement, des directives annuelles pour le développement économique et social, du budget de l'État, de prêts et de partenariats public-privé. Le budget estimé du programme comprend 2,6 milliards d'USD d'investissements étrangers et 230,0 millions d'USD provenant du budget de l'État. Cette stratégie d'expansion a été révisée en janvier 2020 pour tenir compte de l'incidence de la pandémie de COVID-19 et des études environnementales additionnelles désormais nécessaires pour la construction du mégaprojet hydroélectrique sur la rivière Eg.

4.101. Le tableau 4.17 présente ces projets d'expansion révisés.

Tableau 4.17 Projets d'expansion de la capacité de production électrique, 2020-2024

Projet d'expansion	Source d'énergie	Capacité	Calendrier	Financement
Expansion de la centrale thermique 4	Combustible fossile	46 MW	2020-2021 (retardé en raison de la COVID-19)	Prêt de la Fédération de Russie
Expansion de la centrale thermique d'Erdenet	Combustible fossile	35 MW	Premier semestre de 2021 (retardé en raison de la COVID-19)	-

Projet d'expansion	Source d'énergie	Capacité	Calendrier	Financement
Construction de la centrale hydroélectrique d'Erdeneburen et de la ligne aérienne de transport et du poste électrique de 220 kW d'Erdeneburen-Myangad-Uliastai	Hydroélectricité	90 MW	2021	Centrale hydroélectrique – prêt à des conditions de faveur de la Chine: 95%; budget de l'État: 5% Ligne aérienne de transport et poste électrique - budget de l'État: 100%
Expansion de la centrale thermique de Choibalsan	Combustible fossile	50 MW	2021	Prêt à des conditions de faveur de la Chine: 95%; budget de l'État: 5%
Construction de la centrale électrique de Tavan Tolgoi et des infrastructures connexes	Combustible fossile	450 MW	-	Erdenes Tavantolgoi LLC: 30%; Banque mongole de développement: 70%
Construction d'une centrale électrique de 300-400 MW alimentée par les gisements de charbon dans la région centrale, la région orientale et la région de Gobi	Combustible fossile	300-400 MW	-	-
Accroissement de la capacité de la centrale thermique d'Amgalan de 50 MW	Combustible fossile	50 MW	2023	Budget de l'État: 15%; Prêt de la Banque de développement: 85%
Construction d'une centrale au gaz à partir de l'infrastructure de la centrale thermique II d'Oulan-Bator	Gaz	-	2024	Prêt étranger à des conditions de faveur; investissement public et privé

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.102. La construction de la centrale hydroélectrique de 90 MW d'Erdeneburen dans la région occidentale débutera en 2021 et il est prévu d'installer un système de stockage d'énergie par batteries de 100 MW et des installations de stockage hydroélectriques dans la région centrale.

4.103. La Politique d'État relative à l'énergie a été complétée au cours de la période considérée par l'adoption de deux textes législatifs de nature pratique. Premièrement, en juin 2015, une modification apportée à la Loi de 2001 sur l'énergie a introduit les concepts de "producteur d'électricité indépendant" et d'"accord d'achat d'électricité". La vente de l'électricité produite par un producteur d'électricité indépendant sera encadrée par un contrat. La modification fixe des tarifs minimaux et maximaux pour ce contrat et prévoit la construction de nouvelles centrales et lignes électriques, ainsi que les modalités du contrat relatif à la connexion au réseau électrique national.

4.104. Deuxièmement, deux modifications apportées, en 2015 et en 2020, à la Loi de 2007 sur les énergies renouvelables ont créé puis réformé un système de tarifs de rachat garantis fondé sur un système d'appels d'offres publics et d'enchères en fonction de la localisation, de la capacité et de la technologie. L'électricité produite et fournie par les centrales éoliennes est actuellement évaluée à 0,085 USD/kWh et celle fournie par les centrales solaires à 0,12 USD/kWh.

4.3 Secteur manufacturier

4.105. La part du secteur manufacturier dans le PIB a fluctué au cours de la période à l'examen, passant de 9,7% en 2014 à 10,5% en 2019 (8,0% en 2016). Le secteur a représenté environ 8% de l'emploi total au cours de la période considérée. Les autorités divisent le secteur manufacturier en deux, l'industrie lourde et l'industrie légère, du fait notamment que ces deux sous-secteurs dépendent de ministères distincts. L'industrie lourde comprend la métallurgie et la production de pierres gemmes, et relève de la compétence du MMHI. L'industrie légère, y compris la transformation des produits alimentaires, la laine, les textiles, le bois et le conditionnement, relève du MOFALI. Chaque ministère est responsable des initiatives de politique, de la réglementation et de l'élaboration des règles. La majorité des entreprises de l'industrie légère sont situées près d'Oulan-Bator, tandis que les entreprises de l'industrie lourde sont disséminées dans l'ensemble du pays, près des zones d'extraction des matières premières, afin de faciliter les activités intégrées. Au premier trimestre de 2020, la Mongolie comptait environ 8 000 entreprises enregistrées en activité dans le secteur manufacturier, dont environ 3 000 entreprises dans l'industrie légère et 5 000 dans l'industrie lourde.⁵³

4.106. Le secteur manufacturier mongol a connu une forte croissance au cours de la période à l'examen, la valeur de la production brute ayant plus que triplé entre 2013 et 2019, pour passer de 3,2 milliards de MNT à 9,9 milliards de MNT (tableau 4.18). Une grande partie de cette croissance provient du secteur des produits alimentaires et des boissons, qui a représenté plus de la moitié de la production manufacturière en 2019 (5,1 milliards de MNT) et à celui du coke, des produits chimiques et des produits minéraux (2,6 milliards de MNT). Bien que partant d'un niveau de base plus faible, les secteurs des textiles et des vêtements, et des métaux communs et des ouvrages en métaux ont également enregistré une forte croissance au cours de la période considérée. Seule la production du secteur des ordinateurs, des machines, des appareils et des matériels électriques a été plus faible en 2019 par rapport à 2013.

Tableau 4.18 Production manufacturière brute, 2013-2019

(Millions de MNT)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total	3 212,8	4 042,7	5 320,2	5 210,1	6 780,3	8 635,1	9 873,6
Fabrication de:							
Produits alimentaires, boissons et de tabacs	1 118,2	1 403,3	3 221,5	2 976,0	3 357,3	4 522,7	5 125,7
Textiles et vêtements, cuir et articles de cuir	551,0	648,2	672,6	740,2	840,6	982,8	1 027,8
Bois, papier et imprimerie, etc.	186,5	195,3	229,7	239,0	287,3	311,3	315,0
Coke, produits chimiques et produits minéraux	1 027,0	1 241,1	614,9	789,6	1 748,2	2 175,3	2 645,5
Métaux communs et ouvrages en métaux	185,3	369,5	385,6	290,7	338,1	433,6	445,8
Ordinateurs, machines, appareils et matériels électriques	57,2	74,6	70,0	20,4	33,0	34,9	37,6
Véhicules automobiles et autres véhicules de transport	2,5	1,2	5,1	1,6	1,2	2,7	2,6
Meubles, autres produits manufacturés, réparation et installation	85,2	109,5	120,9	152,5	174,5	171,7	273,5

Source: Office national de la statistique de Mongolie, *Mongolian Statistical Yearbook, 2019*.

4.107. Les produits minéraux, y compris les minéraux non transformés et semi-transformés, dominent les exportations mongoles. Les deux autres catégories de produits manufacturés exportés les plus importantes sont les matières textiles et les ouvrages en ces matières, et les pierres transformées ou semi-transformées, représentant chacune plus de 400 millions d'USD d'exportations en 2019 (tableau 4.19).⁵⁴ La majorité des produits manufacturés exportés ont tendance à avoir une faible valeur ajoutée, du fait qu'ils n'ont subi qu'une première transformation;

⁵³ Service mongol d'information statistique, *Nombre d'entreprises enregistrées auprès du Fonds d'enregistrement des entreprises, par secteur d'activité économique, par activité*. Adresse consultée: http://1212.mn/Stat.aspx?LIST_ID=976_L26&type=tables; et renseignements communiqués par les autorités.

⁵⁴ Service mongol d'information statistique, *Exportations, par groupes de produits, par mois et par année*. Adresse consultée: http://1212.mn/stat.aspx?LIST_ID=976_L14&type=tables.

c'est notamment le cas des principaux produits exportés, comme les concentrés de minéraux et le cachemire lavé. Les importations de produits manufacturés sont moins concentrées; les principales catégories de produits manufacturés importés en 2019 étaient les produits minéraux, les machines et équipements, et les automobiles et autres véhicules de transport, représentant chacune plus de 1 milliard d'USD.⁵⁵

Tableau 4.19 Principaux produits manufacturés importés et exportés, 2013-2019

(Millions d'USD)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Exportations (5 premières catégories)							
Produits minéraux	3 495	4 791	3 678	3 484	4 934	6 070	6 377
Matières textiles et ouvrages en ces matières	283	339	303	300	335	410	435
Perles fines ou de culture, métaux précieux, bijouterie	310	406	421	762	597	145	419
Automobiles, autres véhicules de transport	21	35	17	70	17	25	79
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	22	48	72	86	101	92	78
Importations (5 premières catégories)							
Produits minéraux	1 739	1 464	936	724	988	1 326	1 372
Machines, équipements, etc.	1 395	985	786	680	921	1 286	1 241
Automobiles, autres véhicules de transport	1 001	616	368	436	623	897	1 164
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	552	539	372	211	334	540	542
Produits alimentaires	412	383	329	329	379	437	444

Source: Service mongol d'information statistique, *Exports, by groups of goods, by month and year* and *Imports, by groups of goods, by month and year*. Adresse consultée: http://1212.mn/stat.aspx?LIST_ID=976_L14&type=tables.

4.108. La politique manufacturière de la Mongolie est orientée par certains aspects de ses orientations politiques générales, comme la Vision 2050 et, à court terme, le Plan d'action du gouvernement pour la période 2016-2020 ainsi que celui, récemment adopté, pour la période 2020-2024.⁵⁶ La politique générale du gouvernement dans le secteur manufacturier, telle qu'énumérée dans ces politiques, vise à renforcer la compétitivité et à promouvoir le développement du secteur; l'accent est mis en particulier sur l'élaboration d'un programme relatif à la "production nationale", accordant la priorité à la production destinée à l'exportation et à la fabrication de produits destinés à remplacer les importations. Parmi les autres objectifs figurent le développement des industries créatives, la création de parcs industriels ou technologiques et la promotion de la fabrication de produits alimentaires à valeur ajoutée.

4.109. En juin 2015, la Mongolie a défini sa politique industrielle, qui a pour objectif principal de faire du développement du secteur industriel une priorité afin d'assurer le développement durable du pays.⁵⁷ La politique fixe huit grands objectifs, tels que l'amélioration du cadre juridique et le soutien aux industries de pointe (encadré 4.3). Elle est destinée à être mise en œuvre en trois phases, de cinq ans chacune, entre 2015 et 2030. Au cours de la première phase (2015-2020), l'accent a été mis sur la protection de la production nationale, sur la transformation des matières premières de base à l'intérieur du pays, sur le soutien aux exportations par l'introduction de machines et de technologies, et sur la mise en œuvre d'une politique industrielle de remplacement des importations. La deuxième phase (2020-2025) verra la création d'une structure industrielle dominée par les exportations, et la troisième phase (2025-2030) sera consacrée au développement

⁵⁵ Service mongol d'information statistique, *Importations, par groupes de produits, par mois et par année*. Adresse consultée: http://1212.mn/stat.aspx?LIST_ID=976_L14&type=tables.

⁵⁶ Informations juridiques, *Résolution n°24 portant approbation du Plan d'action du gouvernement de Mongolie pour 2020-2024*, 28 août 2020. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/15586>.

⁵⁷ Informations juridiques, *Résolution n°62 portant approbation de la Politique de l'État relative à l'industrie*, 19 juin 2015. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/11129>.

d'une industrie axée sur les connaissances et d'un soutien aux exportations de services et de technologies. La Mongolie a également élaboré un certain nombre de politiques ou de programmes sectoriels en faveur de certains secteurs de l'industrie manufacturière au cours de la période à l'examen (tableau 4.20).

Encadré 4.3 Objectifs de la politique industrielle

Améliorer le cadre juridique du secteur industriel et créer des conditions favorables à la production
Définir des zones de développement industriel et développer la planification et la cartographie industrielles intégrées de la Mongolie, en fonction de l'écosystème, de la démographie, de l'occupation du territoire, des ressources en matières premières et de la politique en matière d'infrastructures
Identifier les priorités sur le plan industriel et planifier et mettre en œuvre des pôles industriels, des zones franches, des parcs industriels et technologiques, et des réseaux de transport et de logistique
Soutenir la coopération effective entre le gouvernement, les scientifiques et le secteur privé dans le secteur industriel
Soutenir la création d'industries basées sur des techniques et technologies de pointe, sur l'innovation, sur la transformation efficiente sur le plan économique et social, et sur le recyclage, grâce à des politiques d'investissement et de financement
Soutenir et développer les industries créatives
Soutenir la formation et le développement professionnel des ressources humaines dans le secteur industriel
Créer un climat favorable au développement du commerce et des services, et diversifier les exportations

Source: Informations juridiques, *Resolution No. 62 on Approval of the State Policy on Industry*, 19 juin 2015. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/11129>.

Tableau 4.20 Programmes de production manufacturière, 2013-2020

Programme	Période d'application	Secteur	Résumé	Référence
Programme "Industrialisation 21:100"	2018-2021	Industrie légère	Afin de résoudre les problèmes dans le secteur manufacturier, cinq objectifs spécifiques ont été identifiés, comme le soutien à la production par des politiques financières et d'investissement, et l'accroissement de la production de produits à valeur ajoutée	https://www.legalinfo.mn/annex/details/8272?lawid=13205
Programme cachemire	2018-2021	Cachemire	Développement des techniques et technologies de production de cachemire, accroissement de la gamme et de la production de produits finis et soutien des exportations	https://www.legalinfo.mn/law/details/13204
Programme national en matière de conditionnement	2017-2021	Conditionnement	Création d'un cadre juridique et économique favorable au développement durable et réduction de l'utilisation d'emballages nocifs	https://www.legalinfo.mn/law/details/12018

Programme	Période d'application	Secteur	Résumé	Référence
Politique relative à l'industrie de pointe	Non précisé	Industrie de pointe	Développement de l'industrie de pointe à un niveau assurant le développement durable de l'économie nationale	https://www.legalinfo.mn/law/details/6632

Source: Comme indiqué dans le tableau.

4.110. Le gouvernement soutient le secteur manufacturier au moyen d'un certain nombre de mesures et d'incitations. En 2015, la Mongolie a adopté une loi sur le soutien à la production visant à aider les industries tournées vers l'exportation et les industries de remplacement des importations.⁵⁸ Celle-ci prévoit divers types de mesures de soutien. Par exemple, si une entreprise exporte plus de 30% de ses produits, une réduction du taux d'intérêt des prêts consentis par des banques commerciales est accordée par l'État. Pour certaines industries manufacturières de pointe, jusqu'à 75% des dépenses de R-D peuvent être remboursées par l'État. Les entreprises exportatrices peuvent également bénéficier d'un financement des exportations. La loi crée un Fonds de développement industriel destiné à financer diverses mesures. Selon les autorités, le Fonds n'a accordé aucun soutien jusqu'à présent.

4.111. En 2015, la Mongolie a également adopté une résolution imposant à l'État et aux administrations locales d'acheter certains produits énumérés dans une liste auprès de fabricants nationaux.⁵⁹ Cette liste comporte 14 grandes catégories de produits manufacturés devant être achetés auprès d'entreprises nationales répondant à certaines normes et prescriptions en matière de qualité.

4.112. En outre, certains équipements, machines et matières premières utilisés pour l'activité manufacturière peuvent faire l'objet d'exonérations des droits de douane et/ou de la TVA (sections 3.1.3.2 et 3.1.4.1). Le secteur du cachemire bénéficie également historiquement de mesures de soutien public, y compris d'une mesure récente liée à la pandémie de COVID-19 (section 3.3.1). Les zones franches et les parcs industriels soutiennent le développement des activités manufacturières et du commerce en offrant certains avantages en matière d'entreposage douanier ou en permettant des synergies grâce à la création de groupements.

4.113. Certains sous-secteurs du secteur manufacturier sont réglementés. Dans l'industrie lourde, le MMHI exige l'obtention d'une licence pour les entreprises exerçant dans les secteurs de la production de métaux précieux et de pierres gemmes, de la métallurgie et des machines. Ces entreprises doivent remplir une demande et s'acquitter d'une redevance.⁶⁰

4.114. L'État a une participation dans au moins une installation manufacturière; il possède 50% des parts de l'entreprise d'État Erdenes Steel LLC, qui fabrique de l'acier (section 3.3.5).

4.4 Services

4.4.1 Services financiers

4.4.1.1 Aperçu général

4.115. Bien que la part des services financiers dans le PIB soit relativement élevée et ait augmenté pendant la période à l'examen (passant de 4,7% en 2014 à 4,9% en 2019), ce secteur reste assez peu développé, comme en témoigne l'absence de banques étrangères sur le marché intérieur et le faible taux de pénétration de l'assurance. Le tableau 4.21 présente les principaux indicateurs économiques observés dans le secteur des services financiers pendant la période considérée.

⁵⁸ Ministère des mines et de l'industrie lourde, *Law about Production Support*. Adresse consultée: <http://mmhi.gov.mn/uploads/file/ceabe852e8fc66ceede8a0884a036bff035ae275.pdf>.

⁵⁹ Résolution n° 336 du 17 août 2015 portant approbation de la Liste. Informations juridiques. Adresse consultée: <https://www.legalinfo.mn/law/details/11285>.

⁶⁰ Le montant des redevances pour la fabrication d'articles en métaux précieux et en pierres gemmes va de 800 000 MNT à 2 000 000 de MNT; celui des redevances pour le traitement métallurgique et la production de machines va de 200 000 MNT à 500 000 MNT.

Tableau 4.21 Principaux indicateurs économiques du secteur des services financiers, 2014-2019

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
PIB (aux prix courants, milliards de MNT)	22 227,1	23 150,4	23 942,9	27 876,3	32 411,2	37 280,8
Services financiers (milliards de MNT)	1 041,8	1 239,7	1 224,3	1 417,5	1 559,1	1 802,4
Part dans le PIB, en %	4,7	5,4	5,1	5,1	4,8	4,9
Emploi total	1 040 711	1 067 589	1 132 843	1 266 942	1 256 356	1 155 945
Nombre de personnes employées dans le secteur	19 426	20 508	23 576	24 924	22 216	21 172
Dans le secteur de l'assurance en particulier	1 183	1 122	1 171	1 355	1 342	1 195
Part dans l'emploi total, en %	1,9	1,9	2,1	2,0	1,8	1,8
Part de l'assurance en particulier	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Exportations nettes de services financiers (millions d'USD)	3,5	7,0	15,8	25,5	7,7	4,3
Importations nettes de services financiers (millions d'USD)	114,9	82,8	235,7	69,8	149,1	230,6
De services d'assurance en particuliers	11,9	23,9	15,3	20,4	20,9	21,8

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.116. Dans le système financier, 13 banques commerciales sont prédominantes. Le secteur des services financiers non bancaires comprend 532 établissements financiers non bancaires, 246 coopératives d'épargne et de crédit, 17 compagnies d'assurance, 54 intermédiaires d'assurances et 26 cabinets d'expertise en sinistres. Ce sous-secteur ne représente que 6,3% des actifs totaux du secteur.

4.4.1.2 Services bancaires

4.117. Le tableau 4.22 présente les principaux indicateurs du secteur bancaire tandis que le tableau 4.23 présente ses portefeuilles de prêts et de titres.

Tableau 4.22 Principaux indicateurs statistiques du secteur bancaire, 2019

Nom	Nombre de succursales	Actifs (milliards de MNT)	Part dans les actifs totaux (%)	Dépôts/comptes courants (milliards de MNT)	Part dans les dépôts/comptes courants totaux (%)	Prêts (milliards de MNT)	Part dans le total des prêts (%)	Capital social (milliards de MNT)	Part dans la capitalisation totale (%)
Khan Bank	554	10 211,3	28,6	7 013,6	29,9	4 941,8	27,6	1 224,4	33,1
Trade and Development Bank	58	7 803,0	21,8	3 369,2	14,4	3 662,4	20,4	728,0	19,7
Golomt Bank	104	6 633,0	18,6	4 814,5	20,5	3 293,3	18,4	450,3	12,2
Banque de Mongolie	495	3 278,9	9,2	2 563,4	10,9	1 850,2	10,3	253,8	6,9
Khas Bank	78	3 454,8	9,7	1 843,2	7,9	1 827,6	10,2	248,6	6,7
Ulaanbaatar City Bank	34	1 704,6	4,8	970,3	4,1	830,1	4,6	165,7	4,5
Autres banques	90	2 632,7	7,4	2 871,7	12,2	1 526,8	8,5	626,4	16,9

Source: Rapports financiers trimestriels des banques; et Banque de Mongolie, bilan consolidé des banques.

Tableau 4.23 Portefeuilles de prêts et de titres du système bancaire, 2014-2019

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Portefeuille de prêts						
Total des prêts (milliards de MNT)	12 441	11 634	12 338	13 512	17 082	17 932
Agriculture	317	241	283	310	331	384
Construction	1 647	1 527	1 334	1 261	1 507	1 622
Industries manufacturières	1 318	1 286	1 294	1 373	1 446	1 430
Industries extractives	1 130	1 164	762	1 034	1 233	1 518
Activités immobilières	2 223	1 525	1 969	1 905	1 824	2 067

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Commerce de gros et de détail	1 803	1 678	1 742	1 864	2 411	2 893
Autres	4 003	4 212	4 955	5 764	8 329	8 018
Prêts à des non-résidents (milliards de MNT)	88	97	148	152	400	391
Portefeuille de titres						
Total des titres détenus (milliards de MNT)	1 196	1 774	1 411	4 501	5 269	5 135
Titres étrangers	0	0	22	31	59	60
Titres nationaux	1 196	1 774	1 388	4 470	5 209	5 075
Bons de la Banque centrale	853	1 025	577	3 445	4 447	4 424
Autres	343	749	811	1 025	763	651

Source: Banque de Mongolie.

4.118. La Banque de Mongolie, qui est légalement indépendante du gouvernement, est l'autorité en charge de la supervision du secteur et elle est responsable de la politique monétaire, de la surveillance bancaire, de la délivrance des licences bancaires et des mesures visant à faire respecter la législation. La Commission de contrôle des activités financières (FRC) est en charge de la supervision et de la réglementation des établissements financiers autres que les banques, tandis que le Ministère des finances (MOF) est en charge des politiques budgétaires applicables au secteur. Les politiques relatives à la concurrence, y compris celles concernant les consommateurs de services financiers et les transactions financières, relèvent de la responsabilité de la Direction de la concurrence et de la protection des consommateurs.

4.119. La Mongolie n'a pas d'accords préférentiels concernant les services bancaires. La Banque de Mongolie a conclu des mémorandums d'accord avec les autorités de surveillance financière de la Chine, du Japon et de la République de Corée, qui sont destinés à renforcer la coopération en matière d'échange de renseignements et de renforcement des capacités.

4.120. Dans la mesure où aucune filiale, succursale ou unité d'établissement financier étranger n'a d'activités en Mongolie, la Banque de Mongolie ne reconnaît pas explicitement les normes prudentielles d'autres pays et elle n'a pas conclu d'accords dans ces domaines.

4.121. Pendant la période à l'examen, la Mongolie a adopté ou modifié de nombreux règlements techniques concernant les services bancaires⁶¹, le plus important en termes d'accès au marché étant un nouveau règlement sur l'octroi des licences (Décret n° A-82 du gouverneur de la Banque de Mongolie, adopté le 22 mars 2019). D'autres règlements sont en cours d'élaboration, notamment sur la classification des actifs et la constitution de provisions, le montage, l'approbation et le suivi de prêts, l'évaluation des garanties, le fonds de stabilisation⁶² et la désignation des membres indépendants du Comité des banques.

4.122. Le nouveau règlement relatif à l'octroi des licences autorise toute personne morale ou physique, excepté les entités juridiques détenues par l'État ou les gouvernements locaux et les organisations non gouvernementales, à établir une nouvelle banque; il énonce à cet égard les prescriptions générales suivantes:

- La banque qu'il est prévu d'établir doit avoir un capital libéré suffisant⁶³ pour avoir des activités bancaires stables et efficaces.

⁶¹ Règlements relatifs: à l'évaluation, au respect, à la communication et au suivi des restrictions concernant les activités bancaires (règlement sur les parties liées); aux demandes de refinancement d'une banque par le gouvernement; au refinancement d'une banque en cours de résolution; aux liquidations de banques; aux procédures de résolution de banques; aux redressements judiciaires de banques; à la stratégie concernant les prêts improductifs; aux autorisations de modification de la taille et de la structure du capital libéré d'une banque; à l'établissement et à la réglementation applicable aux succursales et autres unités bancaires en matière de classification des actifs et de constitution de provision; aux ratios prudentiels; à la mise en œuvre d'un gouvernement d'entreprise dans les banques; à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme; et à la surveillance sur site et hors-site du cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme d'une banque.

⁶² Ce fonds a pour mission de recapitaliser et d'améliorer la liquidité des banques.

⁶³ Le montant minimal, qui est actuellement de 50 milliards de MNT, est fixé par décret du gouverneur.

- La banque qu'il est prévu d'établir ne doit pas avoir d'effet négatif sur la sécurité économique du pays.
- Les capitaux investis dans la banque qu'il est prévu d'établir doivent avoir été obtenus grâce à des activités légales et des documents financiers justifiant l'origine légale de ces capitaux doivent être communiqués.
- Les actionnaires, le conseil d'administration et le directeur général doivent satisfaire aux critères de la Loi bancaire:
- Les actionnaires, s'il s'agit de personnes morales, doivent être enregistrés auprès des autorités compétentes, faire l'objet d'un examen réalisé par une autorité de contrôle et être structurés de telle sorte que le conglomerat bancaire puisse être examiné par la Banque de Mongolie. Ils doivent communiquer des états financiers vérifiés une fois par an, voire plus fréquemment. Les personnes souhaitant avoir le statut d'"actionnaire admissible": i) ne doivent pas être une partie défenderesse ou un cadre dirigeant d'une partie défenderesse, en cas de faillite; ii) ne doivent pas avoir été condamnées pour crime contre l'économie, les droits de propriété, les intérêts établis en matière de sécurité publique, la sécurité et la paix nationales et de l'humanité ou pour des faits de corruption; iii) doivent avoir la capacité financière et ne pas avoir provoqué des conditions qui affecteraient les activités de la banque; et iv) doivent avoir communiqué des preuves suffisantes attestant du fait qu'elles sont propriétaires des actions.
- Les membres du conseil d'administration ne doivent pas: i) avoir des dettes impayées; ii) avoir un casier judiciaire; iii) avoir une éthique ou une réputation commerciale incompatibles avec la supervision de la banque; ou iv) avoir des conflits d'intérêts influençant de façon négative le processus de prise de décisions de la banque. De plus, ils doivent: i) être titulaire d'un diplôme dans le domaine de la banque, de la finance, de l'économie, du droit, des technologies de l'information ou du gouvernement d'entreprise; et ii) avoir au moins 10 ans d'expérience professionnelle (dont 5 ans à un poste de direction dans un établissement financier bancaire/non bancaire). En outre, si un membre occupait un poste de direction dans un établissement financier bancaire/non bancaire dont la licence a été annulée et/ou qui a fait l'objet d'une sanction administrative, un délai d'au moins trois ans doit s'être écoulé depuis.
- Outre les prescriptions établies pour les membres du conseil d'administration, le directeur général ne doit pas: i) avoir des intérêts contradictoires ou être membre du conseil d'administration; ii) être un haut responsable d'une personne morale ayant des activités non financières et des liens avec la Banque de Mongolie, d'autres banques ou d'autres conglomerats bancaires; iii) avoir occupé un poste de direction à la Banque de Mongolie au cours des deux années précédentes; et iv) contrevenir à la législation bancaire ou aux décisions de la Banque de Mongolie. En outre, il doit: i) être titulaire d'un diplôme dans le domaine de la banque, de la finance ou de l'économie; et ii) avoir la capacité juridique d'exercer des activités professionnelles.

4.123. La nouvelle réglementation en matière d'octroi de licences fixe des critères supplémentaires pour les banques établies à l'étranger, à savoir:

- communiquer les documents suivants: la décision de la banque étrangère ou de l'établissement financier étranger d'établir une banque, une succursale ou un bureau de représentation; et l'autorisation délivrée par une autorité compétente de la juridiction où ont lieu les activités;
- avoir été classées dans les 100 premières places du *Bankers' Almanac* en termes d'actifs totaux au cours des 3 années précédentes;
- avoir obtenu une note au moins égale à "A" auprès de S&P ou Fitch, ou à 2 auprès de Moody's;

- avoir établi, dans des juridictions autres que le pays dans lequel elles sont constituées en société, une banque ou une succursale ayant été en activité de façon ininterrompue ou pendant au moins 3 ans;
- ne pas avoir contrevenu à la législation bancaire ou aux prescriptions du pays dans lequel elles sont constituées en société ou d'autres juridictions dans lesquelles elles ont des activités; ne pas avoir fait l'objet d'une annulation ou d'une suspension de licence, ou d'une décision de fermeture de filiale/de banque; ou ne pas avoir vu leur solvabilité se dégrader en raison de telles infractions au cours des 3 années précédentes; et
- avoir un bureau de représentation en activité en Mongolie depuis plus d'un an.

4.124. Les licences bancaires sont délivrées par la Banque de Mongolie. Le nombre de licences pouvant être accordées n'est pas limité et leur durée de validité non plus; les demandes de licence doivent être traitées dans un délai de 60 jours suivant leur présentation. Les banques ne peuvent pas vendre ou céder leur licence. Le capital minimal requis pour obtenir une licence est de 50 milliards de MNT.

4.125. La Mongolie a souscrit des engagements sans limitation au titre de l'AGCS pour les trois premiers modes de fourniture (fourniture transfrontières, consommation à l'étranger et présence commerciale) pour un assez grand nombre de sous-secteurs de services bancaires, à savoir: i) l'acceptation de dépôts de monnaie et d'autres fonds remboursables du public; ii) les prêts et avances négociables accordés en vue du financement du commerce, de l'investissement commercial et de l'investissement fixe; iii) les services de règlement/de recouvrement et de transferts monétaires; iv) les garanties et engagements; v) les opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autre, sur: a) les chèques et autres lettres de change; b) les devises; c) les accords de taux de change à terme; d) les valeurs mobilières agréées et autres instruments négociables; et e) la gestion de fonds pour compte de clients; vi) les services de conseil pour les transactions financières et l'investissement; vii) la fourniture et le transfert d'informations financières et le traitement de données financières; viii) les services de conseil et autres services auxiliaires, à l'exclusion de l'intermédiation, relatifs aux services bancaires et autres services financiers; et ix) la participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris la garantie et la fourniture de services relatifs à ces émissions.

4.126. Ces engagements ont été élargis dans le contexte de l'ALE Mongolie-Japon, notamment à toutes les activités de prêt et au crédit-bail.⁶⁴

4.127. En matière d'allocation administrative des ressources financières et de mesures prudentielles avisées, la Banque de Mongolie impose des prescriptions en matière de réserves, pour la monnaie nationale comme pour les devises (10,5% et 15%, respectivement), un ratio minimum de liquidité (25%, abaissé à 20% en vertu des mesures d'assouplissement temporaires actuelles), un ratio de fonds propres de catégorie 1 et un coefficient global de solvabilité (9% et 12%, respectivement), un volant de conservation de fonds propres, qui dépend de l'importance systémique de la banque (entre 0% et 2%) et des limites de concentration de l'exposition à un emprunteur unique et à un groupe d'emprunteurs (5% et 20%, respectivement).

4.128. Les taux d'intérêt des prêts et des dépôts ainsi que les frais sont déterminés par les principes et les conditions générales du marché. En ce qui concerne la méthode de calcul, les banques sont tenues de suivre les lignes directrices de la Banque de Mongolie sur la détermination des taux d'intérêt et elles doivent communiquer les taux d'intérêt qu'elles proposent, ainsi que les frais de gestion et les autres frais appliqués.

4.129. La Banque de Mongolie a adopté et applique les Principes fondamentaux du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace, en prenant en compte la situation nationale de la Mongolie et son positionnement à l'échelle internationale.

⁶⁴ Pour des renseignements plus précis sur ces engagements, voir le Ministère des affaires étrangères du Japon, *Annex 6 Referred to in Chapter 7, Schedules of Specific Commitments and List of Most-Favored-Nation Treatment Exceptions*, pages 674 à 676. Adresse consultée: <https://www.mofa.go.jp/files/000067722.pdf>.

4.130. Le régime d'assurance des dépôts est basé sur le système d' "indemnisation plus", c'est-à-dire que la Société d'assurance-dépôts est légalement habilitée à rembourser les montants des dépôts assurés dans la limite de 20 millions de MNT (article 8.1 de la Loi sur l'assurance des dépôts) si un événement déclencheur survient, c'est-à-dire si la Banque de Mongolie décide de liquider une banque conformément aux dispositions de la Loi bancaire (article 6.1 de la Loi sur l'assurance des dépôts).

4.131. D'après un rapport du FMI de juin 2020⁶⁵, le vaste système bancaire de la Mongolie (les actifs représentant 100% du PIB) présente une vulnérabilité durable face aux perspectives de la dette. Si l'État était appelé à soutenir une banque systémique, les coûts budgétaires pourraient s'avérer considérables. Les faibles volants de fonds propres du système bancaire n'offrent pas une marge de sécurité suffisante pour absorber les effets de la crise provoquée par la pandémie. Dans ce contexte, il devrait y avoir une gestion prudente des risques générés par l'assouplissement temporaire de la réglementation du secteur.

4.132. Pour remédier à ces difficultés, la Banque de Mongolie a présenté un projet de programme de réforme du secteur bancaire pour la période 2020-2023, qui doit être examiné par le Parlement.⁶⁶ Ce programme à moyen terme fixe 5 grands objectifs et prévoit 49 mesures de réforme, dont des mesures de recapitalisation. Le projet de programme se penchera sur les aspects suivants: i) concentration et gouvernance des capitaux des banques; ii) modernisation du contrôle bancaire; iii) recommandations du FMI; iv) renforcement du système de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme; et v) transactions bancaires et technologies financières modernes.

4.4.1.3 Assurance

4.133. L'encadré 4.4 donne les principaux indicateurs du secteur de l'assurance.

Encadré 4.4 Principaux indicateurs économiques du secteur de l'assurance

Nombre de compagnies d'assurance:

2014: 17

2019: 18 (1 compagnie d'assurance-vie; 15 compagnies d'assurance autre que sur la vie; et 2 compagnies de réassurance)

Bilan total du secteur (2019): 365,8 milliards de MNT

Part des différentes catégories de compagnies d'assurance (2019):

Assurance-vie: 2,5%; assurance autre que sur la vie: 76,9%; réassurance: 20,6%

Ratio des primes d'assurance ramenées au PIB (2019): 0,54%

Total des primes (2019): 198,7 milliards de MNT (assurance-vie: 1,3 milliard de MNT; assurance autre que sur la vie: 195,3 milliards de MNT; réassurance: 2,1 milliards de MNT)

Parts de marché et concentration (part de marché cumulée des 5 premières compagnies) (2019):

Assurance-vie:

Assurance-vie nationale: 100%

Assurance autre que sur la vie:

5 premières compagnies: 63,9%

Mongol Daatgal LLC: 16,7%

Mandal Daatgal LLC: 14,8%

Bodi Daatgal LLC: 14,3%

Mig Daatgal LLC: 13,7%

⁶⁵ FMI, *Staff Country Report No. 20/205*. Adresse consultée: <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/06/16/Mongolia-Request-for-Purchase-Under-the-Rapid-Financing-Instrument-Press-Release-Staff-49520>.

⁶⁶ ADB, *Proposed Countercyclical Support Facility Loan Mongolia: COVID-19 Rapid Response Program*, mai 2020. Adresse consultée: <https://www.adb.org/sites/default/files/project-documents/54174/54174-001-rfp-en.pdf>.

Tenger Daatgal LLC: 9,8%

Réassurance:

National Reinsurance JSC: 98,6%

Khubilai Reinsurance LLC: 1,4%

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.134. Le Ministère des finances est responsable de la politique et de la législation globales du secteur, la Commission de contrôle des activités financières (FRC) est en charge du contrôle, et la Direction de la concurrence et de la protection des consommateurs traite des questions de concurrence.

4.135. Pendant la période à l'examen, la Résolution n° 02 de 2019 de la Commission a révisé le Règlement sur les assurances, qui comprenait 17 règles relatives aux activités liées à l'assurance (l'octroi des licences, les pratiques du marché, les règles prudentielles, le contrôle, la gestion des faillites et les prescriptions applicables aux auditeurs et actuaires en assurance). La Résolution n° 114 de 2020 de la Commission a approuvé le Code de conduite du marché de l'assurance et le Code déontologique du marché de l'assurance, qui réglemente les pratiques déontologiques des professionnels de l'assurance et des acteurs du marché de l'assurance, le contrôle de son application et l'imposition de sanctions.

4.136. Les critères d'évaluation pris en compte pour traiter les demandes de licence d'assurance sont les suivants:

- le requérant doit prouver qu'il est pleinement en mesure de se conformer à la législation sur l'assurance et à tout un ensemble de règles relatives à l'assurance une fois la licence spéciale délivrée;
- le requérant doit prouver qu'il a des capacités financières, de gestion et d'organisation suffisantes; et
- la délivrance d'une licence ne doit pas desservir les intérêts du public ou des assurés.

4.137. Une compagnie étrangère ou un citoyen étranger souhaitant devenir actionnaire d'une compagnie d'assurance mongole doit satisfaire aux mêmes prescriptions qu'une compagnie mongole ou qu'un citoyen mongol. En effet, son capital social doit être issu de revenus légitimes et l'actionnaire doit répondre aux critères de compétence et d'honorabilité. Toutefois, si un assureur ou un intermédiaire en assurance étranger a des activités d'assurance, les prescriptions ci-après s'appliquent, conformément à l'annexe 10 de l'Ensemble de règles sur l'assurance:

- L'assureur ou l'intermédiaire en assurance étranger devrait avoir été noté par une agence de notation reconnue à l'échelle internationale.
- Une garantie d'assurance d'un montant minimum de 1 milliard de MNT pour un assureur étranger et de 500 millions de MNT pour un professionnel de l'assurance étranger, doit être déposée sur un compte dans une banque mongole.
- Le requérant devrait être établi en tant que succursale ou bureau de représentation sur son territoire d'origine ou dans des pays autres que le Mongolie, et la succursale ou le bureau de représentation devrait être en activité depuis au moins deux ans.
- Le capital d'un assureur étranger demandant à ouvrir une succursale ou un bureau de représentation doit être au moins égal à 10 milliards de MNT, et celui d'un professionnel de l'assurance étranger, au moins égal à 1 milliard de MNT.
- Le requérant ne devrait pas avoir été impliqué dans une affaire de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme. La FRC peut imposer des conditions et des exigences supplémentaires, en fonction de la classification, du type et de la forme de la succursale ou du bureau de représentation de l'assureur étranger ou du professionnel de l'assurance étranger.

4.138. La FRC traite les demandes de licence dans un délai de 45 jours. Les licences ont une durée de validité illimitée, à moins qu'elles ne soient suspendues ou annulées, et elles ne peuvent pas être vendues, cédées gratuitement ou servir de garantie.

4.139. Dans le cadre de l'AGCS, la Mongolie a souscrit des engagements sans limitation concernant l'assurance, la réassurance et l'assurance des transports pour les trois premiers modes de fourniture (fourniture transfrontières, consommation à l'étranger et présence commerciale), et elle a renouvelé ces engagements dans son ALE avec le Japon.

4.4.1.4 Services liés au marché des titres et des valeurs mobilières

4.140. L'encadré 4.5 donne les principaux indicateurs concernant les services liés au marché des titres et des valeurs mobilières.

Encadré 4.5 Principaux indicateurs concernant les services liés au marché des titres et des valeurs mobilières, 2014-2019

Capitalisation des sociétés cotées en bourse

2014: 1 442,7 milliards de MNT (6,5% du PIB)

2019: 2 693,1 milliards de MNT (7,7% du PIB)

Nombre de sociétés cotées en bourse:

2015: 299

2019: 306

Nombre de maisons de titres (et valeur des actifs gérés):

2015: 68 (67,6 milliards de MNT)

2019: 54 (96,4 milliards de MNT)

Valeur des opérations portant sur des obligations de sociétés (2019): 0,2 milliard de MNT

Valeur des actions négociées (2019): 133,7 milliards de MNT

Valeur des obligations d'État négociées (2019): 9,7 milliards de MNT

Nombre de sociétés de titres, de courtiers et négociants, d'assureurs, de fonds d'investissement et de sociétés par actions (2019): 379

Nombre de négociants en valeurs mobilières (2019): 21

Nombre de gestionnaires d'actifs (2019): 21

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.141. D'après la FRC⁶⁷, le marché des capitaux de la Mongolie est très peu développé et ne joue pas un rôle prédominant dans le financement à long terme; le financement par émission d'obligations de sociétés est par ailleurs quasiment inexistant. La FRC indique qu'il est nécessaire de mettre en œuvre des mesures politiques pour créer un marché secondaire, renforcer le gouvernement d'entreprise des sociétés par action et adopter des systèmes de règlement des opérations sur titres conformes aux normes internationales.

4.142. La FRC a élaboré une liste de modifications de la législation actuelle et de nouveaux projets de loi intitulée "Principaux axes d'amélioration de la législation mongole à l'horizon 2020" et l'a transmise au gouvernement et au Parlement. Cette liste comprend la Loi sur le marché des valeurs mobilières et la Loi sur l'investissement. Le projet de Loi sur le marché des valeurs mobilières étend la portée de la réglementation sur le marché des valeurs mobilières, rend compte des règles relatives aux relations sur le marché boursier et le marché hors cote, et introduit des principes de livraison de titres contre paiement. À cet égard, le projet de loi précise les règles relatives aux nouveaux membres compensateurs, à la réglementation financière concernant les garanties de paiement, à la transparence et à la gouvernance des sociétés par action, et à la protection des intérêts des petits actionnaires.

4.143. Conformément à la réglementation, une personne morale ou physique demandant une licence pour exercer des activités de négociation de valeurs mobilières devrait satisfaire aux prescriptions établies dans les Procédures de licences pour l'exercice d'activités réglementées sur le marché des valeurs mobilières (Annexe 1 de la Résolution de la FRC du 4 avril 2019), à savoir:

⁶⁷ FRC, *Capital Market in Mongolia*, Adresse consultée: https://www.unescap.org/sites/default/files/Session%2012_Mongolia.pdf.

- La personne doit être une société qui exerce des activités de courtage depuis au moins un an, dont le ratio prudentiel a été correctement évalué et qui a fait l'objet d'inspections sur site et hors site peut prétendre obtenir une licence supplémentaire pour la négociation de valeurs pour une durée de 1 an.
- Le capital social de la personne morale doit être de 300 millions de MNT (liquidités).
- La personne morale doit compter un expert en négociation pour exercer ce type d'activité. Cet expert doit être titulaire d'une licence pour travailler sur le marché des valeurs mobilières et il doit satisfaire aux critères de compétence et d'honorabilité.
- La personne physique ou morale doit disposer de matériel logiciel et être connectée à un organisme dépositaire de règlement et de négoce.
- La personne physique ou morale doit respecter la réglementation relative à la négociation de valeurs et avoir un plan de développement.
- La personne physique doit avoir des références obtenues auprès d'un organisme de règlement des échanges et indiquant que rien ne s'oppose à ce qu'elle négocie des valeurs et qu'elle a respecté ses obligations de membre.

4.144. Il n'y a pas de prescriptions supplémentaires pour les sociétés ou les personnes étrangères présentant une demande pour exercer ces activités, et aucune demande de la sorte n'a été formulée jusqu'ici.

4.4.2 Services juridiques

4.145. Le régime de l'accès au marché des services juridiques n'est pas le même pour les fournisseurs nationaux et pour les fournisseurs étrangers. Conformément à la Loi sur le statut des avocats, mise en œuvre en 2013, il faut établir une société en commandite simple et être membre de l'Association du barreau, ce qui nécessite de réussir l'examen du barreau, pour obtenir le titre d'avocat et fournir des services juridiques. Pour représenter des clients devant les tribunaux, un avocat doit aussi être enregistré auprès de la Cour suprême.

4.146. Les avocats étrangers doivent s'enregistrer auprès du Ministère de la justice et des affaires intérieures; à cet effet, ils doivent prouver leur appartenance à un ordre des avocats ou à un barreau, et leur pratique est limitée au droit étranger. Ils ne peuvent pas représenter de clients devant les tribunaux, mais ils le peuvent dans le cadre d'un arbitrage juridique.

4.147. La Mongolie n'a pas souscrit d'engagements concernant les services juridiques dans le cadre de l'AGCS ou de son ALE avec le Japon.

4.4.3 Télécommunications

4.148. Le tableau 4.24 compare les principaux indicateurs les plus récents dont on dispose concernant les télécommunications avec les moyennes régionales et mondiales, et l'encadré 4.6 présente la structure du marché des télécommunications. Le taux de couverture de la population par les réseaux mobiles à large bande est élevé, les réseaux de 3G ayant été déployés en 2009 et les réseaux LTE (4G) en 2016. Il y a par ailleurs une concurrence relativement intense sur le marché de la téléphonie fixe, avec cinq opérateurs. Cependant, le taux de pénétration des services de ligne fixe est peu élevé, ce qui reflète la popularité des services mobiles, en particulier dans les régions où les services de téléphonie fixe ne sont pas disponibles. Les abonnements à la téléphonie fixe sont désormais majoritairement groupés en offres triples. Les offres de services fixes à large bande proposent la DSL, la fibre optique et le WiMAX, la fibre optique représentant la plus grande partie des abonnements.

Tableau 4.24 Principaux indicateurs du secteur des télécommunications, 2017 et (2019)

Principaux indicateurs	Mongolie	Asie-Pacifique	Monde
Abonnements à la téléphonie fixe pour 100 habitants	9,5 (11,8)	9,5 (..)	13,0 (..)
Abonnements à la téléphonie mobile pour 100 habitants	126,4 (134,3)	104,0 (..)	103,6 (..)
Abonnements actifs à la téléphonie mobile à large bande pour 100 habitants	80,8 (96,0)	60,3 (..)	61,9 (..)
Taux de couverture des services mobiles 3G (% de la population)	95,0 (96,0)	91,3 (..)	87,9 (..)
Taux de couverture des services LTE/WiMAX (% de la population)	21,0 (59,0)	86,9 (..)	76,3 (..)
Particuliers utilisant Internet (%)	23,7	44,3	48,6
Ménages équipés d'un ordinateur (%)	32,6 (36,4)	38,9 (..)	47,1 (..)
Ménages ayant un accès à Internet (%)	23,0 (32,7)	49,0 (..)	54,7 (..)
Largeur de bande Internet internationale par utilisateur (Kbit/s)	22,7 (16,07)	61,7 (..)	76,6 (..)
Abonnements à des services fixes à large bande pour 100 habitants	9,3 (9,66)	13,0 (..)	13,6 (..)
Abonnements à des services fixes à large bande, par niveau de débit, ventilation en %:			
256 Kbit/s à 2 Mbit/s	27,0 (18,5)	2,4 (..)	4,2 (..)
2 Mbit/s à 10 Mbit/s	72,3 (80,2)	7,6 (..)	13,2 (..)
≥ 10 Mbit/s	0,8 (1,3)	90,0 (..)	82,6 (..)

.. Non disponible.

Source: Union internationale des télécommunications (UIT); et renseignements communiqués par les autorités.

Encadré 4.6 Structure du marché des télécommunications

Principaux acteurs (nom et part de marché en 2019)

Services de télécommunication sur ligne fixe:

Univision LLC: 58,70%; Skymedia LLC: 17,00%; Mongolia Telecom: 14,46%; Mobinet LLC: 5,03%; G-Mobile: 3,53%; UB Railway: 1,28%

Services de téléphonie mobile:

Mobicom LLC: 38,03%; Unitel LLC: 33,08%; Skytel LLC: 17,43%; G-Mobile LLC: 11,46%

Services mobiles et fixes d'accès à Internet à large bande

Services mobiles à large bande: Mobicom LLC: 45,37%; Unitel LLC: 34,94%; Skytel LLC: 12,62%; G-Mobile LLC: 7,07%

Services fixes à large bande: Univision LLC: 58,03%; Skymedia LLC: 26,61%; Mongolia Telecom LLC: 5,94%; Mobinet LLC: 3,29%; Kewiko LLC: 2,90%; STX Citinet LLC: 1,36%; UB Railway: 0,50%; autres: 1,37%

Participation étrangère dans des entreprises de télécommunication: Mobicom (KDDI LLC Japan: 98,84%)

Participation de l'État: Mongolia Telecom: 94,7%; NETcom (Information Communication Network Company): 100%

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.149. Les types de services ci-après sont entièrement libéralisés⁶⁸: services nationaux de téléphonie fixe longue distance, Internet, location de lignes, services de ligne fixe, services mobiles de téléphonie et d'accès à Internet à large bande, modems câblés et télé par câble, passerelles internationales, services internationaux de téléphonie fixe longue distance et lignes d'abonné numérique (DSL). La concurrence est partielle pour les services suivants: services fixes par satellite, large bande sans fil fixe, boucle locale hertziennne, services mobiles par satellite, microstations terriennes (VSAT) et services de radiodiffusion par satellite.

4.150. La Commission de réglementation des communications (CRC), qui a été établie en 2002, est l'organisme indépendant en charge de la réglementation des secteurs des télécommunications et des technologies de l'information (TIC). Ses membres ainsi que son président sont désignés par le Premier Ministre pour un mandat de six ans. La CRC est financée par les droits de licence, les redevances pour utilisation du spectre et les redevances réglementaires. Ses principales missions sont les suivantes:

- délivrer, suspendre ou annuler les licences;
- définir et certifier les modalités et prescriptions techniques concernant les réseaux et équipements de communication des installations d'abonnés;
- approuver les conditions générales des accords d'interconnexion de réseaux et des accords de partages des recettes;
- approuver la méthode de calcul des tarifs des services de communication et contrôler les tarifs des services proposés par les prestataires dominants sur le marché;
- élaborer des normes de communication;
- élaborer et mettre en œuvre un plan national de numérotation;
- attribuer et surveiller l'exploitation du spectre des fréquences radioélectriques; et
- définir les redevances réglementaires.

4.151. La CRC réglemente la plupart des aspects des secteurs des télécommunications et de l'environnement numérique, notamment ce qui concerne les tarifs d'interconnexion, l'attribution et l'assignation des fréquences, le contrôle de la qualité des services, la numérotation, l'établissement de normes de qualité des services, la surveillance et le respect du spectre, la réglementation des prix, l'établissement de normes techniques, l'homologation par type, les procédures de licences pour les réseaux et services liés aux TIC, le respect des obligations en matière de qualité des services, la radiodiffusion (transmission sonore et transmission télévisuelle) et l'attribution des fréquences radio (procédures de licences).

4.152. L'organisme chargé de formuler la politique du secteur est la Direction des technologies de l'information et de la communication (CITA), qui élabore et met en œuvre les politiques concernant les communications, les technologies de l'information, la gestion du spectre, les services postaux et la radiodiffusion, y compris la numérotation, la concurrence sur le marché, les technologies de pointe, les services universels et les capacités des ressources humaines. La CITA gère aussi la coordination intersectorielle en ce qui concerne la mise en œuvre de la politique des TIC; en outre, elle contrôle et évalue la mise en œuvre de la politique par les organismes publics en charge des TIC.

4.153. Le contenu des émissions radiodiffusées est réglementé par la CRC, la protection des consommateurs par l'AFCCP et la CRC, l'accès aux services universels par la CITA, les technologies de l'information par la CITA et la CRC, la cybersécurité par la CITA, et la protection de la vie privée et des données par la Commission des droits humains. Le contenu d'Internet relève de la responsabilité de l'opérateur et n'est pas réglementé ni modéré, sauf en ce qui concerne les questions de morale publique, de protection des consommateurs et de sécurité nationale.

⁶⁸ "Entièrement libéralisé" signifie qu'il n'existe plus de monopole ni de restriction à la concurrence, et que tout opérateur satisfaisant aux prescriptions techniques peut obtenir une autorisation et exercer des activités.

4.154. La réglementation relative aux télécommunications autorise le dégroupage de la boucle locale. Il n'y a actuellement aucun texte législatif ou réglementaire concernant la portabilité des numéros, mais l'adoption d'une réglementation en la matière est prévue, après l'adoption d'une modification de la législation sur les télécommunications en 2014. Le régime d'interconnexion des réseaux fixes est basé sur la symétrie, c'est-à-dire que les opérateurs de lignes fixes paient le même prix pour raccorder leurs clients à un réseau mobile que celui qui leur est payé par les opérateurs de réseaux mobiles, ce qui est une manière réglementaire de compenser les éventuels effets négatifs de la mise en application du principe voulant que celui qui appelle paie. Les frais d'interconnexion doivent être basés sur les coûts. Le fournisseur de l'interconnexion doit soumettre une offre d'interconnexion de référence à la CRC, qui est habilitée à approuver les modalités générales des accords d'interconnexion entre les réseaux, et les procédures de répartition des recettes.

4.155. La procédure d'octroi de licences pour l'utilisation de fréquences est fondée sur le principe du "concours de beauté" pour la plupart des licences, et sur le modèle de l'appel d'offres pour les ressources, comme la bande FM, la large bande et les fréquences 4G. Le régime de licences est fondé sur un système de catégories. Les ondes radio sont la propriété de l'État. En tant que propriétaire du spectre, l'État accorde des droits d'exploitation de fréquences radio à d'autres personnes morales, conformément aux conditions établies par la Loi. La CRC est habilitée à attribuer des fréquences radio et à adopter des règlements en la matière, à définir les prescriptions techniques applicables aux équipements radioélectriques ainsi que les documents normatifs, et à contrôler leur mise en application. Les bandes de fréquences sont réparties entre la "consommation spéciale" et la "consommation publique", en fonction de leur usage. La consommation spéciale correspond aux fréquences radio utilisées par l'État pour la défense, la sécurité, la protection contre les catastrophes et la protection de la population. La consommation publique correspond aux fréquences radio attribuées à des entités commerciales, des organisations et des citoyens. Une licence est un document qui permet à son titulaire d'utiliser la fréquence pour exploiter un équipement radioélectrique afin d'organiser une communication par radiodiffusion et d'assurer un service public.

4.156. Un certificat de fréquence radio donne le droit d'utiliser une fréquence radio ainsi que tout type d'équipement radioélectrique aux fins des communications par radiodiffusion à usage privé, par exemple la communication radiodiffusée, la recherche scientifique, les essais et les services radio expérimentaux. La procédure de certification de fréquence suit le principe du "premier arrivé premier servi".

4.157. La CRC autorise et encourage à la fois les opérateurs mobiles possédant l'infrastructure (qui exploitent le réseau) et les opérateurs qui ne possèdent pas l'infrastructure (qui louent la capacité de réseau) à pratiquer le partage d'infrastructure. Elle a adopté un règlement relatif au partage des infrastructures mobiles sur la base d'un mandat réglementaire. Cependant, en 2019, le partage des infrastructures mobiles n'était pas pratiqué par les opérateurs.

4.158. Les obligations de service universel portent sur les services de téléphonie vocale, les services résidentiels privés de ligne fixe, les services individuels mobiles d'accès Internet à large bande et les services d'urgence. Ces services relèvent de la responsabilité de l'opérateur historique et ils sont financés par un Fonds de service universel, qui compte 130 contributeurs et dispose d'un budget de 3 milliards de MNT (environ 1,2 million d'USD), grâce à une contribution de 3% du revenu après impôts des fournisseurs de services de télécommunication. Ce fonds est géré par la CITA.

4.159. En dehors des règles relatives aux tarifs d'interconnexion et aux questions de monopole et de position de force sur le marché, aucun sous-secteur des télécommunications ne fait l'objet d'une réglementation des prix, excepté les services de téléphonie mobile vocale de détail et les services de télévision par satellite.

4.160. Le tableau 4.25 présente des données sur les prix de la téléphonie mobile et leur classement selon la méthode de suivi des prix de l'UIT, tandis que le tableau 4.26 donne le même genre de renseignements pour les services de ligne fixe à large bande.

Tableau 4.25 Données concernant les prix de la téléphonie mobile, 2019

Type de services	Classement	% du revenu national brut par habitant	USD (prix courants)	USD (PPP)	Forfait mensuel de téléphonie vocale (en minutes)	Forfait mensuel de SMS	Forfait mensuel de transmission de données (GB)	Taux d'imposition inclus (%)
Services mobiles pour forte consommation de transmission de données et de téléphonie vocale	103	3,7	11,17	30,80	140	70	3,0	10,0
Services mobiles pour faible consommation de transmission de données et de téléphonie vocale	105	3,0	8,81	24,28	70	20	3,0	10,0
Services mobiles de téléphonie vocale	55	0,8	2,25	6,2	Abonnements par contrat 427,4 Services prépayés 171,4	29,5	Abonnements par contrat 1,6 Services prépayés 2,8	10,0
Services mobiles de transmission de données	103	2,2	6,67	18,39	..	..	3,0	10,0

.. Non disponible.

PPP: parité de pouvoir d'achat.

Source: UIT, 2019.

Tableau 4.26 Données concernant les prix de la téléphonie par ligne fixe à large bande, 2019

Classement	% du RNB par habitant	USD	USD (PPP)	Débit (Mbit/s)	Plafond mensuel (GB)	Rapport qualité/prix (USD (PPP)/Mbit/s)	Taux d'imposition inclus (%)	RNB par habitant en 2018 (USD)
68	2,2	6,43	17,72	1	200	17,7	10	3 580

Source: UIT, 2019.

4.161. En février 2017, le gouvernement a approuvé la politique nationale de développement des TIC pour la période 2017-2025, qui vise à suivre les tendances mondiales, à renforcer la gouvernance électronique, à numériser d'autres secteurs et à augmenter le nombre de services électroniques des administrations publiques ainsi que leur rapidité.

4.4.4 Transports

4.4.4.1 Aperçu général

4.162. La Mongolie étant un pays enclavé caractérisé par un vaste territoire, des conditions naturelles difficiles et une densité démographique à la fois faible et inégale, les infrastructures et les services de transport sont essentiels au développement.

4.163. Le tableau 4.27 donne, pour la période à l'examen, la répartition des modes de transport de marchandises, en termes de tonnes et de tonnes-kilomètres, le nombre de passagers, le trafic de passagers en termes de passagers-kilomètres, et les recettes.

Tableau 4.27 Principaux indicateurs du secteur des transports, 2013-2019

Indicateur	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Marchandises transportées (milliers de t)	42 361	44 636	32 197	40 400	53 983	67 802	68 997
dont (%):							
Fret ferroviaire	49,7	47,3	59,5	49,5	42,2	38,0	40,8
Fret routier	50,3	52,7	40,5	50,5	57,8	62,0	59,2
Fret aérien	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Trafic de marchandises (millions de t-km)	14 642	17 419	13 844	16 619	19 167	21 969	23 601
dont (%):							
Fret ferroviaire	82,5	71,6	82,8	74,4	70,4	69,7	73,7
Fret routier	17,5	28,3	17,1	25,5	29,5	30,2	26,3
Fret aérien	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Passagers transportés (millions de personnes)	307,9	344,2	260,3	264,4	216,1	197,0	173,0
dont (%):							
Transport ferroviaire	1,2	1,0	1,1	1,0	1,2	1,3	1,7
Transport routier	98,5	98,8	98,5	98,6	98,2	98,0	97,4
Transport aérien	0,3	0,2	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9
Transport par voie navigable	0,01	0,01	0,04	0,00	0,01	0,01	0,01
Trafic de passagers (millions de passagers-kilomètres)	4 604	5 235	4 931	4 988	5 434	6 598	7 146
dont (%):							
Transport ferroviaire	30,3	22,8	20,2	19,2	17,9	15,1	15,6
Transport routier	41,2	53,3	39,3	39,3	37,6	44,3	40,9
Transport aérien	28,5	23,8	40,4	41,5	44,5	40,7	43,5
Transport par voie navigable	0,01	0,02	0,02	0,01	0,01	0,004	0,003
Recettes (milliards de MNT)	1 045,0	1 038,3	987,9	1 191,5	1 422,2	1 754,4	2 003,5
dont (%):							
Transport ferroviaire	40,3	41,2	39,3	36,7	37,3	35,1	35,4
Transport routier	36,0	35,0	34,9	39,2	35,6	39,7	39,7
Transport aérien	23,7	23,7	25,7	24,1	27,1	25,2	24,9
Transport par voie navigable	0,01	0,05	0,06	0,02	0,02	0,01	0,01

Source: Service mongol d'information statistique, *Transportation*. Adresse consultée: http://www.1212.mn/stat.aspx?LIST_ID=976_L12.

4.164. En ce qui concerne le fret, la part du transport aérien était marginale et plutôt constante pendant la période à l'examen, que ce soit en termes de tonnage ou de tonnes-kilomètres (tableau 4.27). S'agissant du transport terrestre, la part du transport routier, en termes de tonnage, était au début égale à celle du transport ferroviaire, puis elle a progressé pour atteindre 60%. En termes de tonnes-kilomètres, le transport ferroviaire reste prédominant, même si sa part est tombée de plus de 80% à environ 70%. Ce pourcentage élevé est dû au rôle que jouent les chemins de fer dans le transport des produits minéraux, qui sont les principaux produits exportés par la Mongolie.

4.165. La situation est quelque peu différente pour le transport de passagers. En termes de nombre de personnes, le transport routier reste prédominant, avec une part de 97% pendant la période considérée. En termes de passagers-kilomètres, la part du transport routier était d'environ 40% pendant cette période, tandis que celle du transport ferroviaire est tombée de 30% à 15% et que celle du transport aérien a progressé, passant de moins de 30% à plus de 40%.

4.166. S'agissant de l'évolution globale du trafic, la situation n'était pas la même pour le fret et pour le transport de passagers pendant la période à l'examen: le trafic de fret a progressé de 62% en termes de tonnage et de 61% en termes de tonnes-kilomètres, principalement en raison de l'augmentation de la production et des exportations de produits minéraux. Du côté des passagers, le trafic a presque diminué de moitié en termes de nombre de personnes mais il a progressé de 55% en termes de passagers-kilomètres, une évolution qui semble être liée au rôle croissant que joue le transport aérien, pour lequel le nombre de kilomètres par passager est bien supérieur. Globalement, les recettes des transporteurs ont presque doublé pendant la période à l'examen.

4.4.4.2 Transport aérien

4.167. Le marché intérieur de l'aviation est peu développé et comprend principalement des vols exploités par des compagnies nationales entre Oulan-Bator et d'autres villes. L'investissement étranger dans les compagnies aériennes nationales n'est pas plafonné, ce qui est rare au niveau international.

4.168. La Compagnie mongole de transport aérien civil (MIAT), qui est entièrement détenue par l'État, n'exploite pas de vols intérieurs. Comme le montre le tableau 4.28, le nombre de passagers nationaux et internationaux utilisant les transports aériens à l'intérieur, depuis ou à destination de la Mongolie a augmenté depuis 2015, tandis que le volume de fret a légèrement fluctué, suivant une trajectoire descendante.

Tableau 4.28 Principaux indicateurs du transport aérien, 2013-2019

		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Traffic								
Fret	t	6 505	5 514	4 710	4 852	5 369	5 752	5 762
Bagages		5 825	4 955	4 212	4 409	5 022	5 339	5 408
Fret commercial		680	559	498	443	347	413	354
Passagers	Milliers	777,94	682,21	955,9	1 023	1 252	1 422,5	1 621,6
Internationaux		452,17	442,13	765,9	790,5	927	1 020,9	1 188,2
Nationaux		325,78	240,07	189,9	232,6	325,1	401,6	433,4
Vols								
Vols internationaux, dont	Nombre							
Survols		92 386	93 840	97 116	105 936	118 874	131 801	143 805
Atterrissages/décollages		85 690	87 117	90 686	99 210	110 953	123 296	133 663
		6 696	6 723	6 430	6 726	7 921	8 505	10 142
Vols intérieurs		9 772	6 399	4 556	4 956	5 675	6 394	7 967

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.169. Il y a 17 aéroports exploités sous licence, dont 10 sont détenus et exploités par la Direction mongole de l'aviation civile (CAAM). Sur ces 17 aéroports, 8 sont dotés de pistes goudronnées et de systèmes d'éclairage des pistes, dont l'aéroport de Chinggis Khaan, près d'Oulan-Bator, qui est le seul aéroport international. Tandis que le trafic intérieur a fluctué et n'a que modestement progressé pendant la période à l'examen, le trafic international a presque triplé et l'aéroport de Chinggis Khaan fait face à des problèmes d'encombrement en raison de sa piste de décollage et d'atterrissage à sens unique et des conditions aérologiques et des températures hivernales rigoureuses, qui retardent souvent les vols.

4.170. Les travaux de construction du nouvel aéroport international d'Oulan-Bator (NUBIA), qui dispose d'une piste de décollage et d'atterrissage à double sens, ont été menés par la coentreprise formée par les sociétés Mitsubishi et Chiyoda; ils sont partiellement financés par l'aide japonaise au développement, par l'intermédiaire d'un prêt de l'Agence japonaise de coopération internationale de 65,7 milliards de JPY. NUBIA sera exploité par New Ulaanbaatar International Airport LLC, une société conjointe japonaise et mongole établie par Japan Management LLC (Mitsubishi Corporation, Narita International Airport Corporation, Japan Airport Terminal Co., Ltd., et JALUX INC.) et Khushigiin Khundii Airport, une société publique à responsabilité limitée de Mongolie, sur la base d'un accord de concession d'une durée de 15 ans. NUBIA devrait ouvrir en juillet 2021.

4.171. Les services aéroportuaires sont régis par la Loi de 1999 sur l'aviation civile. Celle-ci autorise les partenariats public-privé (PPP), les contrats de construction-exploitation-transfert (CET) et les contrats de concession, à l'image du projet NUBIA.

4.172. Seize opérateurs ont obtenu auprès de la CAAM une licence pour les services d'entretien, de réparation et de révision, dont 7 sont des entreprises à capitaux mongols et 9 sont des entreprises étrangères: i) Lufthansa Technik AG; ii) Aircraft Maintenance & Engineering Corporation (AMECO Beijing); iii) Rheinland Air Service GmbH; iv) China Aircraft Maintenance & Engineering Co. Ltd.; v) Shenyang Avias Aviation Maintenance Engineering Co. Ltd.; vi) GDAT Ningbo Company Limited; vii) Genel Havacilik A.S.; viii) Fokker Services Asia Pte Ltd.; et ix) JSC Air Company (SCAT).

4.173. Le Département de l'entretien de la Compagnie mongole de transport aérien civil (MIAT) est le seul fournisseur de services d'entretien, de réparation et de révision certifié par l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA); depuis 2014, il a fourni des services d'entretien pour 62 aéronefs étrangers.

4.174. Il n'y a pas de réglementation spécifique régissant les services informatisés de réservation (SIR). Les entreprises nationales comme les entreprises basées à l'étranger peuvent fournir ce genre de services, qu'elles aient ou non une succursale en Mongolie. Les sociétés Aerocrs, Amadeus, ARINC, PAXLink et TravelSky fournissent des SIR sur le marché mongol.

4.175. Les services de vente et de commercialisation par les compagnies aériennes sont régis par le Règlement de 1998 sur le transport aérien civil. Il n'y a pas d'interdiction ni de limitation à la vente de billets par les compagnies aériennes, quel que soit le circuit de vente. Les ventes de billets nécessitent une autorisation qui est délivrée automatiquement une fois le permis d'exploitation aérienne obtenu et le créneau attribué.

4.176. La Mongolie n'a pas souscrit d'engagements concernant les services de transport aérien explicitement visés par l'AGCS (entretien et réparation d'aéronefs, vente et commercialisation de services de transport aérien par les compagnies elles-mêmes et SIR), que ce soit au titre de l'AGCS ou de son ALE unique avec le Japon.

4.177. La MIAT a un monopole de fait sur les services d'escale. Cependant, les compagnies aériennes peuvent fournir ces services elles-mêmes si elles y sont autorisées en vertu de l'accord bilatéral de services aériens concerné. Les transporteurs aériens nationaux y sont aussi autorisés, et ils ont commencé à le faire. Les services d'escale assurés mutuellement ou assurés par un tiers ne sont pas autorisés.

4.178. Le principal texte de loi concernant l'aviation commerciale est la Loi de 1999 sur l'aviation civile, qui dispose que la réglementation applicable à l'aviation civile devrait respecter les conventions internationales et les accords internationaux auxquels la Mongolie est partie. Le Ministère des routes et du développement des transports (MRTD) est chargé d'élaborer la politique du transport aérien, tandis que la CAAM est l'organisme public chargé de superviser et de réglementer l'aviation civile – y compris définir et faire appliquer les normes de sécurité conformément à la Convention de Chicago, et octroyer des licences et certifier les exploitants aériens. Comme cela est indiqué ci-dessus, la CAAM a aussi la responsabilité des services de trafic aérien et des services d'exploitation des aéroports, y compris les services d'escale.

4.179. En 2013, le Parlement avait approuvé la politique de l'État en matière d'aviation civile, en vigueur jusqu'en 2020. Cette politique reconnaissait l'importance des transports aériens pour un grand pays enclavé à la faible densité démographique, et fixait plusieurs objectifs dont l'amélioration du cadre réglementaire, l'ouverture progressive du secteur à la concurrence par le biais d'accords de "ciel ouvert" et la création d'une plate-forme de transport de passagers et de fret aérien à l'aéroport de NUBIA pour desservir le nord de l'Asie. Une nouvelle politique nationale en matière d'aviation civile pour la période 2020-2030 est en cours d'élaboration.

4.180. En mars 2018, le Ministère des routes et du développement des transports a organisé une réunion consultative avec le secteur de l'aviation sur le thème "libéralisation du transport aérien, réforme de l'aviation civile". Le gouvernement a signalé qu'il avait les intentions suivantes:

- modifier la Loi sur l'aviation civile afin de soutenir le développement de l'aviation en général, de permettre la fourniture des services de transport aérien essentiels, d'améliorer la capacité des aéroports internationaux et nationaux, de dissocier la réglementation des services d'aviation civile du fonctionnement de la CAAM, et de créer un cadre juridique prévoyant la restructuration de la CAAM;
- apporter un soutien en matière de politique afin d'élargir la coopération internationale avec des compagnies aériennes en ajoutant des accords de partage de code aux clauses bilatérales relatives aux services de transport aérien et en augmentant la fréquence et le nombre de vols assurés par les compagnies mongoles et étrangères sur les lignes internationales, notamment à destination de la République de Corée, de la Fédération de Russie et de la Turquie, et en libéralisant progressivement la politique;
- réduire la participation de l'État dans le secteur en privatisant jusqu'à 49% de sa participation de 100% dans la MIAT;
- soutenir les compagnies privées nationales en les exonérant des taxes d'importation sur les aéronefs et leurs équipements; appliquer une exonération de TVA pour les passagers du transport aérien; et
- élaborer un programme général d'aviation devant être mis en œuvre entre 2018 et 2021 grâce à l'investissement étranger, national et privé; engager des pilotes d'aviation générale; importer des aéronefs légers; et installer des pistes et des aérodromes permanents et temporaires.

4.181. La CAAM a certifié 21 transporteurs aériens, dont 9 étrangers.

4.182. Le tableau 4.29 présente les principaux sous-secteurs d'activité, la flotte, la structure de capital et le réseau constitué par l'ensemble des transporteurs aériens mongols certifiés.

Tableau 4.29 Principaux indicateurs relatifs aux transporteurs aériens mongols certifiés

Compagnie aérienne	Principal secteur d'activité	Flotte (nombre d'avions)	Année d'établissement	Structure de capital	Réseau (en mars 2020, avant la pandémie de COVID)
Compagnie mongole de transport aérien civil (MIAT)	Vols réguliers intérieurs et internationaux de passagers	6	1956	détenue à 100% par l'État	Internationaux: 9 Nationaux: 1 (vols affrétés)
Aeromongolia	Vols réguliers intérieurs et internationaux de passagers	3	2001	Détenue à 100% par des capitaux privés mongols (groupe Monnis)	Internationaux: 2 Nationaux: 10
Eznis Airways	Vols réguliers et affrétés intérieurs et internationaux de passagers	1	2018	Détenue à 100% par des capitaux privés mongols	Internationaux: 1 Nationaux: 0
Hunnu Air	Vols réguliers intérieurs et internationaux de passagers	4	2011	Détenue à 100% par des capitaux privés mongols	Internationaux: 4 Nationaux: 9
A-jet aviation	Vols affrétés	2 hélicoptères	2000	Détenue à 100% par des capitaux privés mongols	Non pertinent
Geosan	Vols à des fins d'arpentage géophysique aérien et de cartographie, et vols intérieurs affrétés	2	1996	Détenue à 100% par des capitaux privés mongols	Non pertinent
MAK	Vols affrétés	1 hélicoptère	2007	Détenue à 100% par des capitaux privés mongols	Non pertinent
Mongolian Airways Cargo	Fret aérien	1	2019	Détenue à 100% par des capitaux privés mongols	Internationaux: 1
Veltel Avia Star	<i>Agriculture</i>	1	2014	Détenue à 100% par des capitaux privés mongols	Non pertinent
Top Extreme Action Mongolia	Aviation générale	4	2006	Détenue à 100% par des capitaux privés mongols	Non pertinent
Zaluu Burged	Aviation générale	1	2016	Détenue à 100% par des capitaux privés mongols	Non pertinent

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.183. Il n'y a pas de politique spécifique concernant les vols tout cargo.

4.184. La politique relative aux vols affrétés est basée sur la réciprocité. Toute compagnie aérienne enregistrant plus de 2 décollages ou atterrissages en Mongolie pendant une période de 28 jours consécutifs, ou plus de 8 décollages ou atterrissages pendant une période de 365 jours consécutifs sera certifiée.

4.185. La Mongolie est membre de l'Accord international sur le transit des services aériens de l'OACI depuis 2004.

4.186. Le tableau 4.30 présente les accords bilatéraux sur les services aériens selon la méthode QUASAR de l'OMC.⁶⁹

Tableau 4.30 Accords sur les transports aériens

Partenaire	Date	5 ^{ème}	7 ^{ème}	Cabotage	Coopération	Désignation ^a	Clause de réserve	Politique de prix ^c	Capacité ^d	Stat	ILA ^e
Chine	08/04/1989	O	N	N	O	M	PSCE	DA	PD	O	10
Pologne	26/05/1989	N	N	N	N	S	PSCE	DA	PD		0
Corée, République démocratique populaire de	03/08/1989	N	N	N	N	S	PSCE	DA	PD	O	0
Roumanie	10/07/1990	N	N	N	N	S	PSCE	DA	PD	O	0
Corée, République de	23/10/1991	N	N	N	O	M	PSCE	DA	PD	O	4
Kazakhstan	27/10/1992	N	N	N	N	S	PSCE	DA		N	0
Singapour	18/05/1993	O	N	N	N	M	PSCE	DD	PD	O	16
Ukraine	23/07/1993	N	N	N	N	M	PSCE	DA	B1	O	8
Thaïlande	25/02/1994	N	N	N	O	S	PSCE	DA	PD	O	0
Hongrie	13/09/1994	N	N	N	N	S	PSCE	DA	N/A		0
Turquie	09/02/1995	O	N	N	N	S	PSCE	DA	PD	O	6
Pays-Bas	09/03/1995	N	N	N	N	M	PSCE	LP		N	12
Danemark	19/06/1997	N	N	N	N	M	PSCE, LPAC	PO	LD	O	20
Norvège	19/06/1997	N	N	N	N	M	LPAC	PO	LD	O	23
Suède	19/06/1997	N	N	N	N	M	LPAC	PO	PD	O	15
Malaisie	09/09/1997	N	N	N	N	S	PSCE	LP	B1	O	12
Allemagne	29/05/1998	N	N	N	N	M	CI	PO	PD	O	11
Inde	01/12/1998	N	N	N	N	M	PSCE	DA	PD	O	4
Japon	10/07/1999	N	N	N	N	M	PSCE	DA	PD	O	4
République kirghize	04/12/1999	O	N	N	N	M	PSCE	DA	PD	O	10
Finlande	10/02/2000	N	N	N	N	M	LPAC	DA	PD	O	12
Royaume-Uni	01/03/2000	N	N	N	N	M	PSCE	DD	B1	O	14
Suisse	03/03/2000	N	N	N	O	M	PSCE	LP	B1	O	16
Hong Kong, Chine	24/05/2000	N	N	N	N	M	LPAC	DA	PD	O	12
Viet Nam	28/06/2000	N	N	N	O	S	PSCE	DA	PD	O	10
Philippines	04/09/2001	N	N	N	N	M	PSCE	DA	B1	O	8
Égypte	27/04/2004	N	N	N	O	M	PSCE	DA	B1	O	8
Macao, Chine	27/06/2006	N	N	N	N	M	LPAC	DA	B1	O	16
France	22/02/2007	N	N	N	N	M	PSCE	DA	B1	O	8
Islande	28/03/2007	O	N	N	N	M	LPAC	DA	B1	O	22
Autriche	02/10/2007	N	N	N	O	M	PSCE	PO	B1	O	11
Émirats arabes unis	25/11/2007	N	N	N	O	M	PSCE	LP	LD	O	20
Bélarus	04/09/2013	N	N	N	N	S	PSCE	DA	B1	O	4
Cambodge	01/03/2016	N	N	N	N	M	PSCE	PO	PD	O	7
République tchèque	25/05/2017	N	N	N	N	M	PSCE	LP	PD	O	12
Luxembourg	01/06/2017	N	N	N	O	M	PSCE		LD	O	12
Malte	14/07/2017	N	N	N	N	M	PSCE	LP	LD	N	20
Myanmar	27/09/2017	N	N	N	O	M	PSCE	DA	PD	O	4

a S = simple; M = multiple.

b PSCE = participation substantielle et contrôle effectif; LPAC = lieu principal d'activité commerciale; CI = communauté d'intérêts.

c DA = double approbation; DD = double désapprobation; PO = pays d'origine; LP = liberté des prix.

d PD = prédétermination; B1 = Bermudes 1, c'est-à-dire détermination *a posteriori*; LD = libre détermination.

e ILA = Indice de libéralisation aérienne (0 = pas de libéralisation; 50 = libéralisation totale).

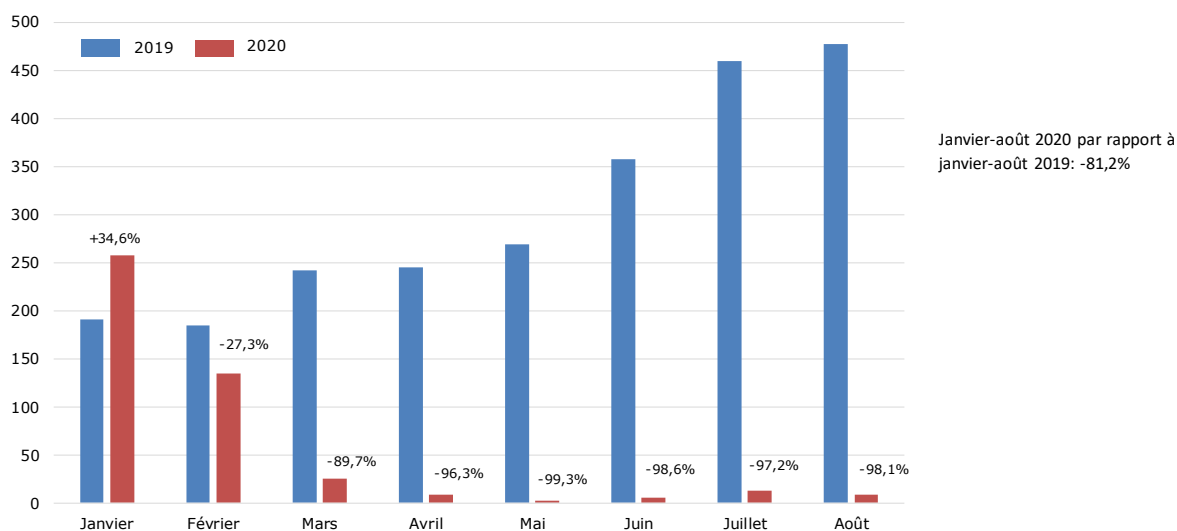
Source: Secrétariat de l'OMC; et renseignements communiqués par les autorités.

⁶⁹ Pour des précisions concernant cette méthode, voir le document de l'OMC S/C/W/270/Add.1 du 30 novembre 2006.

4.187. La politique aérienne mongole est basée sur le principe de libéralisation progressive. Le tableau 4.30 dresse une liste d'accords de ciel ouvert partiel (avec le Danemark, l'Islande, Malte, la Norvège, les Émirats arabes unis et dans une moindre mesure avec Macao, Chine, ainsi qu'avec la Suisse), mais ceux-ci ne sont pas récents et ils portent sur des destinations qui ne sont pas desservies bilatéralement. Le partage de code avec la compagnie aérienne nationale, la MIAT, fait partie intégrante de la politique aérienne nationale. C'est une manière de concilier deux effets apparemment contradictoires de la libéralisation: la multiplication des lignes et l'augmentation des fréquences d'une part; et l'intensification de la concurrence pour la MIAT d'autre part.

4.188. La pandémie de COVID-19 continue d'avoir des effets dévastateurs sur le secteur de l'aviation. Entre janvier et août 2020, le nombre de vols a diminué de 81,2% par rapport à la même période de 2019, comme le montre le graphique 4.9, qui compare mois par mois le nombre de vols (intérieurs et internationaux) effectués en 2019 et 2020. Aucune compagnie n'est actuellement en faillite. Le gouvernement a décidé d'exonérer les compagnies aériennes nationales des redevances de navigation aérienne et envisage de leur octroyer des prêts à des conditions libérales.

Graphique 4.9 Vols de passagers, janvier à août 2019 et 2020



Source: OACI. Adresse consultée: <https://data.icao.int/coVID-19/operational.htm>.

4.4.4.3 Transport ferroviaire

4.189. La Mongolie a un réseau de chemins de fer de 1 962,4 km. La ligne principale (celle du Transmongolien) part de Sukhbaataro Zamyn-Uud et relie les frontières nord (avec la Fédération de Russie) et sud (avec la Chine) de la Mongolie (1 110 km). La deuxième ligne (la "ligne orientale"), qui va de Ereentsav à Choibalsan, relie l'aimag de Dornod à la Fédération de Russie (238 km). La ligne principale comprend aussi plusieurs branches, dont quatre qui desservent les principales zones industrielles d'Erdenet (mine de cuivre, 164 km), de Baganuur (mine de charbon, 95 km), de Bor-Undur (mine de spath fluor, 60 km) et de Zuunbayan (qui était auparavant l'une des principales bases militaires, 50 km). En outre, plusieurs embranchements du Transmongolien desservent des centres urbains et, à l'est, un embranchement du Transsibérien termine sa route à Choibalsan. Les voies ferrées des Chemins de fer mongols sont de même largeur que les voies ferrées russes (1 520 mm), ce qui nécessite un changement à la frontière avec la Chine, où les voies sont de largeur standard (1 435 mm).

4.190. La Mongolie dépend du réseau ferroviaire pour le transport de marchandises et en particulier pour l'exportation de ressources minérales. Comme le montre le tableau 4.31, le trafic intérieur de marchandises correspond approximativement au trafic international; s'agissant du trafic international, environ la moitié des marchandises sont transportées au départ et à destination de la Mongolie, et l'autre moitié relève du transit international. Une part importante, bien qu'en diminution, des marchandises transportées correspond au fret en transit entre la Fédération de Russie et la Chine; environ 90% de ces marchandises sont constitués de pétrole brut et de bois d'œuvre transportés vers la Chine pour être transformés. En 2019, les produits miniers représentaient environ 83% du trafic de fret (tableau 4.32).

Tableau 4.31 Principaux indicateurs relatifs au transport ferroviaire en Mongolie, 2013-2019

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Trafic de marchandises (millions de t-km)	12 076,5	12 473,7	11 462,6	12 371,0	13 493,2	15 315,3	17 384,1
dont (%)							
Trafic intérieur	30,2	28,3	25,0	18,5	18,3	18,7	18,1
Exportations	44,0	44,8	45,8	52,7	47,6	47,7	48,3
Importations	9,6	8,5	9,0	7,5	8,7	9,2	8,7
Transit	16,1	18,4	20,3	21,2	25,4	24,4	24,9
Passagers transportés (milliers de personnes)	3 759,7	3 305,8	2 794,7	2 645,5	2 630,3	2 572,5	2 948,0
dont (%)							
Transport international	4,5	4,7	5,1	4,3	4,0	4,6	3,8
Transport intérieur	95,5	95,3	94,9	95,7	96,0	95,4	96,2
Trafic de passagers (millions de passagers-km)	1 394,4	1 194,5	996,7	955,5	973,2	993,7	1 111,5
Recettes (millions de MNT)	421 418,0	427 863,0	387 938,1	436 845,2	530 016,0	616 025,0	708 624,2

Source: Service mongol d'information statistique, *Transportation*. Adresse consultée: http://www.1212.mn/stat.aspx?LIST_ID=976_L12.

Tableau 4.32 Composition du transport ferroviaire de marchandises, 2013-2019

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Fret national et international (milliers de t)	14 869,0	15 632,9	17 371,3	19 599,2	21 309,6
dont (%)							
Produits miniers	80,0	88,6	86,6	84,7	83,2
Charbon	43,5	42,8	47,1	45,0	40,1
Pétrole et produits pétroliers	1,0	1,5	3,4	3,3	2,6
Concentrés de fluor et de spath	1,9	1,6	1,8	2,8	3,2
Concentrés de cuivre et de molybdène	4,1	4,3	3,8	3,4	3,1
Minerais de fer	28,3	36,7	29,5	29,5	33,4
Concentrés de zinc	0,6	0,8	0,7	0,6	0,6
Autres	0,7	0,9	0,2	0,1	0,1
Matériaux de construction	3,2	6,6	6,8	8,3	9,9
Bois et produits en bois	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6
Produits de consommation alimentaires	0,9	0,9	1,1	1,0	0,9
Produits périssables	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1
Produits agricoles	0,9	0,5	1,5	1,3	1,5
Fer noir (débris, rails)	1,0	0,5	0,7	0,9	1,2
Machines, équipements et outils industriels	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1
Autres	2,9	2,3	2,6	2,9	2,5

.. Non disponible.

Source: Service mongol d'information statistique, *Transportation*. Adresse consultée: http://www.1212.mn/stat.aspx?LIST_ID=976_L12.

4.191. La plupart de ces indicateurs font état d'une tendance à la baisse ou à la stabilité du trafic ferroviaire, à l'exception des flux sortants de marchandises (exportations), qui ont augmenté du fait des exportations de minéraux.

4.192. Le MRTD est chargé d'élaborer la politique et la législation relatives au transport ferroviaire. La Direction des chemins de fer est l'organisme en charge de la réglementation. Elle a le pouvoir de délivrer les licences pour la construction de nouvelles voies ferrées. Le Centre de contrôle du trafic ferroviaire (RTCC) est une entité détenue par l'État et placée sous l'autorité du MRTD. Il a été créé en 2012 dans le but d'assurer la coordination du trafic ferroviaire des opérateurs de chemins de fer privés et publics. Il n'a toutefois pas été en mesure de gérer ce trafic, en raison de capacités techniques insuffisantes.

4.193. Il existe trois sociétés de chemins de fer en Mongolie: l'entreprise commune Mongolie-Russie "Ulaanbaatar Railway" (UBTZ), la société publique par actions Mongolian Railways (MTZ) et Bold Temur Eruu Gol (BTEG) (une société à capital privé).

4.194. Le principal transporteur, UBTZ, qui exploite la ligne du Transmongolien, est détenu à 50% par l'entreprise russe RZD, à 25% par la société minière d'État Erdenet MGL et à 25% par la société publique par actions Mongolian Railways (MTZ). Cette répartition de la propriété à parts égales entre la Fédération de Russie et les autorités mongoles remonte à la construction de la ligne du Transmongolien, entre 1949 et 1956.

4.195. En vertu de la Résolution gouvernementale n° 82 et du 189^{ème} Décret du Comité des biens de l'État, de mars 2008, UBTZ est le seul opérateur du réseau ferroviaire. L'entreprise est à la fois le gestionnaire de l'infrastructure et le seul transporteur. Elle emploie 14 046 personnes et détient 110 locomotives et environ 3 000 wagons.

4.196. Le deuxième opérateur, la société entièrement publique MTZ, a été établi en 2008 pour mettre en place de nouvelles lignes ferroviaires dans le sud et dans l'est de la Mongolie, et il relève directement du MRTD. Actuellement, MTZ est propriétaire de la ligne ferroviaire de Tumurtei, qui s'étend sur 33,4 km, emploie environ 300 personnes et détient au total 9 locomotives et plus de 300 wagons de marchandises. MTZ est un opérateur intégré qui gère sa propre infrastructure.

4.197. Une société privée d'exploitation du minerai de fer, BTEG, construit, détient et exploite une ligne de fret ferroviaire de 85 km, qui dessert sa mine principale. C'est l'entreprise UBTZ qui transporte les wagons de BTEG, sur son réseau.

4.198. La Loi de 2007 sur le transport ferroviaire dispose que l'infrastructure ferroviaire, considérée comme jouant un rôle particulièrement important pour l'économie du pays et pour la société, peut être soit entièrement détenue ou majoritairement contrôlée par l'État, soit transférée à l'État après un délai donné. Cette décision est prise par le gouvernement. Les autres lignes ferroviaires peuvent être construites et détenues par des entités publiques ou privées.

4.199. La politique nationale des transports ferroviaires est définie dans la Résolution du Parlement n° 32 du 24 juin 2010. Elle présente un projet de construction d'un réseau ferroviaire de 1 100 km lors de la première phase, de 900 km lors de la deuxième phase et de 3 600 km lors de la troisième. En juin 2018, la Résolution du Parlement n° 73 intitulée "Moyens de développer l'extraction de charbon en intensifiant les activités à Tavan Tolgoi" a enjoint le gouvernement d'intensifier ses activités relatives au projet ferroviaire entre le gisement de charbon de Tavan Tolgoi et Gashuunsukhait. Suite à cette résolution, le gouvernement a accéléré les projets de liaison Tavan tolgoi-Gashuunsukhait et Tavantolgoi-Zuubayan.

4.200. Le projet de ligne ferroviaire Tavan Tolgoi-Zuunbayan est géré par l'entreprise publique MTZ et la construction fait appel à des ressources locales. D'après le plan de construction, le projet sera achevé en 2021. Les travaux de construction entrepris par la Société des chemins de fer de Tavan Tolgoi (créée en 2018, 66% du capital appartenant à la société minière de Tavan Tolgoi Erdenes et 34% à l'entreprise publique MTZ) entre Tavan Tolgoi et le terminal frontalier de Gashuunsukhait se sont interrompus en 2015, mais ils ont désormais repris. Le projet Tavan Tolgoi-Gashuunsukhait devrait être achevé en 2022. Les opérateurs ferroviaires qui travailleront sur les deux nouvelles lignes n'ont pas été choisis.

4.4.4.4 Transport routier

4.201. Étant donné que la Mongolie a un vaste territoire, des conditions climatiques difficiles et une faible densité de population, le réseau routier est assez peu développé. Comme le montre le tableau 4.33, d'importants efforts ont été déployés pour construire de nouvelles routes goudronnées pendant la période à l'examen (le réseau passant de 5 838 km en 2013 à 9 780 km en 2019, soit une augmentation de 67%). Tandis que le trafic de passagers, mesuré en millions de personnes-kilomètres, a progressé à un rythme rapide (+54%), le trafic routier de marchandises, mesuré en millions de tonnes-kilomètres, a augmenté de 242% et le nombre de véhicules a triplé.

4.202. Une grande partie des véhicules sont des véhicules d'occasion importés, principalement du Japon, en dépit du fait que ces véhicules sont prévus pour la conduite à droite alors que la circulation se fait à droite en Mongolie. L'importation de véhicules d'occasion contribue à la proportion importante (près de la moitié) de voitures et de camions de plus de 11 ans.

Tableau 4.33 Principaux indicateurs du secteur du transport routier, 2013-2019

		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Routes goudronnées	Km	5 838	6 461	7 125	7 456	8 431	9 023	9 780,6
Routes en gravier	Km	1 864	1 782	1 715	1 696	1 308	1 207	1 207,9
Pistes	Km	1 172	1 184	971	972	614	604	604,9
Total	Km	8 875	9 428	9 812	10 126	10 355	10 835	11 593,40
Marchandises transportées	Milliers de t	21 321	23 514	13 043	20 406	31 212	42 033	40 848,75
	Millions de t-km	2 555	4 936	2 374	4 236	5 661	6 640	6 203,78
Passagers transportés	Millions	303	340	256	260	212	193	168,44
	Millions de passagers-km	1 897	2 793	1 940	1 959	2 040	2 919	2 925,09

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.203. Le MRTD est en charge de l'élaboration de la politique et de la législation relatives au réseau routier et au transport routier. La politique gouvernementale est définie dans plusieurs documents, y compris les suivants: la Stratégie nationale de développement pour 2007-2021; la Stratégie nationale pour les transports; le programme "Transit Mongolia"; le Plan directeur pour le développement du réseau routier de la Mongolie pour la période 2008-2020; et les programmes d'investissement sur 15 ans élaborés par le MRTD.

4.204. Depuis le début des années 2000, la politique gouvernementale des transports routiers est axée sur la construction de plusieurs grands axes routiers, à savoir cinq axes nord-sud et un axe est-ouest, y compris sur les portions du réseau routier asiatique situées en Mongolie (108) et les corridors du Programme de Coopération économique régionale de l'Asie centrale (CAREC). Des routes d'accès goudronnées reliant les centres urbains provinciaux au réseau routier principal sont aussi en cours de construction.

4.205. Les licences pour le transport de passagers et de fret sont délivrées par le MRTD suivant le principe du traitement national.

4.206. S'agissant du transport de marchandises, les critères d'octroi des licences ne sont basés que sur des prescriptions techniques. Aucune exigence de capacité financière ne s'applique pour le transport international de marchandises. Il n'y a pas de limite spécifique concernant la part de marché dans les transports routiers et la Loi sur la concurrence ne prévoit pas d'exception pour ce sous-secteur. Il n'y a pas de réglementation concernant la politique de prix applicable au transport de marchandises, mais il existe des directives administratives facultatives concernant la manière de déterminer les prix du fret.

4.207. Pour les licences de transport de passagers, la société de transport et le Ministère doivent convenir de l'itinéraire, des horaires et du type de véhicules couverts par la licence. Les questions relatives au transport de passagers à Oulan-Bator, y compris la politique des prix, sont régies par le département des transports de la ville. À l'exception de quatre entreprises de transport public exerçant des activités à Oulan-Bator et autour de la ville, toutes les entreprises de transports routiers sont des entreprises privées qui sont indemnisées par les administrations publiques pour l'application de tarifs sociaux. La Mongolie met actuellement en œuvre un système de paiement électronique

pour les services de transport publics, dans le cadre d'un PPP. Les services du type de ceux proposés par la société Uber se développent. Les demandes de services de taxi sont reçues et traitées par le biais de centres d'appel. Ces centres d'appel peuvent être gérés comme des entités à part entière ou par un transporteur. Les prix des transports publics interurbains sont déterminés par le Centre national des services de transport routier, qui dépend du MRTD.

4.208. Les licences internationales pour le transport de marchandises ou de passagers sont délivrées sous réserve du respect des dispositions de l'accord sur les transports entre la Mongolie et le pays partenaire. La Mongolie a un réseau de 11 accords bilatéraux sur les transports routiers, avec le Bélarus, la Chine, la Hongrie, le Kazakhstan, la République démocratique populaire de Corée, la République kirghize, la Lettonie, la Lituanie, la Fédération de Russie, la Turquie et l'Ukraine. Tous ces accords réglementent à la fois le transport de marchandises et de passagers, et suivent le principe de la répartition 50/50. La Mongolie est membre de la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR (Convention TIR), de la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route, de la Convention sur la circulation routière et la Convention sur la signalisation routière.

4.209. La Mongolie n'a souscrit aucun engagement concernant le transport routier dans le cadre de l'AGCS ou de son unique ALE avec le Japon.

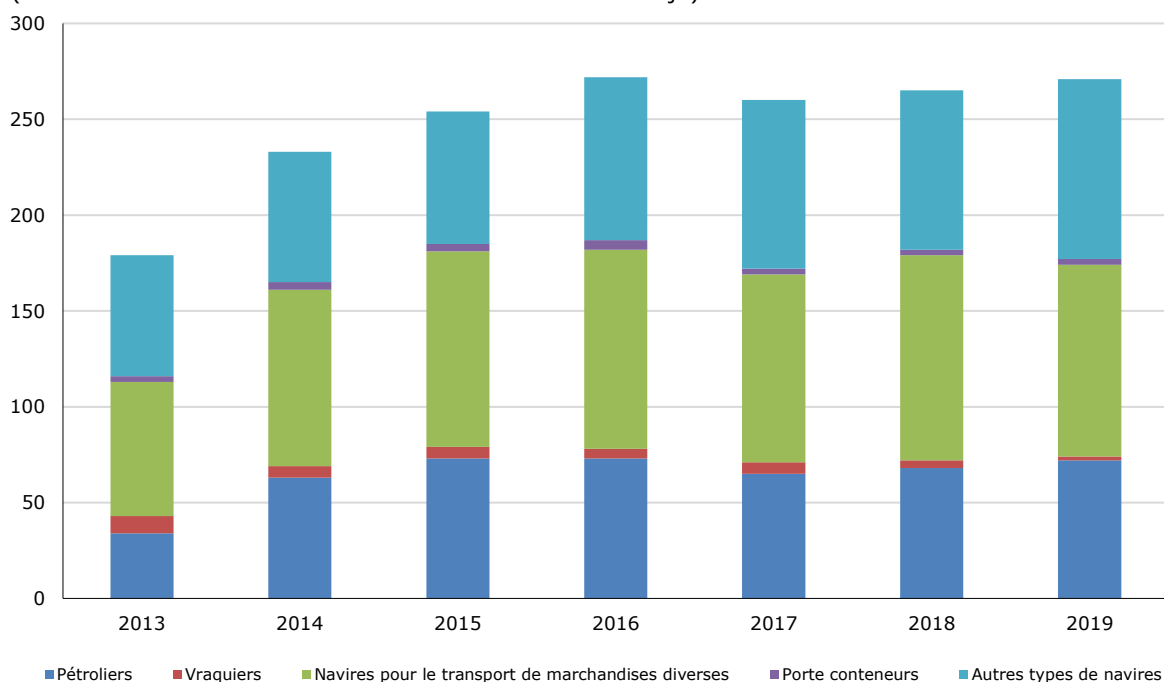
4.4.4.5 Transports maritimes

4.210. Bien que la Mongolie soit un pays sans littoral, elle a établi, en vertu de sa Loi maritime de 1999, un registre maritime ouvert, aucune exigence de nationalité ne s'appliquant ni pour la propriété ni pour l'équipage, y compris les officiers. Cette loi a été modifiée une fois, en 2007, pour créer l'Administration maritime mongole (MMA), améliorer et contrôler l'enregistrement des navires et approuver la réglementation relative aux procédures d'immatriculation des navires. Une nouvelle modification a été abordée dans le cadre d'une réunion gouvernementale à la fin de 2019, et sera bientôt examinée par le Parlement.

4.211. En 2018, la flotte battant pavillon mongol représentait 0,03% de la flotte mondiale et était essentiellement composée de pétroliers et de navires pour le transport de marchandises diverses (graphique 4.10).

Graphique 4.10 Flotte, par type de navire, 2013-2019

(Nombre de navires de commerce maritime d'au moins 100 tjb)



Source: Données de l'UNCTADStat. Adresse consultée: <https://unctadstat.unctad.org/CountryProfile/MaritimeProfile/en-GB/496/index.html>.

4.212. Bien que le nombre de navires enregistrés soit resté globalement stable pendant la majeure partie de la période à l'examen, le tonnage a diminué (tableau 4.34). Par rapport à 2015, qui est l'année où le niveau le plus important a été enregistré, le tonnage avait été divisé par trois en 2018 et 2019, en raison du départ de plusieurs gros pétroliers. Des intérêts étrangers détiennent des participations effectives dans ce tonnage: Singapour, avec 31,2%; la Malaisie, avec 14,61%; Panama, avec 6,59%; et Hong Kong, Chine, avec 6,3%.

Tableau 4.34 Capacité de charge, par type de navire, 2013-2019

(Milliers de t de port en lourd)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (1 ^{er} semestre)
Flotte totale^a	684	964	2 232	2 211	1 280	665	733	608,6
Pétroliers	80	529	1 746	1 778	861	273	337	
Vraquiers	288	160	175	128	120	78	53	
Navires de marchandises diverses	217	207	230	208	182	211	196	
Porte-conteneurs	16	23	23	36	27	27	29	
Autres types de navires	83	45	58	61	89	76	118	

a Navires de commerce maritime motorisés d'au moins 100 tjb, au 1^{er} janvier.

Source: Données de UNCTADStat, *Maritime Profile: Mongolia*; adresse consultée: <https://unctadstat.unctad.org/CountryProfile/MaritimeProfile/en-GB/496/MaritimeProfile496.pdf>.

4.213. Le registre est tenu par la Mongolian Ship Registry Company LLC, qui est détenue à 70% par des intérêts mongols et à 30% par des intérêts singapouriens.

4.214. La Mongolie n'a pris aucun engagement concernant le transport maritime dans le cadre de l'AGCS. Cependant, dans son ALE avec le Japon, elle a souscrit des engagements sans limitation pour les modes 1, 2 et 3 pour le transport de passagers et de marchandises, la location de navires

avec équipage, la réparation de navires, les services de poussage et de remorquage et les services annexes des transports maritimes.

4.4.5 Tourisme

4.215. Les paysages uniques de la Mongolie, sa culture et le nomadisme très répandu sont des atouts forts du secteur du tourisme, qui en font une destination attrayante pour les sports d'extérieur et d'aventure, y compris le trekking, la randonnée à cheval ou à dos de chameau, la chasse et la pêche. Le secteur pourrait être un moteur de croissance économique inclusive et de réduction de la pauvreté, s'il était développé en suivant les principes de développement durable et s'il poursuivait les objectifs d'une politique nationale.

4.216. Le secteur du tourisme est très contraint par l'insuffisance des infrastructures de transport aérien, routier et ferroviaire. La dégradation des routes complique l'accès aux zones reculées, tandis que le nombre limité d'aéroports et de vols restreint la connectivité internationale, ce qui fait obstacle au développement du tourisme. Le secteur pâtit de l'absence d'une stratégie de commercialisation uniformisée, qui se traduit par une faible connectivité avec les marchés internationaux et une visibilité moindre sur ces marchés. Le respect insuffisant de la législation relative à la durabilité a commencé à menacer l'écosystème environnemental. Le tourisme est un secteur très saisonnier qui n'est donc pas intéressant pour faire carrière, ce qui engendre un niveau d'expertise, des flux entrants de touristes et un degré d'employabilité faibles. Le gouvernement a pris des mesures pour surmonter ces obstacles, comme la campagne "Nomade par nature" du Ministère de l'environnement et du tourisme, et le Programme d'action du gouvernement pour la période 2016-2020, destiné à renforcer la compétitivité du secteur.

4.217. Malgré ces obstacles structurels, le secteur a sensiblement progressé pendant la période considérée. Le tableau 4.35 présente les principaux indicateurs du secteur des services touristiques (avant la pandémie de COVID-19, qui a radicalement affecté le secteur et dont les effets sont exposés séparément). Le nombre de touristes a globalement augmenté pendant la période à l'examen, et leurs dépenses ont plus que doublé entre 2014 et 2018. Presque tous les touristes entrants provenaient de la région Asie-Pacifique et d'Europe et les touristes de loisir (par opposition à ceux qui voyagent pour des raisons personnelles ou professionnelles) ont représenté environ la moitié de ce contingent et environ la moitié des dépenses.

Tableau 4.35 Principaux indicateurs des services touristiques, 2014-2019

Données et indicateurs de base	Unités	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Tourisme récepteur							
Arrivées							
Total	(Milliers)	393	386	404	471	529	577
Visiteurs qui passent la nuit (touristes)	(Milliers)	..	..	..	..	..	..
Visiteurs de la journée (excursionnistes)	(Milliers)	..	..	..	..	..	..
Dont: croisiéristes	(Milliers)	..	..	..	..	..	..
Arrivées, par région							
Total	(Milliers)	393	386	404	471	529	577
Afrique	(Milliers)	0,8	0,8	0,7	0,9	1,0	0,98
Amériques	(Milliers)	18	19	21	23	24	25
Asie de l'Est et Pacifique	(Milliers)	238	229	229	266	296	323
Europe	(Milliers)	134	135	151	177	204	220
Moyen-Orient	(Milliers)	0,7	0,8	0,9	1,0	1,3	0,7
Asie du Sud	(Milliers)	2	2	3	3	4	5
Autres, hors catégorie	(Milliers)	..	..	..	..	..	..
Dont: citoyens mongols résidant à l'étranger	(Milliers)	..	..	..	..	..	..
Arrivées, par motif principal							
Total	(Milliers)	393	386	404	471	529	577
Motif personnel	(Milliers)	261	292	325	415	475	..
Vacances, loisirs	(Milliers)	123	121	150	191	222	..
Autres motifs personnels	(Milliers)	138	171	174	224	253	..
Affaires et motifs professionnels	(Milliers)	132	95	79	54	54	..
Dépenses							
Total	Millions d'USD	257	279	379	462	526	607
Voyage	Millions d'USD	215	246	316	396	461	..

Données et indicateurs de base	Unités	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Transport de passagers	Millions d'USD	42	33	63	66	65	..
Dépenses, par motif principal du voyage	Millions d'USD						
Total	Millions d'USD	215	246	316	396	461	..
Motif personnel	Millions d'USD	209	240	290	360	417	..
Affaires et motifs professionnels	Millions d'USD	6	6	26	36	44	..
Secteurs du tourisme							
Nombre d'établissements							
Total	Unités	..	..	..	..	..	..
Hébergements pour visiteurs	Unités	..	..	..	..	..	..
Dont: hôtels et établissements assimilés	Unités	318	324	358	328	374	620
Services de restauration	Unités	..	762	829	743	876	..
Transport de passagers	Unités	..	..	..	..	..	..
Agences de voyages et autres activités de services de réservation	Unités	..	..	..	..	..	318
Autres secteurs du tourisme	Unités	..	..	..	..	..	..
Hébergements pour visiteurs dans des hôtels et établissements assimilés							
Données non monétaires							
Nombre d'établissements	Unités	318	324	358	328	374	620
Nombre de chambres	Unités	6 227	6 831	7 250	6 726	8 215	..
Emploi							
Nombre d'employés, par secteur du tourisme							
Total	(Milliers)	12,3	13,7	13,9	13,7	16,2	..
Services d'hébergement (hôtels et établissements assimilés)	(Milliers)	4,6	4,9	4,8	4,5	5,3	..
Autres services d'hébergement	(Milliers)	..	..	..	..	..	..
Activités de restauration	(Milliers)	7,7	8,8	9,2	9,2	11,0	..
Transport de passagers	(Milliers)	..	..	..	..	..	..
Agences de voyage et autres activités de services de réservation	(Milliers)	..	..	..	..	..	..
Autres secteurs du tourisme	(Milliers)	..	..	..	..	..	..

.. Non disponible.

Source: Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies; Ministère de l'environnement et du tourisme; et renseignements communiqués par les autorités.

4.218. Le nombre d'hôtels et d'établissements de restauration a régulièrement augmenté pendant la période à l'examen, tout comme le nombre de lits disponibles. Les données relatives à l'emploi ne concernent que les hôtels et les établissements de restauration. L'emploi a progressé, passant de 12 000 personnes en 2014 à 16 200 en 2018, les établissements de restauration représentant les deux tiers du nombre total d'emplois.

4.219. Les chiffres calculés par le Conseil mondial du voyage et du tourisme au sujet des effets directs et indirects du secteur du tourisme sur l'économie sont très importants car ils permettent d'évaluer la contribution globale du secteur du voyage et du tourisme à l'économie.⁷⁰ D'après les données disponibles, ce secteur a représenté 7,2% du PIB et 7,65% de l'emploi en 2019 (avec 88 700 emplois directs et indirects) et la valeur ajoutée y a progressé de 11,9% en 2019, quand la croissance du PIB de l'économie en général était de 5,6%. La même année, les dépenses des visiteurs internationaux ont représenté 6,8% des exportations totales (dont les trois quarts correspondant à des dépenses dans les loisirs et le reste, à des dépenses d'affaires).

4.220. La principale autorité en charge de la réglementation du secteur du tourisme est le Ministère de l'environnement et du tourisme. Outre le Ministère, le Conseil du tourisme, qui est un organe consultatif rattaché au Premier Ministre, conseille le Premier Ministre et lui fait part de ses conclusions et ses avis concernant l'élaboration et la mise en œuvre de politiques intégrées de tourisme. Ce Conseil est composé d'un président, de membres proposés séparément par les

⁷⁰ Conseil mondial du voyage et du tourisme. *Economic Impact Reports*. Adresse consultée: <https://wttc.org/Research/Economic-Impact>.

départements administratifs de l'État central respectivement en charge des finances, du budget, des infrastructures et des questions environnementales (un membre chacun), et de trois membres issus d'organisations du tourisme, proposés par une organisation du tourisme non gouvernementale. Le président et les membres sont nommés par le Premier Ministre. Les gouverneurs des aimags peuvent, en prenant en considération la demande pour le développement du tourisme, charger une unité ou un responsable des questions liées au tourisme local.

4.221. Le MET est en train d'élaborer une nouvelle loi sur le tourisme qui prévoit un fonds pour aider à: i) financer les dépenses liées au développement des infrastructures; ii) promouvoir la Mongolie comme destination, sur le plan national et international; iii) éliminer les effets négatifs potentiels du tourisme sur l'environnement; iv) restaurer les biens culturels; et v) protéger et entretenir le patrimoine historique, culturel et naturel. Le fonds pour le tourisme sera une composante du budget de l'État central. Il sera administré par le Ministère; on ne connaît pas encore le crédit budgétaire alloué.

4.222. La principale législation régissant le secteur est la Loi sur le tourisme, qui a été adoptée par le Parlement en 2000. Cette loi définit un régime d'accès au marché ouvert, qui encourage l'investissement dans le secteur, et notamment l'investissement étranger. Les dernières modifications apportées ont supprimé le régime de licences pour les entreprises touristiques, et exonéré de TVA les services fournis par les organisateurs touristiques à des visiteurs expatriés. L'article 11.1 de la Loi prévoit la possibilité d'exonérations fiscales en faveur des personnes morales, afin d'encourager l'investissement étranger dans le secteur. De plus, la Loi sur l'impôt sur les sociétés dispose que dans les zones franches, les entités qui investissent plus de 300 000 USD pour construire des hôtels ou des stations touristiques, ou pour développer les industries exportatrices, peuvent bénéficier d'une exonération fiscale pouvant aller jusqu'à 50% de l'investissement.

4.223. Le régime libéral est entièrement consolidé au niveau multilatéral, dans la mesure où le gouvernement a souscrit des engagements sans limitation dans tous les secteurs du tourisme (hôtellerie et restauration, et services des agences de voyage et des organisateurs et guides touristiques) et où il a repris cette libéralisation dans son ALE avec le Japon.⁷¹

4.224. La nouvelle Politique nationale du tourisme a été approuvée par le gouvernement en août 2019. Ses objectifs sont l'amélioration de la compétitivité des produits touristiques mongols, la création d'emplois grâce à l'amélioration des produits et services touristiques, l'amélioration des moyens de subsistance de la population et l'augmentation des bénéfices tirés du tourisme pour l'économie et la société. Le budget annuel du Ministère comprend un crédit en faveur de la mise en œuvre de la Politique.

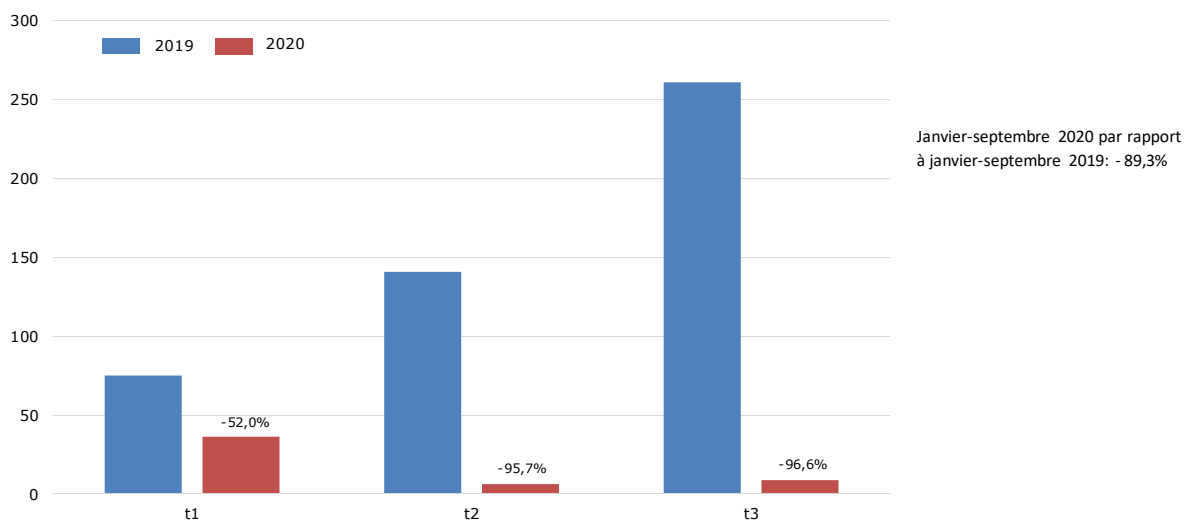
4.225. L'un des instruments de politique en la matière est l'initiative de prêts écologiques, qui a été élaborée en 2019 en partenariat avec des banques commerciales pour aider le secteur de l'hébergement à mettre en place des solutions respectueuses de l'environnement en matière de chauffage et de traitement des eaux usées, et pour augmenter la capacité d'hébergement. Les intérêts annuels d'un prêt écologique sont de 8% après octroi des subventions de l'État. En 2020, le Ministère a alloué 500 millions de MNT au titre des subventions aux prêts écologiques.

4.226. Le programme national de formation en vue du renforcement des capacités est un autre instrument de politique en faveur du secteur du tourisme et des services hôteliers, dont la mise en place a été différée en raison de la pandémie de COVID-19 et qui a finalement été déployé entre le 15 septembre et le 10 octobre 2020. Le budget alloué à ce programme national de formation est de 550 millions de MNT.

4.227. Le graphique 4.11 montre la diminution du nombre d'arrivées de touristes depuis le début de la pandémie de COVID-19. Celle-ci a eu des effets dévastateurs sur le secteur du tourisme, réduisant l'activité quasiment à néant. Entre janvier et septembre 2020, le nombre total d'arrivées a diminué de 89,3% et les recettes du tourisme ont chuté de 58,2% au premier trimestre de 2020, et de 98,1% au deuxième trimestre (le dernier pour lequel on dispose de données).⁷²

⁷¹ Pour avoir la liste complète des engagements, voir le Ministère des affaires étrangères du Japon, *Annex 6 referred to in Chapter 7, Schedules of Specific Commitments and List of Most-Favoured-Nation Treatment Exemptions, Part 1, Schedules of Specific Commitments in relation to Article 7.7, 1A: Schedule of Japan*, page 649. Adresse consultée: <https://www.mofa.go.jp/files/000067722.pdf>.

⁷² OMT, *International Tourism and COVID-19*. Adresse consultée: <https://www.unwto.org/international-tourism-and-covid-19>.

Graphique 4.11 Arrivées de touristes internationaux (milliers), janvier à septembre, 2019 et 2020

Source: OMT. Adresse consultée: <https://www.unwto.org/international-tourism-and-covid-19>.

4.228. Pour faire face aux effets de la pandémie de COVID-19, le gouvernement a mis en œuvre trois mesures. Premièrement, entre le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre 2020, les entreprises, y compris celles du secteur du tourisme, ont été exonérées des cotisations d'assurance sociale, l'impôt sur les revenus n'a pas été prélevé sur les salaires et les entreprises dont le revenu annuel est inférieur à 1,5 milliard de MNT (environ 540 000 USD) ont été exonérées de l'impôt sur les sociétés.

4.229. Deuxièmement, entre avril et juin 2020, une allocation forfaitaire mensuelle de 200 000 MNT a été accordée aux employés des entreprises affectées par le ralentissement économique.

4.230. Troisièmement, le MET travaille à l'élaboration d'un programme destiné à développer l'initiative de prêts écologiques précitée et à baisser les taux d'intérêt appliqués.

5 APPENDICE – TABLEAUX

Tableau A1. 1 Exportations de marchandises, par section et par principal chapitre du SH, 2013-2019

Section/chapitre/ sous-position du SH	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total des exportations (millions d'USD)	4 269,1	5 774,3	4 669,3	4 916,3	6 200,6	7 011,8	7 619,8
	(% du total des exportations)						
01 Animaux vivants et produits du règne animal	0,6	0,3	0,6	0,6	1,1	1,5	1,3
02 Produits du règne végétal	0,2	0,4	0,8	1,1	1,1	0,3	0,2
03 Graisses et huiles	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01
04 Produits des industries alimentaires, boissons et tabac	0,3	0,2	0,3	0,2	0,4	1,3	0,8
1602 Préparations et conserves de viande, d'abats ou de sang	0,00	0,00	0,01	0,03	0,14	1,13	0,66
05 Produits minéraux	81,9	83,0	78,8	70,9	79,6	86,6	83,7
25 Sel, soufre, terres et pierres, plâtres, ciments	2,0	1,3	1,4	1,2	1,4	2,7	2,7
2529 Spath fluor	2,0	1,2	1,4	1,2	1,4	2,7	2,7
26 Minerais, scories et cendres	41,3	55,8	57,0	42,9	35,5	38,1	35,3
2601 Minerais de fer et leurs concentrés	15,3	7,7	4,9	5,1	5,1	4,9	7,6
2603 Minerais de cuivre et leurs concentrés	22,2	44,6	48,8	32,7	26,0	28,7	23,6
2608 Minerais de zinc et leurs concentrés	2,8	2,0	2,2	3,0	2,9	2,8	2,5
27 Combustibles minéraux et huiles minérales	38,7	25,9	20,3	26,8	42,7	45,8	45,7
2701 Houille	26,1	14,7	11,9	19,8	36,4	39,7	40,3
2709 Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	12,1	11,0	8,3	6,9	6,0	5,6	4,8
06 Produits des industries chimiques ou des industries connexes	0,01	0,01	0,01	0,03	0,02	0,02	0,03
07 Matières plastiques et caoutchouc	0,07	0,04	0,05	0,15	0,05	0,02	0,02
08 Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,8	0,6	0,7	0,6	0,4	0,2	0,2
09 Bois, liège, vannerie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
10 Pâte de bois; papier et carton	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
11 Matières textiles et ouvrages en ces matières	6,6	5,9	6,5	6,1	5,4	5,8	5,7
51 Laine, poils fins ou grossiers	6,0	5,4	5,9	5,4	4,7	5,2	4,9
5102 Poils fins ou grossiers, non cardés ni peignés	4,5	4,1	4,6	4,3	3,7	4,0	4,0
510211 ... De chèvre de Cachemire	4,5	4,0	4,5	4,3	3,6	4,0	3,9
12 Chaussures, coiffures, etc.	0,03	0,02	0,03	0,04	0,04	0,03	0,03
13 Ouvrages en pierres, plâtre, ciment	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
14 Pierres gemmes et métaux précieux	7,3	7,0	9,0	15,5	9,6	2,1	5,5
7108 Or, sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre	7,3	7,0	9,0	15,4	9,6	2,1	5,5
15 Métaux communs et ouvrages en ces matières	0,5	0,8	1,5	1,8	1,6	1,3	1,0
7403 Cuivre affiné et alliages de cuivre sous forme brute	0,4	0,7	1,4	1,5	1,5	1,2	0,9
16 Machines, matériel électrique	1,1	1,0	1,2	1,5	0,4	0,4	0,5
17 Matériel de transport	0,5	0,6	0,4	1,4	0,3	0,4	1,0
18 Instruments et appareils de précision	0,04	0,06	0,06	0,02	0,02	0,06	0,02
19 Armes et munitions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Ouvrages divers	0,05	0,04	0,04	0,05	0,04	0,03	0,03
21 Objets d'art, etc.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source: Calculs de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU et données communiquées par les autorités (2019).

Tableau A1. 2 Importations de marchandises, par section et par principal chapitre du SH, 2013-2019

Section/chapitre/sous-position du SH	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total des importations (millions d'USD)	6 357,8	5 131,5	3 796,6	3 339,6	4 337,3	5 874,8	6 127,4
	(% du total des importations)						
01 Animaux vivants et produits du règne animal	1,0	0,0	1,1	1,2	1,3	1,2	1,3
02 Produits du règne végétal	1,1	1,0	2,1	3,3	1,8	2,3	1,5
03 Graisses et huiles	0,6	0,6	0,7	0,8	0,7	0,6	0,5
04 Produits des industries alimentaires, boissons et tabac	6,5	7,5	8,7	9,9	8,7	7,4	7,3
05 Produits minéraux	27,3	28,5	24,7	21,1	22,8	22,6	22,4
27 Combustibles minéraux et huiles minérales	25,6	26,5	23,0	20,4	22,4	22,4	22,2
2710 Huiles de pétrole, autres que les huiles brutes	22,2	22,5	18,6	15,3	18,2	18,9	19,0
06 Produits des industries chimiques ou des industries connexes	4,7	6,0	7,1	8,1	7,3	6,3	6,0
30 Produits pharmaceutiques	1,2	1,6	1,9	2,7	2,2	2,0	1,8
07 Matières plastiques et caoutchouc	3,7	4,0	3,7	4,1	4,2	3,9	4,2
39 Matières plastiques et ouvrages en ces matières	1,9	2,3	2,2	2,3	2,2	2,2	2,3
08 Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1
09 Bois, liège, vannerie	0,7	1,1	1,1	0,9	0,9	0,6	0,7
10 Pâte de bois; papier et carton	1,0	1,1	1,2	1,4	1,2	1,0	0,9
11 Matières textiles et ouvrages en ces matières	1,1	1,3	1,5	1,9	1,7	1,5	1,4
12 Chaussures, coiffures, etc.	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3
13 Ouvrages en pierres, plâtre, ciment	2,2	2,8	2,8	2,5	1,9	1,9	2,3
14 Pierres gemmes et métaux précieux, perles	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15 Métaux communs et ouvrages en ces matières	8,7	10,5	9,8	6,3	7,7	9,2	8,8
72 Fonte, fer et acier	3,2	3,9	2,8	1,5	1,9	2,6	3,2
73 Ouvrages en fonte, fer ou acier	4,6	5,5	5,1	3,8	4,8	5,5	4,8
16 Machines, matériel électrique	21,9	19,2	20,7	20,4	21,2	21,9	20,2
84 Machines, appareils et engins mécaniques et parties de ces machines ou appareils	15,1	12,6	13,6	11,2	12,8	13,6	14,2
85 Matériel électrique et ses parties	6,8	6,6	7,1	9,1	8,4	8,3	6,1
17 Matériel de transport	15,7	12,0	9,7	13,0	14,4	15,3	19,0
87 Véhicules et leurs parties	13,0	9,7	9,4	11,9	12,8	14,1	16,2
8703 Véhicules automobiles pour le transport de personnes	5,9	5,6	5,5	6,6	6,0	6,9	6,8
8704 Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	4,8	2,1	1,3	1,4	4,4	4,8	6,9
18 Instruments de précision	1,4	1,8	2,3	1,8	1,4	1,8	1,5
19 Armes et munitions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20 Ouvrages divers	1,9	2,1	2,3	2,6	2,2	1,9	1,5
21 Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU et données communiquées par les autorités (2019).

Tableau A1. 3 Exportations de marchandises par destination, 2013-2019

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total des exportations (millions d'USD)	4 269,1	5 774,3	4 669,3	4 916,3	6 200,6	7 011,8	7 619,8
	(% du total)						
Amériques	3,3	0,3	0,4	0,3	0,2	0,1	0,4
États-Unis	0,1	0,3	0,4	0,2	0,1	0,1	0,3
Autres pays d'Amérique	3,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Canada	3,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Europe	6,8	9,2	11,0	17,9	11,8	3,7	5,8
UE-28	6,7	8,7	8,6	17,8	11,7	3,6	4,8
Royaume-Uni	4,7	6,9	7,2	16,0	10,7	2,5	3,8
Italie	1,2	0,9	0,9	0,7	0,7	0,8	0,6
Allemagne	0,4	0,3	0,2	0,9	0,2	0,2	0,2
France	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Autriche	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
AELE	0,1	0,5	2,4	0,0	0,0	0,0	1,0
Suisse	0,1	0,5	2,3	0,0	0,0	0,0	1,0
Autres pays d'Europe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Communauté d'États indépendants (CIS)	1,6	1,2	1,7	1,2	1,1	1,3	1,0
Fédération de Russie	1,4	1,1	1,6	1,1	1,1	1,2	0,9
Kazakhstan	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Afrique	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moyen-Orient	0,3	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3
Iran	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,3
Asie	87,9	88,9	86,5	80,5	86,7	94,7	92,5
Chine	86,7	87,8	83,5	79,0	85,0	92,8	88,9
Japon	0,2	0,4	0,4	0,3	0,2	0,4	0,2
Autres pays d'Asie	1,0	0,7	2,6	1,2	1,5	1,5	3,4
Singapour	0,2	0,2	0,6	0,3	0,4	0,4	2,0
Australie	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,5
Corée, République de	0,3	0,2	1,4	0,2	0,2	0,3	0,4
Taïpei chinois	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4	0,4	0,1
Viet Nam	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
Hong Kong, Chine	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1
Thaïlande	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU et données communiquées par les autorités (2019).

Tableau A1. 4 Importations de marchandises par origine, 2013-2019

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total des importations (millions d'USD)	6 357,8	5 131,5	3 796,6	3 339,6	4 337,3	5 874,8	6 127,4
	(% du total)						
Amériques	9,7	5,0	4,0	5,4	6,2	4,9	6,4
États-Unis	8,1	4,2	3,1	4,2	4,8	3,6	4,7
Autres pays d'Amérique	1,6	0,7	1,0	1,2	1,4	1,3	1,7
Canada	1,3	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8
Brésil	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,6
Europe	12,3	9,9	10,9	12,4	2,0	10,8	10,8
UE-28	11,4	9,0	9,8	11,2	10,9	9,8	9,6
Allemagne	4,0	3,0	3,3	3,6	3,0	2,9	3,1
Pologne	1,0	0,9	1,0	1,2	1,1	1,0	1,1
Italie	0,9	0,9	0,9	1,0	1,1	0,9	1,0
Suède	0,6	0,2	0,3	0,8	0,8	0,7	0,7
France	1,0	1,0	0,7	0,6	0,7	0,7	0,6
Autriche	0,1	0,2	0,6	0,3	0,2	0,3	0,6
Royaume-Uni	0,7	0,5	0,6	0,8	0,7	0,5	0,5
AELE	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Autres pays d'Europe	0,7	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8
Turquie	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7
Communauté d'États indépendants (CIS)	28,6	32,4	29,3	28,2	30,2	30,8	29,8
Fédération de Russie	24,6	29,9	26,9	25,8	28,1	29,1	28,2
Biélorus	2,4	0,4	0,5	0,4	0,6	0,4	0,6
Ukraine	0,9	1,3	1,0	1,0	0,6	0,7	0,5
Kazakhstan	0,5	0,6	0,8	0,9	0,8	0,5	0,5
Afrique	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Moyen-Orient	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Asie	49,2	52,5	55,6	53,8	51,4	53,2	52,7
Chine	28,1	33,1	35,8	31,1	32,6	33,5	33,2
Japon	7,0	7,2	7,2	9,9	8,4	9,5	9,6
Autres pays d'Asie	14,1	12,2	12,5	12,8	10,4	10,1	9,9
Corée, République de	8,0	6,8	6,8	5,9	4,6	4,5	4,4
Australie	0,8	0,3	0,3	0,7	0,8	0,8	0,9
Viet Nam	0,4	0,5	0,8	1,2	0,9	0,8	0,9
Malaisie	1,4	1,2	1,0	1,2	0,9	0,9	0,9
Inde	0,5	0,2	0,4	0,7	0,8	0,9	0,6
Thaïlande	0,7	0,9	0,9	0,9	0,7	0,6	0,6

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, base de données Comtrade de l'ONU et données communiquées par les autorités (2019).

Tableau A1. 5 Stock total d'investissement entrant direct, par secteur, 2014-2019

(Millions d'USD)

Secteur économique	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Construction	891,6	907,5	933,1	835,5	865,0	917,2
Services d'éducation	13,0	13,0	13,6	14,2	14,5	18,3
Industries de transformation	659,4	681,4	285,4	326,1	317,2	331,5
Commerce de gros et de détail; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	1 178,4	1 383,5	1 122,4	1 525,1	1 634,7	1 725,3
Activités d'hébergement et de restauration	133,1	299,8	389,1	300,5	295,1	297,9
Information et communication	180,9	178,6	145,8	128,9	142,5	147,4
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	168,5	179,5	183,6	185,7	198,2	207,2
Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	0,0	0,0	0,0	0,0	11,9	13,8
Activités financières et d'assurances	675,1	720,4	734,0	793,6	919,0	1 026,0
Transport et entreposage	59,0	57,7	55,0	59,6	122,2	152,6
Administration et activités d'appui administratif	81,0	73,9	41,9	55,0	117,7	200,5
Arts, spectacles et activités récréatives	4,3	5,3	5,8	6,0	6,1	6,4
Approvisionnement en eau; assainissement, gestion des déchets et activités de dépollution	9,3	9,8	10,1	10,1	10,1	10,3
Industries extractives	15 419,7	15 360,0	11 518,3	12 825,8	14 566,8	16 232,3
Autres activités de services	552,7	593,5	599,6	650,8	676,3	693,4
Activités immobilières	135,9	142,5	146,0	164,4	180,3	179,5
Agriculture, sylviculture et pêche	58,0	61,6	64,6	69,4	72,7	77,2
Activités des ménages privés en tant qu'employeurs et activités non différenciées de production des ménages privés	1,7	1,9	2,1	3,4	3,4	3,5
Santé et action sociale	9,1	9,6	10,5	24,6	25,7	26,6
Distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air climatisé	16,4	16,7	16,7	41,2	42,2	43,2
Administration publique et défense; assurances sociales obligatoires	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4	1,7
Total	20 247,0	20 696,3	16 277,5	18 019,9	20 223,0	22 555,7

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

Tableau A1. 6 Total des flux d'investissement entrant direct, par secteur, 2014-2019

(Millions d'USD)

Secteur économique	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Construction	124,0	76,0	70,5	55,4	21,7	59,3
Services d'éducation	0,4	0,0	0,9	0,6	0,6	3,7
Industries de transformation	29,1	29,9	24,1	33,0	43,4	24,6
Commerce de gros et de détail; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	292,6	101,5	111,5	297,1	143,2	198,4
Activités d'hébergement et de restauration	4,8	170,8	144,9	23,5	10,2	16,5
Information et communication	19,4	30,7	10,5	4,8	7,6	7,3
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	11,3	15,3	12,1	5,9	16,6	59,1
Activités des organisations et organismes extraterritoriaux	0,0	0,0	0,0	0,0	12,1	1,9
Activités financières et d'assurances	117,4	72,0	73,0	53,6	224,4	146,2
Transport et entreposage	8,1	6,3	6,7	41,2	1,7	34,1
Administration et activités d'appui administratif	13,1	3,4	4,1	13,0	24,6	84,8
Arts, spectacles et activités récréatives	1,3	1,1	1,0	0,3	0,0	0,5
Approvisionnement en eau; assainissement, gestion des déchets et activités de dépollution	0,1	0,6	0,7	0,0	0,0	0,2
Industries extractives	1 271,7	789,7	941,2	1 442,4	2 130,3	2 197,2
Autres activités de services	66,6	78,6	53,9	42,5	64,2	39,6
Activités immobilières	18,0	14,5	22,6	20,8	20,8	19,3
Agriculture, sylviculture et pêche	11,5	4,2	5,3	5,6	3,4	4,5
Activités des ménages privés en tant qu'employeurs et activités non différenciées de production des ménages privés	0,3	0,5	0,6	1,3	0,0	0,1
Santé et action sociale	0,6	0,6	1,7	20,2	1,2	0,8
Distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air climatisé	1,0	0,6	1,2	25,1	1,4	1,3
Administration publique et défense; assurances sociales obligatoires	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,4
Total	1 991,5	1 396,3	1 486,4	2 086,3	2 728,7	2 899,9

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

Tableau A2. 1 Principales notifications à l'OMC, 1^{er} janvier 2015-31 octobre 2020

Accord de l'OMC	Description	Cote	Date
Accord sur l'agriculture			
Articles 10 et 18:2 (ES:2 et ES:3)	Engagements en matière de subventions à l'exportation: engagements de réduction des dépenses budgétaires et des quantités; et notification des exportations totales	G/AG/N/MNG/9	04/06/2018
Article 18:2 (DS:1)	Soutien interne	G/AG/N/MNG/10	22/02/2019
Accord général sur le commerce des services			
Article III:4 ou IV:2	Contact et points d'information	S/ENQ/78/Rev.20	25/03/2020
Article V:7 a) 3)	Accords d'intégration économique: Mongolie-Japon	S/C/N/863	02/06/2016
GATT DE 1994			
Article XXIV:7 a) du GATT de 1994	Zones de libre-échange: Mongolie-Japon	WT/REG373/N/1	02/06/2016
Accord sur la facilitation des échanges			
Article 22:3	Points de contact du service chargés de coordonner l'assistance et le soutien pour le renforcement des capacités en matière de facilitation des échanges	G/TFA/N/MNG/3	04/09/2019
Articles 1:4, 10:6.2 et 12:2.2	Publication	G/TFA/N/MNG/2 G/TFA/N/MNG/2/Add.1	12/07/2019 12/12/2019
Articles 15 et 16	Engagements des différentes catégories	G/TFA/N/MNG/1	26/02/2018
Accord sur les règles d'origine			
Article 5 et paragraphe 4 de l'Annexe II	Règles d'origine non préférentielles et préférentielles	G/RO/N/144 G/RO/N/164	12/09/2016 03/04/2018
Accord sur les obstacles techniques au commerce			
Article 2:9	Règlements techniques	G/TBT/N/MNG/7 G/TBT/N/MNG/9 G/TBT/N/MNG/10	20/02/2017 04/11/2019 04/11/2019
Article 5:6	Notification OTC	G/TBT/N/MNG/8 G/TBT/N/MNG/11	04/11/2019 04/11/2019

Source: Secrétariat de l'OMC.

Tableau A3. 1 Lignes tarifaires pour lesquelles le taux NPF appliqué est supérieur au taux consolidé, 2020

Code du SH	Désignation	Taux NPF appliqué	Taux consolidé
Entièrement supérieur au niveau des positions à 8 chiffres			
29011000	Hydrocarbures acycliques	5%	0%
29012100		5%	0%
29012200		5%	0%
29012300		5%	0%
29012400		5%	0%
29012900		5%	0%
29021100	Hydrocarbures cycliques	5%	0%
29021900		5%	0%
29022000		5%	0%
29023000		5%	0%
29024100		5%	0%
29024200		5%	0%
29024300		5%	0%
29024400		5%	0%
29025000		5%	0%
29026000		5%	0%
29027000		5%	0%
29029000		5%	0%
30019000	Produits pharmaceutiques	5%	0%
30021100		5%	0%
30021200		5%	0%
30021300		5%	0%
30021400		5%	0%
30021500		5%	0%
30021900		5%	0%
30022000		5%	0%
30023000		5%	0%
30031000		5%	0%
30032000		5%	0%
30033100		5%	0%
30033900		5%	0%
30034100		5%	0%
30034200		5%	0%
30034300		5%	0%
30034900		5%	0%
30036000		5%	0%
30039000		5%	0%
30041010		5%	0%
30041090		5%	0%
30042010		5%	0%
30042090		5%	0%
30043110		5%	0%
30043190		5%	0%
30043210		5%	0%
30043290		5%	0%
30043910		5%	0%
30043990		5%	0%
30044110		5%	0%
30044190		5%	0%
30044210		5%	0%
30044290		5%	0%
30044310		5%	0%
30044390		5%	0%
30044910		5%	0%
30044990		5%	0%
30045010		5%	0%
30045090		5%	0%
30046010		5%	0%
30046090		5%	0%
30049010		5%	0%
30049090		5%	0%
30051000		5%	0%
30059010		5%	0%
30059030		5%	0%

Code du SH	Désignation	Taux NPF appliqué	Taux consolidé
30059040		5%	0%
30059090		5%	0%
30061000		5%	0%
30062000		5%	0%
30063000		5%	0%
30064000		5%	0%
30065000		5%	0%
30066000		5%	0%
30069200		5%	3,25%
Partiellement supérieur au niveau des positions à 8 chiffres			
01029000	Animaux vivants de l'espèce bovine autres que les bovins domestiques et les buffles (les animaux de race pure sont consolidés à 0%)	5%	0%, 20%
30029000	"Autres" médicaments	5%	0%, 6,5%
30069200	Déchets pharmaceutiques	5%	0%, 6,5%
38253000	Déchets cliniques (les déchets cliniques du n° 3005 du SH sont consolidés à 0%)	5%	0%, 6,5%, 20%
84439900	Parties et accessoires de machines et d'appareils servant à l'impression (ceux du n° 8471 du SH sont consolidés à 0%)	5%	0%, 20%
84734000	Parties et accessoires pour (autres) machines et appareils de bureau (les machines automatique de traitement de l'information sont consolidées à 0%)	5%	0%, 20%
84735000	de bureau (les machines automatique de traitement de l'information sont consolidées à 0%)	5%	0%, 20%
85044000	Convertisseurs statiques	5%	0%, 20%
85235200	"Cartes intelligentes" (les cartes munies d'un seul circuit intégré électronique sont consolidées à 0%)	5%	0%, 20%
85284200	Moniteurs et projecteurs aptes à être connectés	5%	0%, 20%
85285200	directement à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471 et conçus pour être utilisés avec celle-ci	5%	0%, 20%
85286200	l'information du n° 8471 et conçus pour être utilisés avec celle-ci	5%	0%, 20%
85439000	Parties de machines électriques n.d.a. (les parties de micro-assemblages électroniques sont consolidées à 0%)	5%	0%, 20%
85489000	Parties électriques de machines ou d'appareils n.d.a. (les micro-assemblages électroniques sont consolidés à 0%)	5%	0%, 20%

Note: Les lignes tarifaires visant des produits prohibés ne sont pas prises en compte, le taux NPF appliqué n'étant pas disponible.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités.